

صكنا من الامل

Le Monde

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16242 - MERCREDI 16 AVRIL 1997 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

LE MONDE EMPLOI

■ L'Europe n'est pas encore sociale
■ 8 pages
■ d'annonces classées

Jacques Chirac et Alain Juppé hésitent entre un remaniement et une dissolution

LA RÉFLEXION et les discussions continuent, à l'Élysée, sur une relance de l'action gouvernementale, qui pourrait être inféchiée afin de tenir compte des prévisions économiques et du calendrier de l'Union monétaire européenne. Jacques Chirac s'est entretenu longuement, durant le week-end, avec Alain Juppé qu'il a reçu de nouveau, pendant une heure, lundi 14 avril en début de soirée. L'indétermination de la politique du pouvoir pourrait donner lieu à un élargissement du gouvernement, voire à des élections législatives anticipées après dissolution de l'Assemblée nationale. Cette dernière hypothèse n'était « pas d'actualité », mardi matin, selon Michel Péricard. De son côté, François Bayrou a plaidé, sur Europe 1, pour un remaniement du gouvernement.

Lire page 7

Les internes suspendent leur grève et annoncent d'autres formes d'action

Soins gratuits dans les hôpitaux à partir du 24 avril



EN GRÈVE depuis cinq semaines, les internes en médecine ont décidé, mardi 15 avril, de « suspendre leur mouvement dans sa forme actuelle », tout en continuant leur action sous d'autres formes. Ils ont prévu d'entamer « dès le 24 avril, date anniversaire des ordonnances de M. Juppé, une grève administrative illimitée, en soignant gratuitement tous les patients dans tous les hôpitaux de France », tout en annonçant pour la seule journée du 24 une grève des soins. Lundi soir, le ministre des affaires sociales leur a remis un document qui, selon lui, met un point fi-

Lire page 6

L'Europe à la recherche d'une stratégie sociale

Des marches européennes contre le chômage

ALORS QUE les chiffres mensuels du chômage dans les quinze pays de l'Union Européenne (UE) indiquaient, lundi 14 avril, son maintien à 10,8 % de la population active, en moyenne, les sans-emploi de toute l'Europe ont commencé à tenter de se mobiliser « contre l'exclusion et la précarité » et pour « une autre Europe ». A partir de plusieurs villes d'Europe, notamment de France, quelques centaines de chômeurs se sont mis en marche à l'appel d'associations françaises qui ont reçu l'appui des grandes centrales syndicales. Les « marcheurs » entendent se retrouver à Amsterdam le 14 juin pour le sommet européen que réunira la présidence néerlandaise afin de conclure la Conférence intergouvernementale (CIG) sur la réforme des institutions de l'UE. Parallèlement, la décision brutale de Renault de fermer son usine de Vilvorde, en Belgique, a réveillé certains des responsables des institutions européennes. Conscients des critiques d'une partie de l'opinion, qui reproche à l'UE d'aller vers la monnaie unique sans se préoccuper le moins du monde d'un taux de chômage record, ils veulent donner un peu de corps au concept d'« Europe sociale ». La présidence néerlandaise, la Commission et les représentants des partenaires sociaux au niveau européen devaient ainsi se retrouver, mardi 15 avril, à Bruxelles. Il s'agissait d'imaginer une stratégie d'accompagnement social en cas de décision de restructuration d'un groupe et, notamment, de licenciements massifs - bref, de mener un exercice post-Vilvorde. Rendus publics lundi, les chiffres mensuels de l'Office européen des statistiques sur le chômage indiquaient la persistance déprimante d'un sous-emploi massif dans l'ensemble de l'Union. Quelque 18,2 millions d'Européens sont toujours sans emploi, soit 10,8 % de la population active de l'UE. La France est l'un des pays les plus touchés avec un taux de 12,5 %.

Lire pages 2, 8 et 14

Où habitent les Français ?

Une étude de l'Insee révèle que trois Français sur quatre habitent désormais en aire urbaine. Parallèlement l'espace rural recule. p. 10

Mobilisation à Kinshasa

La capitale zairoise a été paralysée, lundi 14 avril, par une « journée ville morte » organisée par l'opposition. p. 4

Entreprises et droits de l'homme

Pour la première fois, certaines des plus grandes sociétés américaines opérant dans le tiers-monde se sont dotées d'un « code de bonne conduite ». p. 3

Forces françaises en Albanie

La force multinationale a commencé à se déployer en Albanie : les soldats français ont débarqué, mardi 15 avril, dans le port de Durres. p. 3 et notre éditorial p. 12

Photographies des pôles

Au travers de deux expositions parisiennes et de plusieurs livres, deux lectures des images s'affrontent : ethnographique ou esthétique. p. 22

Le sancerre des bords de Loire

Jean-Pierre Quélin a enquêté sur ce vin blanc encore populaire et reconnu de qualité nationale. p. 20

Allemagne, 3 DM; Andorre-Guyane, 9 F; Autriche, 25 AT; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 250 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 400 DR; Italie, 1.485 L; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 20 DH; Norvège, 14 KRON; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 ESC; République tchèque, 100 Kč; Royaume-Uni, 1 £; Suède, 100 F CFA; Suisse, 10 F; Tunisie, 100 F CFA; USA, 1 \$; USA (Havai), 2 \$; USA (autres), 2,20 \$.

M 0147-416-7.00 F

Le « spread betting », nouveau pari des élections britanniques

LONDRES de notre correspondant dans la City

Combien de sièges les travaillistes obtiendront-ils à la Chambre des communes ? Avez-vous une opinion tranchée sur le nom du prochain leader des Tories en cas de démission de John Major ou sur le nombre de voix que va recevoir Sir James Goldsmith, président-fondateur du mouvement Europhob Referendum Party dans la circonscription de Putney ? Il existe un moyen amusant, mais dangereux, de tester la validité de votre bon jugement : le spread betting sur les élections générales du 1^{er} mai auquel s'adonnent avec délices les golden boys de la City.

Récalcitrants aux mathématiques s'abstenir. Le pari est aussi complexe que le protocole du Parlement de Westminster. Ainsi, le preneur de paris fixe une fourchette, appelée le spread, sur le nombre de députés travaillistes élus lors du scrutin : entre 363 et 369. Optimiste, vous pensez que la formation de Tony Blair gagnera davantage de sièges, disons 400. Si la gauche atteint ce chiffre, vous gagnez trente et une fois votre mise. Mais attention, si le Labour tombe en dessous de 363 sièges, par exemple 300 sièges, vous perdez soixante-trois fois votre mise ! Les sommes en jeu sont considérables, car, en moyenne, les professionnels de la finance paient plusieurs centaines de livres par siège.

Pour fonceur sans ceinture de sécurité, le spread betting ? « Non. Parier sur la politique est chose aisée, car tout le monde a son opinion, et cela ne demande aucune connaissance particulière, à l'inverse de la Bourse », réplique Stuart Wheeler, directeur général d'IG Index, l'une des firmes spécialisées dans ce type de jeu qui amuse tant les courtiers. En fait, IG Index ne fait qu'appliquer aux élections les règles des nouveaux marchés à terme, les fameux futures, où l'on ignore ses gains ou pertes à venir. Pas d'expert de politique intérieure à la rescousse ! Sur le bureau de cet ancien banquier, avocat de formation, et parleur par tempérament, s'étale une marée de journaux. A l'écouter, le reste est une question de flair et de rudiments d'algèbre.

Le spread betting a pour lui l'originalité, le retentissement médiatique, le goût du risque et un dépôt de garantie minimale. Mais les clients ne jouent pas contre d'autres parieurs, comme

au PMU, mais contre IG Index. La firme, quant à elle, se protège contre toute surprise désagréable en révisant régulièrement ses fourchettes pour encourager ou décourager les paris. « Tous mes clients sont prévenus : pas question de jouer avec de l'argent que l'on ne peut pas perdre. Même s'il existe des mécanismes pour limiter la casse, il faut être prêt à sacrifier des sommes substantielles sans ciller », ajoute Stuart Wheeler à propos des énormes positions accumulées par certains flambeurs.

Face à ce rival conquérant, les traditionnels bookmakers londoniens, déjà fortement pénalisés par la concurrence de la loterie nationale, sont dans leurs petits souliers. Ainsi, William Hill donne le Labour à un contre quatre ; en cas de victoire, le parieur qui a joué 4 livres en reçoit 5 (sa mise plus 1), somme de laquelle il faut déduire une taxe. Les gains minimes attendus de la victoire plus que probable de Tony Blair découragent bien des adeptes. Fataliste, un porte-parole de William Hill déclare : « C'est tout de même un meilleur rendement que de placer votre argent sur un compte bancaire... »

Marc Roche

Le nouvel empire de la drogue

LE TRAFIC de drogue augmenterait chaque année de près de 100 % en Russie, où la police manque cruellement de moyens d'agir. Mercredi 16 et jeudi 17 avril, se tient à Moscou une conférence internationale organisée par le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (Pnuid). L'un de nos correspondants, Jean-Baptiste Naudet, nous dévoile ce nouvel empire de la drogue qu'est en passe de devenir l'ancien empire soviétique. Au commissariat des « stupés » de Moscou, les sans-grade évoquent la corruption et leur lassitude. Le plus effrayant reste à venir : l'apparition d'une véritable mafia de la drogue liée, au plus haut niveau, au monde politique russe.

Lire page 11

La Turquie est-elle un pays européen ?

LA TURQUIE est-elle destinée à entrer un jour dans l'Union ? La question n'est pas nouvelle. Elle se pose depuis que la CEE, en 1963, en concluant un accord d'association avec ce pays, lui ouvrait en principe la perspective d'une adhésion à terme. Près de trente-cinq ans plus tard, Ankara ne s'est guère rapprochée de cet objectif et, alors que l'Union se prépare à s'élargir, ceux qui, comme la France, continuent de proclamer la « vocation européenne » de la Turquie ont la tâche particulièrement difficile.

L'arrivée à la tête du gouvernement en juin 1996 de Necmettin Erbakan, chef d'un parti islamiste qui tourne le dos à l'Europe ne facilite pas les choses. Mais on a tendance à se dire, dans les capitales occidentales, que les gouvernements passent, surtout quand l'homme qui les guide représente à peine plus de 20 % de l'électorat et dépend de son alliance avec un parti laïc. Ce sont surtout les prestations de ce parti et de sa représentante au sein du gouvernement, Mme Tansu Ciller, aujourd'hui ministre des affaires étrangères, qui déçoivent. Les dirigeants européens avaient un peu hâtivement salué en elle, en 1993, lorsqu'elle accéda au poste de premier mi-

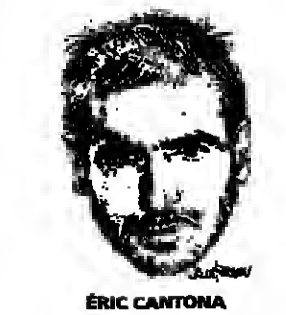
nistre, la garante de l'occidentalisation, la femme qui allait conduire ce grand pays musulman, mais laïc, vers une plus grande conformité aux valeurs démocratiques dont se recommande l'Europe. Quatre ans plus tard, l'étoile de Tansu Ciller est plus que ternie : par le piètre bilan de son gouvernement en matière de démocratisation et de droits de l'homme, par le pacte qu'elle a passé ensuite, pour se maintenir au pouvoir, avec le parti islamiste, enfin par les affaires dans lesquelles on la soupçonne aujourd'hui d'avoir trempé et qui participent du climat général de corruption de la vie politique dans ce pays.

Le paysage politique turc actuel est, pour des démocrates européens, rebutant. N'était le problème - grave - de la répression qui continue de frapper le sud-est turc du pays, les dirigeants occidentaux en viendraient presque à se féliciter de ce que, par bonheur, l'armée maintienne sous surveillance ces politiciens peu glorieux et veille au moins sur les principes de l'ordre et de la laïcité.

Claire Tréan

Lire la suite page 12

Footballeur et syndicaliste



LE SYNDICAT des footballeurs professionnels, emmené par Eric Cantona, actuellement au club de Manchester, poursuit ses démarches pour faire reconnaître les droits des joueurs. Ses représentants ont rencontré, lundi 14 avril à Bruxelles, le commissaire européen aux affaires sociales, pour évoquer les suites de l'affaire Bosman et obtenir un statut du joueur à l'échelle du continent.

Lire page 19

International	2	Carnet	17
France	6	Abonnements	18
Société	8	Aujourd'hui	18
Régions	10	Jour	21
Horizons	11	Météorologie	21
Entreprises	13	Culture	22
Finances/marchés	15	Radio-Télévision	25

SOCIAL Parties de plusieurs villes d'Europe, des marches pour l'emploi rassemblant chômeurs et exclus convergent vers Amsterdam, qu'elles devraient atteindre le

14 juin pour le sommet européen qui doit conclure les négociations de la Conférence intergouvernementale (CIG) sur la réforme du traité de Maastricht. ● 18,2 MIL-

LIONS d'Européens, selon les chiffres publiés lundi 14 avril par l'Office européen des statistiques, étaient officiellement à la recherche d'un emploi en février, soit un taux

de 10,8 %. ● LES INSUFFISANCES de l'Europe sociale devaient faire l'objet, mardi 15 avril à Bruxelles, d'une réunion entre la présidence de l'Union, la Commission et les orga-

nisation syndicales et patronales européennes. ● LES QUINZE ont par ailleurs obtenu une « suspension » de la loi Helms-Burton qui pénalise le commerce avec Cuba.

L'Europe tente de se mobiliser contre le chômage et l'exclusion

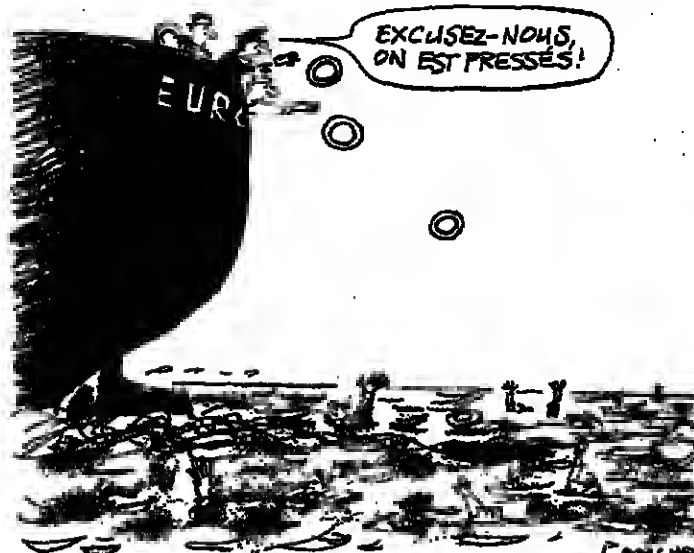
La fermeture de l'usine Renault de Vilvorde a suscité un regain de réflexion sur les insuffisances sociales de l'Union européenne. Parties de plusieurs villes du continent, des marches pour l'emploi symbolisent l'aspiration à « une autre Europe »

PLUSIEURS centaines de chômeurs se sont mis en route à partir de villes de France et d'Europe, pour « marcher » vers Amsterdam, où ils veulent être, le 14 juin, au rendez-vous du sommet européen qui doit conclure les négociations de la Conférence intergouvernementale (CIG) sur la réforme du fonctionnement de l'Union européenne (UE). Parce qu'ils estiment que l'Europe des Quinze se construit « contre eux », ils y manifesteront « contre le chômage, l'exclusion et la précarité », pour « une autre Europe ».

Les premiers départs ont eu lieu de Grenoble vendredi 11 avril, puis de Brest samedi, Almería (Espagne) dimanche et Helsinki (Finlande) lundi. Des actions symboliques (AG, rassemblements, etc.) ont aussi eu lieu à Crotona (Italie) et Tuzla (Bosnie). D'autres départs sont prévus dans les jours prochains. Ces marches devraient réunir de petits groupes de 30 à 100 chômeurs et les organisateurs espèrent

réunir 30 000 personnes à Amsterdam. Elles seront accompagnées d'actions ponctuelles, comme l'occupation du château de Versailles, organisée dimanche 13 avril à la veille de l'ouverture des débats de l'Assemblée nationale française sur le projet de loi contre l'exclusion.

« SANS NOUS ET CONTRE NOUS » Alors que le chômage se maintient dans l'UE à des niveaux records, affectant officiellement 18,2 millions de personnes, ces marches s'inspirent de celle organisée en France, en 1994, de Carmaux, dans le Tarn, à la place de la Bastille, à Paris. Cette initiative revient aux associations françaises de chômeurs - le collectif Agir ensemble contre le chômage (ACE), qui avait organisé la marche de 1994, le Mouvement national des chômeurs et précaires (MNCP), l'Association de défense et d'entraide aux chômeurs (ADEC), l'Association pour l'emploi, l'information et la solidarité des chômeurs



(Apeis, proche du Parti communiste), ainsi qu'aux associations de lutte contre l'exclusion - le Comité des sans-logis (CDSL),

Droit au logement (DAL), Droit de vivre (DVI), Ces organisations ont reçu le soutien des syndicats FSU, Groupe des dix, Tous ensemble,

SUD, CGT, CDT-ANPE, et, au niveau européen, du Réseau européen contre le chômage (ENU, European Network of the Unemployed).

La Conférence intergouvernementale « ne se prépare à prendre aucune décision efficace contre le chômage et les exclusions. Nous pouvons même craindre des mesures qui, derrière les discours sur la priorité à l'emploi, précarisent encore davantage la situation des salariés et des chômeurs (...). Nous marchons ensemble parce que nous sommes contre l'Europe telle qu'elle est en train d'être édifiée, sans nous et contre nous », déclare un manifeste publié par les « marcheurs ». Au centre de leurs revendications figurent l'arrêt des licenciements, la réduction du temps de travail, la gratuité des transports pour les chômeurs, le droit au logement. Pour les organisateurs, « il s'agit à la fois de peser sur les débats à la Conférence intergouvernementale et les critères de convergence de Maas-

tricht pour avancer sur l'Europe sociale, comme à Renault-Vilvorde », explique Christophe Aguiton, l'un des organisateurs.

L'Office européen des statistiques a rendu public lundi 14 avril à Luxembourg ses chiffres mensuels du chômage dans l'Union européenne, calculés en accord avec les critères du Bureau international du travail. Corrigés des variations saisonnières, le taux de chômage de février, qui atteignait 10,8 % en moyenne pour les Quinze, était identique à celui des trois mois précédents. Il est orienté à la baisse aux Pays-Bas (6 % en janvier), en Grande-Bretagne (7,1 %), en Irlande (11,6 %), en Finlande (15 %), en Espagne (21,7 %); à la hausse au Portugal (7,3 %) et en Suède (10,9 %). Les autres pays connaissent une stabilisation: Luxembourg (3,4 %), Autriche (4,4 %), Danemark (5,8 %), Belgique (9,5 %), Allemagne (9,6 %), Italie (12,2 % en janvier), France (12,5 %). - (AFP)

Le « cas » Vilvorde suscite un réveil de la conscience sociale

BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant

La décision brutale de Renault de fermer son usine de Vilvorde, en Belgique, a agi comme un détonateur. L'Union européenne (UE) était déjà sensible aux critiques d'une partie de l'opinion qui reproche aux institutions communautaires de focaliser leur attention sur la mise en place de la monnaie unique sans se soucier de la persistance du chômage. Mais, du Livre blanc de Jacques Delors (publié en décembre 1993) au pacte pour l'emploi (janvier 1996) de Jacques Santer, l'actuel président de la Commission, elle traitait le dossier à un rythme de tortue.

L'affaire Renault (lire aussi page 14) semble avoir fait bouger les choses: l'Union, pressée par une présidence néerlandaise volontariste, a inscrit dans son agenda une série de réunions dont l'objet est précisément d'essayer de remédier aux insuffisances de l'Europe sociale. Suite à une session des ministres des affaires sociales tenue à Rotterdam, il a été décidé d'organiser, mardi 15 avril à Bruxelles, une rencontre entre la présidence néerlandaise, la Commission européenne et les partenaires sociaux. Seront représentés la CES (Confédération européenne des syndicats), l'Unice (Union des industries de la Communauté européenne) et la CEEP (Centre européen de l'entreprise publique). Son objet, avant la réunion des ministres des affaires sociales des Quinze, jeudi 17 avril à

Luxembourg, est de faire le point sur la stratégie d'accompagnement à suivre sur le plan social, en cas de restructurations de groupes industriels au sein de l'Union. Une sorte d'exercice « post-Vilvorde ».

ACTION PRÉVENTIVE

Les leçons à tirer de ce conflit sont de nature diverse. S'impose en premier lieu une relecture des directives existantes sur les licenciements collectifs, ainsi que sur l'information et la consultation des salariés. Au-delà de la question de savoir si la direction de Renault a respecté la lettre des textes existants, il importe de renforcer la substance et, par là-même, la crédibilité de la consultation. En outre, la CES, sachant que d'autres restructurations importantes se produiront, plaide pour que l'Union jette les bases d'une action préventive. Elle souhaite que la Commission, sans attendre les fermetures d'usines, engage, en association avec les syndicats, une réflexion sur l'adaptation des secteurs sensibles. Tel est le sens du dialogue social européen, relancé par Jacques Delors et auquel le traité de Maastricht a conféré ses lettres de noblesse.

Le protocole social annexé au traité - que la Grande-Bretagne n'applique pas - ouvre la possibilité aux partenaires sociaux de négocier eux-mêmes les directives les concernant. Selon les syndicats, le patronat donne parfois l'impression d'avoir accepté cette voie conventionnelle uniquement pour éviter la voie législative... Si bien que les acquis du dialogue social demeurent modestes: en décembre 1995, il a néanmoins permis d'aboutir à un

accord sur le congé parental.

En juin 1996, à l'occasion d'une conférence tripartite tenue à Rome à l'initiative de M. Santer, dans le cadre de son pacte pour l'emploi, le patronat, jusque-là réticent, a accepté d'engager des discussions avec les syndicats sur le temps partiel, en attendant de les élargir aux autres formes de travail atypique. La négociation progresse calmement.

Autre terrain d'action, celui de la Conférence intergouvernementale (CIG). Mis à part les Britanniques de John Major (sur ce point, les choses changeront si Tony Blair gagne les élections du 1^{er} mai), les Quinze sont à peu près d'accord pour intégrer le protocole social dans le futur traité. Il restera néanmoins à en préciser les modalités. Au-delà, la Suède, suivie par ses voisins nordiques, puis par une majorité de pays membres, a plaidé pour inclure dans le traité d'Amsterdam un chapitre sur l'emploi. Le Parlement européen pousse dans ce sens.

Les Français, initialement réticents, ont récemment basculé, l'agitation sociale des dernières semaines n'étant probablement pas étrangère. Les Allemands, encore réservés, s'apprêtent à suivre le mouvement. « Il ne faut pas que ce soit uniquement de l'affichage. Ce qu'il faut, c'est faire de l'emploi une composante de la stratégie macro-économique communautaire. On n'a une occasion de rééquilibrer le traité de Maastricht et de crédibiliser la monnaie unique », avertit Emilio Gabaglio, secrétaire général de la CES.

Philippe Lemaître

Les Quinze obtiennent une « suspension » de la loi Helms-Burton qui pénalise le commerce avec Cuba

BRUXELLES (Union européenne) de notre correspondant

Les Quinze ont officiellement approuvé, lundi 14 avril, l'accord intervenu entre la Commission et les Etats-Unis sur la non-application à l'Europe de deux législations américaines, l'une sur les relations commerciales avec Cuba, l'autre sur les investissements en Iran et en Libye.

Après plusieurs mois de négociations, Sir Leon Brittan, le vice-président de la Commission européenne chargée de la politique commerciale, est donc parvenu à un accord avec Washington afin d'atténuer, voire de supprimer, les effets négatifs qui pouvaient résulter pour les entreprises communautaires de deux lois américaines: la loi Helms-Burton, qui vise le commerce avec Cuba, et la loi D'Amato-Kennedy, pour les investissements en Iran et en Libye.

A ces deux législations controversées, les Européens, appuyés par d'autres partenaires des Etats-Unis, tels le Mexique et le Canada, risquant eux aussi d'en faire les frais, reprochaient leur caractère extraterritorial: Washington prétendait sanctionner les sociétés étrangères, sur la base d'une loi américaine, pour des actions entreprises dans des pays tiers jugés « politiquement incorrects ». Faute d'avoir trouvé un arrangement, l'Union européenne avait soumis à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le litige portant sur la loi Helms-Burton. En dépit des efforts accomplis par les Américains pour retarder la procédure, Renato Ruggiero, le directeur général de l'OMC,

avait récemment désigné les trois membres d'un « panel » dont la tâche était d'arbitrer le différend. Celui-ci, qui avait commencé ses travaux, disposait de six mois pour statuer.

M. Brittan, satisfait du résultat auquel il est parvenu avec Stuart Eizenstat, son principal interlocuteur dans cette négociation (sous-secrétaire pour le commerce international et représentant spécial du président Clinton sur le dossier de Cuba), a jugé possible de suspendre les travaux du « panel » à l'OMC. Il ne s'agit cependant que d'une suspension, si bien que la procédure contentieuse pourrait reprendre dans l'hypothèse où Washington ne tiendrait pas ses engagements.

Imposée par la majorité républicaine du Congrès, la loi Helms-Burton avait été accueillie avec réticence par Bill Clinton: le président américain a déjà à deux reprises suspendu, pour six mois, le chapitre IV de la loi, qui permet à un tribunal américain, sur plainte d'une société d'outre-Atlantique, de sanctionner, voire de frapper d'amende, des entreprises étrangères qui, d'une manière ou d'une autre, ont tiré profit de biens ayant appartenu à des Américains avant d'être nationalisés et récupérés par les autorités castristes. Le président Clinton vient apparemment de donner son accord pour que la suspension de cette clause particulièrement contestée soit définitive.

L'article IV de la même loi Helms-Burton autorisait la justice américaine à priver de visa pour les Etats-Unis les dirigeants d'entre-

prises étrangères commerçant avec Cuba. Cet ostracisme pouvait également frapper les familles de ces cadres dirigeants. Aux termes de l'arrangement conclu par M. Brittan, l'administration américaine s'est engagée à demander au Congrès de ne pas appliquer ces dispositions à l'UE. Selon la Commission, les premiers contacts établis dans ce sens avec le Capitole laissent augurer une réaction positive. La réponse du Congrès devrait être donnée avant le 15 octobre.

DÉROGATION POUR L'IRAN

En contrepartie, l'Union est prête à engager un dialogue avec les Américains, dont l'objet serait de parvenir à un minimum de discipline dans les échanges avec Cuba et en matière d'investissements dans l'île, sans pour autant enfreindre la loi internationale. A ce stade, la portée de la concession ainsi faite aux Américains demeure passablement floue.

Le « panel » constitué à l'OMC à l'initiative de l'Union ne concernait pas la loi D'Amato-Kennedy. Le président Clinton se serait engagé à obtenir du Congrès au profit des Européens une dérogation de portée générale concernant l'Iran. Autrement dit, des compagnies comme l'Agip ou Elf pourraient à nouveau y envisager des programmes d'investissement supérieurs à 40 millions de dollars sans risque de représailles. Cependant, dans le cas de la Libye, considérée sans doute comme politiquement plus sensible, les dérogations ne seraient octroyées qu'au cas par cas.

Ph. L.

RAFAL

Face à la gare St-Lazare

Habille les hommes

GRANDS FORTS

15, place du Havre
Paris 9^e - Tel : 01-43-87-34-94

NICE
18, av. J.-Médéric
C.C. CAP 3000

LYON ROURY
80, rue E.-Herriot

La BERD est confrontée aux défis nés de ses propres succès

LONDRES

de notre envoyée spéciale

Crée en 1991 pour assister l'ancienne Europe communiste vers l'économie de marché, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) a développé, six ans après, une impressionnante palette d'activités, du développement de la location-vente dans les régions les plus reculées de l'ex-URSS au montage de prêts immobiliers dans les pays baltes.

En 1996, son président, Jacques de La Rosière, est parvenu à obtenir de ses cinquante pays et institutions actionnaires un doublement de son capital, le portant à 20 milliards d'euros (130 milliards de francs); avec son rôle de catalyseur d'autres partenaires financiers, la BERD a mobilisé, en 1996, 6 milliards d'euros, portant le total, depuis sa création, à 26,5 milliards.

Avec son portefeuille bien géré, l'établissement a dégagé un léger bénéfice de 4,9 millions d'euros après provisions.

Dernière ces chiffres, les interrogations ne manquent pas. Celles sur l'état économique de la région, bien sûr. Comme le remarquait lundi 14 avril, M. de La Rosière, les progrès n'ont été immenses, mais, pour la seule année 1996, les fuites de capitaux ont probablement dépassé le montant total des investissements réalisés par la BERD depuis sa création. David Lipton, secrétaire adjoint pour les affaires internationales au département américain du Trésor, remarquait pour sa part, lundi, que la BERD elle-même, à mesure que la transition avance dans la région, aborde maintenant une période de transition.

A court terme, il s'agit de trouver

un nouveau responsable pour les activités dans les secteurs bancaire et financier, pour remplacer l'actuel numéro deux de l'institution, l'Américain Ron Freeman. Les Etats-Unis, premier actionnaire de la BERD (ils détiennent 10 % de son capital), insisteront-ils pour conserver le poste? Dans quelques mois, pourrai-je présenter le problème du remplacement de M. de La Rosière, dont le mandat expire cette année. La plupart des actionnaires de la BERD souhaitent le voir solliciter un deuxième mandat. M. de La Rosière a réservé sa réponse.

GLISSEMENT DES ACTIVITÉS En perdant un, voire deux de ses dirigeants, la BERD risque de voir ses activités changer progressivement de nature. Ayant retrouvé une croissance positive depuis plus de trois ans, plusieurs pays d'Eu-

rope centrale peuvent aujourd'hui se passer des services de la BERD, trouvant auprès de partenaires privés des concours meilleurs marché.

Lundi, M. de La Rosière reconnaissait que le glissement progressif des activités de la BERD vers les régions plus reculées d'Europe orientale « présentant un profil de risque plus élevé » était naturel. Une telle évolution n'est pas forcément appréciée par l'Union européenne, qui souhaite voir la BERD prendre en charge une partie des coûts de la mise à niveau des candidats à l'intégration communautaire.

Les incertitudes sur l'avenir et les dissensions sur la distribution géographique des interventions se sont cristallisées à Londres autour d'un contentieux nucléaire concernant l'Ukraine. Les pays occidentaux s'étaient engagés, en échange de la fermeture définitive de Tchernobyl,

à construire deux nouvelles centrales répondant aux normes de sécurité. Or, un récent rapport commandé par la BERD a conclu que ces nouvelles centrales, déjà partiellement construites, n'apporteraient pas, d'un point de vue financier, la meilleure solution au problème énergétique ukrainien. La fermeture de Tchernobyl paraît ainsi retardée, et la BERD a été prise à partie par plusieurs de ses actionnaires, qui l'ont priée de participer plus activement à l'effort international. C'est ainsi que l'on a vu le secrétaire d'Etat allemand, Jürgen Stark, demander instantanément l'achèvement des deux nouvelles centrales, une requête certainement plus séduisante aux yeux des industriels qu'à ceux des écologistes d'outre-Rhin.

Françoise Lazare

سكينة المصطفى

La force multiplie
à commettre
à se déployer en

Entente européenne

Unica

338
313+

La force multinationale a commencé à se déployer en Albanie

Les soldats français ont débarqué à Durrës

DURRËS (Albanie)
de notre envoyé spécial
« C'est ça l'Albanie ? » Mardi 15 avril, à 6 heures du matin, un soldat français est sur le pont de l'Orage. Les crâtes se découpent derrière la baie de Durrës. Tout autour du navire qui transporte la moitié du détachement français (375 marins), des bâtiments de guerre espagnols, italiens, silloient l'Adriatique. Le soleil se lève derrière les grues du port. Deux cargos échoués, rouillés, gisent à l'entrée. Un petit groupe de personnes attend devant deux palmiers jaunis : les équipes de journalistes.

Le port a été bouclé par les « soldats précurseurs » français arrivés dimanche. Sur le quai, des conteneurs vides, des carcasses de voitures, un monticule de minéral de fer rouge devant quelques wagons immobiles. Les toits de chaume des bâtiments du port sont éventrés. Durrës est endormi dans la lumière naissante et le vent glacé. On distingue un minaret entre des immeubles sans charme.

Dans le ciel, deux avions italiens C130 saluent l'arrivée de l'Orage. Le TCM (transport de chalands de débarquement) français, sorte de ferry militaire, a largué deux barges et l'on voit les jeeps glisser sur la mer, drapeaux français flottant au vent. Sur le pont de l'Orage, un officier rappelle : « Ici, ce n'est pas un poste d'observation. Je vous demande d'aller à l'abri. » Le général Maurice Gaudinot, *deputy commander*, adjoint du général Forlani, commandant la force multinationale, est sur la tourelle. Il rappelle qu'il s'agit « d'un geste fort, militaire, d'une France qui veut agir pour l'équilibre et la paix dans cette zone de l'Europe ». Pas question de faire police, tant que les opérations de paix, répétées-t-il. « Nous sommes ici pour montrer à la population que nous venons de façon camérale afin de créer des conditions de paix, facilitant l'ar-

rière et le transit de l'aide humanitaire », assure aussi les conditions pour que « les flux économiques, les relations sociales reprennent une couleur normale », ajoute-t-il, tout en reconnaissant que les limites du droit international sont là. La force multinationale pourra-t-elle rester totalement neutre devant les bandes armées, les groupes autonomes qui contrôlent une partie du territoire ?

Mardi à 7 heures, l'Orage accoste sur le quai de Durrës. Les Super-Frelons de la 33^e flotille décollent et évitent de justesse les grues. Ils transportent le détachement de soldats à cinq kilomètres de Durrës, dans l'ancien village de vacances des appartichiks où sera installée la base française. Une poignée d'Albanais matinaux grillent quelques cigarettes sous le vent des hélicoptères. « OK / OK ! », dit l'un d'eux en tendant le pouce.

En langage militaire, « la situation est permissive », c'est-à-dire que l'on n'a pas noté d'hostilité particulière au débarquement. La question demeure toutefois sur l'attitude de certaines factions albanaises vis-à-vis des contingents italiens. Le convoi s'ébranle lentement sur les quais. Le maire de Durrës, Argjale Gores, est là. Il salue d'une poignée de main le général Gaudinot et l'interprète bégaye parmi la foule de journalistes : « L'Europe, en ces jours difficiles, ne nous a pas oubliés ». Puis le général invite le maire à bord de l'Orage pour un entretien privé.

Deux bâtiments espagnols sont attendus en milieu de journée, le *Herman Cortés* et l'*Aragon*, transportant 350 hommes et 250 véhicules. Les Français, eux, vont passer la journée à « prendre possession du port » afin d'en assurer la « sécurisation ». 12

Dominique Le Guilledoux
Lire aussi notre éditorial page 12

Le pape dénonce l'antijudaïsme chrétien et rappelle les racines juives du Christ

« Il n'est plus possible que les juifs, en tant que juifs, soient méprisés »

Rentré de Bosnie dimanche 13 avril, Jean Paul II prépare son prochain voyage en Pologne, qui le mènera notamment le 1^{er} juin à Wrocław, où il

doit canoniser Edith Stein, philosophe née d'une famille juive allemande, convertie au catholicisme puis déportée et gazée à Auschwitz. Ven-

dredi 11 avril, le pape s'était livré avec une vigueur particulière à une dénonciation de l'antijudaïsme chrétien.

DANS le champ de ruines et la tempête de neige de Sarajevo, le pape a marqué l'opinion. Ses appels à la tolérance et à la convivialité pluriculturelle et religieuse, ainsi qu'à la responsabilité de l'Europe pour sauver ce qui peut être sauvé de l'unité de la Bosnie confirment l'orientation qu'il entend désormais donner à son rôle international. Lui qui s'était battu, au début de son pontificat, pour la liberté et les droits de la personne humaine semble vouloir jeter ses ultimes forces dans la bataille contre le chauvinisme ethnique, les divisions communautaires, les intolérances religieuses.

La dénonciation de l'antijudaïsme chrétien à laquelle Jean Paul II s'est livré vendredi 11 avril s'inscrit dans ce projet. Elle est d'une vigueur sans précédent sous sa plume. S'exprimant devant la

Commission biblique pontificale, c'est-à-dire les meilleurs spécialistes des Écritures, il a affirmé que personne ne peut plus se fonder sur le Nouveau Testament (les textes fondamentaux du christianisme) pour accepter que « les juifs, en tant que juifs, soient méprisés au pire, maltraités ».

Sur un ton passionné qui a frappé les observateurs, il a mis en cause, dans la naissance de l'antisémitisme, l'« ignorance » des rapports qui relient l'Ancien Testament (les textes juifs) et le Nouveau Testament. Cette ignorance est à l'origine, déplore le pape, « des siècles de préjugés et d'oppositions qui ont creusé un profond fossé que l'Eglise s'efforce aujourd'hui, depuis le concile Vatican II, de combler ».

En 1986, Jean Paul II avait été le premier pape à visiter la synagogue

de Rome où, déjà, il avait fait des juifs les « frères aînés » des chrétiens et, en 1993, il avait reconnu l'Etat d'Israël. Aujourd'hui, dans son effort pour changer les mentalités, il tente d'expurger toute séquelle de l'antijudaïsme chrétien : « L'identité humaine de Jésus-Christ se définit à partir de son lien avec le peuple d'Israël, avec la dynastie du roi David et la descendance d'Abraham ».

« SOUVENIRS DOULOUREUX »
Il ne s'agit pas seulement d'une « appartenance physique », souligne-t-il, mais d'une relation très particulière. Jésus fréquentait la synagogue, écoutait la lecture et les commentaires de l'Ancien Testament. Ainsi est-il devenu « un authentique fils d'Israël, profondément enraciné dans la longue histoire de son peuple ». Priver le Christ de son

héritage juif revient à « le couper de ses racines ». Il n'est pas arrivé sur Terre, ajoute le pape avec humour, « comme un météorite tombé accidentellement du ciel », c'est-à-dire sans lien avec l'histoire des hommes.

L'Eglise catholique accepte désormais cet enracinement et « elle a pleinement accueilli l'insertion du Christ dans l'histoire du peuple d'Israël », assure encore le pape. Elle reconnaît que les Écritures juives sont « la parole de Dieu éternellement valide ». « Je n'entends pas ignorer, a conclu Jean Paul II, que le Nouveau Testament conserve les traces des tensions qui existaient entre la communauté chrétienne primitive et quelques groupes de juifs non-chrétiens. Mais ces souvenirs douloureux doivent être surmontés. »

H. T.

Edith Stein, première juive convertie devenue sainte

DE PASSAGE à Wrocław (Pologne), l'ex-Breslau allemande, le pape canonisera, le 1^{er} juin prochain, Edith Stein, née dans cette ville de Silésie, le 12 octobre 1891, d'une famille juive allemande. C'est la première fois qu'une juive convertie va devenir sainte. Le 1^{er} mai 1987, à Cologne, dans un concert de protestations, Jean Paul II avait béatifié Edith Stein. Il avait souhaité que l'étape suivante – la canonisation – ne souffre aucun retard. Et, depuis, quelque temps, circulait à Rome la rumeur d'un « miracle » opportunément attribué à cette philosophe juive devenue carmélite.

Etonnant et tragique destin que celui d'Edith Stein. Cadette d'onze enfants, elle devient, après des études universitaires brillantes, l'assistante, puis le disciple d'Edmund Husserl, le père de la phénoménologie (lui aussi d'origine juive). C'est en 1922 qu'elle se convertit au catholicisme et devient universitaire à Münster. Privée de son enseignement, en 1933, après l'arrivée au pouvoir des nazis, elle entre au carmel de Cologne et devient sœur Bénédicte de

la Croix. Cinq ans plus tard, fuyant les persécutions, elle se réfugie dans un couvent hollandais à Echt. Mais elle est déportée et emmenée à Auschwitz, avec sa sœur Rosa, le 2 août 1942. Elle est gazée une semaine plus tard, le 9 août.

Morte parce que juive, Edith Stein peut-être élevée au rang de martyre et aujourd'hui canonisée ? Au cours de la cérémonie de béatification, il y a dix ans à Cologne, le pape avait habilement apaisé la polémique créée par ceux qui faisaient de cette manifestation une forme de « récupération » chrétienne de la douleur juive. Séduit par son extraordinaire parcours intellectuel et spirituel, Jean Paul II avait admis qu'Edith Stein était morte à Auschwitz en « fille d'Israël ». Tous ses biographes rappellent à ce propos le dernier mot qu'elle adressa, avant de mourir, à sa sœur Rosa : « Viens, nous allons pour notre peuple ».

Mais toutes les ambiguïtés n'étaient pas pour autant levées et, à Cologne, Jean Paul II avait ajouté que c'est dans sa foi au Christ qu'Edith Stein avait découvert la « plénitude de sa foi et de sa mission ». Soit une nouvelle ver-

sion de l'« accomplissement » du judaïsme dans le christianisme. Les mêmes questions risquent donc aujourd'hui de resurgir avant sa canonisation : pourquoi porter à l'honneur des autels une victime – et une juive – parmi les deux millions de morts à Auschwitz ? Pourquoi cette intellectuelle célèbre et pas d'autres victimes chrétiennes du nazisme, des déportés, des résistants ?

La réponse est à trouver dans la lutte personnelle conduite, jusqu'à aujourd'hui, par un pape qui a fait l'expérience des deux régimes totalitaires du vingtième siècle. Au-delà du scandale et du mystère de toute conversion du judaïsme au christianisme, il entend faire d'Edith Stein un exceptionnel symbole de résistance spirituelle. Dans quelques semaines, lors d'un voyage en Pologne, qui pourrait être son dernier, il redira l'originalité et la grandeur de cet exemple, pour répéter que le danger de construire un monde sans Dieu n'épargne pas, à nouveau, l'Europe postcommuniste.

Henri Tincq

En Croatie, l'opposition arriverait en tête aux municipales à Zagreb

L'ISSUE de la bataille électorale de Zagreb paraissait encore incertaine mardi 15 avril, dans l'attente des résultats définitifs du scrutin municipal et régional qui s'est déroulé dimanche dans toute la Croatie. Toutefois, selon le président de la commission électorale, Ivan Mrkonjic, la coalition d'opposition l'emporterait de justesse dans la capitale, avec 36,7 % des voix, aux dépens du parti nationaliste HDZ du président Franjo Tudjman (35,6 %).

Cela ne signifie pourtant pas que l'opposition sera à même de prendre le contrôle de la capitale croate, le HDZ (Union démocratique croate) restant le plus fort parti au sein du conseil.

Zagreb constituait l'enjeu majeur des élections municipales et régionales disputées dimanche dans l'ensemble de la Croatie, car elle regroupe le tiers de la population croate et environ la moitié de l'activité industrielle. Sur-tout, la municipalité de Zagreb a fait l'objet ces dernières années d'une rude épreuve de force entre l'opposition et le président Franjo Tudjman, qui avait refusé d'y reconnaître la défaite de son parti aux élections régionales en 1995, et avait imposé à la capitale une administration municipale provisoire. A quatre reprises, comme la Constitution croate lui en donne le droit, M. Tudjman a refusé des candidats de l'opposition à la mairie. Les résultats du scrutin

de dimanche, s'ils sont aussi serrés qu'annoncés, pourraient donner lieu à une réédition de cette dispute.

D'autre part, l'administration des Nations unies dans la région de Slavonie orientale est parvenue à mener à bien le scrutin, malgré quelques difficultés initiales. Dans cette région dont les séparatistes serbes appuyés par l'armée serbe avaient pris le contrôle en 1991 et que la Croatie n'a pas reconnu par les armes, ce scrutin était considéré comme un pas important vers la réintégration pacifique sous l'autorité de Zagreb. L'ambassadeur américain à Zagreb, Peter Galbraith, s'est félicité de son déroulement. — (AFP, Reuters.)

Un code de « bonne conduite » pour les firmes américaines dans le tiers-monde

NEW YORK
de notre correspondant
C'était une ombre au tableau de la mondialisation, qui commençait à ternir sérieusement l'image de plusieurs grandes firmes américaines dont la prospérité dépend, précisément, de la mondialisation. Elles ont donc elles-mêmes, sous la pression des syndicats et des mouvements des droits de l'homme, choisi d'y remédier : pour la première fois, un groupe d'industriels américains du secteur de la confection vient d'accepter d'appliquer un code de conduite à l'égard des ateliers de fabrication du tiers-monde, où l'exploitation à des salaires de misère est trop souvent la règle.

Annoncé lundi 14 avril par le président Clinton, qui avait chargé il y a huit mois un groupe d'experts de la Maison Blanche d'assister industriels et groupes de pression dans cet effort, le code de conduite prévoit en particulier l'application du salaire minimum local, la limitation de la semaine de travail à 48 heures, avec un jour de repos hebdomadaire obligatoire et la possibilité de travailler douze heures de plus si le travailleur est volontaire, ainsi que l'interdiction d'employer des enfants de moins de quinze ans, sauf dans les pays où la loi autorise le travail à quatorze ans.

C'est, évidemment, un code imparfait, qui laisse encore la place à toutes sortes d'abus. Dix entreprises seulement ont signé, parmi lesquelles Nike, Reebok, Liz Claiborne, L.L. Bean, Patagonia et les chemises Phillips-Van Heusen. Leur initiative ne pourra vraiment porter ses fruits que si d'autres entreprises de la confection ou d'autres secteurs embrassent les mêmes contraintes. Les mouvements de défense des droits de l'homme ont, en outre, vainement cherché à imposer le concept de salaire de subsistance, plutôt que celui de salaire minimum puisque dans certains pays, comme Haïti ou le Vietnam, le salaire minimum ne permet pas à une famille entière de survivre. Enfin, le mécanisme de contrôle a fait l'objet d'une âpre bataille, les industriels souhaitant décider eux-mêmes de sa composition, tandis que les syndicats et les mouvements de droits de l'homme exigeaient qu'il soit mis en œuvre par des organismes indépendants ; un compromis reportant de quelques mois la décision concrète a été retenu.

En dépit de ces failles, vivement dénoncées par les détracteurs de l'initiative, qui la considèrent surtout comme une habile opération de relations publiques pour les industriels concernés, de nombreux défenseurs des droits de l'homme

considèrent qu'il s'agit là d'un premier pas important. « Nous n'avons pas le loisir de refuser », a estimé Charles Kernaghan, directeur du National Labor Committee, une organisation très active dans la dénonciation des ateliers clandestins. C'est un pas en avant et c'est d nous, à présent, de nous battre pour qu'il se traduise dans les faits. »

MENAÇES DE BOYCOTTAGE
En mettant aux prises, d'un côté, les syndicats, qui y voient « la lutte pour les droits civiques d'aujourd'hui », et, de l'autre, les employeurs, pour qui la stratégie de réduction des coûts est devenue synonyme de survie, cette question touche au cœur du débat sur la mondialisation : peut-on rester compétitif tout en respectant les droits de l'homme ? La réponse la plus réaliste paraît être « non », jusqu'à ce que l'opinion publique s'en mêle.

Pour plusieurs industriels, la recherche d'une solution au problème des conditions de travail dans les ateliers du tiers-monde a commencé le jour où Kathie Lee Gifford, célèbre animatrice de télévision qui produit aussi sa ligne de vêtements, a fondé en larmes devant les caméras lorsqu'un télé-spectateur a évoqué l'exploitation des enfants dans les ateliers du Honduras où elle faisait fabriquer

ses vêtements. Parallèlement, Nike, cible d'une campagne persévérante à laquelle un éditeur du *New York Times* a donné un large écho, a fini par recruter l'ancien maire noir d'Atlanta, Andrew Young, ex-ambassadeur américain à l'ONU et figure de la grande époque de la lutte pour les droits civiques des noirs, pour l'aider à redresser son image. Lundi encore, alors que tous les médias américains célébraient le triomphe de Tiger Woods, le jeune prodige noir du golf, le *New York Post* regrettait que ce triomphe fut entaché par le symbole affiché sur la casquette et le pull-over de Tiger Woods : ce symbole était le logo de Nike, dont 75 % de la production est fabriquée en Indonésie, en Chine et au Vietnam.

Des marques aussi populaires que Gap, Reebok ou Disney ont elles aussi été attaquées, menaces de boycottage à la clé. Dans une lettre adressée en 1996 au *New York Times*, le PDG de Nike, Philip Knight, posait le problème en ces termes : « Si nous ne faisons pas assurer notre production dans les mêmes sociétés à faible revenu que nos concurrents, nous serons en cessation d'activité et les 10 000 personnes que nous employons aux Etats-Unis seraient au chômage. »

Sylvie Kauffmann

L'HISTOIRE

UN GRAND DOSSIER

1947 NAISSANCE DE LA GUERRE FROIDE

Vers un troisième conflit mondial ?

Comment la guerre froide a commencé.

La stratégie de Staline.

Les dossiers secrets des communistes occidentaux.

Truman, le champion du monde libre.

Veillée d'armes chez les espions.

A LIRE AUSSI :

Vendée : les criminels de guerre devant leurs juges.

N° 209 avril 1997 en kiosque 37 F

Le chef de la rébellion zaïroise est accueilli en libérateur à Lubumbashi

Le gouvernement évoque une rencontre possible entre M. Mobutu et M. Kabila

Laurent-Désiré Kabila, le chef de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL), a été accueilli triomphalement

lundi 14 avril à Lubumbashi, la capitale du Shaba (ex-Katanga), conquise mercredi 9 avril par ses troupes, tandis que, ce même lundi, Kinshasa

était paralysée par une « journée ville morte » organisée à l'initiative de l'opposition radicale d'Etienne Tshisekedi.

ALORS que Kinshasa était paralysée par une opération « ville morte » lancée par l'opposition radicale d'Etienne Tshisekedi, le chef de la rébellion, Laurent-Désiré Kabila, est arrivé lundi 14 avril à Lubumbashi (sud-est), la deuxième ville du pays conquise mercredi dernier par ses troupes. La capitale du Shaba (ex-Katanga) a accueilli le chef de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) dans la liesse. Des milliers d'habitants ont manifesté leur joie tout au long des dix kilomètres de la route menant de l'aéroport au centre-ville.

M. Kabila avait quitté en milieu d'après-midi son fief de Goma, la capitale du Nord-Kivu, dans l'est du pays, à bord de l'avion personnel du chef de l'Etat ougandais, Yoweri Museveni, qui lui a déposé son appareil dans les grandes occasions où l'on veut s'entretenir avec lui. Le chef rebelle n'a jusqu'à présent jamais manqué de visiter chacune des grandes villes conquises, où il organise de grandes messes populaires. Mais pour la première fois depuis le début de la fulgurante avancée de ses troupes à travers le pays, il pourrait être confronté au Katanga à une si-

tuation politique délicate. La ville, qui a réservé aux « libérateurs » un accueil triomphal, attend avec une grande impatience des changements politiques et sociaux : le gouverneur intérimaire nommé par l'Alliance rebelle, Gaëtan Kakudji - le propre cousin de M. Kabila, membre de l'importante ethnie des Lubas du Katanga, les Balubakati -, a ainsi été pris à partie, lundi dans la matinée, par de jeunes protestataires réclamant de « connaître la date des futures élections ». M. Kakudji avait imprudemment annoncé que les premières élections pluralistes avaient été différées sur ordre de M. Kabila en raison de la confusion politique. Au cours d'une conférence de presse, tenue dans un hôtel de Lubumbashi, le nouveau gouverneur a annoncé que l'AFDL menait « des négociations très serrées » avec le géant sud-africain du diamant, la compagnie De Beers.

« Nous butons sur la question du monopole qu'ils exigent », a-t-il expliqué. A Goma, la « Voix du peuple », la radio des rebelles, a revendiqué la prise de Kasumbalesa, une localité située sur la frontière zambienne, à 90 kilomètres au sud de Lubumbashi. En sept mois, la rébellion a

conquis presque la moitié du Zaïre, un immense pays de 2 345 000 km². « Elle ira jusqu'à l'océan Atlantique pour prouver au monde sa détermination », a assuré la radio. Les rebelles approchent de Kikwit, dans le Bandundu.

SCÉNARIO BIEN ÉTABLI

Selon un scénario bien établi, les soldats des Forces armées zaïroises (FAZ) ont commencé à piller la ville, distante de 550 kilomètres de la capitale. Durant la rébellion de 1964 dans le Kivu, Kikwit était le bastion du chef des insurgés, Pierre Mulele, que Mobutu - arrivé au pouvoir en 1965 - a fait assassiner à son retour au pays en 1968, après lui avoir promis l'amnistie. Les habitants de la région n'ont jamais pardonné au maréchal le meurtre de leur héros. Ils attendent, eux aussi, les rebelles en libérateurs.

A Kinshasa, le nouveau gouvernement du général Likilua Bolongo qui n'a ni confirmé ni démenti la chute de Kolwezi (sud-est) et de Kananga, annoncée dimanche soir par la rébellion, n'a pas non plus réagi à la mobilisation de l'opposition. Au terme d'une session extraordinaire du

conseil des ministres, lundi soir, le porte-parole du gouvernement, Kin-Kley Mulumba, s'est contenté d'indiquer qu'une rencontre directe entre le président Mobutu Sese Seko et M. Kabila était « envisagée ». Directeur d'un quotidien influent, Le Soffi, Kin-Kley Mulumba a demandé aux journalistes étrangers de travailler « en accord avec l'éthique de [leur] profession » et de ne pas faire leur miel « des rumeurs et commérages qui circulent à Kinshasa, comme dans n'importe quelle ville du monde ».

Dans l'est, quelque 200 cas de choléra ont été recensés près de Kisangani, la capitale du Haut-Zaïre, parmi les 100 000 réfugiés rwandais installés dans des camps de fortune. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), des cas suspects ont également été observés à Kinshasa et à Mbandaka dans l'Équateur, au nord du pays.

A Genève, le député et écrivain Jean Ziegler, a annoncé lundi que le Parti socialiste suisse (PSS) avait réclaté le gel des avoirs du président Mobutu, car Laurent-Désiré Kabila s'en était jusqu'à présent abstenu.

Frédéric Fritscher

L'opération « Kinshasa ville morte » a été un succès

Etienne Tshisekedi renforce son rôle de premier opposant au régime

KINSHASA de notre envoyé spécial « Voilà, c'est ça nos armes ! », s'écrie le jeune étudiant en pointant son bras sur le boulevard Senghor totalement désert alors que d'habitude, à cette heure-ci, le quartier de Matonge grouille de monde. Lundi 14 avril, la journée ville morte décrétée par Etienne Tshisekedi, le chef de l'Union démocratique pour le progrès social (UDPS), principal par-

ti d'opposition, pour réclamer le départ du chef de l'Etat, le maréchal Mobutu, a paralysé la capitale. Mardi, l'opposition prévoit une marche dans les rues de la ville, alors qu'en vertu de l'état d'urgence la manifestation est interdite.

Dans les rues ne circulent plus que quelques voitures et de très rares minibus. Dans la Cité, les quartiers populaires, quelques patrouilles de la garde civile à pied ou

à bord de véhicules passent et repassent devant les résidents désolés et parfois narquois, discutant sur le bas-côté ou bien assis devant les magasins aux portes closes. Seuls les marchands ambulants de cigarettes et les petits commerces, comme les « cantines », ont ouvert ce lundi, avec la bénédiction tacite de l'opposition, qui admet que « les habitants trop pauvres pour constituer des réserves doivent pouvoir se ravitailler ». Mais tous les gros commerçants, et notamment ceux du centre-ville, ont baissé leur rideau de fer pour des raisons de sécurité.

Quant aux habitants, si beaucoup n'ont pu se rendre au travail par manque de transports en commun, d'autres ont suivi le mouvement par militantisme, pour « faire partir Mobutu », tel ce parlementaire d'opposition, professeur d'université, qui profite de cette journée de congé pour faire du jardinage, ou bien ce groupe d'étudiants du quartier de Limete : ils ne sont membres d'aucun parti mais ils « ne veulent qu'une chose, le changement ».

A Limete, devant le domicile de M. Tshisekedi, des « combattants » assurent sa protection. Ils ont barré la rue par un tronç d'arbre et contrôlent chaque voiture qui passe à proximité. Une Mercedes vient de se faire arrêter et son occupant, un militaire en civil, tente de se décaler en tirant deux coups de feu en l'air ; mais, loin de fuir, les « combattants » lui attachent sa kalachnikov et le traînent hors de son véhicule. L'homme sera secouru par l'intervention d'autres soldats qui écumant les alentours et dont certains sont en civil, avec une lame de balonnette glissée dans la ceinture.

Le soir venu, au carrefour de la Victoire totalement déserté durant cette journée, quelques gargotes et bars ont ouvert, mais l'animation habituelle n'est pas au rendez-vous. Un employé d'une société de pêche affirme qu'il est « de tout cœur avec l'UDPS », mais qu'il ne participera pas à la marche prévue mardi car « la police est dangereuse » et il « doit nourrir ses six enfants à charge ».

Le succès de cette opération ville morte prouve indéniablement que M. Tshisekedi reste populaire et que son intransigence face au président Mobutu, qui l'a nommé premier ministre le 1^{er} avril avant de le destituer une semaine plus tard, a renforcé son statut de premier opposant au régime mobutiste. En paralysant ainsi la capitale, l'opposition radicale n'a pas seulement voulu rappeler à M. Mobutu qu'il était impopulaire, mais aussi signifier au chef des rebelles, Laurent-Désiré Kabila, qui saisit chaque occasion pour tenter de déconsidérer

le chef de l'UDPS, que M. Tshisekedi reste incontournable. Craignant sans doute de se faire voler la vedette par M. Kabila, l'opposition non-violente veut prouver que son combat sans armes contre le régime zaïrois, comme cette journée ville morte, est aussi déterminant que celui des maquisards.

Des habitants ne se sont pas rendus au travail par manque de transports, d'autres pour « faire partir Mobutu »

« C'est de bonne guerre, explique ce professeur d'université. Kabila, malgré ses succès militaires, n'a aucune base politique et, s'il veut s'en constituer une, il est obligé de se confronter à l'UDPS, active depuis quinze ans et qui a d'ailleurs amplement préparé le terrain aux rebelles ». Mais, si Kabila veut nous marginaliser, il nous trouvera sur son chemin », avertit le professeur, qui se méfie des séances d'éducation idéologique pratiquées en zone rebelle : « Ça nous rappelle Mobutu et son Mouvement populaire pour la révolution [MPR] à ses débuts avec les cours idéologiques de l'Institut Makanda-Kaboli et ses beaux slogans tels que : « MPR = servir. Se servir : non ! »

A la suite des déclarations du maréchal-président affirmant qu'il ne peut refuser de parler à un compatriote si celui-ci le lui demande poliment, le gouvernement de « salut national » envisage la possibilité d'un face-à-face Mobutu-Kabila. Mais M. Kabila répète à qui veut l'entendre qu'il ne rencontrera le chef de l'Etat que pour lui demander de vive voix de démissionner. « Comme tous les dictateurs, Mobutu ne peut s'avouer vaincu, comment un conseiller d'Etienne Tshisekedi, et il croit sincèrement qu'il va se sortir de ce mauvais pas ». Il est vrai que l'appel du secrétaire général des Nations unies demandant à la communauté internationale de faire pression sur Laurent-Désiré Kabila et ses alliés pour arriver à un cessez-le-feu est très mal reçu par l'opposition zaïroise, pour qui un arrêt des combats sauverait le régime mobutiste, au bord de l'effondrement. « Si Kabila le veut, il peut être là dans une semaine, lance un habitant de la capitale, et vous, les Occidentaux, vous ne devez pas l'empêcher d'arriver ».

Jean Hélène

Paris propose la candidature de Michel Camdessus à la tête de la Banque centrale européenne

PARIS. La France continue de s'opposer à la désignation du Néerlandais Wim Duisenberg comme premier président de la Banque centrale européenne. Selon le quotidien allemand *Frankfurter Allgemeine Zeitung* daté du 15 avril, Paris estime que ce poste doit revenir à une personnalité française. Lors de discussions avec les Allemands, la France aurait avancé la candidature de l'actuel directeur du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus. En contrepartie, les Français s'engageraient à soutenir la candidature d'un Allemand à la direction du FMI. La France est le seul pays de l'Union européenne à considérer que la nomination de M. Duisenberg à la tête de l'institut monétaire européen ne signifie pas automatiquement la promotion future du Néerlandais à la tête de la Banque centrale européenne.

Espoir d'un règlement de la crise politique en Inde

NEW DELHI. La crise politique indienne était en passe de se résorber, lundi 14 avril, le parti du Congrès ayant annoncé son intention d'apporter son soutien parlementaire à une future coalition gouvernementale afin d'éviter des élections anticipées. Le premier ministre sortant, H. D. Deve Gowda avait auparavant indiqué qu'il était prêt à céder sa place à la tête du Front uni (centre gauche) qui a perdu le contrôle de l'exécutif, vendredi 11 avril, après un vote de censure du parti du Congrès. Le Congrès avait fait du remplacement de M. Gowda à la tête du Front uni la condition *sine qua non* d'un arrangement. - (AFP)

AFRIQUE

■ BURUNDI : l'armée burundaise, à dominante tutsie, a annoncé, lundi 14 avril, avoir tué 140 rebelles hutus lors d'accrochages, la semaine dernière, dans le sud du pays. Le communiqué, dont les informations n'ont pas été jusqu'ici confirmées de source indépendante, ne parle pas de pertes civiles. Plus de 150 000 personnes - pour la plupart des civils - ont été tuées à l'occasion d'affrontements sporadiques et de massacres entre l'armée tutsie et la rébellion hutue depuis 1993. - (Reuters)

■ CENTRAFRIQUE : un nouveau couvre-feu a été instauré à Bangui de 21 heures à 5 heures a annoncé, lundi 14 avril, la télévision centrafricaine, sans autres précisions, en citant un décret présidentiel. Le nouveau couvre-feu vise à lutter contre la délinquance devenue endémique dans la capitale et qui connaît une recrudescence depuis le 1^{er} avril, date de la rencontre de conciliation entre le président Ange-Félix Patassé et les représentants des ex-mutins. - (AFP)

ASIE

■ JAPON : un adjoint américain de trente-neuf ans, Raymond Cunningham, a été formellement inculpé lundi 14 avril de tentative de viol sur une Japonaise près de Misawa, dans le Nord du Japon. Le secrétaire américain à la défense William Cohen avait rappelé la semaine dernière aux troupes américaines stationnées au Japon combien leur conduite était importante pour les relations américano-japonaises. - (AFP)

■ CORÉE DU NORD : le dirigeant suprême du pays Kim Jong-il, fils du feu maréchal Kim Il-sung, a promu, dimanche 13 avril, cent vingt-trois nouveaux généraux dans une tentative de consolider son pouvoir. M. Kim a signé la nomination de quatre vice-maréchaux, un général quatre étoiles, huit généraux trois étoiles, 37 lieutenants généraux et 73 généraux. Ce train de promotion vise à créer les conditions favorables à son investiture formelle à la tête de l'Etat et du Parti des travailleurs, qui se fait toujours attendre. - (AFP)

EUROPE

■ AZERBAÏDJAN : quatre dirigeants du Parti islamiste ont été condamnés à des lourdes peines de prison (onze et dix ans) pour « crimes contre l'Etat » selon un jugement prononcé par le Cour suprême lundi 14 avril. Les quatre hommes, dont le président du parti, Aliyev, ont été accusés d'avoir agi pour le compte des services secrets iraniens. - (AFP)

■ TURQUIE : les fonctionnaires « mêlés à des activités religieuses subversives » seront chassés de l'administration, a indiqué, lundi 14 avril, le ministre de l'Intérieur, Meral Aksemer. Cette disposition figurait parmi les 18 mesures contre l'islamisme radical dictées par l'armée au gouvernement de l'islamiste Necmettin Erbakan le 28 février 1997. - (AFP)

■ YUGOSLAVIE : les trois partis de la coalition d'opposition serbe Ensemble se sont engagés à respecter leurs accords concernant le fonctionnement de cette alliance politique, au cours d'une réunion, lundi 14 avril, à Belgrade. Les présidents du Mouvement serbe de nouveau (SPO) Vuk Draskovic, du Parti démocrate (DS) Zoran Djindjic et de l'Alliance civique (GSS) M. Vesna Pesic se sont entretenus des divergences qui menaçaient l'avenir de la coalition alors que des élections législatives et présidentielle sont prévues en Serbie avant la fin de l'année. Les frictions avaient été déclenchées après l'annonce, par le SPO de la candidature de M. Draskovic à la présidence de Serbie, ce à quoi M. Djindjic s'était opposé. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ IRAN : le Japon a décidé de maintenir son ambassadeur à Téhéran mais de suspendre ses échanges de visites de hauts fonctionnaires avec l'Iran, à la suite du verdict d'un tribunal allemand impliquant le gouvernement iranien dans l'assassinat de Kurdes en Allemagne, a annoncé mardi 15 avril le ministre des Affaires étrangères, Yukihiko Ikeda. Le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ainsi que tous les pays membres de l'Union européenne, à l'exception de la Grèce, ont rappelé leur ambassadeur. - (AFP)

La Banque mondiale va prêter 6 milliards de dollars à la Russie

MOSCOU. La Banque mondiale va prêter six milliards de dollars à la Russie sur deux ans, notamment pour régler ses factures sociales, si les réformes économiques sont menées « vigoureusement », a promis James Wolfensohn, le président de la Banque, lundi 14 avril à l'issue d'une visite de trois jours à Moscou. Deux tiers du prêt seraient versés au budget russe, le tiers restant irait à des projets d'investissement. Interrogé à propos des prêts destinés au budget, M. Wolfensohn a admis qu'à long terme, « cela n'a aucun sens », mais l'urgence, selon lui, « est de stabiliser la situation sociale ». Il a confirmé l'intention de la Banque mondiale de négocier un deuxième prêt pour moderniser les charbonnages russes, « dès que les problèmes liés au premier prêt auront été résolus ». Une des tranches du prêt aux charbonnages, d'une valeur de 250 millions de dollars, « a presque entièrement disparue sans que les mineurs n'en aient vu la couleur », a expliqué à l'AFP Irina Iasnina, analyste économique à la rédaction financière de l'agence TASS. - (AFP)



PUBLICATIONS JUDICIAIRES
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.07 - FAX : 01.46.40.70.66

Tribunal de Grande Instance de Paris
Extrait des Minutes du Greffe

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11ème Chambre - le 21 février 1996.
Jean-Pierre TURCO né le 22 mars 1948 à DRANCY (93).
A été condamné à 15 mois d'emprisonnement avec sursis, pour :
- Soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt par dissimulation de sommes de 1991 à 1992 à Paris, ART.1741 AL.1, AL.3, ART.1750 AL.1 C.G.I.
- Ommission d'écrire dans un livre comptable - 1991 - à Paris - ART.1743 AL.1, ART.1741 AL.1, AL.3, ART.1750 AL.1 C.G.I.
- Ommission d'écrire dans un livre comptable de 1990 à 1991 à Paris ART.1743 AL.1, ART.1741 AL.1, AL.3, ART.1750 AL.1 C.G.I.
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait dans le JOURNAL OFFICIEL, ainsi que dans les quotidiens LE MONDE et LE FIGARO.
POUR EXTRAIT CONFORME. N.Y. AYANT APPEL.
LE GREFFIER EN CHEF.

Tribunal de Grande Instance de Paris
Extrait des Minutes du Greffe

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11ème Chambre - le 25 Juin 1996.
Philippe TRUBERT né le 25 Septembre 1956
Robert Marie Gilbert CARON né le 2 août 1946 à BESANCON (25050).
A été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis, une amende de 30 000 francs, pour :
Soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt par omission de déclaration et dissimulation de sommes de 1991 à 1993 à PARIS ART.1741 AL.1, AL.3 C.G.I.
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait, dans le JOURNAL OFFICIEL, ainsi que dans les quotidiens LE MONDE et LE FIGARO.
POUR EXTRAIT CONFORME. N.Y. AYANT APPEL.
LE GREFFIER EN CHEF.

Tribunal de Grande Instance de Paris
Extrait des Minutes du Greffe

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11ème Chambre - le 25 Juin 1996.
Philippe TRUBERT né le 25 Septembre 1956
Philippe TRUBERT né le 25 Septembre 1956 à Paris 21ème arrondissement.
A été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis mise à l'épreuve durant dix-huit mois, exercer une activité professionnelle interdite 132-45 1^{er} du Nouveau Code Pénal), stable sa résidence en un lieu déterminé (article 132-45 2^o du Nouveau Code Pénal), posséder de l'équipement des sommes dues à la victime, ses représentants légaux ou ses ayants-droit (article 132-45 3^o du Nouveau Code Pénal), pour :
Soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt : omission de déclaration de 1992 à 1993 à Paris et le territoire national ART.1741 AL.1 C.G.I. - ART.1741 AL.1 AL.3 - ART.1750 C.G.I.
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait, dans le JOURNAL OFFICIEL, ainsi que dans les quotidiens LE MONDE et LE FIGARO.
POUR EXTRAIT CONFORME. N.Y. AYANT APPEL.
LE GREFFIER EN CHEF.

Tribunal de Grande Instance de Paris
Extrait des Minutes du Greffe

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11ème Chambre - le 15 Mai 1996.
La S.A. des Musées Halls Parisiens - RCS PARIS B 784 84 585 - Prise en la personne de son représentant légal Madame Denise PETITMONTIER.
A été condamnée à une amende pécuniaire de 100 000 francs pour :
HOMICIDE INVOLONTAIRE DANS LE CADRE DU TRAVAIL
Le 11 mars 1995 - à PARIS
ART.221-6 AL.1 C. Pénal.
ART.136-2-1, ART.136-2 AL.2, AL.3 C. Travail, ART.221-6 AL.1, ART.221-8, ART.221-10 C. Pénal.
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait, dans le JOURNAL OFFICIEL, ainsi que dans les quotidiens LE MONDE, LE FIGARO et LE PARISCOPPE.
POUR EXTRAIT CONFORME. N.Y. AYANT APPEL.
LE GREFFIER EN CHEF.

150 000 000

Le futur chef de
annonce la fin
des libertés à l'h

338
313 +
- 57

Le futur chef de l'exécutif annonce la limitation des libertés à Hongkong

Washington exprime sa « préoccupation »

PEKIN
de notre correspondant
Le nouveau représentant de l'autorité à Hongkong, Tung Chee-hwa, n'a pas attendu d'être formellement intronisé à la tête de la « Région administrative spéciale » pour prendre des mesures conformes à la volonté de Pékin de voir la colonie britannique politiquement « débritannisée ». Il a rendu public, le 9 avril, une série de « propositions » limitant les droits de rassemblements et de manifestations - qui avaient été libéralisés dernièrement par le gouverneur sortant, Chris Patten -, et interdisant les donations financières aux organisations politiques. Le résultat s'est fait rapidement sentir. La cote de popularité de M. Tung a baissé de 15 points, selon un institut de sondage sollicité par le quotidien *Sauh Chino Morning Post*, pour être devenu plutôt timide ces derniers temps.

Les restrictions annoncées sont présentées comme nécessaires afin de « dépolitiser » la colonie. Ces mesures visent en particulier à s'assurer que l'opposition - en l'occurrence nullement opposée à la rétrocession de souveraineté mais attachée aux libertés publiques récemment octroyées par Londres - soit privée des soutiens extérieurs qui lui sont nécessaires pour exister. Ainsi, des responsables de l'Alliance pour les droits de l'homme à Hongkong, qui regroupent une trentaine de groupes de militants, ont estimé que la plupart de ses membres seraient empêchés par les nouvelles dispositions de se présenter à des élections, faute des moyens financiers provenant de l'étranger. C'est tout particulièrement le cas de la Confédération des syndicats et du Comité industriel chrétien, dont le financement est assuré par des organismes chrétiens extérieurs à Hongkong.

PASSE D'ARMES VERBALE
Pour faire bonne mesure, M. Tung a également éliminé deux personnalités gênantes, car indépendantes, du corps chargé de nommer les juges de Hongkong. La liste de notables devant former la nouvelle commission de recommandation des officiers de justice remplace ces deux personnes, Sir Joseph Hotung et M^{me} Eleanor Ling, émanant des milieux d'affaires mais politiquement engagés dans le camp libé-

ral, par deux personnalités qui ont déjà fait allégeance à Pékin. Ces manœuvres ont provoqué une nouvelle passe d'armes verbale entre la Chine et les Etats-Unis. Le porte-parole de la Maison Blanche, Mike Mac Curry, a exprimé la « préoccupation » de Washington devant « tout effort qui conduirait à une diminution des libertés publiques » à Hongkong. Pékin, pour sa part, a dénoncé un récent rapport gouvernemental américain sur Hongkong en le présentant comme « une nouvelle illustration des tentatives des Etats-Unis visant à soulever la question de Hongkong pour se mêler des affaires intérieures de la Chine ». Le ministre chinois des affaires étrangères a dénoncé « l'ignorance crasse [de Washington] envers l'excellente situation du retour de Hongkong à la Chine », un argument fréquemment utilisé par Pékin à l'encontre de toute critique étrangère sur sa façon de gouverner.

LE RÔLE DES ETATS-UNIS
Le chef du Parti démocratique hongkongais, Martin Lee, se trouve actuellement aux Etats-Unis, où il devait être reçu « à un niveau supérieur », non précisé, à la Maison Blanche. Lundi 14 avril, il a été reçu par le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright. Cet entretien, a déclaré M. Lee, est un « message très important adressé à Pékin et à la population de Hongkong » et indiquant que « le gouvernement américain prend le problème de Hongkong très au sérieux ». M. Lee avait pris préalablement la parole devant la commission des relations étrangères du Congrès. Ladite commission envisage pour sa part de demander l'interdiction, sur le sol américain, des législateurs hongkongais qui, ont été, appointés par Pékin pour former un « Parlement » parallèle provisoire chargé de démanteler les réformes démocratiques introduites sur le tard par l'administration britannique. Pékin a, à de multiples reprises, mis en garde les Etats-Unis contre toute implication dans le processus de rétrocession de la colonie, et M. Tung s'est fait l'écho des foudres chinoises à l'encontre des personnalités comme M. Lee - législateur élu démocratiquement - qui sollicitent des appuis de l'étranger.

Francis Deron

La crise politique au Cambodge décourage la plupart des investisseurs étrangers

En dépit de conditions favorables, le libéralisme ne suffit plus à attirer les capitaux

La crise politique n'en finit pas d'alourdir le climat au Cambodge à un an des élections législatives. Celles-ci sont destinées à renouveler le

Parlement, élu en 1993 en application des accords de paix signés à Paris deux ans plus tôt. Les turbulences politiques découragent les en-

trepreneurs étrangers qui préfèrent rester dans l'expectative, en dépit d'un code très libéral des investissements promulgué en 1994.

PHNOM-PENH
de notre envoyé spécial

Les divisions au sein du gouvernement cambodgien découragent les investisseurs étrangers, lesquels pourraient rester dans l'expectative jusqu'aux élections générales prévues en novembre 1998. « Les Khmers rouges ne sont plus à l'origine de la méfiance actuelle. Les dirigeants ne se rendent pas compte de l'effet négatif à l'étranger de leurs querelles internes, résume un expert étranger. Il n'y a pas d'affolement parmi les investisseurs étrangers mais, de ce côté-là, rien de spectaculaire ne se produira d'ici à la fin de l'année 1998. » En juin 1993, au lendemain des élections organisées par l'Organisation des Nations unies, Norodom Sihanouk avait choisi, pour répondre à une menace de coup de force de l'administration en place, de former un gouvernement dominé par les deux principaux partis, le Funcinpec royaliste et le PPC (Parti du peuple cambodgien), avec deux premiers ministres et un partage des portefeuilles entre des ministres issus des deux mouvements. Ce système de doubles signatures a certes permis d'éviter une fracture. Toutefois, depuis un an, le divorce est public, même si aucune rupture n'est intervenue.

En dépit d'un code très libéral des investissements promulgué en 1994, la filiosité des étrangers se lit au flux de leurs investissements directs au Cambodge : selon les estimations du FMI, ils se sont élevés à 80 millions de dollars en 1994, à 151 millions en 1995 et à 171 millions en 1996. Le total, sur trois ans, représente donc un peu plus de 10 % d'un PIB annuel évalué à 3 milliards de dollars. Surtout, les investissements effectivement réalisés représentent seulement 10 % des licences accordées dont le montant se situe dans une fourchette de 3 milliards à 4 milliards de dollars.

En théorie, un Conseil pour le développement du Cambodge (CDC), formé en 1994 et présidé par les deux premiers ministres, le prince Ranariddh (Funcinpec) et Hun Sen (PPC), offre l'avantage d'un guichet unique aux investisseurs étrangers avec, en prime, un engagement à se prononcer dans un délai de quarante-cinq jours. A l'origine, deux ministres auprès du conseil des ministres, Eng Seyvuth (Funcinpec) et Sok An (PPC), ont hérité de la responsabi-

lité de signer les licences. « Mais dans la pratique, raconte le même expert, la plupart des ministères refusent de renoncer à leurs prérogatives. » Et les ministères sont souvent partagés entre des comités, l'un du Funcinpec et l'autre du PPC.

Les inconvénients de cette formule sont revenus à la surface, ces dernières semaines, à propos de l'investissement le plus important : une licence accordée à la société malaisienne Ariston dont les projets, pour un montant de 1,3 milliard de dollars (soit plus du tiers du total des investissements étrangers agréés), visent l'aménagement de Sihanoukville. En février, le prince Ranariddh a fait savoir à Ariston que les contrats concernant l'aéroport et le terrain de golf de Sihanoukville, signés par le seul Sok An, étaient « nuls et non avenue » faute d'avoir été signés par un membre qualifié du Funcinpec. Hun Sen a riposté, dans une lettre au premier ministre malaisien, en faisant valoir que des « sous-accords » pouvaient être signés par le seul PPC puisque l'accord initial l'avait été par les deux partis politiques.

Mais cette controverse souligne aussi qu'Ariston, dont on ignore les moyens réels mais dont les projets ne manquent pas d'ampleur, donne l'impression de se contenter d'occuper le terrain. Ariston veut construire un casino sur une île de la baie de Sihanoukville et créer les services indispensables à ce type de clientèle : hôtels de luxe, aéroport international, terrain de golf... Les profits ainsi réalisés aideraient à financer une série de travaux supplémentaires.

Pour l'instant, cependant, rien de substantiel n'a été réalisé. Ariston s'en tient, apparemment, à la gestion d'un casino aménagé provisoirement sur un bateau ancré sur le Mékong, face à Phnom-Penh. Il est vrai que l'exclusivité accordée à Ariston, pour une longue période, des droits de jeu au Cambodge ne semble pas respectée puisque la capitale abriterait une trentaine de salles de jeux, d'importance inégale mais qui engagent de sérieux intérêts.

Le ministère cambodgien des finances a calculé que, pour que son taux de croissance annuel moyen soit de 7,5 %, le royaume

aurait besoin, outre l'aide internationale, d'un demi-milliard de dollars d'investissements étrangers privés chaque année. Il est donc loin du compte. Même si le Funcinpec et le PPC se sont entendus, fin mars, sur la tenue d'élections en novembre 1998, la perspective d'une campagne électorale a déjà tendance à renforcer l'expectative chez les investisseurs originaires de la région, qui sont les plus importants. Ils signent, clôturent leurs terrains et attendent que la confiance revienne.

ATTENTISME

L'intérêt que présente le Cambodge, à plus long terme, est davantage contrasté. D'un côté, la croissance du nombre des touristes est, en moyenne, de 25 % d'une année sur l'autre, ce qui est très positif. En outre, les conditions dites techniques sont jugées bonnes, ce qui est le cas, par exemple, du code des investissements étrangers. Mais, d'un autre côté, dans un pays qui ne compte qu'environ dix millions d'habitants, les problèmes de formation, d'infrastructures et de contrebande constituent des handicaps non négligeables.

« Pour les investisseurs étrangers, il existe des niches : le textile, le tourisme, l'agro-alimentaire, l'industrie légère. La confiance des investisseurs, qui est subjective, n'est peut-être pas loin. Mais, pour l'instant, elle ne se manifeste pas et le problème est politique », conclut le même expert. Très visuelles, l'inauguration, fin mars à Phnom-Penh, d'un intercontinental de 352 chambres, et la sortie de terre, à la fin de l'année, du nouveau terminal (construit par Dumez) de l'aéroport de la capitale, pourraient cependant contribuer à faire évoluer un peu les choses.

Jean-Claude Pomonti

Retour avorté du prince Sirivudh

Le prince Norodom Sirivudh, demi-frère du roi du Cambodge et ancien ministre des affaires étrangères, est arrivé mardi 15 avril à Hongkong, d'où il a vainement tenté de regagner Phnom-Penh, en fin d'après-midi, par un vol de la Dragon Air. Mais cette compagnie a refusé de le prendre à bord.

A l'issue d'un procès très controversé, le prince Sirivudh avait été condamné par contumace, en janvier 1996, à dix ans de prison pour avoir trempé dans un complot contre Hun Sen, deuxième premier ministre. Ce dernier a fait savoir que le prince irait en prison s'il regagnait le Cambodge. « Sirivudh est l'étincelle qui peut mettre le feu aux poudres », avait-il déclaré en fin de semaine. Le roi, qui séjourne à Pékin depuis six semaines, a refusé, jusqu'ici, d'amnistier son demi-frère afin d'éviter d'envenimer une crise politique dont la gravité a été soulignée par l'attentat du 30 mars qui a fait 16 morts et plus de 100 blessés au cours d'une manifestation de l'opposition dans la capitale. - (Corresp.)

Soupçonnée d'être à l'origine de « fuites », une femme agent des services secrets péruviens aurait été torturée

LIMA
de notre correspondante
Les tortures subies par une femme, agent du service de renseignement de l'armée de terre (SIE), et la découverte du corps dépecé d'une autre fonctionnaire du même service, ont remplacé à la première page des journaux péruviens l'interminable crise des otages. Pendant une semaine, le sergent Leonor La Rosa, âgée de trente-six ans, a été torturée dans les caves du ministère de la défense, le « Pentagone », par ses collègues. Ceux-ci la soupçonnaient d'être à l'origine de « fuites » qui avaient permis à la presse de révéler deux opérations secrètes visant à intimider des opposants au président Fujimori, parmi lesquels le journaliste Cesar Hilbrandt et le général à la retraite Rodolfo Robles.

Arrêtée le 11 février, torturée puis finalement conduite à l'hôpital militaire, Leonor La Rosa a raconté son martyre en accordant, le 6 avril, un entretien à la télévision. Elle y a notamment mis en cause ses tortionnaires et nié toute responsabilité dans les « fuites » qui lui étaient reprochées. Depuis, quatre membres du SIE, dont son chef, le colonel Carlos Sanchez Noriega, le lieutenant colonel José Salinas ainsi que les majors Percy Salcedo et Ricardo Anderson, ont été inculpés d'abus d'autorité par la justice militaire, laquelle, pour faire bonne me-

sure, a également inculpé leur victime pour désobéissance et déloyauté. Les accusés nient tout en bloc.

PRÉCÉDENTE VICTIME

Leonor La Rosa s'en est finalement mieux sortie que sa collègue du SIE Mariella Barreto, dont le corps torturé, retrouvé le 30 mars, sans tête ni mains, a été formellement identifié par un parent à la morgue de Lima. La victime était l'ex-compagne du major Martin Rivas, père de sa fille de quatre ans et chef d'opérations du « groupe Colina », sinistre escadron de la mort devenu célèbre pour avoir perpétré, en 1992, entre autres massacres, ceux de l'université de La Cantuta et de Barrios Altos. Une trentaine de personnes soupçonnées d'activités subversives y avaient perdu la vie. Les corps des victimes de La Cantuta, exécutées et enterrées dans une fosse commune, avaient été retrouvés, deux ans plus tard, grâce aux informations obtenues par le général Robles, qui, depuis, a fait l'objet de plusieurs manœuvres d'intimidation.

Ces dernières affaires suscitent une forte émotion jusque dans les rangs des parlementaires de la majorité, habituellement peu critiques à l'égard du gouvernement et de l'armée. « Je ne sais pas si ce "groupe Colina" existe », s'est contenté d'affirmer le ministre de l'intérieur, le

général Luis Briones, tandis que son collègue de la défense, le général Tomas Castillo, rétorquait aux parlementaires qui demandaient une commission d'enquête : « Cordonniet, à tes chaussures ! » Ce qui, en bon péruvien, signifie : « Méfiez-vous de vos opinions ! »

Elles interviennent aussi alors que plusieurs personnalités, parmi lesquelles Javier Diez Canseco, parlementaire de gauche et défenseur des droits de l'homme, Gustavo Saborido, ex-ministre de l'économie du président Alan García, et Blanca Rosales, éditrice du journal d'opposition *La Republica*, ont été récemment victimes d'agressions que les autorités attribuent à la délinquance. En février, trente-huit indigènes et colons d'Amazonie avaient été torturés pour qu'ils reconnaissent leur appartenance au Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA). Le 8 avril, c'est le journaliste Gines Barrios qui était enlevé et torturé après avoir dénoncé des détournements de fonds du gouvernement. Il a été dévot le 12 avril, le lendemain du jour où un ex-agent du SIE, José Bazan, proche du « groupe Colina », était lui-même arrêté pour avoir confirmé les activités du groupe et dénoncé l'infiltration d'agents du service secret dans l'administration publique et régionale.

Nicole Bonnet

UNIVERSITE
JOSEPH FOURIER
Grenoble I

Instituts Universitaires Professionnalisés

Désormais 24000 étudiants en Instituts Universitaires Professionnalisés, avec un taux de croissance « à deux chiffres », voisin de 20%.

Année préparatoire à l'entrée dans les Instituts Universitaires Professionnalisés de l'Université de Grenoble 1

Recrutement national sur dossier et entretien
- Date limite de dépôt des dossiers 15 mai 1997
- Admissibilité : 15 juin 1997
- Entretien début juillet, pour les candidats retenus et admis au premier groupe d'épreuves du baccalauréat.

En quoi consiste l'année préparatoire ?
- Il s'agit de DEUG aménagés, ou « Deug plus »
- Les candidats admis au pré-recrutement bénéficieront d'une aide à la définition de leur projet professionnel, d'une unité de formation « bonus » en relation avec l'IUP qu'ils envisagent, et d'un tutorat renforcé.

Qu'apporte l'année préparatoire ?
- La moyenne aux épreuves de première année garantit l'accès à l'un des IUP de l'UJF :
- Mathématiques appliquées et industrielles (Génie mathématique et Informatique)
- Méthodes informatiques appliquées à la gestion
- Génie mécanique et productique
- Génie des systèmes industriels
- Génie civil et infrastructures
- Aménagement et développement territorial
- Loisirs, environnement, sport et tourisme



Renseignements et dossier de candidature :
Internet : <http://www.ujf-grenoble.fr>
ou Université Joseph Fourier
CELAIO
BP 53 - 38041 Grenoble Cedex 9
tél : 04 76 51 46 21

HÔPITAUX Les internes ont décidé, mardi 15 avril au matin, « la suspension du mouvement de grève sous sa forme actuelle », mais ils entendent « continuer leurs actions

sous d'autres formes ». Ils ont annoncé « une grève administrative illimitée », à compter du 24 avril. Jacques Barrot, ministre des affaires sociales, s'est clairement opposé à la

tenue d'un « Grenelle de la santé ». Il a remis aux délégués des grévistes un document qui, à ses yeux, met un point final à la discussion. ● LA MOBILISATION s'était largement effri-

tée. Le CHU de Lyon, comme la majorité des hôpitaux, a repris le travail. Mardi matin, il ne restait plus que dix centres hospitaliers à être touchés par la grève. ● CE

CONFLIT des internes a rallumé les dissensions syndicales entre la CGT et FO d'un côté, la CFDT et le comité de vigilance de la protection sociale de l'autre.

Les internes et les chefs de clinique arrêtent la grève des soins

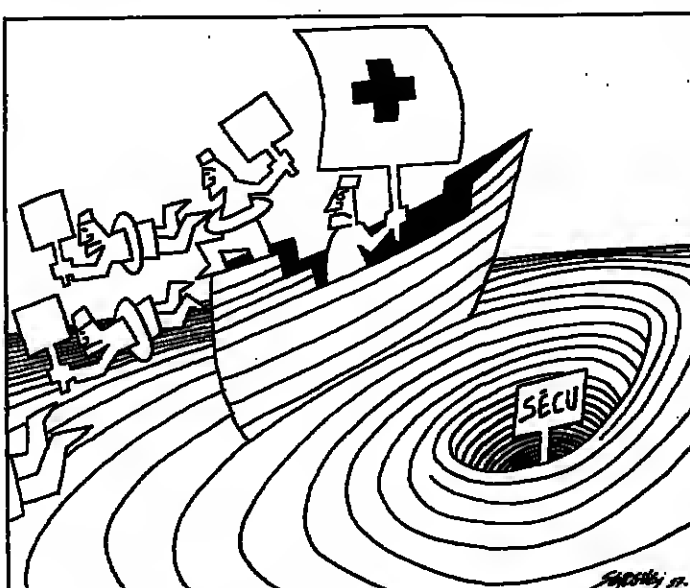
Face à la fermeté du gouvernement, qui, lors d'une rencontre lundi 14 avril, a dressé le constat de ses dernières concessions, les médecins en cours de formation ont décidé de regagner leurs hôpitaux, en précisant que leur mouvement de refus du plan Juppé prendrait d'autres formes

GILBERT ZAKINE, président de l'intersyndicat national des internes des hôpitaux (ISNIH) a annoncé, mardi 15 avril, « la suspension du mouvement de grève sous sa forme actuelle ». Les internes, toutefois, entendent « continuer leurs actions sous d'autres formes ». Afin de maintenir la pression, ils ont décidé d'entamer « dès le 24 avril, date anniversaire des ordonnances de M. Juppé, une grève administrative illimitée, en soignant gratuitement tous les patients dans tous les hôpitaux de France ». Par ailleurs, ils ont aussi prévu d'organiser « une journée de grève » ce même jour. Les internes prévoient enfin « l'organisation d'un référendum sur la convention, tout en demandant à tous les médecins libéraux de ne répondre à aucune demande d'adhésion individuelle émanant de leur caisse d'assurance-maladie ». « D'autres formes d'actions plus dures » pourraient être engagées, si le gouvernement ne répond pas à la demande de concertation des médecins, précise un communiqué diffusé dans la matinée de mardi par cette organisation.

La plus grande confusion avait régné parmi les internes en grève, lundi dans la soirée. Le comité de grève des internes parisiens, struc-

ture née pendant le conflit et qui constitue un des fers de lance de la contestation, souhaitait la poursuite du mouvement. L'ISNIH réuni en assemblée générale s'était prononcé en faveur de la reprise du travail. Alors que les grévistes avaient appelé, lundi 14 avril, à une nouvelle journée « sonté morte », la tendance générale qui se dessinait dans l'ensemble des centres hospitaliers universitaires était à la reprise. L'arrêt du mouvement ne signifie pas pour autant la fin des revendications, mais la volonté de trouver d'autres méthodes pour poursuivre le bras de fer avec le gouvernement.

Reçu par Jacques Barrot, lundi soir, une délégation de chefs de clinique, d'internes et d'étudiants, qui réclamait « un Grenelle de la Santé », s'est heurtée à une fin de non-recevoir. Cette nouvelle revendication, portée par la manifestation nationale de dimanche, s'est transformée, au fil de la journée, en pétard mouillé. Ils ont été reçus par les conseillers du ministre puis par Jacques Barrot et Hervé Gaymard, secrétaire d'Etat à la santé. Jean-Marie Spaeth, président (CFDT) de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), a rejoint la table des né-



gociations. La réunion imprévue, d'une durée de deux heures, a permis, selon M. Barrot, « de préciser les engagements du gouvernement », notamment sur les modalités de reversement en cas de dérapage des dépenses médicales, et d'associer les internes à la mise en place de la réforme sans en re-

mettre en cause le principe. Dans un texte remis à cet occasion, M. Barrot, M. Gaymard, et M. Spaeth confirment leur volonté d'associer les médecins en formation à la mise en œuvre du plan Juppé. Sans lâcher sur le principe des reversements d'honoraires en cas de dérive des dépenses médi-

cales, ils s'engagent à adapter en permanence ces mécanismes afin qu'ils couvrent autant que possible l'activité de chaque praticien. Le texte prévoit ainsi de « minimiser la contribution des médecins qui respectent intégralement les critères posés (sans que soit modifiée la somme totale à reverser par l'ensemble des médecins) », de « mieux prendre en compte le non-respect des références médicales opposables » (normes de bonne pratique) et de faire contribuer au reversement certains médecins exerçant pourtant dans des régions qui n'ont pas dépassé l'objectif de dépenses.

« RÉGULATION ÉCONOMIQUE »
« Il s'agit là d'engagements fermes des signataires des conventions médicales », précise M. Barrot au Monde. « Nous avons la certitude qu'il fallait mettre un point final à la longue phase de discussions que nous avons eues avec les internes », explique-t-il, tout en reconnaissant qu'il ne s'agit pas d'un accord approuvé par les internes, et que « c'est un peu unilatéral ». « Je ne leur ai pas caché que la réglementation économique demeure », ajoute-t-il. Il rappelle que, si reversement il y a, il n'interviendra pas avant 1999 et que l'on peut, d'ici là, « en perfectionner les modalités ».

Dans la nuit de lundi à mardi, les représentants des internes ont fait savoir que « le document remis à la presse le lundi 14 avril, par MM. Barrot et Gaymard n'occupe aucune valeur contractuelle ; il ne reflète en rien les revendications » des internes. La délégation des internes a tenu en outre à nier les rumeurs de division au sein du mouvement.

La journée de lundi a été marquée par un effacement très net du conflit, puisqu'il n'y a plus que dix centres hospitaliers universitaires en grève sur vingt-six. La stratégie de fermeté adoptée par le gouvernement a continué à entamer la mobilisation malgré la manifestation de dimanche. Six CHU (Bordeaux, Besançon, Reims, Clermont-Ferrand, Tours et Lyon) ont voté la reprise du travail, alors

que dix autres (Amiens, Angers, Brest, Caen, Limoges, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg, Toulouse) ne sont plus en grève depuis vendredi. Seuls les CHU de Paris, Lille et Marseille demeurent mobilisés. Le ministère des affaires sociales a recensé un taux de participation (hors Paris) de 19 % pour les internes et de moins de 2 % pour les chefs de clinique. La

Jacques Barrot rejette un « Grenelle de la santé »

Ministre des affaires sociales, Jacques Barrot a implicitement rejeté le « Grenelle de la santé » réclamé par les internes et les syndicats de médecins libéraux. Dans un entretien publié par Les Echos, mardi 15 avril, il renvoie « médecins et soignants aux nouveaux lieux de dialogue créés par la réforme » de l'assurance-maladie, notamment la conférence nationale de santé, composée de professionnels de santé et qui s'appuiera sur les conférences régionales dans les semaines à venir dans chaque région. Internes et chefs de clinique sont désormais associés à ces travaux.

Si ceux qui ont manifesté « ont voulu une remise à plat, pour ne pas dire une remise en cause de la réforme de l'assurance-maladie, je leur réponds que cette réforme a été engagée solennellement à partir d'une révision de la Constitution », prévient M. Barrot, ajoutant que « plus le conflit s'étend, plus il risque de retarder la mise au point d'éléments essentiels de la réforme » qui vont dans le sens des demandes des internes.

Journée « santé morte » n'a rencontré qu'un très faible écho, sauf dans les Alpes-Maritimes et à Grenoble. Sur le terrain, les internes ont continué leurs actions coup de poing dans la capitale, qui se sont soldées par 356 interpellations.

Alain Beuve-Méry et Jean-Michel Bezat

Les internes lyonnais veulent « sortir la tête haute »

de notre correspondant régional

Ils sont arrivés par petits groupes, sans blouse blanche, leur signe de reconnaissance. Lundi 14 avril, les internes de Lyon tenaient, une nouvelle fois, une assemblée générale à l'intérieur de l'hôpital Edouard-Herriot. Les murs des salles sont tapissés d'articles de presse. Sur le sol, des bouts de slogan tracés à la peinture, empreintes laissées par la confection des banderoles. Pendant cinq semaines, le QG de la lutte a vibré. Ce lundi soir, les conversations sont plus résignées. Le climat est à la fin du mouvement.

Personne ne le dit encore, mais tout le monde y pense quand l'AG s'ouvre sur le compte-rendu de la manifestation parisienne de dimanche. Le préposé au récit met un peu d'ambiance en racontant les « opérations tonus » tentées dans la nuit sur les Champs-Élysées, les parties de cache-cache avec les forces

de police. Les rires s'estompent quand il annonce qu'une voiture a foncé sur les manifestants, qu'il y a eu des blessés, dont un interne lyonnais, qui a été hospitalisé.

Vient la discussion sur la suite à donner au mouvement. A la tribune, les cinq délégués laissent entendre qu'il n'y a guère d'alternative. La possibilité de pouvoir intégrer en tant qu'« observateurs » ou « membres avec droit de parole » les commissions de discussion que devrait mettre en place le gouvernement leur paraît acceptable. « Il nous faut rester très vigilants », répète une interne. Sans attendre le vote, la cause semble entendue : la grève va être suspendue.

Le mot « amertume » et d'autres, plus crus, reviennent souvent dans les interventions. Cotés entre un gouvernement qui « ne veut rien céder » et des médecins libéraux qui, disent-ils, « n'ont pas bougé », les internes se sentent un peu seuls et fatigués. Et puis la grève

a un prix : leur salaire du mois de mars sera amputé de 50 % ; ils espèrent pouvoir négocier avec les Hospices civils de Lyon un étalement pour le mois d'avril.

Il reste encore des bouffées de combativité, des envies de ne pas céder. « Mais qu'est-ce qu'on peut faire, demande un interne, balancer des bombes ? » Finalement, la majorité se range à l'idée de « sortir la tête haute » : sur 186 votants, 142 finiront par accepter, sans vraiment l'admettre, la suspension de la grève. Le 10 avril, ils avaient été 172 à voter la poursuite du mouvement. Une nouvelle AG est fixée pour mercredi afin de déterminer le type d'actions à mener. L'idée d'une journée de grève par mois en a séduit quelques-uns. A la sortie de la réunion, un interne peste contre « les syndicats-fonctionnaires » des médecins. Quand il sera installé, c'est sûr, affirme-t-il, il se syndiquera.

Bruno Cauissé

Les divisions syndicales face au plan Juppé resurgissent

LA GUERRE SYNDICALE est-elle ouverte ? Alors que, par un hasard de calendrier, Nicole Notat, Marc Blondel et Louis Vianet doivent se retrouver, mercredi 16 avril, sur le plateau de « La marche du siècle » consacrée à la mondialisation, sur France 3, le conflit des internes reproduit les divisions syndicales apparues à l'automne 1995. C'était déjà au cours d'une émission de Jean-Marie Cavada, le 15 octobre 1995, que la secrétaire générale de la CFDT avait fait sensation en approuvant les grandes lignes du plan de réforme de l'assurance-maladie, présenté par Alain Juppé, au grand dam, voire à la colère mal dissimulée, de ses deux homologues syndi-

ciaux. Dix-huit mois plus tard, en cohérence avec les engagements qu'elle a pris, M^{me} Notat persiste et signe. En enjoignant le gouvernement à rester ferme face aux revendications des internes en grève (Le Monde du 15 avril), elle a confirmé son soutien à une réforme que la CFDT a appelée de ses vœux et dont « tout retard » dans sa mise en œuvre se ferait « au détriment des assurés sociaux », comme il est énoncé dans la lettre CFDT en direct du mois d'avril. La CFDT s'appuie sur le comité de vigilance de réforme de la Sécurité sociale, dont elle est membre, avec la Mutualité française, la Fnath (Fédération nationale des accidentés du travail et des handicapés), l'Unions (Union nationale interdépartementale des œuvres et organismes privés, sociaux et sanitaires), la CGC et l'UNSA (Union nationale des syndicats auto-

nomes), pour rappeler « son attachement aux conventions et à une maîtrise médicalisée des dépenses de santé, afin de sauvegarder la Sécurité sociale pour tous, sans rationnement de soins ».

Second acteur et défenseur de poids du plan Juppé, Jean-Pierre Davant, président de la Mutualité française, est lui aussi sorti de sa réserve, lundi 14 avril, estimant que « la poursuite du mouvement des internes frise l'indécence ». « L'objectif de ce mouvement est désormais de faire échouer, pour des raisons strictement corporatistes, toute modernisation de notre système de soins et d'assurance-maladie », dénonce-t-il dans un communiqué. Toute reculade du gouvernement aurait pour conséquence d'« augmenter les cotisations sociales de l'ensemble des Français », sans régler « le problème des millions de Français qui ne peuvent se soigner correctement », explique-t-il en guise de mise en garde.

POSITION « SURVIVRE » DE LA CGT
Hostile au plan Juppé, Force ouvrière a vu dans la révoque des internes la vérification de ses prédictions. Ce mouvement découle, selon elle, de la logique d'implémentation dans lequel est entré le système de santé depuis l'application de la réforme Juppé, toujours soigneusement qualifiée de « contre-réforme » par FO. Evincée de la présidence de la Caisse nationale d'assurance-maladie, la confédération que dirige Marc Blondel avait appelé à un soutien ambigu à la manifestation du dimanche 13 avril des internes et médecins libéraux,

car il ne s'accompagnait pas d'un mot d'ordre de participation. Elle a vu là une occasion de revanche. Dans un communiqué publié lundi 14, M. Blondel a répondu à M^{me} Notat, baptisée « promotrice du plan Juppé », en lui reprochant de « cacher la vérité aux assurés sociaux », alors que « le rationnement des soins est devenu une réalité avec le plan Juppé ».

Le reversement d'honoraires en cas de dépassement des objectifs de dépenses médicales, prévu par le plan de réforme de la Sécurité sociale, incitera les médecins « à refuser certains soins remboursés à leurs patients, de peur de subir des sanctions collectives », souligne le secrétaire général de FO, en faisant remarquer que « c'est ce que l'on appelle le rationnement des soins ».

Dans cette opposition syndicale, la CGT a adopté une position « survivante ». Alors que Louis Vianet, dans une tribune intitulée « Sécurité : parlons clair ! », publiée en octobre 1995 dans Libération, avait amorcé une réflexion nouvelle sur la protection sociale, la CGT reste désormais très en retrait et se contente de se joindre à tous les mouvements de protestation. M. Vianet a soutenu, lundi, la demande des internes d'ouvrir « un véritable débat public » sur la protection sociale. Il s'est retrouvé ainsi sur des positions semblables à celles du Parti communiste, qui, par la place et les commentaires favorables exprimés dans L'Humanité, a fortement soutenu le mouvement des internes.

Alain Beuve-Méry

Gilbert Zakine, néophyte en syndicalisme

UNE SEULE CHOSE semble faire sortir Gilbert Zakine de son quant-à-soi : l'évocation des sanctions collectives imposées aux médecins en cas de dépassement

PORTRAIT
Le président de l'intersyndicat des internes manque encore d'expérience

d'honoraires. Là, il se met en colère contre « la logique comptable du gouvernement », « la diminution de la qualité des soins », le « rationnement ». Pour le reste, le président de l'intersyndicat national des internes des hôpitaux (ISNIH) n'est guère bavard. Quand il s'agit de parler de lui, c'est à contrecoeur qu'il s'extrait d'une « AG », comme celle du lundi 14 avril. Pour lui, il est plus important de débattre de la suite du mouvement que de lâcher quelques bribes de son curriculum vitae dans un couloir.

Gilbert Zakine est né le 06-04-65, ce qui lui fait trente-deux ans, « à Montpellier », mais il a « vécu à Francanville [Val-d'Oise] ». Son nom, « Zakine », est d'origine « hébraïque » : son père était israélien, sa mère catholique, « mais tous deux étaient athées », précise-t-il, « et je le suis également ». Sa mère était professeur de français, son père, aujourd'hui décédé, médecin généraliste, « très apprécié de ses patients » : c'est « évidemment en le voyant faire » que Gilbert Zakine a eu envie d'entre-

prendre des études de médecine, « malgré leur longueur et leur coût » ; toutefois, ajoute-t-il, il a été tenté par le piano, instrument dont il joue depuis l'âge de cinq ans.

Après six années de médecine, Gilbert Zakine a réussi le concours de l'Internat de Paris et entrepris cinq années de spécialité en chirurgie plastique. Que fait-il au juste ? « J'apprends à opérer... », répond-il, en soupirant. Comme on insiste, il fait cent fois l'aller-retour du couloir, regard au loin, mais dans le dos, en évoquant la « chirurgie viscérale », la « chirurgie orthopédique » ou la « chirurgie crânio-faciale » : « Crânio comme crâne, faciale comme face », précise-t-il avec pitié... Il se trouve pour six mois dans le service de chirurgie plastique et reconstructrice du professeur Maurice Mimoun, à l'hôpital Rothschild de Paris.

« ON M'A DONNÉ LE POUVOIR »
Plus loquace sur son salaire, Gilbert Zakine indique qu'« à bac + 11, [il] gagne 9 000 francs par mois », sans compter les indemnités de garde, faut-il préciser ? « Pour 80 à 90 heures de travail par semaine ». « Mais je ne me plains pas, j'adore aller au bloc, j'adore ce métier », affirme-t-il. Après une période de recherche, il envisage de devenir chef de clinique pendant deux ans et de « rester à l'hôpital », « sauf s'il n'y a pas de place » pour lui. Alors, il n'aurait « pas de honte » à ouvrir un cabinet privé pour « gagner de l'argent » grâce à la chirurgie esthétique.

Comment Gilbert Zakine est-il devenu président de l'intersyndicat national des internes des hôpitaux de Paris ? « Je n'ai pas pris le pouvoir, on me l'a donné », répond-il, tout en répliquant à évoquer la journée du 18 mars, au cours de laquelle la « bourse » a mis en minorité son prédécesseur, Didier Legais, qui préconisait la reprise du travail après avoir obtenu un moratoire de sept ans pour les jeunes médecins. Apparemment, Gilbert Zakine n'était pas le plus intéressé par le poste. D'autres, tel Olivier Charrois, président du comité de grève des internes de Paris, l'auraient volontiers ambitionné, mais ils ne le pouvaient pas, faute d'avoir été précédemment élus comme représentants des internes d'une ville. Gilbert Zakine disposait de ce titre, puisqu'il était déjà vice-président du Syndicat des internes de Paris.

Etre la figure de proue d'un tel mouvement ne crée pas que des amis, ni parmi les internes ni parmi ses interlocuteurs administratifs. Ses détracteurs l'accusent de ne pas connaître ses dossiers, d'être manipulé par le comité de grève des internes de Paris et par le Syndicat des médecins libéraux. Gilbert Zakine s'en défend. Il affirme qu'il voulait la présidence de l'ISNIH et qu'il a été élu parce qu'il avait l'avantage de travailler à Paris, ce qui facilite les relations avec les pouvoirs publics. Ce qui est sûr, c'est que le futur chirurgien n'a pas encore tout à fait acquis l'expérience d'un leader syndical.

Rafaëlle Rivals

سكنا بن الحارث

Jacques Chira
un inflexible

Jacques Chirac et Alain Juppé envisagent un infléchissement de leur politique

Le gouvernement pourrait être élargi, l'Assemblée pourrait être dissoute

Les réflexions et les discussions continuent, au sommet de l'Etat, sur un infléchissement de la politique gouvernementale, qui pourrait donner lieu à un remaniement ministériel, élargissant l'« assise » du gouvernement, voire à la dissolution de l'Assemblée nationale. Mardi

15 avril, cependant, cette dernière hypothèse ne paraissait pas d'actualité, sans qu'elle ait été définitivement écartée pour autant.

sans doute, mais précis, voire pressant.

Le bref propos de M. Juppé dans *Le Figaro-Magazine*, constatant que « le calendrier est ce qu'il est » (*Le Monde* du 12 avril), avait été rapidement présenté officiellement comme dépourvu de signification quant à une éventuelle dissolution. Dès lors que la question lui était posée, disait-on, le premier ministre ne pouvait pas ne pas y répondre, mais il avait choisi de le faire de la manière la moins compromettante possible. Réflexions et discussions continuèrent.

Certains familiers de M. Chirac assuraient qu'il n'est pas dans son tempérament de bousculer les échancres. D'autres, parfois les mêmes, observaient que la dissolution est, avec le référendum, l'un des moyens dont le président de la République dispose, au terme de la Constitution, pour consulter les Français lorsqu'il l'estime nécessaire. Encore faut-il que cette nécessité apparaisse clairement. Sa justification pourrait venir d'une inflexion de la politique menée par l'exécutif, inflexion qui donnerait lieu à un élargissement du gouvernement, lequel pourrait préfigurer à des élections législatives anticipées.

Résumé du service France

RÉCIT

M. Madelin revient de vacances.
M. Juppé, détendu, dîne au restaurant

Il y a quelques semaines, des intentions du président de la République. La visite à l'Élysée, lundi soir, d'Alain Juppé, qui s'est entretenu pendant une heure avec Jacques Chirac, avait pu donner à penser qu'un processus était engagé, d'autant plus que le chef de l'Etat devait recevoir, mardi en fin de matinée, René Monory, président du Sénat. Or, la seule obligation faite au président de la République par l'article 12 de la Constitution, relatif à la dissolution de l'Assemblée, est de consulter les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Supputation intempestive, disait-on mardi matin, en précisant que l'entrevue de M. Chirac avec M. Monory avait un caractère informel, alors qu'une consultation dans le cadre de l'article 12 aurait donné lieu à une audience officielle.

En outre, aucun rendez-vous n'était pris avec le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, qui avait déjeuné avec le chef de l'Etat le 8 avril, mais n'était pas convié le 15. Le convive du chef de l'Etat, mardi, était en effet le président du Botswana, Sir Ketumile « Qwet » Masire, en visite à Paris.

Dissolution ? « Ça ne me paraît pas être d'actualité », indiquait laconiquement Michel Rocard, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, mardi matin, au sortir de son entretien hebdomadaire avec M. Juppé. La veille au soir, après être allé à l'Élysée, le premier ministre dînait tranquillement, dans l'est de Paris, avec quelques amis réunis autour d'un jésuite engagé dans l'action sociale, le père Diart, dont il avait fait la connaissance lorsqu'il était député du 18^e arrondissement. Le chef du gouvernement est apparu particulièrement détendu et de bonne humeur.

Mardi matin, sur Europe 1, François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale et président délégué de l'UDF, plaçait pour un remaniement gouvernemental en estimant « nécessaire » que le président de l'UDF, François Léotard, redevenne « rapidement » ministre. Pour M. Bayrou, il est de la « responsabilité » du président de la République et du premier ministre

« de mettre la majorité en ordre de bataille pour les élections législatives ». Prudent, le ministre de l'Éducation nationale s'est déclaré convaincu qu'« un jour ou l'autre, le président de la République et le premier ministre prendront les décisions qui leur paraissent nécessaires sur ce sujet ». Il s'est gardé d'en dire davantage, mais en privé, lundi soir, il estimait que le débat sur des élections législatives anticipées était clos.

Tous les interlocuteurs directs ou indirects de l'Élysée n'étaient pas du même avis. Les discussions que M. Chirac avait eues pendant le week-end précédent - le président de la République aime ces échanges du samedi et du dimanche avec ses collaborateurs, ses conseillers ou toute autre personne dont il souhaite entendre l'avis - semblaient aller plutôt dans le sens d'une dissolution. Le chef de l'Etat s'était entretenu longuement avec le premier ministre. Il avait reçu, aussi, Alain Madelin, revenu de vacances pour la circonstance (une semaine après la réunion de son mouvement, Idées Action, à laquelle s'étaient rendus Claude Chirac et Jean-Pierre Denis, proches collaborateurs du président). Toutes rencontres purement amicales, assurait-on, ce qui ne pouvait que renforcer le soupçon d'un ordre du jour « amical »,

Le PS dénonce la prise en main de l'économie par le RPR

LE PARTI SOCIALISTE est parti en campagne contre « l'économie RPR ». Commentant deux opérations récentes - la fusion entre la Lyonnaise des eaux et Suez approuvée par les actionnaires des deux groupes, le 11 avril, et l'affermissement du contrôle de la Générale des eaux sur Havas, interviewé fin mars -, François Hollande, porte-parole du PS, s'est inquiété, lundi 14 avril : « Il y a deux grands groupes, notamment autour des compagnies des eaux, qui absorbent un certain nombre d'établissements financiers ou d'établissements de communication. » M. Hollande voit dans ce mouvement de concentration une « menace » et deux « dangers ». La menace, a-t-il indiqué, c'est celle, « en filigrane, de monopoles privés qui visent à se substituer aux monopoles publics, la Lyonnaise des eaux visant le marché de l'énergie et la Générale des eaux le marché de la téléphonie ».

Le premier danger décrit par le porte-parole du PS est celui par les entreprises d'information, « ces grandes compagnies des eaux ayant des intérêts puissants en matière de communication ». Le second est celui de « la concentration aux mains de forces politiques, car on sait bien que ceux qui sont à la tête de ces grands conglomérats sont des proches du pouvoir actuel », analyse M. Hollande. Il fait ainsi référence à Jérôme

Monod, patron de la Lyonnaise des eaux et désormais président du conseil de surveillance du nouvel ensemble Lyonnaise-Suez, qui fut secrétaire général du RPR. Ou à Pierre Dazier, le président d'Havas, un Corrèzien ami de Jacques Chirac. Voire, dans une moindre mesure, à Jean-Marie Messier, le président de la Générale des eaux, ancien conseiller d'Edouard Balladur, plus électique dans ses amitiés poli-

tiques, puisqu'elles intègrent aussi les anciens « décalistes ». Il oublie toutefois que Gérard Mestrallet, le futur président du directoire de Lyonnaise-Suez, a été membre du cabinet de Jacques Delors au ministère de l'Économie. Il reste que pour

la porte-parole du PS, « on a le sentiment qu'à côté de l'Etat RPR se met en place une économie RPR ». Les socialistes étaient déjà venus à la charge sur ce dossier, il y a un mois, lors de l'examen du projet de loi sur la communication à l'Assemblée nationale. A cette occasion, Didier Mathus (PS, Saône-et-Loire) s'était ému d'« une inquiétante spécificité française : la quasi-totalité des opérateurs de télévision sont des groupes

ment payant par le PS. A l'initiative de Serge Jaquin (PS, Pas-de-Calais), le groupe socialiste devait déposer, à l'occasion de la discussion du projet de loi de renforcement de la cohésion sociale qui débute mardi 15 avril à l'Assemblée, un amendement visant à « taxer les bénéfices » des compagnies d'eau pour financer la lutte contre la précarité.

Le PS avait mis fin à son combat contre les entreprises de distribution d'eau dès son arrivée au pouvoir en 1981. Au cours des années 70, socialistes et communistes avaient, pourtant, travaillé sur une éventuelle nationalisation des compagnies d'eau ; celle-ci ne figurait toutefois pas dans les 110 propositions de François Mitterrand. En avril 1981, le candidat de gauche à l'élection présidentielle estimait pourtant encore, dans une publication du PS, que « les sociétés de distribution d'eau, qui exercent un monopole scandaleux et lucratif, feront l'objet de mesures de participation de la part des collectivités ». Depuis, les relations entre les socialistes et ces entreprises s'étaient normalisées. Si la Lyonnaise, sans doute trop chichement, est restée fermée aux anciens membres de cabinet socialistes, la Générale des eaux en a accueilli quelques-uns à des postes de responsabilité.

Caroline Mommot

M. Séguin voulait nationaliser les compagnies d'eau

Il y a plus de deux ans, l'affaire Carignon mettait en cause les conditions d'attribution du marché de l'eau à Grenoble. Philippe Séguin, dans un entretien au *Monde* du 3 novembre 1994, déclarait : « On n'échappera pas à un débat sur la nationalisation, au moins partielle, des compagnies d'eau, compte tenu de l'importance qu'elles ont prises dans la vie des collectivités locales et de la suspicion que leur simple contact génère désormais. » Pourtant, le président de l'Assemblée nationale avait confié la gestion de l'eau et du câble d'Épinal, la ville dans laquelle il est le maire, à la Lyonnaise. La polémique suscitée quelques temps par ces propos est retombée très vite. Le débat annoncé n'a pas eu lieu. Quant au projet de loi réformant les marchés publics qui doit être soumis au Parlement d'ici juin, il n'évoque pas les dérogations de service public, dont relèvent les concessions d'eau.

dont la puissance repose d'abord sur d'autres secteurs - l'eau, le béton, l'armement - et dont l'essentiel de l'activité dépend de marchés publics ». La dénonciation de la puissance des compagnies d'eau est un thème désormais jugé politique-

ment, puisqu'elles intègrent aussi les anciens « décalistes ». Il oublie toutefois que Gérard Mestrallet, le futur président du directoire de Lyonnaise-Suez, a été membre du cabinet de Jacques Delors au ministère de l'Économie. Il reste que pour la porte-parole du PS, « on a le sentiment qu'à côté de l'Etat RPR se met en place une économie RPR ». Les socialistes étaient déjà venus à la charge sur ce dossier, il y a un mois, lors de l'examen du projet de loi sur la communication à l'Assemblée nationale. A cette occasion, Didier Mathus (PS, Saône-et-Loire) s'était ému d'« une inquiétante spécificité française : la quasi-totalité des opérateurs de télévision sont des groupes

ment payant par le PS. A l'initiative de Serge Jaquin (PS, Pas-de-Calais), le groupe socialiste devait déposer, à l'occasion de la discussion du projet de loi de renforcement de la cohésion sociale qui débute mardi 15 avril à l'Assemblée, un amendement visant à « taxer les bénéfices » des compagnies d'eau pour financer la lutte contre la précarité.

Le PS avait mis fin à son combat contre les entreprises de distribution d'eau dès son arrivée au pouvoir en 1981. Au cours des années 70, socialistes et communistes avaient, pourtant, travaillé sur une éventuelle nationalisation des compagnies d'eau ; celle-ci ne figurait toutefois pas dans les 110 propositions de François Mitterrand. En avril 1981, le candidat de gauche à l'élection présidentielle estimait pourtant encore, dans une publication du PS, que « les sociétés de distribution d'eau, qui exercent un monopole scandaleux et lucratif, feront l'objet de mesures de participation de la part des collectivités ». Depuis, les relations entre les socialistes et ces entreprises s'étaient normalisées. Si la Lyonnaise, sans doute trop chichement, est restée fermée aux anciens membres de cabinet socialistes, la Générale des eaux en a accueilli quelques-uns à des postes de responsabilité.

Caroline Mommot

La polémique continue au sein de la majorité du conseil régional d'Ile-de-France

LOIN de l'avoir apaisée, le rapport de la chambre régionale des comptes sur les marchés publics de la région Ile-de-France entretient la polémique entre Michel Giraud (RPR), président du conseil régional, et Claude-Annick Tissot (RPR), ancienne présidente de la commission des marchés. L'éventualité d'une ouverture d'information judiciaire, évoquée depuis la publication du rapport, et réclamée à hauts cris par l'opposition, exaspère M. Giraud, qui, en plus, n'apprécie guère les initiatives épistolaires de la contestataire.

Le courrier adressé par celle-ci, le 10 avril, au président du groupe RPR du conseil régional, Robert Pandraud, sur papier à en-tête de la Mairie de Paris, est qualifié par certains élus de la majorité de « molodtress », susceptible d'achever de la discréditer dans son propre parti. « Tout ou long de ces longs mois passés au sein de l'exécutif, il faut bien le dire, mes prises de position ont été non seulement critiquées, mais parfois aussi

ridiculisées », se plaint M^{me} Tissot au président du groupe, qu'elle a quitté le 27 mars, veille du jour où les élus RPR devaient se prononcer sur son exclusion. « Je prends acte aujourd'hui du fait que la chambre régionale des comptes valide toutes mes critiques ainsi que toutes mes initiatives et qu'elle met, de ce fait, le président Michel Giraud face à ses responsabilités politiques », écrit-elle.

M. Giraud avait, par avance, répondu en affirmant n'avoir pas attendu l'arrivée de M^{me} Tissot pour remédier à certaines anomalies (*Le Monde* du 12 avril). Dans une réponse écrite à celle qui reste vice-présidente du conseil régional, il lui donne acte d'avoir « instauré la pratique du procès-verbal détaillé et de l'enregistrement des débats » de la commission des marchés. Le président du conseil régional affirme avoir soutenu les initiatives de M^{me} Tissot, « à l'exception d'un seul point : l'usage peu réglementaire (...) du tirage au sort, en dépit des réserves de la direction de la concurrence, ce qui nous vaut une

observation extrêmement sévère de la chambre des comptes (...) ». M. Giraud conclut qu'il n'a « donc pas de leçons de rigueur à recevoir » de la part de l'ancienne présidente de la commission des marchés.

QUERELLE ÉPISTOLAIRE

Cette querelle épistolaire exaspère les élus de base, qui auraient bien voulu voir dans le rapport de la chambre des comptes le point final d'un conflit qui, depuis plus d'un an, paralyse l'institution régionale. Ils ont le sentiment que les électeurs se moquent des détails de procédures de marchés d'entreprises de travaux publics (METP) ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO), critiqués par le rapport de la chambre des comptes. A un an des élections régionales, ils voudraient bien « passer à autre chose ».

Certains, notamment à l'UDF, persistent à rendre M^{me} Tissot responsable des maux de la majorité régionale, en dépit des assurances qu'elle donne que « le

Le PCF continuerait à perdre des adhérents à Paris

SECON UN DOCUMENT présenté comme interne et publié par *Le Figaro*, mardi 15 avril, le nombre des adhésions parisiennes au Parti communiste aurait chuté de plus de 11 % en deux ans. Elles seraient en effet passées de 7 268 en 1994 à 6 456 en 1996. Le tableau établi, explique le quotidien, par le trésorier de la fédération de Paris lors de la préparation du vingt-neuvième congrès de décembre 1996, montre que l'afflux de nouveaux adhérents, après les grèves de 1995, n'est pas parvenu à compenser les défections. Ce phénomène est visible dans les sections des gares parisiennes, en première ligne lors des mouvements sociaux. De même, les arrondissements forts du Parti, tels que les 13^e, 18^e, 19^e et 20^e, enregistrent un net affaiblissement.

Ce document est de nature à relancer le débat interne sur le nombre réel des militants du PCF. Selon le secrétaire national du Parti, Robert Hue, il compterait 274 862 militants. Les refondateurs de *Futurs* parlent de 150 000 à 170 000, les « orthodoxes » de 100 000.

Les effectifs de la CFDT progressent de 4,3 %

LA CFDT a annoncé, lundi 14 avril, une progression de ses effectifs de 4,3 % en un an. Elle compterait « 701 180 adhérents, dont 80 000 retraités », contre 680 000, fin 1995 et 650 000 fin 1994. La Confédération précise qu'il s'agit de « la huitième année consécutive » de hausse et qu'« en dépit des départs intervenus depuis la fin de l'année 1995 le solde reste largement positif ». Au total, sur ses dix-neuf fédérations professionnelles, « treize progressent, dont sept de plus de 5 % par rapport à 1995 ». Il s'agit du commerce, des services, des personnels du ministère de l'intérieur et des collectivités locales (Interco), de la construction-bois-BTP et de la fédération santé-sociaux.

DÉPÊCHES

■ **EUROPE** : Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes, a affirmé, le 14 avril, que Lionel Jospin a « une vision étriquée et passiste de l'Europe ». Lors de la clôture de la conférence annuelle de la commission agricole du PS réunie au Sénat, le 12 avril, M. Jospin, qui avait mis en garde contre les risques d'une « entrée immédiate » des pays d'Europe centrale et orientale dans l'Union européenne, s'en était pris à Jacques Chirac, « qui n'a rien tant que de faire plaisir à ses interlocuteurs » d'Europe de l'Est.

■ **SALAIRES** : la hausse du salaire moyen par tête dans le secteur privé a été de 2,4 % en 1996, au lieu de 1,9 % l'année précédente, selon les *Informations rapides* de l'Insee datées du 14 avril. Dans la fonction publique d'Etat, le gel de l'indice de traitement brut par le gouvernement Juppé a ralenti la progression des salaires. Toutefois, l'effet-report de la revalorisation de novembre 1995 (1,4 %) ainsi que l'impact des effets de structure font progresser le salaire moyen par tête d'environ 2,5 % (au lieu de 3,5 % en 1995).

■ **MÉDIATEUR** : mis en cause dans un article sur le médiateur de la République (*Le Monde* du 25 mars), parce qu'il avait refusé d'accorder une indemnisation exceptionnelle au nom de l'équité, Jean Douvroule, président du conseil d'administration du Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions, précise que cette décision a été prise par le conseil d'administration du fonds.

■ **CONFLITS** : l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM) estime, dans son dernier bulletin mensuel, que les conflits « spécifiques » en cours, comme « la grève des fonctionnaires, des pilotes d'avion et des internes des hôpitaux », révèlent « un refus égoïste de se plier aux adaptations nécessaires ».

50 000 exemplaires

Jean-Claude Barreau

LA FRANCE VA-T-ELLE DISPARAÎTRE ?

JEAN-CLAUDE BARREAU

Grasset

« Deux cents pages patriotiques, ardentes et excitantes pour l'esprit. »

Elizabeth Schevalier, *L'Express*

« Un livre qu'il n'est pas si aisé de faire passer à la trappe. »

Alain Peyrefitte, de l'Académie française

« Barreau décrit un pays abandonné par ses élites. »

Françoise Zemmour, *Le Figaro*

« Tous les ingrédients sont réunis dans ce livre au titre choc, assez de bagout pour attirer l'attention, des idées simples et ce qu'il faut de provocation. »

Gérard Conzans, *Le Monde*

Grasset

Pascale Sauvage

CONSUMMATION La première campagne de communication destinée à familiariser les Français avec l'euro sera lancée au mois de mai : 30 millions de francs seront in-

vestis dans cette opération comprenant, notamment, la distribution de brochures et la diffusion de messages radio et télévisés. ● LES NOUVEAUX BILLETS en euros commencent

à circuler le 1^{er} janvier 2002. Les associations de consommateurs craignent que la période d'adaptation prévue – six mois – soit trop courte et que cette mutation en-

gendre une valse des étiquettes. ● MICHEL-EDOUARD LECLERC, coprésident des centres Leclerc, qui a organisé dans ses magasins, en octobre 1996, une campagne de sensibi-

lisation, estime que l'introduction de la monnaie européenne fera baisser les prix. ● À POITIERS, entre le 22 mars et le 6 avril, des pièces en euros ont circulé expérimentalement.

Les Français attendent l'arrivée de l'euro avec scepticisme

Les premiers billets européens circuleront à partir du 1^{er} janvier 2002. Les associations de consommateurs craignent que la période d'adaptation – six mois – ne soit trop courte et que les commerçants ne compensent le coût de la conversion par des hausses de prix

LE TEMPS est venu des présentations officielles. A la fin du mois de mai, sera lancée la première campagne de communication grand public destinée à familiariser les Français avec l'euro. Conscient de l'ampleur de la tâche, le gouvernement s'apprête à déployer un lourd arsenal : 30 millions de francs seront investis en 1997 dans cette campagne qui s'inscrit dans un vaste plan de communication sur six ans arrêté en conseil des ministres le 30 octobre 1996.

Spécialisée dans le conseil en stratégie de changement, l'agence Kendo, qui a travaillé pour EDF-GDF, la SNCF et France Télécom, a été appelée à la rescousse. Une brochure exposant les grandes étapes de l'introduction de l'euro sera distribuée à une dizaine de millions d'exemplaires dans les administrations et les banques. Des messages radio et télévisés, ainsi qu'un numéro d'urgence, compléteront le dispositif. « Il était grand temps de communiquer », estime Benoît Jolivet, président du comité consultatif des usagers au Conseil national du crédit, qui s'alarme de l'« extraordinaire méconnaissance des Français » en la matière. On travaille depuis longtemps à informer les « affrèdes » de monnaie, comme le Banque de France, mais on avait oublié le consommateur.

En 2002, les Français ne disposeront que d'un semestre pour s'adapter : le 1^{er} janvier, les euros

entreront en circulation et, le 1^{er} juillet, le franc n'aura plus cours. Mais dès le 1^{er} janvier 1999 la monnaie unique verra le jour et les produits d'épargne seront libellés en euros. Tout en figurant dans le groupe de tête des pays européens les plus favorables au changement de monnaie, les Français ne s'estiment pas prêts.

Au ministère de l'économie, on avoue s'attendre à ce que l'anxiété croisse avec la connaissance des aspects pratiques de cette mutation « dont les Français pensent qu'elle sera plutôt bénéfique pour la nation mais qu'elle leur posera énormément de problèmes au quotidien », souligne Lioel Brault, le président de Kendo. D'autant que la puissance publique utilise pour en parler des termes extrêmement abstraits et macabres : « échec de la monnaie », « échec de la monnaie », « critères de convergence ».

« POIDS PSYCHOLOGIQUE » « La monnaie, c'est de la confiance, le symbole de l'échange et de la relation à l'extérieur », ajoute Dominique Lassarre, professeur de psychologie sociale à l'université de Reims. Pendant un moment, cette confiance se réduira : on ne pourra plus reprendre sa monnaie chez le boulanger en parlant avec ses enfants. D'où l'intérêt, pour certains grands de la distribution,

de se poser en experts en matière de conversion, à l'instar de Michel-Edouard Leclerc, qui organisait dès l'automne 1996 une opération de sensibilisation baptisée « Demain l'euro ». Selon Dominique Lassarre, il faut également compter avec le « poids psychologique de l'abandon du franc, même chez les jeunes, parce qu'il symbolise l'identité nationale ». « Le problème n'est pas de changer de monnaie mais de perdre le franc ».

S'ajoutent à cela des préoccupations concrètes dont les associations de consommateurs se font actuellement l'écho dans les instances de concertation entre administrations, entreprises et associations, que ce soit au niveau national – Comité national de l'euro ou groupe de travail sur l'euro au Conseil national de la

consommation – ou local – comités de pilotage départementaux. Pour l'Association Force ouvrière-consommateurs (AFOC), les six mois de double circulation semblent « bien trop courts ». « L'orientation actuelle, qui consiste à « envisager que pour le tout dernier moment le double affichage des prix, l'information sur le lieu de vente et l'accès au moyen de paiement scripturaux est regrettable », estime Pierre Marleix, secrétaire général de l'AFOC. Ce sera le big bang du jour ou lendemain. Comment les gens vont-ils pouvoir utiliser l'euro d'un seul coup, alors qu'ils ont encore des difficultés avec les anciens francs ? Il y aura une telle panique chez les consommateurs que, de toute façon, on sera obligé de prolonger le temps d'adaptation. » La période 1999-

2002 devrait être utilisée pour « acclimater » les Français, notamment la vingtaine de millions de personnes vulnérables : illettrés, handicapés, personnes âgées. « Il ne faudrait pas que l'euro devienne un élément d'accentuation des inégalités », prévient la présidente de l'Union fédérale des consommateurs (UFCV), Marie-José Nicol.

LA PEUR DES ARNAQUES

Pour M^{me} Nicol, le coût du passage à l'euro ne doit pas, en outre, être « imputé aux consommateurs, qui craignent une flambée des arnaques ». Chez les commerçants, la tentation sera grande de profiter des conversions pour compenser le coût du passage à l'euro (systèmes informatiques, formation du personnel, etc.). Cette valse des étiquettes sera facilitée par la perte temporaire de repères des consommateurs, qui devront se créer une échelle de valeurs en euros et s'accoutumer au reconditionnement de certains produits en fonction des nouveaux prix d'appel.

Les professionnels de la distribution rétorquent que la concurrence empêchera les prix de monter. « Il faudra néanmoins mettre en place un système de médiation rapide », note Christian Huard, de l'Adic-Fen, l'association de consommateurs du syndicat enseignant. Les litiges, les erreurs dans les conversions, dans la réduction des chèques, etc., s'annoncent

innombrables et dégraderont vite la représentation que les citoyens se font de l'euro.

Autre cheval de bataille des associations de consommateurs : le double étiquetage des produits. Pour l'instant, aucune obligation n'est prévue avant 2002. La concurrence conduira-t-elle à une attitude différente ? « Ce serait un comble que l'on demeure tributaire des initiatives privées pour une mutation de cette ampleur ! », s'insurge Pierre Marleix. Les banques sont, elles aussi, concernées : les particuliers pourront-ils, dès 1999, ouvrir un compte, obtenir un chèque ou effectuer des virements en euros ?

Tout en annonçant que les établissements bancaires seront libres d'offrir des comptes en euros, l'Association française des banques (AFB) estime : « Moins il y aura de demandes avant le basculement général de 2002, mieux ce sera, afin d'éviter la double tenue de comptes, source de pagaille. » Elle souligne que la gestion de ces comptes en euros sera « probablement tarifiée » de 1999 à 2002 puisque, dès 1999, la rémunération des dépôts à vue sera possible « et qu'il faudra bien trouver une contrepartie ». Ce qui, pour les associations de consommateurs, a toutes les allures d'une manœuvre visant à la facturation définitive de certains services jusqu'ici gratuits.

P. Kr.

Des doutes persistants dans la population

Selon un sondage réalisé par la Sofres en octobre 1996, seuls 21 % des Français connaissent la valeur de l'euro (entre 6 et 7 francs) et ils ne sont que 19 % à pouvoir situer au 1^{er} janvier 2002 le début de la circulation des pièces et des billets en euros. Le scepticisme sur le respect du calendrier de mise en place de la monnaie unique diminue sensiblement (28 % des interviewés pensent qu'il sera respecté en octobre, contre 19 % en avril), mais 58 % des sondés pensent toujours qu'il y aura du retard.

Un quart des Français ignorent que l'euro remplacera totalement le franc, demeurant convaincus que les deux monnaies circuleront conjointement. Parmi les personnes interrogées, 27 % pensent que la future monnaie s'appellera l'écu et 16 % ne fournissent aucune réponse. La capacité de citer le nom de la future monnaie unique a fortement progressé entre avril et octobre 1996, passant de 41 % à 56 % des sondés.

Michel-Edouard Leclerc, coprésident des centres Leclerc

« Les consommateurs ont besoin d'être sécurisés »

« Vous avez organisé, en octobre 1996, une campagne de sensibilisation à l'euro qui a permis à 7 millions de consommateurs d'avoir un premier contact avec la future monnaie européenne. A quelles fins ?

« Le gouvernement sous-estime la méconnaissance de l'euro. Les consommateurs sont au contraire très demandeurs d'informations pratiques. Rares sont les personnes aux opinions tranchées. 96 % de celles que nous avons interrogées pendant notre opération ont déclaré ne pas être gênées d'avoir à s'intéresser à l'euro.

« En revanche, elles ont besoin d'être sécurisées. En premier lieu, les populations âgées, qui ne rentreront pas dans un processus de conversion parce que ce n'est « plus de leur âge ». Elles feront confiance aux caissières et à l'affichage. D'où l'intérêt, pour nous, d'investir pendant quatre ou cinq années pour qu'elles sachent

qu'elles peuvent nous faire confiance, que Leclerc et l'euro sont associés.

« La campagne de communication grand public qui va prochainement être mise en œuvre est-elle opportune ?

« Totalemment, car les consommateurs, qui perçoivent les perturbations que va occasionner l'euro dans leur vie quotidienne, attendent qu'on leur expose quel intérêt ils ont à agir. Ils sont prêts à accepter la prise de risques, à faire des efforts d'adaptation, si les avantages concrets sont clairement exposés.

« Or, dans la classe politique, les eurosceptiques s'expriment beaucoup, contrairement aux enthousiastes, sans doute piégés par la proximité des échéances électorales et par la pression des corporations opposées à la monnaie unique. Cette incapacité à tenir un discours euroconsommériste me laisse perplexe. Elle met en danger la réussite du passage à l'euro.

« Quels avantages immédiats peut-on faire valoir aux consommateurs ?

« A l'heure actuelle, les industriels profitent du cloisonnement des marchés nationaux pour pratiquer des prix différenciés. Les Clio, par exemple, sont vendues bien moins cher en Italie qu'en France. Nous pourrions baisser le prix du Coca-Cola dans nos magasins ou aller l'acheter en Belgique, s'il s'avère qu'il est moins cher là-bas. Exprimer partout dans la même monnaie, l'offre sera plus lisible. Elle s'enrichira dans les magasins, puisqu'un distributeur pourra trouver en Europe toute la gamme de prix. Enfin, il est évident que, sans les changes, le travail des agences de voyage sera facilité en Europe. Elles pourront faire des propositions plus compétitives et diversifiées. »

Propos recueillis par
Pascale Krémer

« Déjà, on ne comprend rien aux francs belges »

POITIERS

de notre envoyée spéciale
Les collectionneurs ont collectionné, les grands-parents ont offert des euros de pièces à leurs pe-

REPORTAGE
Les Poitevins ont pu s'essayer à la future monnaie européenne

tits-enfants, mais de là à dépenser cet argent chez les commerçants, il y avait un pas que les Poitevins se sont gardés de franchir. Bien rares sont ceux qui ont joué à la monnaie avec les pièces en euros qui ont circulé expérimentalement à Poitiers, du 22 mars au 6 avril. L'opération, pourtant, était parfaitement ficelée, menée avec tout l'enthousiasme et le professionnalisme naissant des membres de la junior entreprise de l'école supérieure de commerce de la ville. Des pièces de 1, 2 et 10 euros à l'effigie du Futuroscope ont été vendues dans toutes les banques et proposées par la centaine de commerçants qui avaient accepté de jouer le jeu. Une régate de conversion et 50 000 dépliant ont été distribués dans les lieux publics, des affichettes scotchées aux portes des boutiques...

Noo pas que tout cela fut fait de gaieté de cœur, « mais comme on sera bien obligé de s'y mettre, autant se donner une petite idée avant », soupire une marchande de fruits et légumes qui a poussé la ferveur européenne jusqu'à afficher à 1,80 euro son kilo de pommes. « Mes clients ont peur de se mélanger les pédales. Ils disent qu'ils s'y mettront quand ils ne pourront pas faire autrement. » Tout en hésitant entre scarole et batavia, une cliente s'interroge à haute voix : « On nous dit que ce sera pratique pour aller à l'étranger, mais qu'y va ? Moi, pas tous les ans en tout cas. Si c'est nécessaire pour servir du chomage, je suis pour, mais il va y avoir tellement de réticences de la population que ça risque de capoter. »

Accoudé au comptoir d'un bar de la place d'Armes, un quadragénaire cravaté « regrette un peu d'avoir voté pour Maastricht » : « Je veux bien qu'on ouvre les frontières, mais l'euro... Déjà que je ne comprends rien aux francs belges. Et quand je pense à mon père, qui m'a dit hier avoir payé ses essuie-glace 3 000 francs... Ça va être la cata pour eux, les gens des campagnes. »

Jean-Pierre Chambon, le patron du Café des Arts, près de l'église Notre-Dame-la-Grande, est, lui, convaincu qu'il « faut avancer ». Pourtant, il se dit « pris entre deux feux ». « On va supprimer le franc

mais j'y suis attaché. Avec l'euro, on va avoir l'impression de quitter la France. Il aurait fallu une monnaie commune mais en gardant l'identité nationale. Et puis, ils nous facilitent quand même pas la vie avec leur toux. Pourquoi pas un eura à 5 francs ? On commence pas les maths par les intégrales ! »

RETOURÉES MÉDIATIVES

Le bilan de l'opération n'est pourtant pas négatif : toutes les pièces ont été distribuées même si leur circulation est restée restreinte. « Ce qui montre que les gens vivent positivement l'identité européenne, qu'ils sont attachés à ses symboles, se rassure le professeur de management de l'école de commerce, François Deschamps. Et les gens ont échangé leur point de vue. Ce n'est plus l'Europe à la sauvette. On s'approprie le projet européen. » Pour la ville et l'école, les retombées médiatiques sont incommensurablement supérieures à l'investissement de départ (500 000 francs). Même la télévision japonaise a fait le voyage.

Ce coup de projecteur à moindres frais explique au moins autant l'engouement des villes pour ces opérations euro que la volonté de sensibiliser à la monnaie unique. Claude Feldmann, du mensuel Numismatique et change, a recensé 104 opérations de cir-

culation de monnaie européenne fictive initiées par les collectivités locales, les associations de numismates ou les groupements de commerçants depuis l'écu de Douai, en 1991. D'ici au 30 juin 1998, date à laquelle elles seront interdites, leur nombre ne devrait cesser de croître. Les euros de ville séduisent les collectivités locales « qui, pour la première fois dans l'histoire de la numismatique française, ont le droit de frapper une monnaie à leur usage », relève M. Feldmann.

Comme les pièces, dont le prix de revient oscille entre 3,50 et 5 francs, sont vendues aux alentours de 7 francs et le plus souvent thésaurisées, quelques bénéfices viennent en général conforter le sentiment européen des municipalités. Certaines en profitent pour faire un geste envers les plus démunis : Valence a fait un chèque de 30 000 francs aux Restaurants du cœur, Bourges a versé 150 000 francs à des œuvres, Chamonix a regonflé de 568 000 francs la caisse de retraite des guides de haute montagne. Montpellier, qui vient d'achever son opération euro, destine notamment ses bénéfices aux associations de cobonneurs, auxquels l'euro vient donc déjà en aide.

P. Kr.

Un calendrier en deux temps

● Le 1^{er} janvier 1999, l'euro deviendra la monnaie unique européenne. Les parités entre les monnaies des pays participants ainsi que leur parité par rapport à l'euro seront fixées de façon définitive. Dans un premier temps, seule l'utilisation scripturale de l'euro sera possible, pour tous les opérateurs économiques privés (banques, entreprises, particuliers). En pratique, l'essentiel des premiers utilisateurs de l'euro seront les marchés financiers et les entreprises négociant des transactions en gros.

● Le 1^{er} janvier 2002, l'euro fera son apparition dans le grand

public avec l'introduction d'au moins six sortes de pièces (1, 2, 5, 10, 20 et 50 cents) et de sept types de billets de couleur différente (5-gris, 10-rouge, 20-bleu, 50-orange, 100-vert, 200-jaune et 500-violet). Pendant une période transitoire de six mois au maximum, les échanges pourront être effectués en monnaie nationale et/ou en euro. Les commerçants devront adapter leurs équipements de paiement avant le 31 décembre 2001 et les particuliers auront jusqu'au 30 juin 2002 pour aller changer leur monnaie en euros. Le 1^{er} juillet 2002, les monnaies nationales n'auront plus cours.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex
TEL : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

75 Vente Pal. Just. de PARIS, le jeudi 24 avril 97 à 14h30
PAVILLON en viager à PARIS (15ème),
71, rue Labrousse
élevé sur sous-sol, d'un rez-de-chaussée et d'un étage
MAGASIN et LOCAL à usage de RESERVE
MISE A PRIX : 300.000 Frs + rente viagère
S'adr. à Me LEFEBVRE, Avocat à PARIS (1er),
20, quai de la Mégisserie - Tél.: 01.40.39.07.39

93 Vente au Palais de Justice de BOBIGNY
le mardi 29 avril 1997 à 13h30
UN PAVILLON aux PAVILLONS SOUS BOIS (93)
24, allée Prétoira
au rez-de-cha.: entrée, pièce princ. avec coin-cuisine, 2 chambres,
salle d'eau - 1er étage : 3 chambres, salle de bains
JARDIN - TERRASSE - GARAGE
MISE A PRIX : 550.000 Frs
S'adr. à Me AUVRAY, Avocat à DRANCY (93), 210, rue A. France
Tél.: 01.48.32.95.99 - Me LEFEBVRE, Avocat à PARIS (1er),
20, quai de la Mégisserie - Tél.: 01.40.39.07.39

A VENDRE sur APPEL D'OFFRES de REPRISE
Art. 155 de la Loi du 25 Janvier 1985
UNE UNITE de PRODUCTION
Préparation, Fabrication, Conditionnement à façon de divers produits du secteur soins hygiène
BEAUTE - COSMETIQUES
avec bâtiments très modernes et fonctionnels permettant l'entière production et conditionnement
Effectif : 55 personnes - Superficie : environ 5 000 m²
située à 57118 SAINT-MARIE AUX CHENES
à 20 kms METZ (Moselle) et 100 m voie d'accès à l'autoroute PARIS-NANCY
Pour renseignements complémentaires les amateurs pourront prendre connaissance du rapport déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de PARIS (Liquidation Judiciaire : EMERALDE FRANCE et COPETRA FRANCE)
Les offres devront parvenir au même greffe au plus tard
le 24 AVRIL 1997 à 12 H

150 000 000

Un rapport
des réseaux d'

Un rapport critique le fonctionnement des réseaux d'aide aux élèves en difficulté

Face à l'échec, les tenants du tout-pédagogique s'opposent aux psychologues scolaires

Un rapport inédit de l'inspection générale, réalisé sous la direction de Bernard Gossot, dresse un bilan très mitigé des réseaux d'aide spécialisés.

L'activité de ces structures, héritières des GAPP des années 70, n'avait jamais été évaluée depuis leur création, il y a sept ans. Les critiques

les plus vives vont aux psychologues scolaires, qui, selon le rapport, « s'opposent à tout regard de l'institution sur leur travail ».

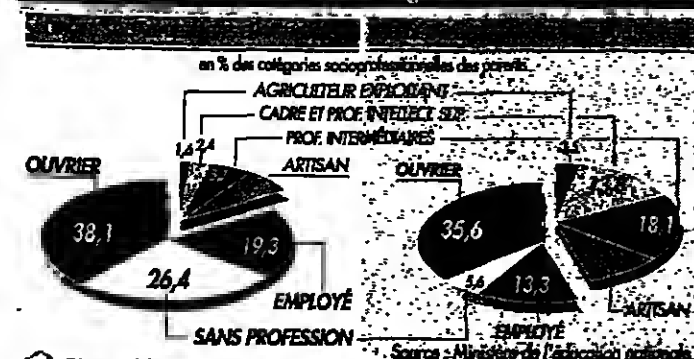
ALORS qu'il est de bon ton de faire remonter à l'école élémentaire la source de tous les maux du système scolaire, le ministère de l'éducation nationale s'inquiète du fonctionnement des « réseaux d'aide spécialisée aux élèves en difficulté » (Rased). Ces structures qui prennent en charge les enfants en échec scolaire, ou plutôt en mal d'école, de la maternelle au CM2, accueillent, selon les organisations syndicales, environ 300 000 jeunes chaque année. Le rapport que vient de terminer l'inspection générale, sous la direction de Bernard Gossot, pour le ministre et la direction des écoles, devrait conforter l'institution dans sa volonté de favoriser le traitement pédagogique de l'échec au dépend d'un traitement « psychologique ».

Héritiers des « GAPP » (Groupes d'aide psychopédagogique) des années 70, qui furent souvent qualifiés de « subversifs et d'essence libertaire », les réseaux d'aide spécialisée n'avaient jamais fait l'objet d'un bilan. Leur aire géographique d'intervention est plus étendue et leur structure plus souple que celles de leurs prédécesseurs mais les restrictions d'ordre budgétaire les frappent tout autant.

Les Rased se constituent en fonction des besoins locaux et n'associent plus systématiquement un psychologue scolaire, un psychopédagogue et un psychomotricien. Ces deux dernières catégories ont été fondées en un seul « maître spécialisé » (dit « titulaire de l'option G ») qui a pour mission de favoriser l'« ajustement progressif des conduites émotionnelles, corporelles, intellectuelles ». Les maîtres titulaires de l'option E, sur le terrain depuis 1993, s'occupent davantage des méthodes et des techniques de travail des enfants. Comme les psychologues scolaires, tous sont à l'origine instituteurs ou professeurs des écoles.

Bien que la circulaire du 9 avril 1990, qui institue les réseaux d'aides, ait tiré les enseignements des insuffisances des GAPP, parmi lesquelles une absence totale

Une majorité d'enfants d'origine sociale modeste



Source : Ministère de l'éducation nationale.

d'évaluation des résultats obtenus et un manque de coordination, sept ans plus tard, aucun progrès significatif ne semble avoir été accompli. Se gardant bien de tenter elle-même une évaluation, l'inspection dénonce le comportement des inspecteurs d'académie, qui se sont davantage attachés « au fonctionnement administratif des réseaux qu'au fonctionnement pédagogique ». Les inspecteurs de circonscription ne sont pas épargnés, qui se révèlent incapables de gérer les conflits avec les personnels des réseaux, sur « l'écriture des projets, la transmission de l'emploi du temps, la tenue d'un carnet de bord, la remise d'un bilan annuel ». Bref, les traditions d'indépendance qui étaient celles des GAPP persistent.

RECENTRAGE

On regrette au passage que l'analyse de la situation personnelle des élèves suivis par les réseaux d'aide soit si peu développée. Le rapport s'est en effet penché sur le cas de dix départements (ruraux, très urbains, à forte densité en zones d'éducation prioritaire), où opèrent cinquante Rased, concernant 7 000 élèves. Les enfants pris en charge sont majoritairement des garçons, issus de familles nombreuses défavorisées, ou fragilisées. L'aide se concentre sur le CE1 et le CE2, mais elle est faible à la ma-

ternelle et disparaît pratiquement en CM1 et CM2.

Les critiques les plus vives sont finalement réservées aux psychologues scolaires. « Prétendant se démarquer du dispositif Rased, certains psychologues s'opposent à tout regard de l'institution sur leur travail. Une telle attitude ne peut être tolérée de la part d'agents

de la fonction publique », écrit notamment l'inspection. Créé au lendemain de la guerre dans le cadre du plan Langevin-Wallon, le métier de psychologue scolaire s'apprend aujourd'hui, un an après la licence, dans cinq centres universitaires en France, délivrant le diplôme d'Etat.

Leur formation universitaire, leur statut particulier dans la fonction publique et leur conception du métier créent une source de conflit permanent entre les psychologues scolaires et les cadres de l'éducation nationale. « La hiérarchie ne supporte pas des personnels souvent plus diplômés qu'elle et qui travaillent dans un domaine qu'elle maîtrise peu ou mal », analyse un psychologue qui a exercé pendant vingt ans. L'air du temps n'est plus à la psychologie mais à l'efficacité pédagogique, dans le cadre d'un recentrage non avoué de l'école sur la transmission des savoirs. Tel est bien le message que tiennent les personnels concernés dans ce rapport.

Béatrice Gurrey

M^{me} Lepage annonce des études sur les liens entre pollution et santé

RÉAGISSANT à l'étude épidémiologique britannique concernant les liens potentiels entre la pollution atmosphérique et les décès infantiles par leucémie et cancer (Le Monde daté 13-14 avril), Corinne Lepage, ministre de l'environnement, nous a déclaré que des études similaires allaient prochainement être conduites en France dans le cadre de la récente « loi sur l'air ». « Dans la mesure où la loi ne se limite pas aux agglomérations mais exige des plans de protection de l'atmosphère partout où une concentration en pollution est dépassée ou risque de l'être, nous a assuré M^{me} Lepage, nous disposerons d'études sur les zones autoroutières, ou tout ou moins sur les nœuds autoroutiers. »

« Les études épidémiologiques devront être réalisées sur la base des états de référence qui seront bientôt connus, a-t-elle précisé. Ces états feront apparaître des zones de pollution par rapport à d'autres qui ne seront pas polluées. Il sera alors assez aisé d'établir des corrélations ou de contredire l'existence de phénomènes du type de ceux observés par l'étude britannique. »

DÉPÊCHES
■ JUSTICE : Pierre Berton a été remis en liberté, samedi 12 avril, pour raisons de santé. Condamné, en janvier 1996, par la cour d'appel de Lyon à cinq ans de prison, dont dix-huit mois avec sursis, notamment pour abus de biens sociaux, M. Berton avait été transféré en janvier à la maison d'arrêt de la Santé à Paris, après une tentative de suicide à la prison de Grasse (Alpes-Maritimes), son lieu de détention initial.
■ SECTES : L'Eglise de scientologie poursuit son offensive dans l'éducation nationale (Le Monde du 12 avril), en invitant « les recteurs d'académie » et les enseignants à assister à une conférence à Paris, le 23 avril, pour présenter « les travaux pédagogiques » de Ron Hubbard. L'association Applied Scholastics, qui sert de paravent à la secte, affirme que sa brochure intitulée Education, alphabétisation et civilisation a été envoyée à « plusieurs milliers de personnes » et a suscité « de très nombreuses demandes ».
■ ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR : le groupe Essec de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), l'une des principales écoles de commerce françaises, vient d'obtenir l'accréditation de l'American Assembly of Collegiate Schools of Business (AACSB), une instance indépendante qui, depuis 1916, soumet à l'homologation les écoles américaines de gestion. Ce label, délivré à l'issue de dix-huit mois d'audit, est pour la première fois attribué à un établissement européen.

522 nouveaux emplois en un an dans les zones franches urbaines

MARSEILLE

de notre correspondant

Trois mois et demi après la mise en place de 44 zones franches urbaines (ZFU), un séminaire de travail a réuni, lundi 14 avril à Marseille, cinq cents acteurs de ce dispositif phare du pacte de relance pour la ville, dont l'ambition est de créer mille emplois par an pendant cinq années (Le Monde du 1^{er} janvier). Les quelque dix mille contacts noués par les promoteurs des ZFU avec des entreprises se sont soldés, depuis le 1^{er} janvier 1997, par l'implantation dans ces quartiers défavorisés de 470 établissements. Il s'agit le plus souvent de petits commerces, d'ateliers artisanaux ou de professions libérales. Eric Raoult, ministre délégué à la ville et à l'intégration, a annoncé pour le second semestre « une deuxième vague d'entreprises plus importantes et orientées vers l'activité industrielle ».

Au total, 1 700 emplois ont été créés, mais seulement 522 correspondent à des créations nettes, les autres constituant des transferts d'emplois dans les périmètres ZFU. M. Raoult a qualifié ce premier bilan de « prometteur et encourageant » car, selon lui, « en trois mois, on ne peut pas transformer Montfermeil en Silicon Valley ». La clause de préférence locale d'embauche – qui réserve 20 % au moins des emplois créés aux habitants du quartier – a été respectée.

Le ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration, Jean-Claude Gaudin, a assuré pour sa part que les périmètres ZFU ne seraient pas élargis, mais que « quelques erreurs maté-

rielles seront rectifiées aux marges » afin d'englober des commerçants ou des artisans se situant par exemple du « mauvais côté » d'une rue délimitant la zone.

Lors de l'examen du prochain projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, a précisé M. Gaudin, le gouvernement devrait déposer un amendement destiné à faire bénéficier les reprises d'activité de l'exonération de l'impôt sur les sociétés. Dans le but de libérer des locaux, les chambres de commerce et d'industrie préparent par ailleurs avec les organismes HLM un protocole destiné à « mieux identifier et mobiliser l'offre foncière et immobilière ».

« UN BON PROJET »

Martelant que les zones franches urbaines constituent « une bonne idée et un bon projet », les deux ministres en charge de la politique de la ville ont cité, au-delà de l'ouverture de boulangeries et de commerces de proximité, trois exemples d'implantation : Valeo à Amlens, Casino à Vaulx-en-Velin et une société de nettoyage à Mulhouse embauchant cinquante salariés. Jean-Claude Gaudin a enfin exhorté les maires à recourir aux emplois de ville, une mesure du pacte de relance qui, confrontée à d'autres modalités d'aides à l'emploi, semble trouver difficilement son rythme de développement. « Il ne faut pas être pessimiste, a cependant considéré le ministre de l'aménagement du territoire, car mille emplois de ville par mois, c'est tout de même satisfaisant. »

Luc Leroux

Vous êtes

actif.

Mais êtes-vous

sûr d'être

productif?

En communiquant les coordonnées de votre entreprise, au sein d'un réseau de communication local, vous vous offrez la possibilité de partager l'expérience et l'expertise de vos collègues. Vous pouvez ainsi échanger vos idées, vos connaissances et vos compétences. Vous pouvez également bénéficier de l'expérience et de l'expertise de vos collègues. Vous pouvez également bénéficier de l'expérience et de l'expertise de vos collègues.

NORTEL

Pour tous renseignements, contactez Nortel

ou : 01 41 99 15 15, fax : 01 41 99 15 11, Internet : <http://www.nortel.com/networks>

TERRITOIRE Une enquête de la division des statistiques et études régionales de l'Insee, qui paraît mardi 15 avril, établit une nouvelle nomenclature spatiale du territoire fran-

çais : le zonage en 361 aires urbaines. ● L'EXTENSION DES AIRES URBAINES (le « périurbanisation ») et de leur influence constitue le principal des changements intervenus en France

dans l'habitat et les activités de la population. Près des trois quarts de celle-ci réside désormais en zone urbaine et 80 % des emplois y sont concentrés. ● TROIS ZONES

CONCENTRIQUES – le pôle urbain lui-même, sa couronne périurbaine et les communes « multipolarisées » (c'est-à-dire influencées par plusieurs villes à la fois) – constituent désor-

mais le tissu urbain. ● LES ZONES RURALES, qui regroupent 63 % des communes, vont bénéficier d'un plan spécifique auquel le gouvernement met la dernière main.

Les trois quarts de la population habitent désormais 361 aires urbaines

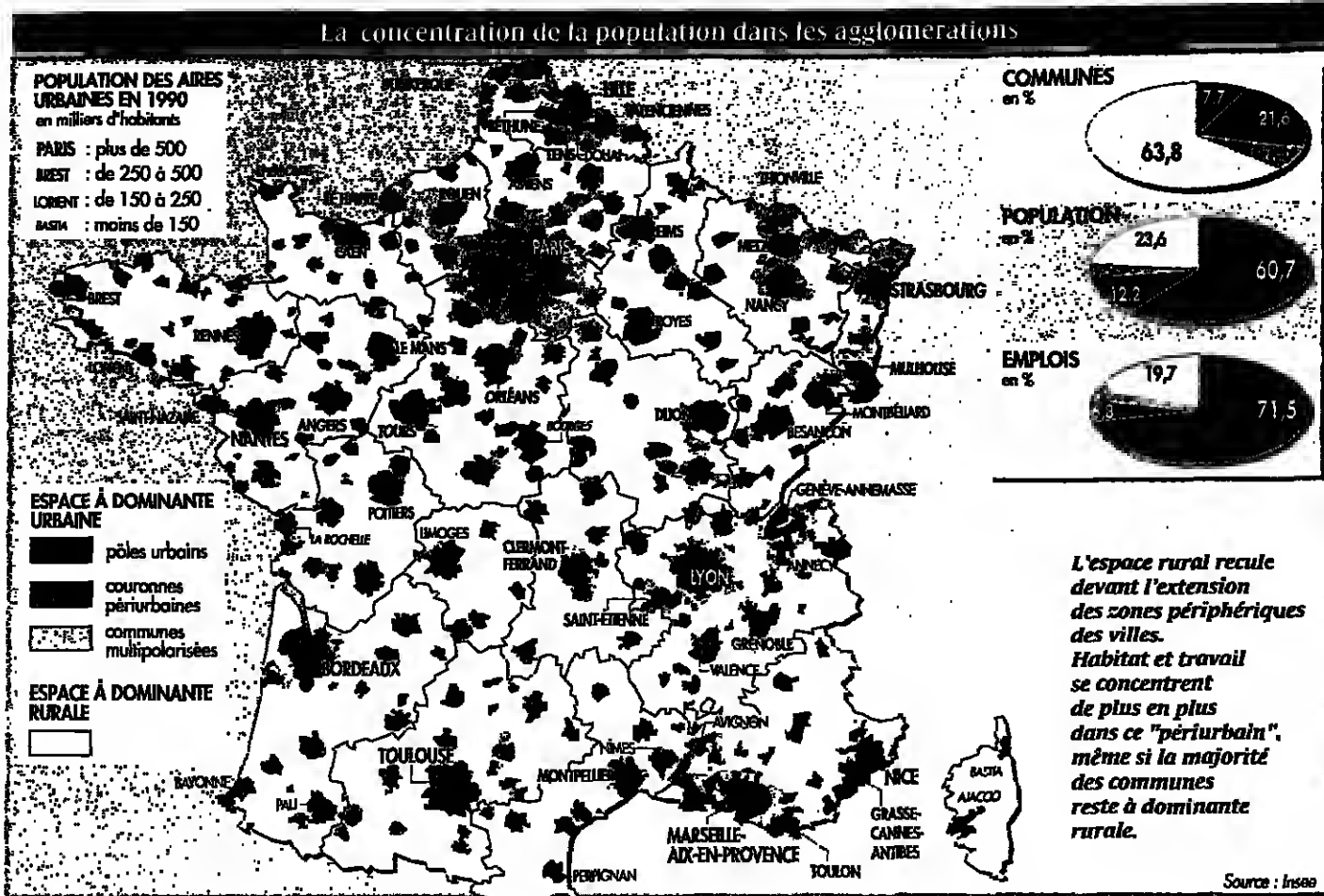
Une enquête de l'Insee établit que le phénomène de « périurbanisation » s'est étendu à la plupart des villes françaises et propose de nouvelles définitions de l'espace. Les zones rurales, elles, attendent impatiemment le plan promis par le gouvernement

LA TRADITIONNELLE distinction, voire opposition, dans les esprits et la géographie, entre paysans et citadins, villes et campagnes, communes rurales et urbaines, villages et banlieues, est-elle toujours pertinente à l'aube du XXI^e siècle ? Au moment où Michel Girard, président de la région Île-de-France, publie *Châteaux de l'an 2000* (éditions France-Empire) et où le célèbre livre d'Henri Mendras *La fin des paysans* (1967) célèbre son trentième anniversaire, l'Insee fait paraître, mardi 15 avril, une étude qui remet en cause ces schémas simplifiés et propose une nouvelle nomenclature spatiale : le zonage des aires urbaines. Par déduction, c'est aussi une nouvelle définition du monde rural qui apparaît.

Il ne suffit plus de dire que les communes rurales sont celles qui rassemblent moins de 2 000 habitants agglomérés et que le reste de la France appartient au monde des villes – petites ou métropolitaines – et aux banlieues, pour décrire correctement des réalités très diverses. Les franges périurbaines se sont progressivement étendues en taches d'huile depuis la fin des années 70, grignotant les espaces agricoles et naturels.

L'Insee définit donc maintenant 361 aires urbaines, regroupant près des trois quarts de la population totale, constituées chacune d'un noyau central et de sa couronne périurbaine immédiate. Et outre, les localités, également périurbaines mais moins denses démographiquement et « tirailées » par l'influence concurrente de plusieurs pôles majeurs, forment, elles, les communes dites « multipolarisées ». L'influence de chaque pôle sur son aire est mesurée par l'attractivité en termes d'emploi : la couronne périurbaine comprend les communes dont 40 % ou plus des actifs résidents vont travailler dans l'aire urbaine.

UN PLAN POUR LE MONDE RURAL. Ces cercles à peu près concentriques et leurs ramifications forment les « espaces à dominante urbaine », nouvelle définition de référence de l'Insee. Le plus important (13,6 millions d'habitants) est



évidemment l'agglomération parisienne qui va de Sens au Havre avec des débordements vers Orléans et les portes de Beauvais, Evreux ou Chartres. Mais Briançon (Hautes-Alpes), Obernai (Bas-Rhin) et Saint-Tropez (Var), par exemple, ont droit aussi à cette appellation des statisticiens.

Ce nouveau regard de l'Insee sur la géographie de la France prêterait sans doute à contestation car, à lire la carte ci-contre, il semble que, de la porte de la Chapelle à Paris jusqu'à Saint-Quentin (Aisne), le promeneur ne peut à aucun moment apercevoir des champs, des forêts ou des peupleraies en bordure de rivière. La vérité impose évidemment une lecture plus subtile. Mais

Naissance des « villes rurales »

Le gouvernement vient d'inventer, à Auch, une notion pour le moins ambiguë, qui risque de heurter la rigueur des analyses et les classements des experts : celle de « ville rurale ». Il s'agit de villes de 10 000 à 50 000 habitants – la fourchette est volontairement large – situées au cœur des zones de revitalisation rurale ou qui animent ces espaces. L'Etat et la Caisse des dépôts et consignations apporteront 16 millions de francs par an pendant trois ans pour faciliter la réalisation des projets de développement des maires (promotion des activités commerciales, réhabilitation des logements par exemple).

Une première liste de seize villes avait été retenue au début de mars par Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration. Mais devant les requêtes présentées par des élus influents, par ailleurs membres du gouvernement, notamment Jacques Godfrain, maire de Millau (Aveyron) et ministre délégué à la coopération, et Jean-Jacques de Peretti, maire de Sarlat-la-Canéda (Dordogne) et ministre des DOM-TOM, la liste a été portée à vingt et une... dont les deux principales cités de Corrèze.

ce travail reste fort utile, en particulier parce que le gouvernement – comme cela a été confirmé par Alain Juppé au comité interministériel d'Auch – met la dernière main à un plan pour le monde rural. Les mesures en préparation intéresseront 300 à 400 cantons particulièrement touchés par l'émigration démographique et le déclin économique, situés dans les périphéries des zones de revitalisation rurale créées par la loi du 4 février 1995. On les trouve notamment en Haute-Marne, dans la Meuse, le Morvan, le Sud-Ouest, la Bretagne intérieure, les massifs montagneux et la Corse.

Ce plan est impatiemment attendu, si l'on en juge par l'amertume

manifestée par les milieux agricoles après la réunion gouvernementale d'Auch. « Force est de constater que la politique rurale n'est prise en compte que très partiellement... Notre déception devant l'absence de mesures concrètes est vive », a estimé le Centre national des jeunes agriculteurs. D'ordinaire très modérée, l'assemblée des chambres d'agriculture a noté pour sa part que « le projet de schéma d'aménagement n'a pas le souffle espéré et n'est pas de nature à contrecarrer les tendances lourdes à la concentration des hommes et des richesses ».

LE TONUS DES CAMPAGNES

Faut-il d'ailleurs – et le peut-on ? – sauver de l'anémie la quasi-totalité des petites communes où s'éteignent les derniers feux et qui ne reprennent vie que quelques semaines, au moment des beaux jours et des flux touristiques ? Faut-il faire un effort particulier, en termes de services à la population, pour les petites villes les plus fragiles, celles de moins de 10 000 habitants, comme le suggère Bernard Kayser, auteur d'un essai remarqué, *Il y a eu la campagne* (Ed. de l'Aube) ? Ce professeur émérite à l'université de Toulouse ne manque pas l'occasion de rappeler que, contrairement à une idée reçue, « les zones rurales, dans leur majorité, ont du tonus ». Tels sont les enjeux du futur Plan et la réponse sera différente selon qu'on met ou avant une thérapeutique essentiellement agricole, comme le souhaite Philippe Vasseur à travers « sa » loi d'orientation pour l'agriculture et la forêt, ou l'approche environnementale et sociale, en considérant que les agriculteurs, outre leur fonction de production, jouent un rôle essentiel (à rémunérer comme tel), dans la défense du paysage et des campagnes.

En recevant à l'Élysée des jeunes du monde rural, jeudi 17 avril, Jacques Chirac aura probablement l'occasion de lancer quelques pistes et d'affirmer que les campagnes qui couvrent 75 % du territoire ne sont ni ringardes ni marginales.

François Grosrichard

Le canal du Midi devient officiellement un site protégé

LE JOURNAL OFFICIEL a publié, mardi 15 avril, l'arrêté de classement du canal du Midi. A mi-chemin entre les monuments historiques et les paysages naturels, creusé sous Louis XIV entre Toulouse et Sète, il rejoint la liste des sites protégés par la loi de 1930. Cette protection, la plus complète prévue par le droit français, se situe dans la logique de l'inscription du canal au Patrimoine mondial de l'humanité, le 5 décembre 1996, par l'Unesco.

Le classement concerne l'ensemble du domaine public fluvial entre Toulouse et la Méditerranée. Il s'applique au canal stricto sensu, avec ses solvants-tris écluses ovales et ses trois cent vingt-huit ouvrages d'art. Mais la procédure vise aussi le petit canal de Brienne, qui fait la jonction avec la Garonne à Toulouse, et celui de la Robine, qui offre une déviation vers Narbonne et un accès à la mer à Port-la-Nouvelle. (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **BRETAGNE** : Alain Gouriou (PS), maire de Lannion (Côtes-d'Armor), où l'eau est distribuée par une régie municipale, vient de décider de poursuivre en justice ses administrés qui refusent de payer la redevance pollution. Né à l'initiative du Collectif « eau pure », ce mouvement de protestation des consommateurs s'étend désormais aux autres départements bretons. (Corresp. rég.)

■ **MIDI-PYRÉNÉES** : les maires du réseau C6, qui regroupe depuis 1991 six villes françaises et espagnoles, se sont réunis lundi 14 avril à Toulouse pour signer un accord mettant en place un Groupement européen d'intérêt économique (GEIE). Barcelone, Saragosse, Valence, Palma de Majorque, Montpellier et Toulouse sont les premières collectivités locales à se constituer en un tel groupement, ont précisé les participants, qui disposent d'un budget de 1,4 million de francs.

■ **ÎLE-DE-FRANCE** : un collectif de quatre associations de défense de l'environnement – le Comité de défense de la plaine de France (Code-pla), la flamme Verte, Ensemble pour construire Louvres (EPCV) et Val d'Oise – Environnement (VOE) – vient de déposer un recours, le cinquième, au Conseil d'Etat contre la déclaration d'utilité publique (DUP) relative à deux pistes supplémentaires sur l'aéroport de Roissy-CDG.

■ **BASSE-NORMANDIE** : le maire de Beaumont-Hague (Manche), Michel Laurent, vice-président du district de la Hague, où est installée une usine de retraitement des déchets nucléaires, indique dans *Le Figaro* du 15 avril que le district va investir 700 000 francs dans une campagne de promotion pour réhabiliter l'image du Nord-Cotentin, qui a souffert des campagnes successives des écologistes dénonçant les dangers de la radioactivité.

Le confluent de la Saône et du Rhône, « terra incognita »

LYON

de notre correspondant régional

C'est un simple bout de terre en pointe où jouent des herbes folles couchées par endroits, traces des botes des pêcheurs ou des pas des promeneurs. Car le lieu attire, même s'il est cerné d'une autoroute, de ponts, de bretelles. A Lyon, le confluent, là où le grès du Rhône et le vert de la Saône se rejoignent, est un triangle magique.

Depuis que des travaux ont assésé les marécages de Perrache – il y a deux siècles –, la splendeur du site a attisé bien des rêves de grandeur. On a même pensé y ériger le tombeau d'un empereur : mais Napoléon, premier du nom, est allé se faire enterrer ailleurs, et Lyon en a profité pour installer sur ces nouvelles terres tout ce dont la ville ne voulait plus : entrepôts, usines, prison, patinoire, marché-gare... Enfin, on a coulé la berge droite du Rhône sous une couche de bitume, l'autoroute A7.

Des esthètes ont tenté de mettre en valeur ce site rare. Roseraies, Institut Lumière en hommage aux inventeurs du cinéma, jets d'eau, fontaines, sphère solaire ou nouveau quartier « international » de Lyon..., autant de projets restés dans les cartons, faute de financement.

UN CONCOURS « INFRACTUEUX »

A l'automne 1996, la municipalité lance un concours pour donner du sens à la « Porte sud » de la ville. Des grands noms de l'architecture répondent à l'appel, comme Ricardo Bofill. Le concours vient d'être déclaré « infractueux ». « Nous préférons provoquer un véritable débat sur le développement de ce site, explique Jacques Moulinier, adjoint (UDF-FD) aux grands travaux. Cet espace ne peut être traité seulement en termes architecturaux. » Depuis que le confluent existe, la plupart des urbanistes ou des architectes qui ont travaillé sur ce lieu, sans doute impressionnés par sa ma-

jesté, se sont laissés aller à quelque démesure, comme s'ils avaient d'abord cherché à inscrire leur propre marque sur ce territoire.

Et puis, souligne Jacques Moulinier, le confluent est un ensemble, de la gare de Perrache jusqu'à la pointe extrême de la presqu'île. Soit un aménagement entraînera des investissements colossaux : ainsi, il faudra bien tirer un trait sur l'autoroute A7. Pour l'instant, la municipalité va essayer de détruire le vilain bouledrome que d'impertinents aménageurs ont fait construire, à la fin des années 70, sur la dernière partie sauvage de cette terre entre deux eaux. Le coût de cette seule opération est estimé à 50 millions de francs.

En attendant, les pêcheurs prennent du bon temps. Si le poisson boude côté Rhône, en trois enjambées, ils installent leur plant côté Saône. Et les enfants conquérants vont mouiller leurs chaussures au bout du confluent, *terra incognita*.

Bruno Caussé

M^{me} Lepage convoque un comité sécheresse face à la gravité de la situation

CORINNE LEPAGE a décidé, lundi 14 avril, de convoquer pour la fin du mois le comité sécheresse initialement prévu pour le mois de mai, afin de dresser un bilan complet des déficits en eau et d'examiner les éventuelles mesures d'urgence à prendre.

Se déclarant « très préoccupée » par la situation, qu'elle a comparée à la grande sécheresse de 1976, le ministre de l'environnement estime que les déficits pourront difficilement être compensés, même en cas de fortes pluies. « Certaines réserves sont déjà déficitaires, mais les

pluies de l'automne ont évité une situation difficile, sauf dans l'Ouest et le Sud-Ouest », a indiqué M^{me} Lepage à l'AFP. « Fin avril, nous aurons toutes les données qui nous permettront d'envisager les mesures appropriées, mais cela ne changera rien au fait que l'eau est devenue une ressource rare », a-t-elle souligné. M^{me} Lepage a reconnu qu'avec l'irrigation agricole « on a terriblement pompé dans les nappes ces dernières années » et qu'il faut aujourd'hui « agir parcimonieusement ».

A la demande du ministre, une étude est par ailleurs en cours

pour déterminer l'incidence de l'effet de serre qui provoque le réchauffement climatique, mais il est encore trop tôt, selon M^{me} Lepage, pour en tirer des conclusions. « Une chose est sûre, la situation s'aggrave d'année en année », a-t-elle conclu. La météo s'était en tout cas guère encourageante mardi 15 avril : Météo France annonçait quelques nuages mais toujours pas de pluie. Deux tiers du pays se trouvent maintenant dans une situation considérée comme préoccupante. A la mi-avril, la pluviométrie était « extrêmement déficitaire sur l'en-

semble du pays, le déficit le plus important touchant le Sud-Est, avec un manque de 100 % par rapport à la normale », indiquait lundi Météo France. Après les nombreux incendies du week-end, la Sécurité civile demeurait en alerte. « On est dans des conditions de pré-été », explique le lieutenant-colonel Le Clef, responsable de la communication à la direction de la sécurité civile du ministère de l'intérieur. Avec du mistral annoncé dans le Sud-Est, les pompiers se préparaient à deux jours à haut risque.

S. Z.

150464

La Russie
nouvel er
de la drog

L

E

338

315 +

53

HORIZONS

ENQUÊTE

La Russie, nouvel empire de la drogue

L'INSPECTEUR Ivan Sergueïevitch et tout le service en rien encore. C'était un jour d'arrestation ordinaire. Un petit matin d'hiver, Ivan Sergueïevitch et l'un des collègues inspecteurs étaient en planque, en civil, dans une vieille Lada du service. Ils devaient arrêter un trafiquant de stupéfiants. Afin d'économiser l'essence, chichement allouée, ces deux spécialistes de la lutte contre la drogue du ministère russe de l'Intérieur avaient coupé le moteur de la Lada. Mais, à attendre le « client » au bas de l'immeuble, il faisait froid. Ivan Sergueïevitch a tourné la clé de contact. Le moteur de la Lada n'a rien voulu savoir. Les deux inspecteurs avaient le nez sous le capot quand ils ont vu leur homme, accompagné d'un autre, sortir de l'immeuble, se diriger vers une voiture occidentale flambant neuve. Jusque-là, l'histoire est ordinaire : « Tomber en panne pendant une opération est terriblement banal », soupire un chef de la lutte contre la drogue à Moscou.

Mais, alors que tout semblait perdu, l'inspecteur Ivan Sergueïevitch eut une idée qui est restée dans les annales. Il s'est dirigé vers les deux hommes. Il leur a demandé un service assez courant en Russie : de le tirer avec une corde. Ivan Sergueïevitch a convaincu les deux malfrats : il n'allait pas loin, juste à côté du poste de milice voisin. A l'approche du commissariat de police, les « trafiquants-dépenseurs » ont dit aux policiers à la remorque : « Voilà, vous êtes arrivés ». Ivan Sergueïevitch leur a répondu : « Vous aussi, vous êtes arrivés ». Avant de leur passer les menottes aux poignets.

Mais aujourd'hui, au 15 Prospekt Mira (avenue de la Paix) - le commissariat des « stupés » de Moscou -, Ivan Sergueïevitch et ses collègues n'ont pas envie de rire. C'est encore à cause des satanées Lada. L'arrestation d'un trafiquant est programmée pour cet après-midi. Le silence est pesant, rompu par les gargouillis des estomacs qui protestent contre les mauvais repas de la cantine. Les hommes tournent comme des lions en cage dans les locaux délabrés, dans de petites bureaux de 15 mètres carrés où ils s'entassent à cinq. La peur ? Non, l'impuissance. Faute d'argent, il n'y a toujours que trois vieilles Lada pour quinze hommes, répartis en trois équipes. Deux de ces voitures à bout de souffle sont en réparation. La troisième est en opération. Alors il faut attendre. Le sort d'un gros dealer - et de quelques vies peut-être - vont rester suspendu à un cruel manque de moyens.

Foutant, il y a le feu dans la maison russe. Moins spectaculaire, la poudre blanche y fait plus de ravage que la poudre noire. « Cinquante grammes d'héroïne font plus de dégâts qu'une des bombes qui sautent régulièrement sous une Mercedes », d'un homme d'affaires ou d'un banquier russe, estime Vladimir Tchirikov, chef adjoint de la brigade anti-drogue de Moscou. « Mais, ajoute-t-il, ce sont des dégâts moins visibles ». La bombe silencieuse de la drogue n'en finit donc pas d'exploser en Russie. « Si nous n'arrêtons pas le phénomène, dans quelques années, ce sera vraiment très grave », estime, au ministère russe de l'Intérieur, le général Alexandre Sergueïev, chef de la lutte contre la drogue. Pour attirer l'attention sur ce danger qui menace non seulement le pays mais aussi l'Europe occidentale, principale destination du trafic, le programme des Nations unies pour le

contrôle international des drogues (Pnucid) organise, les 16 et 17 avril à Moscou, en coopération avec les autorités russes, une conférence internationale sur le sujet. « La communauté internationale devrait prendre la question de la drogue en Russie bien plus au sérieux qu'elle ne l'a fait jusqu'à maintenant », estime-t-on au Pnucid. Il s'agit de tirer la sonnette d'alarme : s'ils ne veulent pas être inondés par un raz-de-marée de drogues puissantes et bon marché venues de l'Est, les pays occidentaux doivent aider à combattre le fléau.

EN quelques années, avec l'implosion de l'URSS, l'ouverture des frontières, l'arrivée d'une économie de marché « sauvage » doublée d'une profonde dépression économique et d'un effondrement de l'Etat, la consommation et le trafic de stupéfiants ont triplé en Russie. Le nombre d'usagers atteint deux à trois millions. Celui des toxicomanes, le demi-million. Les crimes liés à la drogue ont explosé, passant de 15 000 il y a dix ans à 150 000 aujourd'hui. « Pour les trois premiers mois de 1997, les crimes liés à la drogue ont augmenté de 50 % à Moscou par rapport à 1996 », dit, au siège des « stupés » de la capitale russe, Vladimir Tchirikov. L'ancien empire russe et soviétique semble en passe de devenir celui de la drogue. Déjà, l'URSS était le paradis de la drogue douce et bon marché. Sur l'immense territoire russe, il pousse toujours pas moins de 1 million d'hectares de cannabis à l'état sauvage. Sans compter les plantations de haute qualité des Républiques ex-soviétiques d'Asie centrale.

Mais, aujourd'hui, la part des drogues douces est à la baisse : l'héroïne et les stupéfiants de synthèse ont fait leur apparition. Le pavot est raffiné dans les pays d'origine ou dans l'ex-URSS. Mis au chômage par la crise, certains chimistes soviétiques se sont reconvertis. Ainsi en Biélorussie, trois professeurs d'une faculté de médecine de Vitebsk ont été condamnés mi-mars pour avoir produit, depuis 1989, des drogues de synthèse dans les laboratoires de l'institut de chimie. A Saint-Petersbourg, plusieurs scientifiques de la chaire de pharmacologie de l'institut de chimie ont été arrêtés en 1996 pour trafic de drogue, ainsi qu'un groupe d'étudiants en chimie qui produisaient de la méthadone. Un inspecteur des « stupés » estime que la crise économique est le principal

Déjà, l'URSS était le paradis de la drogue douce et bon marché. Sur l'immense territoire russe, il pousse toujours un million d'hectares de cannabis à l'état sauvage

facteur du phénomène dans l'ex-URSS. « Sans moyens de survie, beaucoup de gens font la queue pour pouvoir vendre de la drogue, assure-t-il. D'autres, désespérés, la consomment. Et les nouveaux riches, ceux qui ont profité de la transition, s'offrent, eux, de nouvelles sensations. » Chez les « nouveaux Russes », la consommation d'une ligne de cocaïne (à 200 dollars le gramme) est devenue un élément du standing, au même titre que le téléphone portable, la grosse Mercedes et la jeune femme aux interminables jambes. Les jeunes branchés moins fortunés préfèrent l'ecstasy, à 10 dollars le comprimé.

« La question la plus grave n'est pas la production mais la contrebande », souligne le chef de la lutte

contre la drogue au ministère de l'Intérieur. Cinq cent tonnes de drogue, la partie émergée d'un immense iceberg, sont saisies chaque année, souvent en transit vers l'Europe. Par avions (parfois militaires), dans des conteneurs chargés sur des trains, par bateaux : la drogue traverse les frontières de l'ex-URSS devenues très perméables et celles, quasi inexistantes, entre les anciennes Républiques soviétiques. Cette croissance vertigineuse de trafic augmente de près de 100 % chaque année) va se poursuivre, menaçant la Russie mais aussi l'Europe occidentale, principale destination des drogues qui transitent par la Russie

depuis l'Asie centrale, l'Afghanistan, le Pakistan ou la Turquie. Un autre danger menace. « Le crime organisé russe est en train d'établir des liens avec les narcomagias, italiennes ou d'Amérique du Sud », met en garde le général Sergueïev. Fin mars, lors d'une enquête sur une organisation mafieuse liée au crime organisé russe, la police italienne a saisi dans un appartement de Rome, loué par un Russe, un véritable arsenal : kalachnikovs, pistolets, pistolets-mitrailleurs. En réalité, après des contacts déjà anciens, on passe aujourd'hui aux « fusions ».

Pour les trafiquants internationaux, la Russie, avec ses bases de production traditionnelle d'Asie centrale ou du Caucase, est un petit

paradis : terre de culture, réservoir de chimistes sans travail, marché, plaque tournante et sanctuaire. Les privatisations massives, les centaines de banques souvent louches permettent de blanchir tranquillement l'argent de la drogue. Et « 80 % des banques de Moscou sont liées à des structures criminelles », estime un spécialiste. Au siège des « stupés » de Moscou, on reconnaît une certaine impuissance : il n'y a pas encore de brigade financière pour perquisitionner dans les établissements qui lavent l'argent sale. La collaboration avec la police fiscale, principale arme contre le crime financier, n'a pas commencé. Et les hommes du fisc ont déjà beaucoup de soucis. Ils sont la cible d'attentats ou de meurtres et d'une opposition féroce à l'Intérieur même de l'Etat. « Il y a un lobby contre le fisc : de puissantes sociétés, liées à des députés, à des gens dans les organes de l'Etat », déclarait au Monde Nikolai Medvedev, le porte-parole de la police fiscale fédérale (Le Monde du 10 août 1995).

Face au cataclysme, les hommes des « stupés » russes manquent cruellement de moyens matériels et de pouvoirs légaux. Bien sûr, il y a toujours l'obsédante question des puissances figoul. « La nuit, en banlieue, ce n'est même pas la peine d'essayer de poursuivre les trafiquants, qui ont tous de puissantes voitures de luxe », râle un inspecteur. Les hommes de l'anti-drogue ne disposent pas de système informatique pour traquer des trafiquants. Ils n'ont que des talkies-walkies très peu puissants. Et ils se débattent dans de lourdes procédures juridiques et bureaucratiques. « Aux Etats-Unis, il suffit d'une heure pour amener quelqu'un saisi avec de la drogue devant un juge. Chez nous on s'en sort au bout de huit heures, dans le meilleur des

cas », se plaint un inspecteur. Et, contrairement à celle de beaucoup de pays, la loi russe interdit aux policiers de monter des opérations pour piéger les trafiquants en leur vendant de la drogue. « Ici, si on fait ça, c'est l'inspecteur qui va en prison, pas le trafiquant », grognelle un homme des « stupés ». La loi oblige aussi les hommes des brigades anti-drogue à avoir deux témoins, civils, pour constater chaque effraction. « Il n'y a pas beaucoup de volontaires, sourit tristement un inspecteur. On ne peut pas garantir que ça ne va pas tirer. Et de toute façon, ajoute-t-il, la première chose que fait l'avocat de la défense est de recopier les noms, adresses et numéros de téléphones des témoins, qui sont souvent ensuite achetés ou menacés ».

MAIS il y a pis encore. Le ver est dans le fruit. Sous le convert de l'anonymat, des sans-grade de la lutte anti-drogue en Russie livrent l'envers du décor. Ils sont sceptiques face au programme d'aide occidentale : ils craignent de ne pas en voir la couleur. « Les chefs du MVD [le ministère de l'Intérieur] roulent en BMW », lâche un inspecteur. Un de ses collègues livre le fond de sa pensée. « Le tableau est horrible. C'est un secret d'Etat mais il faut le dire haut et fort », dit-il en baissant la voix. « Tout est pourri, le FSB [ex-KGB], le MVD. La corruption est partout », explique-t-il en grimant. Deux officiers du FSB ont récemment été arrêtés en possession de drogues dures. Et, même si les autorités minimisent le phénomène, l'armée russe en déshérence semble être, avec ses navires, ses avions non contrôlés, l'un des séduisants moyens de transport.

Tout en jetant des coups d'œil

dans le couloir, un inspecteur admet même n'avoir pas confiance en tous ses collègues des « stupés ». « Sauf, précise-t-il, ceux avec lesquels je travaille depuis très longtemps. » Les organes de base de l'anti-drogue doivent remettre leurs clients pour enquête, sont les plus touchés. « Souvent, la milice relâche les trafiquants au commissariat. Mais la plupart du temps, ça se passe avant, dans la voiture de police. Les trafiquants paient entre 1 000 et 2 000 dollars et peuvent s'en aller », explique cet inspecteur. « Nous nous battons sur deux fronts », résume-t-il : l'un « externe », celui des trafiquants ; l'autre « interne », celui des agents d'un Etat rongé par la corruption.

Le plus effrayant reste sans doute à venir. Du général Sergueïev à l'inspecteur de base, chacun prédit la prochaine apparition d'une véritable mafia de la drogue, liée au plus haut niveau au monde politique russe. « Les milieux criminels de la drogue tentent de plus en plus d'infiltrer le monde économique, social et politique », en Russie, met en garde le Pnucid. Les inspecteurs du général Sergueïev sont plus alarmistes : « Cette mafia est déjà en train de se constituer. Si tout n'était pas pourri, nous aurions pu éradiquer le développement du trafic il y a déjà trois ans », assurent-ils. Pour arrêter le flot de drogue venu de l'Est, l'Occident devra sans doute payer son tribut mais en prenant garde de ne pas alimenter la corruption, donc le trafic, au lieu de le combattre. Car ce n'est pas tous les jours qu'Ivan Sergueïevitch arrive à se faire remorquer jusqu'à un commissariat par des trafiquants de poudre blanche.

Jean-Baptiste Naudet
Dessin : Pierre Lohner



Le trafic de drogue augmente chaque année de près de 100 % en Russie, où la police manque cruellement de moyens pour agir. Une conférence internationale s'ouvre à Moscou le 16 avril afin de combattre ce fléau

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Les limites de l'opération « Alba »

L faut souhaiter qu'Ismaïl Kadare ait raison lorsqu'il place dans l'intervention européenne en Albanie tous les espoirs qu'il nourrit pour son peuple. Sans doute le seul fait de voir débarquer 6 000 soldats étrangers chargés de convoier une aide matérielle est-il en soi source d'apaisement pour ces Albanais qui s'éveillent de quarante ans de solitude et que l'écrivain dit babillards aujourd'hui par « le mythe de l'arbitrage venu d'ailleurs », du sauveur étranger.

Ce serait, malgré tout, faire preuve d'un bien grand optimisme que de penser que, par la seule grâce de cette intervention très limitée, le pays reconnaissant règlera ses problèmes et sortira de la crise. L'opération « Alba » a des objectifs très modestes : il ne s'agit pas de désarmer les gangs qui n'ont participé au pillage des casernes, ni même d'assurer en permanence la sécurité de quelques grands axes routiers, mais seulement d'accompagner une aide en vivres et produits de première nécessité. On ne sent en Europe ni vison claire de ce qu'il conviendrait de faire au-delà, surtout, de forte détermination pour traiter la crise à bras-le-corps.

La liste des pays participant à la force qui, grâce aux efforts de Romano Prodi, le président du conseil italien, se décline en Albanie, est significative : Italie, France, Grèce, Espagne, Turquie, Roumanie, Autriche, Danemark. L'Union européenne n'est pas là en tant que telle, l'Europe du Nord (hormis le Da-

neemark) s'en lave les mains. Deuxième pays contributeur, la France n'a guère fait de publicité sur l'envoi de mille de ses soldats - auquel l'état-major n'était d'ailleurs guère favorable. Interrogé récemment sur cette participation, le président de la République s'est contenté de répondre que la France « apporte son aide à l'Italie ». Cette dernière, enfin, a offert le piètre spectacle de partis marchant leur soutien à M. Prodi et se livrant au Parlement à des jeux de basse politique, totalement étrangers au sort de l'Albanie.

De telles réticences n'ont pas facilité la préparation de l'opération « Alba ». An moins les hommes qu'on y engage auront-ils la possibilité de se défendre s'ils venaient à être agressés, les Nations unies ayant sur ce point tiré la leçon de la triste expérience de la Forprohm en Bosnie.

Il manque à cette intervention un accompagnement politique fort. La naïveté des Albanais n'est pas telle qu'on puisse les laisser en débarquant quelques sacs de farine à Dürres et à Vlorë. Ni l'aide alimentaire ni même peut-être des élections ne suffiront à redonner forme à l'Etat albanais. Il faudrait au contraire s'attaquer à la cause immédiate de l'insurrection, calmer les frustrations des égarés floués par la faillite des sociétés d'épargne, et reconstituer de toutes pièces une armée et une police qui auront une tâche extrêmement difficile. Toutes choses qui supposeraient un engagement moins réservé et plus collectif de l'Europe.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani
Directeur adjoint : Noël Jean Bergamini, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Émile Pélissier
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhote, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Beuret, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Erik Jurewicz, Michel Kojan, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royette
Rédacteur en chef technique : Eric Azou
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fournier

Médecin : Thomas Fournier
Directeur exécutif : Eric Pélissier, directeur délégué : Anne Chausson
Conseiller de la direction : Alain Jollet, directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Cornu, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Faurer (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaze (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994
Capital social : 935 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Kira Presse, Le Monde Préimpression

IL Y A 50 ANS, DANS **Le Monde**

Le Rassemblement du peuple français

NOUS ne croyons pas « la République en danger » parce que le général de Gaulle forme un « Rassemblement du peuple français » en offrant à ce peuple un programme qui lui est propre d'organisation des pouvoirs publics, de renouvellement des institutions « dans le cadre des lois ».

Le Rassemblement peut s'appeler un parti, une ligue, ou n'importe quoi. Il sera de toute manière un groupement de citoyens et de citoyens dont les aspirations ne sont pas satisfaites par les partis actuels. Il sera aussi une réunion d'ordre sentimentale de tous ceux qui admirent Charles de Gaulle, mais dont les conceptions politiques sont vagues, mal définies, et qui ne s'en préoccupent guère. Il y aura beaucoup de mécontents. Il y aura de très bons esprits qui estiment que nos institutions ne peuvent être modifiées

sans un grand courant d'opinion. Il y aura des partisans d'une sage République avec un « Etat cohérent, ardent, concentré, capable de chasser et d'appliquer impartialement les mesures commandées par le salut public », mais il y aura aussi des adversaires de la démocratie. Ce sera fatalement un assemblage disparate.

C'est pourquoi l'appel du général de Gaulle, invitant à « se joindre » à lui « toutes les Françaises et tous les Français qui veulent s'unir pour le salut commun, comme ils l'ont fait hier pour la Libération et la victoire de la France », ne peut rendre le même son que l'appel du 18 juin 1940, et beaucoup de ceux qui répondirent au premier auront la conscience troublée par le second.

Rémy Roure
(16 avril 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-48-03-78

Créer de la monnaie pour réduire le chômage

par Jean-Marcel Jeanneney

On a tout essayé ! Cet aveu d'échec de François Mitterrand au sujet du chômage est toujours d'actualité. En dépit de multiples et coûteuses interventions de la puissance publique, le nombre d'emplois a, sauf pendant de courtes périodes, augmenté moins qu'il n'aurait fallu. Si, aux chômeurs recensés, on ajoute les hommes et les femmes retirés du marché du travail par des stages ou des retraites anticipées obligatoires et ceux qui renoncent à chercher un travail parce qu'ils ont le sentiment qu'aucun n'est disponible, ce sont près de 6 millions de personnes qui sont actuellement inemployées. Situation absurde, risquant de provoquer des violences populaires destructrices de la démocratie.

Il est illusoire de vouloir réduire le chômage dans une économie dont la croissance demeure faible - au mieux de 2 % à 3 % l'an - alors que, dans de nombreuses branches d'activité, la productivité du travail s'améliore plus vite que jamais et que les effectifs des classes d'âge de 20 à 60 ans augmentent d'environ 200 000 par an. Il faudrait que la production progresse d'au moins 4 % l'an pendant une dizaine d'années. Nos difficultés ne procèdent pas principalement d'une certaine paralysie de l'offre de productions. Les entraves n'étaient pas moindres dans les années 60 où le produit national croissait en moyenne de 6 % l'an. C'est l'insuffisance de la demande de biens et de services qui est la cause essentielle du chômage, alors que les besoins individuels ou collectifs sont cependant insatiables.

D'aucuns préconisent une hausse générale des salaires qui permettrait de consommer davantage. Malheureusement beaucoup d'entreprises soumises à une forte concurrence en France ou à l'étranger seraient alors acculées à fermer. Le recours à la vieille recette keynésienne de relance par un déficit des finances publiques est désormais inadéquat, parce qu'elle provoquerait une hausse des taux d'intérêt et nécessiterait ultérieurement d'excessifs transferts d'argent des contribuables aux rentiers.

Trois conditions sont réunies : des capacités de production inutilisées, une balance des comptes extérieurs excédentaire, un niveau général des prix à peu près stable

L'espoir mis dans la baisse récente des taux d'intérêt risque d'être illusoire. Pour qu'elle soit efficace, il faudrait que nombre d'entreprises veuillent augmenter leurs capacités de production ; or les perspectives de débouchés nécessaires manquent. La baisse des taux favorise certes des investissements destinés à améliorer la productivité du travail, mais qui sont destructeurs d'emplois. Des particuliers n'emprunteront guère

pour s'équiper ou faire construire un logement si leurs revenus ne sont pas croissants ou si, tout au moins, la permanence n'en est pas assurée. Certes, la hausse récente du dollar va favoriser nos exportations extra-européennes, mais elle ne peut avoir que des effets limités et sa persistance est aléatoire.

Le seul procédé permettant à coup sûr de donner une impulsion à la demande et de déclencher ainsi une dynamique de croissance serait une émission de monnaie sans contrepartie, dont il serait fait don à des consommateurs.

Je sais que l'idée de créer de la monnaie *ex nihilo* épouvante. Faire marcher la planche à billets serait, pense-t-on, retomber dans les errements de gouvernements qui ont fait fabriquer du papier-monnaie pour combler des déficits publics, alors que l'appareil productif était incapable de satisfaire une demande supplémentaire. Il en résulte des hausses de prix de plus en plus rapides et des désordres économiques qui appauvrissent la nation. Seuls des spéculateurs en tirent profit.

Mais brandir cet épouvantail pour condamner toute création monétaire qui ne soit pas fondée sur des opérations commerciales, c'est confondre l'abus d'un instrument avec l'usage prudent qui pourrait en être utilement fait quand trois conditions sont réunies : que des capacités de production soient inutilisées, que la balance des comptes extérieurs soit excédentaire, que le niveau général des prix soit à peu près stable ou en baisse. Elles le sont précisément aujourd'hui en France et dans des pays voisins.

Presque tous les chefs d'entreprise interrogés chez nous répondent qu'ils pourraient pro-

duire plus avec leurs équipements existant et leurs salariés présents, et bien davantage en recrutant des travailleurs supplémentaires. Notre balance des paiements extérieurs est excédentaire d'environ 100 milliards de francs : il n'y aurait aucun mal à ce que cet excédent s'amenuise. La hausse annuelle des prix est inférieure ou égale à 2 %, ce que les plus exigeants gouvernements des Banques centrales considèrent comme satisfaisant. Si, de temps à autre, la monnaie était gratuitement distribuée avec modération, on ne risquerait pas de déclencher une inflation, car, dans la conjoncture présente, de vives concurrences empêcheraient d'autant mieux que, grâce à des chiffres d'affaires accrus, les coûts unitaires baisseraient.

Une préoccupation justifiée serait la crainte que des créations de monnaie ne soient effectuées malencontreusement. Pour écarter ce risque, la responsabilité de les décider et de les réaliser devrait, en vertu d'une loi, incomber à la Banque de France. Celle-ci a pour mission, en toute indépendance, de veiller à la stabilité du pouvoir d'achat de la monnaie, mais aussi le devoir de contribuer à la bonne santé de l'économie. Son conseil de politique monétaire étant nommé par les plus hautes instances démocratiques, le ministre de l'économie y ayant accès et son gouverneur devant justifier son action auprès d'une commission du Parlement, la Banque ne pourrait manquer de prendre en compte les préoccupations et les avis d'hommes politiques responsables.

Jean-Marcel Jeanneney est ancien ministre du général de Gaulle.

La Turquie est-elle un pays européen ?

Suite de la première page

C'est dire si la « vocation européenne » de la Turquie est, par les temps qui courent, une cause délicate à plaider. La France plaide cependant. Au début de ce mois, le ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, allait redire à Ankara la constance de cette position française. Depuis de Gaulle, qui avait activement œuvré à la conclusion de l'accord d'association de 1963, la politique turque de la France a connu des vicissitudes et des périodes d'oubli. François Mitterrand avait très précautonneusement renoué avec elle pendant son second septennat ; Alain Juppé l'a relancée, alors qu'il était ministre des affaires étrangères, en se faisant en 1995 l'apôtre de la conclusion d'une union douanière entre l'Europe et la Turquie. C'était l'époque où Ségolène Royal, venant avec quelques autres députés français de découvrir le drame des Kurdes d'Anatolie, s'enflammait à l'Assemblée nationale contre ce projet, et où le chef de la diplomatie française rétorquait qu'il ne faut pas confondre passion et bêtise, en expliquant ce qui à ses yeux était en jeu dans le rapprochement de l'Europe avec ce pays : la démocratisation de la Turquie, et plus largement la paix et la stabilité dans une région où se ren-

contrent la Méditerranée, le Moyen-Orient, le Caucase et l'Asie centrale.

L'accord d'union douanière a été signé, moyennant un montage d'inspiration française destiné à désamorcer l'obstruction grecque (la promesse faite à Chypre d'ouvrir des négociations en vue de son adhésion à l'Union européenne). Il est entré en vigueur après avoir passé l'épreuve d'un débat virulent sur les droits de l'homme en Turquie au Parlement de Strasbourg. Il fait de la Turquie le pays non membre le plus étroitement associé à l'Europe.

On aurait pu, comme après 1963, envisager de vivre encore quelques dizaines d'années sur cet arrangement de base, même si les aléas de la politique intérieure turque et les accès d'irritabilité d'Athènes promettaient quelques péripéties. Si la question turque se repose aujourd'hui, c'est d'abord parce que l'Europe, ayant décidé de s'ouvrir à de nouveaux venus, est bien forcée de se demander jusqu'où elle peut aller, où se situent ses frontières, en bref si elle est. La Turquie en fait-elle partie ou pas ?

RÉPONSE DÉMOCRATE-CHRÉTIENNE
Une réponse assez consternante a été fournie il y a quelques semaines lors d'une réunion des dirigeants des partis démocrates-chrétiens européens à Bruxelles, réunion à laquelle participaient, entre autres, le chancelier Kohl, José María Aznar et Wilfried Martens. La Turquie, fut-il dit (en tout cas rapporté publiquement par l'un des participants et non démenti par les autres), ne peut pas faire partie de l'Europe pour des

raisons de religion... Les douze millions de musulmans vivant dans l'Union européenne et les autres, non chrétiens, apprécieront. On peut en tout cas se demander, tant sont nombreuses actuellement les bonnes raisons de reculer la candidature turque, ce qui a bien pu pousser ces dirigeants européens à une confession aussi peu politique. Seul Jacques Delors en son temps avait osé assimiler ainsi l'Europe et la culture chrétienne, encore que plus prudemment et en n'engageant que lui.

Une telle prise de position fait le jeu des militants islamistes en Turquie et trahit tous les musulmans qui aspirent à plus de démocratie. Elle ouvre en tout cas un boulevard à M. de Charette, arrivé de surcroît à Ankara juste après son homologue allemand Klaus Kinkel. Au cours d'une visite calamiteuse, ce dernier venait d'essuyer tous les reproches en même temps, synthétisés dans les outrances du ministre turc de l'intérieur, qui alla jusqu'à déclarer que l'Allemagne ne saurait réserver aux Turcs qu'un seul sort : elle les brûle.

La « relation spéciale » germano-turque s'est détériorée ces dernières années. Les attentats racistes dont ont fait l'objet quelques-uns des deux millions d'immigrés turcs en Allemagne ont eu une forte répercussion en Turquie. En même temps, la sensibilité particulière de l'opinion allemande à ce pays oblige Bonn à réagir plus vigoureusement que d'autres aux violations des droits de l'homme. A trois reprises, ces dernières années, les autorités fédérales ont ainsi décrété un embargo sur les ventes d'armes à

Ankara, en liaison avec le problème kurde. Même si elle reste de loin le premier partenaire économique européen de la Turquie, l'Allemagne est actuellement l'objet de tous les ressentiments. Sans aller jusqu'à dire que la France cherche à exploiter cette désaffection, force est de constater qu'elle en profite un peu.

AMBITIONS FRANÇAISES

Le nombre des entreprises françaises installées dans ce pays, qui est passé de 7 en 1989 à 150 aujourd'hui, en est un indice. M. de Charette a pu, sans s'attirer les foudres d'un premier ministre islamiste (dans une situation au demeurant précaire), aller prêcher la laïcité de l'Europe à Ankara et s'attirer des sympathies en réaffirmant que la perspective européenne restait ouverte pour la Turquie.

La France joue là - comme avec Chypre, comme avec la Roumanie, comme avec le dialogue euro-méditerranéen notamment - sa carte sud-européenne par rapport à une Allemagne beaucoup plus difficile à concurrencer sur les terrains est-européens. Chercher à avoir la Turquie avec soi quand on a des ambitions en matière de sécurité et qu'on réclame le commandement sud de l'OTAN est en outre assez cohérent.

Et les Turcs dans tout cela ? Il n'est pas sûr qu'ils soient au centre des préoccupations, très stratégiques, de Paris. Il est certain en revanche qu'on ne les aide guère en leur fermant à tout jamais, sous prétexte de religion, la porte de l'Europe.

Claire Tréan

RECTIFICATIFS

FO ET LE FN

Dans l'article consacré à Force ouvrière (*Le Monde* du 9 avril), une négation a déformé les propos du secrétaire général de FO, Marc Blondel, qui entend bien s'attaquer et aux « racines », et aux « causes » des idées du Front national.

RADIO ET NÉGATIONNISME

Contrairement à ce que nous indiquions dans l'article « La CSA est décidée à sanctionner Radio Courtoisie pour des propos négationnistes tenus à l'antenne », publié dans *Le Monde* daté du 9 avril, ce

n'est pas sur l'antenne de Skyrock mais sur celle de Fun Radio qu'un animateur avait tenu des propos mettant en doute l'existence des chambres à gaz.

ÉCOUTES

Contrairement à ce qu'indiquait l'éditorial consacré au « Cabinet noir » fonctionnant à l'Élysée sous la présidence de François Mitterrand (*Le Monde* du 4 avril), la loi soumettant les écoutes téléphoniques au contrôle d'une commission indépendante a été adoptée le 10 juillet 1991, et non à la fin des années 80. Le président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) n'est pas nommé par le

gouvernement, mais par le président de la République, sur une liste de quatre noms proposés conjointement par le vice-président du Conseil d'Etat et le président de la Cour de cassation, pour une durée de six ans.

COMMISSION DES FINANCES

Dans l'article sur les rapports entre la commission des finances de l'Assemblée nationale et Bercy, publié dans *Le Monde* du mardi 15 avril, une imprécision rendait peu claire la position d'Alain Girotteray, député UDF du Val-de-Marne. Il fallait lire que celui-ci était contre la cession partielle du Crédit foncier et donc pour le

maintien de celui-ci dans le giron de l'Etat.

GÉRARD LÉONARD

Gérard Léonard, député RPR de Meurthe-et-Moselle, a qualifié le Front national de parti « néo-chypriote », et non pas « néofasciste », comme écrit par erreur dans *Le Monde* daté du 5 avril.

ZAÏRE

Dans l'article titré « Le rapport des Nations unies dénonce les massacres commis par les rebelles » zairois, dans *Le Monde* du 5 avril, il fallait lire : « Lors de la prise de Goma du 18 novembre, les rebelles ont massacré 2.754 personnes », et non 275.

150 000 000

BANQUES

La réforme du sy

ment des

des b

entre

338
315 +
53

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 16 AVRIL 1997

BANQUES La stricte réglementation du système financier aux États-Unis est sur le point d'être abandonnée. Datant de 1933, à l'issue de la grande crise, le Glass Steagall Act avait

pour objectif d'élever des barrières étanches entre les différents métiers (Bourse, crédit bancaire, assurances...) afin d'éviter qu'une panique boursière n'entraîne à nouveau une crise gé-

rale du système. ● LES BANQUES commerciales et les banques d'investissement souhaitent que soit révisée une législation dépeçée par le rapprochement des métiers. ● LES FRON-

TIÈRES ont été rendues perméables lorsque la Réserve fédérale a autorisé en 1989 les banques d'investissement à créer des filiales dites « section 20 » pour exercer leurs activités diversi-

fiées. ● LE DÉBAT concerne en particulier la séparation des secteurs d'assurance et de banques d'une part et, d'autre part, les prises de participation dans les entreprises industrielles.

La réforme du système financier américain va renforcer la concurrence

Le Congrès s'apprête à modifier le Glass Steagall Act. Cette loi de 1933 empêchait les établissements d'exercer à la fois des activités commerciales et des activités d'investissement. Deux débats restent ouverts : l'éventuel rapprochement avec les métiers de l'assurance et les participations dans l'industrie

NEW YORK
de notre envoyée spéciale
En annonçant, lundi 7 avril, leur décision de fusionner, Bankers Trust, la septième banque commerciale des États-Unis, et Alex. Brown, l'une des dix plus grosses maisons de titres américaines, ont donné un nouveau coup de boutoir dans le Glass Steagall Act, la loi qui régit le système financier américain depuis les années 30. En ouvrant une large brèche dans les pratiques imposées par cette législation jugée par beaucoup archaïque, l'opération a souligné une fois de plus combien ce dispositif n'est plus adapté aux pratiques du secteur.

Le Glass Steagall Act, voté en 1933, avait pour objectif de créer des barrières étanches entre les différents métiers de la finance aux États-Unis. Tirant les leçons du krach boursier d'octobre 1929, le Congrès (le législateur américain) avait souhaité mettre en place des coupe-feu pour qu'une panique boursière ne puisse entraîner, de nouveau, une crise générale du système financier, touchant à la fois les activités de titres, liées à la Bourse, le domaine du crédit bancaire et celui des assurances. La lé-

gislation a clairement séparé ces différents métiers, qui ne peuvent être exercés que par des acteurs différents. Ainsi, aux États-Unis, une banque ne peut théoriquement pas contrôler une maison de titres ou une compagnie d'assurances. Une maison de titres ne peut avoir de filiale bancaire, une compagnie d'assurances non plus.

Au fil des ans et de la déréglementation financière, ces métiers sont devenus de plus en plus proches et concurrents les uns des autres. Les clients, particuliers comme entreprises, souhaitent pouvoir faire du « one stop shopping », c'est-à-dire obtenir auprès d'un seul prestataire toute la gamme des produits financiers dont ils ont besoin et auxquels ils peuvent avoir accès. Les banques commerciales et les banques d'investissement - autre appellation des maisons de titres ou sociétés de Bourse - souhaitent donc que soit révisée une législation dépeçée. Elles ont obtenu le soutien de la Réserve fédérale (Fed) et de l'OCC - Office of the Comptroller of the Currency - les deux organismes de tutelle du secteur bancaire, intervenant pour le premier au niveau des banques nationales et le second au niveau des banques de chaque État.

significativement désavantagée. Les chances de réforme me paraissent plus grandes aujourd'hui qu'il y a un an, mais je ne crois pas que l'on ait un nouveau texte dans les six mois. Avec un peu de chance, la réforme interviendra dans les dix-huit mois.

Le Congrès, après des années d'hésitations, semble vouloir engager une réforme. « Il y a deux ans, le président du comité bancaire de la Chambre des représentants, le républicain Jim Leach, était le seul défenseur actif du changement », explique Cory Strupp, juriste au sein de la banque JP Morgan, spécialiste de la réglementation bancaire et des relations avec le gouvernement. « Aujourd'hui, c'est aussi devenu une des priorités d'Alfonse D'Amato, le président républicain du comité bancaire du Sénat et des responsables du Trésor. Le Trésor doit d'ailleurs donner son point de vue - ce qu'il n'a encore jamais fait jus-

qu'à présent - sur l'architecture d'une réforme probablement d'ici à fin avril ». Une position très attendue par les professionnels.

La réforme provoque deux autres débats difficiles. Le premier porte sur la ligne de partage entre assurance et banque ; problème qui a déjà fait avorter une première réforme fin 1995. De plus en plus, les banques et leurs 56 000 agences tiennent à distribuer des produits d'assurance-vie et surtout de rente, que les Américains connaissent bien sous le nom d'« annuités ». Ce dernier marché a représenté à lui seul en 1996 un chiffre d'affaires de 107 milliards de dollars (620 milliards de francs). Certaines banques, comme la Chase, ont d'ailleurs déjà passé des accords de distribution avec des compagnies d'assurances, comme Equitable, la filiale d'Axa, avec l'autorisation de l'OCC. Mais, pour l'heure, elles ne peuvent pas créer de sociétés

communes avec les assureurs ou avoir leur propre compagnie d'assurances. Les assureurs ne peuvent pas non plus acquérir de réseaux bancaires.

PUISSANT LOBBY

Les agents d'assurances s'opposent au rapprochement. Présents dans toutes les petites villes, ils sont considérés comme des relais d'opinion et forment un lobby puissant à Washington. Mais, en février, l'organisation qui fédère les assureurs, l'American Council of Life Insurers, s'est ralliée à la position des banquiers en faveur d'une réforme.

L'autre grand débat soulevé par la réforme du Glass Steagall Act est la séparation stricte entre les activités commerciales et les activités bancaires. Une banque ne peut pas contrôler une société industrielle et vice versa. General Motors ne peut pas prendre le contrôle d'une

banque, pas plus que la filiale de services financiers de General Electric, GE Capital, ne peut avoir de statut bancaire.

Les avis sont encore écartés. « Il est aujourd'hui reconnu que les vieux murs qui séparent la banque des activités dites de commerce doivent être revus », a déclaré le 20 mars John Hawke, sous-secrétaire du Trésor. Un point de vue partagé par le sénateur D'Amato. Jim Leach et la Réserve fédérale, en revanche, souhaitent plutôt maintenir des coupe-feu, notamment pour que le contrôle sur le secteur bancaire reste efficace. Alan Greenspan, le gouverneur de la Fed, a appelé à la prudence.

Le Trésor va chercher un compromis, puis le représentant Jim Leach soumettra une proposition de loi à la Chambre. Sans doute début juillet.

Sophie Fay

Un secteur édaté

Malgré la vague de fusions déclenchée par l'abolition des barrières réglementaires géographiques en 1995, il reste encore quelque 10 000 banques, qui emploient plus de 400 000 personnes, aux États-Unis.

● Une proportion de 29 %, qui représentent 55 % des dépôts, a une charte fédérale. Ces banques sont contrôlées par la Réserve fédérale. Les autres établissements ont une charte d'État et ils sont donc contrôlés par l'Office of the Comptroller of the Currency (OCC), une émanation du Trésor.

● Les agents d'assurances indépendants sont au nombre de 18 000 et emploient 500 000 personnes.

● Le système financier américain compte par ailleurs environ 2 000 caisses d'épargne ou mutuelles qui relèvent d'un autre cadre réglementaire.

FRONTIÈRE BROUILLÉE

En quelques années, la Fed a déjà largement brouillé la frontière entre les banques d'investissement et les banques commerciales en autorisant ces dernières à créer des filiales dites « section 20 » pour exercer leurs activités de banques d'investissement. Limitées à 10 % des revenus des grandes banques, ces activités peuvent aller jusqu'à 25 % depuis le 7 mars. C'est cet assouplissement qui a permis à Bankers Trust (banque commerciale) de s'allier à Alex. Brown. En revanche, Merrill Lynch ou Morgan Stanley (banques d'investissement) ne peuvent toujours pas se porter acquéreur d'une activité bancaire.

« Les maisons de titres n'ont pas bénéficié du même assouplissement que les banques », explique David Komansky, le président de Merrill Lynch, la plus grande d'entre elles. « Nous devons avoir une réforme législative. Car notre industrie est si-

Une présence accrue des banques dans le capital des entreprises

NEW YORK
de notre envoyée spéciale
Les banques commerciales américaines n'ont pas attendu que toutes les barrières tombent pour prendre des participations en capital dans les entreprises et développer le métier de merchant banking. « Elles opèrent dans un cadre réglementaire plus strict que celui des banques d'investissement », rappelle Steven Galante, éditeur de la lettre mensuelle *The Private Equity Analyst* à Boston. Elles ne peuvent détenir que 5 % du capital d'une société ou 25 % sans droit de vote, ou encore 49 % s'il s'agit d'une PME.

« Quand les LBO [achat de sociétés avec un fort endettement] se sont développés dans les années 80, les banques assuraient le financement de la dette et ont reçu du capital sous forme de bons de souscription d'actions », explique Brian Watson, responsable du merchant banking au sein de la banque JP Morgan. C'est avec ces très profitables bons que les banques ont redécouvert le métier d'investisseur, laissé à des sociétés comme Kohlberg Kravis Robert. Toutes ne sont pas actives dans ce métier, qui reste risqué. « Nous nous contentons d'accompagner nos clients », explique-t-on chez Merrill Lynch. JP Morgan va plus loin et a investi 1 milliard de dollars, dont un tiers hors des États-Unis. D'autres banques commerciales, comme la Chase et la Citibank, sont également actives.

Du côté des banques d'investissement, le montant des plus grands fonds levés récemment donne une idée de leur activité. Donaldson Lufkin Jenrette (DLJ), la filiale d'Axa, a levé un fonds de 5 milliards de dollars (17,4 milliards de francs), Morgan Stanley de 1,8 milliard, Goldman Sachs de 1,75 milliard de dollars, Lehman Brothers de 1,5 milliard et Lazard Frères de 540 millions. Des fonds vers lesquels se ruent investisseurs institutionnels et particuliers fortunés, mais aussi les salariés de ces banques qui placent ainsi leurs finances.

« Ils offrent, il est vrai, des rendements très élevés, même s'ils peuvent être volatils. JP Morgan revendique un retour sur investissement moyen de 30 %, tiré par quelques success stories retentissantes. Et, selon Lawrence Schloss, qui dirige cette activité chez DLJ, le rendement serait de 90 % ». « Nous avons par exemple investi 18 millions de dollars dans G-Tech, qui fabrique des appareils de loterie. Six ans plus tard, notre participation vaut 700 millions », explique-t-il. Reste à savoir où vont désormais s'investir ces fonds, alors que l'économie américaine paraît en haut de cycle. « En nous diversifiant à l'international », répondent-ils, à la recherche d'opportunités dans les pays émergents et en Europe.

S.R.

"Madame, Monsieur, Chers actionnaires,"

Le 11 avril est une date historique pour Lyonnaise des Eaux et la Compagnie de Suez. Les Conseils d'Administration des deux groupes ont décidé de proposer à leurs actionnaires un projet de fusion.

Cette décision majeure traduit la convergence de deux stratégies vers une ambition partagée : devenir le numéro 1 mondial des Services Collectifs de Proximité.

Centré sur les marchés de l'énergie, de l'eau, de la propreté et de la communication, le nouvel ensemble pourra pleinement saisir les formidables opportunités de croissance dont bénéficie, à l'échelle mondiale, ces différents métiers.

Ce nouveau groupe industriel disposera d'une puissance financière accrue, de fortes complémentarités géographiques et d'un ensemble d'expertises professionnelles lui permettant, à partir d'un ancrage franco-belge, d'intensifier son développement à l'international.

Ce projet de fusion sera soumis à l'approbation des Assemblées générales de la Compagnie de Suez et de Lyonnaise des Eaux, qui seront réunies les 11 et 19 juin prochains. Il prévoit une fusion absorption de Suez par Lyonnaise des Eaux. La parité proposée est de 20 actions Lyonnaise des Eaux pour 41 actions Compagnie de Suez.

Nous sommes convaincus que la réalisation de ce grand projet constitue une chance exceptionnelle pour nos actionnaires, nos clients, nos partenaires et nos collaborateurs.

Jérôme Monod
Président de Lyonnaise des Eaux



Gérard Mestrallet
Président de la Compagnie de Suez



Suez-Lyonnaise des Eaux : prêt à devenir
le 1^{er} mondial des Services Collectifs de Proximité.

SPV 100 000 000

Les compagnies TAT et Air Liberté entament leur septième jour de grève

Le personnel conteste les conditions du rapprochement entre les deux filiales de British Airways

Mardi 15 avril, seuls 40 % des vols d'Air Liberté et de TAT, filiales de British Airways, devaient être assurés. Le 1^{er} avril, Air Liberté a

pris TAT en location-gérance, premier pas vers la fusion. L'actionnaire britannique veut alléger les coûts de TAT sur ceux d'Air Liberté,

qui sont les plus bas en France. Les syndicats devaient tenir mardi une assemblée générale pour décider de leurs futures actions.

HÔTESSES, stewards et pilotes des deux filiales françaises de British Airways, Air Liberté et TAT, ont entamé mardi 15 avril leur septième jour de grève illimitée. Mardi, selon la direction, seuls 40 % des vols devaient être assurés. Selon les syndicats, le conflit a été suivi par 98 % des salariés de TAT et par 85 % de ceux d'Air Liberté. Les syndicats devaient tenir une assemblée générale mardi pour décider des actions à suivre. Des discussions informelles étaient prévues le même jour avec la direction.

C'est la première fois qu'un mouvement d'une telle ampleur touche ces deux compagnies. Les grévistes s'appellent aux modalités de la prise en location-gérance de TAT par Air Liberté à partir du 1^{er} avril, tout peut désormais se passer comme si les deux compagnies n'en faisaient plus qu'une, même si la fusion jur-

dique doit intervenir plus tard. British Airways veut aligner les coûts de TAT sur ceux d'Air Liberté, la compagnie dont l'exploitation est la moins chère en France. Les syndicats, eux, souhaitent une harmonisation des statuts par le haut.

Les pilotes de TAT protestent contre les nouvelles conditions de travail appliquées depuis le 12 avril, date à laquelle l'accord d'entreprise en vigueur devenait caduc. A défaut d'être parvenus à un nouvel accord avec la direction, ils sont désormais soumis au décret de 1960, qui définit le temps de repos en fonction du nombre d'heures de vol. Etabli à une époque où les avions faisaient uniquement des vols moyen et long-courriers, celui-ci s'avère, selon les syndicats de pilotes, inadéquat au court-courrier, caractérisé par moins d'heures de vol, mais plus de temps passé dans les aéroports à at-

tendre les avions. Ils peuvent ainsi se reposer 36 heures par semaine, et être astreints à décoller à 6 heures du matin et à se poser à 22 heures les jours travaillés. « Dans ces conditions, la sécurité ne peut plus être assurée. A Air Liberté, où les pilotes sont déjà soumis à ce régime, on a constaté trois cas de somnolence », déclare Jean Immediato, président du SNPL (Syndicat national des pilotes de ligne). La direction, qui va enquêter sur l'existence de ces cas, estime que le coût des pilotes de TAT, qui a déjà diminué de 17 % en novembre 1996, doit encore baisser de 15 %.

A Air Liberté, où les salaires sont inférieurs à ceux de TAT de 30 % pour les hôtesses et stewards et de 20 % pour les pilotes, Marc Rochet a annoncé, dans un entretien à *La Tribune* du 9 avril, qu'il « existait certains points négociables pour les pilotes et aussi pour les hôtesses, par

exemple sur les temps de repos et le décompte du treizième mois [réclamé par l'intersyndicale] ». Les hôtesses et stewards d'Air Liberté, également soumis au décret de 1960, subissent les mêmes contraintes horaires que les pilotes. Ils gagnent, pendant les trois premières années de leur carrière, 5 500 francs net. Les contrats à durée déterminée (CDD) y sont, selon les syndicats, monnaie courante. « Ils représentent 25 % des hôtesses et stewards d'Air Liberté, raconte un syndicaliste. Nous voulons que cette situation change ». Chez TAT, la situation des hôtesses et stewards n'est pas pour l'instant pas au cœur du conflit. Mais l'accord qui la régit expire en mars 1998, et, à cette date, M. Rochet pourra leur imposer ses volontés si aucun accord n'a été trouvé.

Virginie Malgouyres

La victoire au goût amer des ouvrières de Maryflo

LORIENT

Au mois de janvier, le combat pour la dignité des ouvrières de la société Maryflo, cinq semaines durant, avait ému (*Le Monde* des 4-5 février). Le directeur de production hat par les salariales, Alain Le Bruchec, qui utilisait des méthodes de choc pour diriger cet atelier de confection près de Lorient (Marbhan), avait fini par être licencié par l'administrateur provisoire, M. Robert, désigné par le tribunal de commerce de Lorient. La « victoire » de ces ouvrières déterminées a aujourd'hui un goût amer.

Le projet de 64 licenciements (sur 110 employés), confirmé par le PDG de la société, Maryvonne Guéta, qui a repris les rênes de son entreprise, a comme un relent de revanche. Selon Maryvonne Guéta, les commandes seraient en chute libre, et près de 70 ouvrières de la chaîne « veste » sont au chômage technique depuis la reprise du travail. Le PDG veut donc supprimer cette chaîne - qui travaillait pour des donneurs d'ordres connus tels Camaïeu, 123 ou Agnès B. - sans reclassement possible sur la chaîne

« jupe et pantalon » voisine. Car ce reclassement nécessiterait, a-t-elle déclaré lors du comité d'entreprise, lundi 14 avril, une formation continue. Pourtant, selon la CFDT, en l'absence, les ouvrières de l'atelier « veste » ont toujours fabriqué jupes et pantalons.

Ce sont les ouvrières de la chaîne « veste » qui ont été le moteur de la contestation en janvier. Comme par hasard, « Avec ou sans l'affaire, ces soixante-quatre licenciements, elle les aurait faits de toute façon. Ne mélangeons pas tout », explique Georges Bernard, délégué CFDT et figure emblématique de Maryflo, qui refuse de mettre sur le dos des ouvrières les difficultés de l'entreprise. A ses côtés, une de ses collègues sort une lettre recommandée en date du 11 avril. « C'est mon premier avertissement, après trois ans et demi de contrat dans l'entreprise », dit cette déléguée du personnel, qui a repris le travail une fois le conflit achevé. « Elle ira jusqu'au bout avec celles qui ont fait la grève », commente à haute voix une ouvrière sans illusion sur son sort.

Patronne de choc, Maryvonne Guéta n'a pas

usurpé une réputation qui a maintes fois agacé l'union patronale du Marbhan et les pouvoirs publics. Directrice d'une autre unité de confection, les établissements Braff (trois cents salariés) dans la ville voisine de Hennebont (Marbhan), elle s'était heurtée, en 1995, à la CFDT, qui s'était opposée à l'installation de caméras de surveillance au-dessus des chaînes de fabrication. Le conflit, là aussi, avait été très médiatisé. Maryvonne Guéta s'était résolue à faire retirer les caméras après une décision de justice.

Ira-t-elle, cette fois-ci, jusqu'au bout de son projet ? Le syndicat craint que l'entreprise Maryflo, vivant d'un important contingent d'aides publiques depuis sa création, ne puisse supporter financièrement le coût du licenciement de soixante-quatre personnes ; et que ce soit la occasion, pour le PDG, de faire repartir l'activité avec un personnel réduit. Sans délégués du personnel, ni comité d'entreprise. Le projet de licenciement ramène les effectifs à quarante-six personnes.

Michel Le Hébel

Renault-Vilvorde a repris le travail

Après plus de six semaines de grève, la production a redémarré, mais à un rythme ralenti

BRUXELLES

Le travail a recommencé difficilement, lundi 14 avril, sur les chaînes de Renault-Vilvorde, après le vote de 67 % des travailleurs en assemblée générale jeudi. L'équipe du matin a pris son service normalement à 5 h 30, après plus de six semaines de grève, même si nombre de travailleurs étaient amers de n'avoir pas fait reculer la direction. L'absentéisme, selon les syndicats, ne dépassait pas 10 % de l'effectif, taux habituel pour un lundi matin. Les chaînes redémarreraient lentement, les ouvriers reprenant la fabrication des véhicules laissés en plan le 27 février, jour de l'annonce de la fermeture de l'usine par la direction du groupe Renault.

Le rythme de travail, cependant, était loin d'atteindre celui d'avant la grève. A 15 heures, au moment du changement d'équipe, 135 voitures étaient sorties des chaînes au lieu de 350 en temps normal. Seuls les véhicules fabriqués lundi étaient autorisés à quitter l'usine par les syndicats, qui conservent comme « trésor de guerre » les quelque 1 000 véhicules, pour l'essentiel des coupés Mégane, présents sur le parking de Vilvorde. L'arrivée de l'équipe de l'après-midi allait modifier radicalement l'atmosphère. Les propos tenus dimanche soir par Louis Schweitzer, le PDG de Renault, au « Grand Jury RTL-Le Monde » ont irrité : ses dé-

clarations sur la date de fermeture de l'usine, qui pourrait aussi bien être avancée que reculée de quelques semaines ou quelques mois, en fonction de l'évolution des négociations, ont été ressenties comme une nouvelle provocation. « Il parle de négociation alors qu'il n'a encore rien négocié ! », s'insurge un délégué syndical.

Le travail ne reprendra pas avant 19 h 45, après de vives discussions entre les dirigeants syndicaux et les travailleurs. Ces derniers sont partagés entre la colère et le réalisme. « Si on revient à la routine, c'est fou d'avancer. Tout le monde va nous oublier », estime Luc, un ouvrier. Jan, quarante-six ans, était fataliste : « Il faut reprendre le travail, même si cela nous fait mal au cœur. Il faut profiter des derniers mois d'activité pour avoir le plus d'argent possible, en travaillant et en négociant le plan social très serré ».

Mardi 15 avril, l'équipe du matin ne s'est pas mise au travail dès son arrivée. Une assemblée générale s'est tenue, au terme de laquelle la reprise du travail s'est faite progressivement. Ce même jour, à Paris, les délégués syndicaux français, belges et espagnols devaient examiner les suites à donner au jugement du tribunal de Nanterre annulant la procédure utilisée par la direction pour annoncer la fermeture de Vilvorde.

Luc Rosenzweig

Francis Vallat va quitter la présidence du groupe maritime pétrolier VOTK

APRÈS DOUZE ANNÉES passées à la tête de la société Van Ommereen Tankers (VOTK), filiale française du grand groupe maritime néerlandais Van Ommereen, Francis Vallat, PDG, va quitter ses fonctions. Il sera remplacé, fin avril, par Patrick Decavele, directeur général. Ce changement au sommet d'un armement réputé, spécialisé dans le transport mondial des produits pétroliers raffinés avec des navires de 40 000 tonnes, est la conséquence de la politique d'expansion décidée par les dirigeants du holding à Rotterdam. Van Ommereen a pris récemment des participations importantes dans les compagnies Iver Ships (Norvège) et United Tankers (Suède), qui travaillent sur le même créneau que la filiale française. Les opérations de gestion seront concentrées en Scandinavie, réduisant les responsabilités opérationnelles de VOTK.

VOTK, qui exploite une quinzaine de navires sous pavillon français, a commandé huit navires citernes au chantier sud-caréen

Halla. Le marché mondial du transport de produits pétroliers raffinés et chimiques est favorable. La compagnie doit encore recevoir au cours des prochains mois trois bateaux. Elle emploie quelque deux cent trente navigateurs.

Francis Vallat a la réputation, dans le microcosme de la marine marchande, de ne faire aucune concession sur les questions de sécurité des navires et de qualification des équipages, et il n'a jamais été tenté de recourir aux pavillons de complaisance. « La pérennité de la flotte française n'est nullement remise en cause, nous a-t-il déclaré. Elle est au contraire réaffirmée, de même que l'est et le sera l'intérêt de Van Ommereen pour le pavillon national aussi longtemps que les systèmes étatiques compensateurs de nos surcoûts permettant de démanteler qu'il s'agit d'un défi certes, mais d'un défi jouable et raisonnable aux yeux de nos optionnaires ».

François Grosrichard

La CNP est prête pour sa privatisation

LA CNP (Caisse nationale de prévoyance), premier assureur de personnes en France, a enregistré en 1996 un résultat net part du groupe de 157 milliards de francs, en hausse de 6 % par rapport à l'année précédente. Le chiffre d'affaires a augmenté de près de 19 % pour atteindre 100,5 milliards de francs, une progression supérieure à celle du marché de l'assurance de personnes en France en 1996 (+8 % à 525 milliards de francs), dont elle détient 19 %. « La CNP dispose d'excellents atouts pour son introduction en Bourse », affirme Pierre Darnis, président du directoire. Il avait estimé début février que l'Etat pourrait, dans le cadre d'une privatisation, mettre en vente en septembre 35 % du capital de la société sur les 42,5 % qu'il détient. Le reste est réparti entre la Caisse des dépôts et consignations (30 %), La Poste (17,5 %) et les Caisses d'épargne (10 %).

DÉPÊCHES

■ NEPTUNE ORIENT LINES : l'armateur de Singapour a annoncé, dimanche 13 avril, qu'il allait acquérir la société américaine API, pour 825 millions de dollars (près de 5 milliards de francs). Si les autorités américaines donnent leur feu vert, ce rachat donnera naissance au plus grand groupe de navigation sur le Pacifique, avec une flotte de cent treize navires.

■ SAGEM : le groupe d'électronique, de défense et de télécommunications a enregistré en 1996 une croissance de 2,2 % de son chiffre d'affaires consolidé, à 15,4 milliards de francs, et un bénéfice net part du groupe de 638,3 millions de francs, en hausse de 16,3 %.

■ STRAFOR FACOM : le groupe alsacien d'outillage et de mobilier de bureau Strafor Facom a annoncé, lundi 14 avril, qu'il avait engagé des pourparlers « à caractère préliminaire » pour céder à des investisseurs financiers la majorité de Manoir Industries, dont il détient 85,7 %.

■ BANQUE D'ESPAGNE : l'institut d'émission a annoncé, mardi 15 avril, une baisse d'un quart de point de son principal taux directeur, ramené à 5,50 %, son plus bas niveau historique.

COUVREZ LE CONTRAT TRANSPARENCE SUR LA PUNTO ESSENCE ET TURBO DIESEL.



LES PRIX NETS.
Fiat vous propose des Prix Nets sur toute la gamme Punto, par exemple la Punto 55 S, 3 portes, à 51 200F et la Punto Turbo D 60 S, 3 portes, à 62 100F.

LES PRIMES QUALITÉ FIAT.
Pour l'achat d'une Punto, Fiat reprend votre voiture de plus de 8 ans, 7000F pour une Punto essence, 9 000F pour une Punto Turbo D.

LES REPRISES SANS SURPRISE.
Fiat reprend votre voiture de moins de 8 ans à la cote Argus au jour de l'achat* sans déduction des 15% de frais professionnels.

LES FINANCEMENTS NETS.
Fiat vous propose des financements nets. Par exemple, pour une Punto 55 S 3 portes au prix net de 51 200F : apport 10 000F - Montant du crédit 41 200F - TEG 8,90% - Remboursable en 60 mensualités (hors assurances facultatives) de 853,25F avec 5 ans de garantie/assistance - Coût total du crédit 9 995F.

*Offre valable jusqu'au 30 avril 1997. Sous réserve d'acceptation par Fiat Crédit France.

CONTRAT

*En fonction du kilométrage et de la déduction faite des frais éventuels de remise à l'état standard, pour l'achat d'une Punto de cylindres au moins équivalente. Tarif Punto pris nets hors options au 01/10/96 AM 97 (tarif de référence au 25/09/96, diminué de la moyenne des conditions habituellement concédées par Fiat et son réseau).

FIAT

350 000 000

338
313 +

صلى الله عليه وسلم

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé en hausse, mardi 15 avril, grâce à une chasse aux bonnes affaires. Le Nikkei a gagné 241,12 points, soit 1,36 %, à 17 933,59 points.

■ L'OR a ouvert en baisse mardi, sur le marché international de Hong-kong. L'once s'échangeait à 345,60-345,90 dollars contre 346,10-346,40 dollars, lundi à la clôture.

■ LE PRIX DU PÉTROLE BRUT de référence a gagné 37 cents, à 19,90 dollars, lundi sur le marché à terme new-yorkais. A la veille du week-end, il avait baissé de 4 cents.

■ LES VALEURS AMÉRICAINES ont terminé en hausse lundi grâce à plusieurs bons résultats d'entreprises. Le Dow Jones a gagné 60,21 points, soit une progression de 0,94 %.

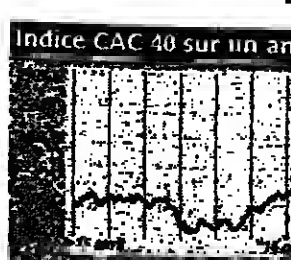
■ LE PRIX DU CUIVRE a reculé lundi sur le marché londonien des métaux (LME). Le cours du métal rouge a baissé de 26 dollars, à 2 258 dollars/tonne, après la chute de vendredi.

LES PLACES BORSIÈRES

Rebond à Paris

APRÈS TROIS SÉANCES de baisse, la Bourse de Paris se reprenait mardi notamment dans le sillage du dollar, ferme face au franc et au deutschemark. En hausse de 1,02 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure plus tard un gain de 0,59 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises s'appréciaient de 0,46 % à 2 578,05 points. Le marché est relativement actif avec un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs sur le règlement mensuel dont 1,2 milliard sur les quarante valeurs de l'indice vedette.

Wall Street, qui a perdu tous ses gains acquis durant les deux premiers mois de l'année, s'est ressaisi lundi. Le Dow Jones a progressé de 0,96 % tandis que les taux à long terme restaient stables. Si le marché des actions réagit encore aux grands mouvements de Wall Street, il reste également très lié à l'évolution du dollar. Or, le billet vert se montre très ferme actuellement, dopé par les anticipations de nouvelle hausse des taux à court terme américains au 20 mai.



Du côté des valeurs, les titres du groupe LVMH étaient recherchés après l'annonce d'une forte hausse du chiffre d'affaires au premier trimestre. LVMH montait de 4,7 % et

Christian Dior, de 3,3 %. Eridania Beghin-Say recule de 2,4 %, des analystes étant nettement moins positifs sur le groupe en raison de ses résultats notamment en Italie.

Sodexo Alliance, valeur du jour

LE GROUPE de restauration collective, de loisirs et de gestion de bases-vie, Sodexo Alliance, a terminé en baisse, lundi 14 avril, à la Bourse de Paris. L'action a perdu 1,35 % à 2 762 francs. Le groupe a réalisé au premier semestre de son exercice 1996-97 (clos le 31 août) un chiffre d'affaires consolidé de 12,47 milliards de francs (contre 12,08 milliards). A taux de change constants, le chiffre d'affaires est en hausse de 5,7 %. A taux de change courants, la progression

est composée à 4,5 % par la croissance interne, 1,2 % par les variations de périmètre et 7,2 % par les écarts de change.



Nette reprise à Tokyo

LA BOURSE DE TOKYO a terminé en nette reprise, mardi 15 avril, sous l'effet d'une chasse aux bonnes affaires. L'indice Nikkei a gagné 241,12 points, pour finir à 17 933,59 points.

La veille, les valeurs américaines avaient terminé la séance en forte hausse grâce à plusieurs bons résultats d'entreprises, au terme d'une séance irrégulière. L'indice Dow Jones a affiché sa plus forte hausse depuis trois semaines et a gagné 60,21 points, soit un gain de 0,94 %, à 6 451,90 points. D'après les analystes, les investisseurs ont été soulagés par les résultats supérieurs aux prévisions de plusieurs multinationales, dont Coca-Cola et General Motors. « Cette progression laisse espérer que les bons résultats de certaines valeurs pourraient redonner un élan au marché », ont-ils

observé. Plusieurs d'entre eux ont ajouté que la prudence est restée de mise à la veille de la publication des prix à la consommation.

En Europe, la Bourse de Londres a terminé en baisse en raison de la faiblesse initiale de Wall Street. L'indice Footsie a perdu 19 points, (0,44 %), à 4 251,7 points. La Bourse de Francfort a pour sa part cédé 1,80 %, à 3 279,90 points.

INDICES MONDIAUX

	Cours au 14/04	Var. %
Paris CAC 40	2578,05	+0,59
New York DJ	6451,90	+0,94
Tokyo Nikkei	17933,59	+1,36
Londres FT100	4251,7	-0,44
Francfort DAX	3279,9	-1,80
Bruxelles C20	3279,9	-1,80
Amsterdam AEX	3279,9	-1,80
Madrid IBEX	3279,9	-1,80
Stockholm OMX	3279,9	-1,80
Lisbonne PSI	3279,9	-1,80
Hong Kong Hang Seng	3279,9	-1,80
Singapore Straits	3279,9	-1,80

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

	1404	1204
Alcoa	65,73	65,87
Allied Signal	48,25	48,50
American Express	58,12	58,50
AT & T	35,50	35,75
Boeing Co	100,62	100,37
Caterpillar Inc.	79,37	79,67
Chemical Bank	63,87	63,75
Coca-Cola Co	55,62	55,75
Disney Corp.	71,25	71,37
Du Pont Nemours & Co	100,25	99,62
Eastman Kodak Co	75,12	74,87
Exxon Corp.	51,75	50,50
Gen. Electric Co	53,62	53,75
Goodyear T & Rubber	50,25	50,25
Hewlett-Packard	49,37	49,62
IBM	136,62	135,37
Intl Paper	39,37	40,00
J.P. Morgan Co	94,87	95,50
Johnson & Johnson	53,25	53,37
M.C. Donohoe Corp.	48,25	48,37
Merck & Co Inc.	82,62	81,75
Minnesota Mining & Mfg.	81,12	81,25
Philip Morris	58,37	58,62
Procter & Gamble Co	119,75	119,37
Sears Roebuck & Co	45,87	46,50
Travelers	48,25	48,37
Union Carb.	45,75	45,50
Unilever Ltd	72,50	72,37
Wal-Mart Stores	27,87	27,62

PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

HAUSSES, 12h30	Cours au 14/04	Var. %
ALFA	108	+3,82
LVMH Moët Hen.	1346	+4,38
Salomon (Ly)	404,30	+3,66
Christian Dior	642	+3,36
Rhône-Poulenc A	180,30	+3,58
Legemans	298	+3,31
Sol	135,60	+3,36
Nordson (Ny)	439	+2,57
C.F.P.	257,20	+2,38
Cetium	655	+2,34

BAISSES, 12h30	Cours au 14/04	Var. %
Eridania Beghin	860	-2,58
Collopy	331,10	-2,42
S&P Kongsberg	131,30	-2,35
Five-Dile	499	-2,20
S&P	1740	-2,13
Selezione	78,30	-2,12
Marine Wende	625	-1,28
Renaud	141	-1,81
Bergam	2150	-1,52
Chargers Int	344	-1,21

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	1904 Tiers	Capitalisation en F
LVMH Moët Hen.	1346	205 538 000
Lyonnaise Laux	140,20	89 035 000
ST Aurore	159,70	85 010 000
Axa	204,85	78 010 000
Rhône-Poulenc A	180,30	59 010 000
Suez	186,01	54 010 000
Carrefour	141,19	49 260 000
Saint-Gobain	166,08	47 153 000
Schneider SA	153,08	41 059 000
Michelin	140,77	47 522 000

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 14/04	Var. %
Moneyline 2	148	+1,12
Goldard (Ind. Ly)	290	+1,02
ST M P	87	+0,89
Naf-Hel 2	67	+0,68
Nobex	172	+0,58

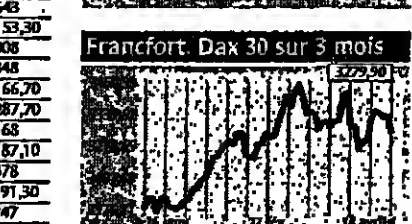
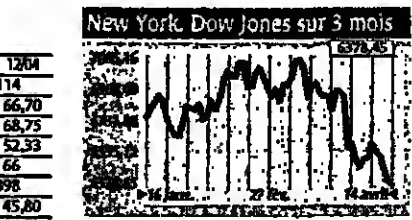
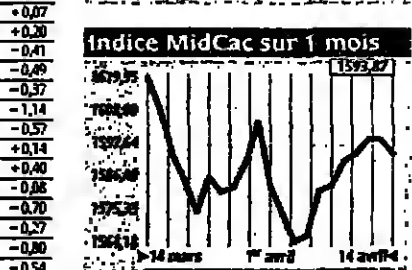
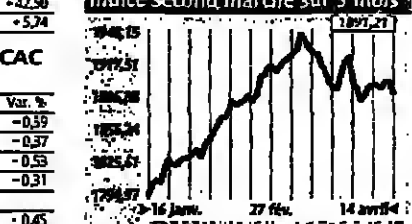
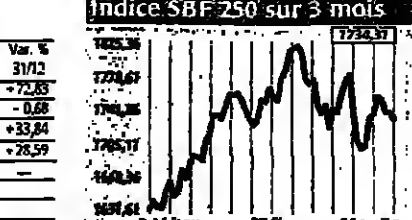
BAISSES, 12h30	Cours au 14/04	Var. %
Le Bourget	151,20	-0,69
CMV Industries	12,50	-0,79
Gravogran	64,60	-0,86
Dezan Cpe remu	570	-0,71
AVE 2	440	-0,54

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	Cours au 14/04	Var. %
Ind. SBF 120	1795,64	+0,59
Ind. SBF 250	1724,31	+0,57
Ind. Second Marché	1811,21	+0,53
Ind. MidCAC	1598,87	+0,51

Valeurs Indes	1904 Tiers	Capitalisation en F
1 - Energie	1082,71	201 310 000
2 - Produits de base	1785,60	178 560 000
3 - Construction	1707,48	170 748 000
4 - Biens d'équip.	1523,41	152 341 000
5 - Automobile	2115,60	211 560 000
6 - Divers	1324,75	132 475 000
7 - Indus. agro-alim.	1644,61	164 461 000
8 - Services	1980,34	198 034 000
9 - Distribution	3771,84	377 184 000
10 - Autres services	1288,34	128 834 000
11 - Sociétés financières	1277,47	127 747 000
12 - Sociétés invest.	1745,62	174 562 000

NEW YORK	LONDRES	MILAN	FRANCORT
DOW JONES	FT 100	MIB 30	DAX 30



LES TAUX

Hausse du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse mardi 15 avril. Après quelques minutes de transactions, l'échéance juin gagnait 26 centimes, à 128,52 points. Le taux de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 5,77 %, soit 0,14 % au-dessus du rendement du titre d'Etat allemand de même échéance. La veille, le marché obligataire américain avait

terminé la séance sur une note stable dans des transactions peu actives, les opérateurs restant prudents avant la publication de l'indice des prix à la consommation de mars. Le rendement de l'emprunt à trente ans, qui constitue la référence obligataire outre-Atlantique, s'était établi à 7,17 %, en clôture. La Banque de France a laissé inchangé, mardi matin, à 3,19 %, le taux de l'argent au jour le jour.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,30 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
1404	1404	1404	1204	1204
Jour le jour	3,19	3,19	3,19	3,19
1 mois	3,32	3,32	3,32	3,32
3 mois	3,45	3,45	3,45	3,45
6 mois	3,58	3,58	3,58	3,58
1 an	3,71	3,71	3,71	3,71
PIBOR FRANCS				
Pibor France 1 mois	3,32	3,32	3,32	3,32
Pibor France 3 mois	3,45	3,45	3,45	3,45
Pibor France 6 mois	3,58	3,58	3,58	3,58
Pibor France 9 mois	3,71	3,71	3,71	3,71
Pibor France 12 mois	3,84	3,84	3,84	3,84
PIBOR ECU				
Pibor Ecu 3 mois	3,32	3,32	3,32	3,32
Pibor Ecu 6 mois	3,45	3,45	3,45	3,45
Pibor Ecu 12 mois	3,71	3,71	3,71	3,71

MATIF

Échéances 1404	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
NOTIONNEL 10 %					
Jun 97	7748	128,52	128,58	128,46	128,54
Sept 97	62	128,58	128,58	128,58	128,58
Déc 97	2	128,58	128,58	128,58	128,58

PIBOR 3 MOIS

	1404	1204
Jun 97	644	644
Sept 97	644	644
Déc 97	644	644
Mars 98	644	644

ECU LONG TERME

	1404	1204
Jun 97	1521	1521

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

Échéances 1404	volume	dernier	plus	plus	premier
		prix	haut	bas	prix
Avril 97	13942	2578,05	2578,05	2578,05	2578,05
Mai 97	176	2578,05	2578,05	2578,05	2578,05
Jun 97	502	2578,05	2578,05	2578,05	2578,05
Sept 97	51	2578,05	2578,05	2578,05	2578,05

LES MONNAIES

Vigueur du dollar

LE DOLLAR S'INSCRIVAIT EN FORTE HAUSSE, mardi matin 15 avril, lors des premières transactions entre banques sur les places financières européennes. Il cotait 1,7348 deutschemark et 5,8345 francs, ses cours les plus élevés depuis le mois de février 1994. Le billet vert était stable vis-à-vis de la devise nipponne, à 126,20 yens. Le secrétaire d'Etat américain au Trésor, Robert Rubin, n'a pas exclu, lundi, l'éventualité d'une

action concertée des banques centrales pour freiner la hausse du billet vert. « Notre politique envers le dollar n'a pas changé, a-t-il affirmé, et comme nous l'avons dit de nombreuses reprises, nous ne ferons pas de commentaires sur ce que nous pourrions faire mais seulement une fois que ce sera fait. » Le franc était stable, mardi matin, face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 3,3630 francs pour 1 deutschemark.

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours 1404	1204	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	336,3700	336,3700	336,3700	336,3700
Ecu	6,5745	6,5745	6,5745	6,5745
Etats-Unis (1 usd)	5,7940	5,7940	5,7940	5,7940
Belgique (100 F)	136,5000	136,5000	136,5000	136,5000
Portugal (100 esc)	205,1000	205,1000	205,1000	205,1000
Italie (1000 Lit)	3,6210	3,6210	3,6210	3,6210
Danemark (100 kr)	66,3100	66,3100	66,3100	66,3100
Irlande (100 Ir)	5,9610	5,9610	5,9610	5,9610
Grec (100 dr)	3,4050	3,4050	3,4050	3,4050
Grèce (100 dr)	2,1050	2,1050	2,1050	2,1050
Suède (100 kr)	75,9000	75,9000	75,9000	75,9000
Suisse (100 F)	395,2800	395,2800	395,2800	395,2800
Norvège (100 kr)	69,2800	69,2800	69,2800	69,2800
Autriche (100 sch)	47,9900	47,9900	47,9900	47,9900
Espagne (100 pes)	3,9950	3,9950	3,9950	3,9950
Portugal (100 esc)	3,9950	3,9950	3,9950	3,9950
Canada 1 dollar ca	4,1451	4,1451	4,1451	4,1451
Japon (100 yens)	4,5875	4,5875	4,5875	4,5875
Finlande (mark)	112,5600	112,5600	112,5600	112,5600

L'OR

	cours 1404	cours 1204
Or fin (L. bars)	64500	64500
Or fin (en lingots)	64500	64500
Once d'Or Londres	347,95	347,95
Pièce française (20F)	372	372
Pièce suisse (20F)	374	374
Pièce Union Int (20F)	374	374
Pièce 20 dollars us	2305	2305
Pièce 10 dollars us	1130	1130
Pièce 50 pesos mex.	2480	2480

LE PÉTROLE

	cours 1504	cours 1404
En dollars		
Brent (Londres)	17,86	18,17
WTI (New York)	19,70	19,70
Light Sweet Crude	19,50	19,50

PARITÉS DU DOLLAR

	1504	1404	Var. %
FRANCORT : USD/DM	1,7308	1,7287	+0,58
TOKYO : USD/Yen	126,5600	126,5500	+0,64

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES COMPÉTENTES	demande 1 mois	demande 3 mois	demande 6 mois	demande 12 mois
Dollar Etats-Unis	5,7917	5,7977	5,8051	5,8378
Yen (100)	4,5894	4,5942	4,5985	4,6044
Deutschemark	3,3647	3,3642	3,3690	3,3685
Franc Suisse	3,9974	3,9984	3,9994	3,9994
Lire Ital. (1000)	3,4036	3,4047	3,4057	3,4067
Livre sterling	3,3650	3,3654	3,3658	3,3662
Peseta (100)	3,3612	3,3616	3,3620	3,3624
Franc Belge (100)	16,315	16,315	16,315	16,315

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,26	3,25	3,30
Eurodollar	5,62	5,74	5,94
Eurolivre	6,02	6,37	6,77
Eurodollar allemand	3,12	3,13	3,12

RÈGLEMENT
MENSUELMARDI 15 AVRIL
Liquidation : 23 avril
Taux de report : 4,13
Cours relevés à 12h30CAC 40
+0,58 %
CAC 40 :
2580,92

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	%	Montant coupon (1)
BNP (T.P.)	99	100,00	+1,01	34,22
Crédit Lyonnais (T.P.)	88	88,00	0,00	31,59
Renault (T.P.)	1680	1680,00	0,00	36,88
Rhône-Poulenc (T.P.)	2102	2102,00	0,00	36,88
Saint-Gobain (T.P.)	1235	1235,00	0,00	36,88
Thomson SA (T.P.)	1000	1000,00	0,00	36,88
Accor	860	860,00	0,00	36,88
AGF-AsaGen-France	197	197,00	0,00	36,88
Air Liquide	881	881,00	0,00	36,88
Alcatel Alsthom	625	625,00	0,00	36,88
Axa	357,40	357,40	0,00	36,88
Bull Informatique	667	667,00	0,00	36,88
Banque Paribas	825	825,00	0,00	36,88
Banque de France	745	745,00	0,00	36,88
Banque de Paris	630	630,00	0,00	36,88
Banque de la Réunion	880	880,00	0,00	36,88
Banque de l'Inde	496	496,00	0,00	36,88
BNP	232	232,00	0,00	36,88
Bouygues	762	762,00	0,00	36,88
Bouygues Off.	220	220,00	0,00	36,88
Bouygues Off.	544	544,00	0,00	36,88
Carrefour	157	157,00	0,00	36,88
Carrefour	385	385,00	0,00	36,88
Carrefour	496	496,00	0,00	36,88
Carrefour	1405	1405,00	0,00	36,88
Carrefour	3473	3473,00	0,00	36,88
Carrefour	258,40	258,40	0,00	36,88
Carrefour	217,20	217,20	0,00	36,88
Carrefour	923	923,00	0,00	36,88
Carrefour	251,20	251,20	0,00	36,88
Carrefour	62	62,00	0,00	36,88
Carrefour	145	145,00	0,00	36,88
Carrefour	640	640,00	0,00	36,88
Carrefour	1837	1837,00	0,00	36,88
Carrefour	2197	2197,00	0,00	36,88
Carrefour	813	813,00	0,00	36,88
Carrefour	213	213,00	0,00	36,88
Carrefour	795	795,00	0,00	36,88
Carrefour	795	795,00	0,00	36,88
Carrefour	475	475,00	0,00	36,88
Carrefour	575	575,00	0,00	36,88
Carrefour	455	455,00	0,00	36,88
Carrefour	340	340,00	0,00	36,88
Carrefour	824	824,00	0,00	36,88
Carrefour	11,20	11,20	0,00	36,88

Compagnie Mod.	2748	2748,00	0,00	
Compagnie Mod.	474	474,00	0,00	
Compagnie Mod.	67	67,00	0,00	
Compagnie Mod.	200	200,00	0,00	
Compagnie Mod.	338,50	338,50	0,00	
Compagnie Mod.	385,10	385,10	0,00	
Compagnie Mod.	4970	4970,00	0,00	
Compagnie Mod.	880	880,00	0,00	
Compagnie Mod.	1418	1418,00	0,00	
Compagnie Mod.	680	680,00	0,00	
Compagnie Mod.	340,80	340,80	0,00	
Compagnie Mod.	272	272,00	0,00	
Compagnie Mod.	464,10	464,10	0,00	
Compagnie Mod.	46,30	46,30	0,00	
Compagnie Mod.	145	145,00	0,00	
Compagnie Mod.	135,50	135,50	0,00	
Compagnie Mod.	753	753,00	0,00	
Compagnie Mod.	327	327,00	0,00	
Compagnie Mod.	332	332,00	0,00	
Compagnie Mod.	303	303,00	0,00	
Compagnie Mod.	1382	1382,00	0,00	
Compagnie Mod.	1415	1415,00	0,00	
Compagnie Mod.	523	523,00	0,00	
Compagnie Mod.	2475	2475,00	0,00	
Compagnie Mod.	10,03	10,03	0,00	
Compagnie Mod.	1230	1230,00	0,00	
Compagnie Mod.	635	635,00	0,00	
Compagnie Mod.	134	134,00	0,00	
Compagnie Mod.	114,40	114,40	0,00	
Compagnie Mod.	300	300,00	0,00	
Compagnie Mod.	340	340,00	0,00	
Compagnie Mod.	151	151,00	0,00	
Compagnie Mod.	495,80	495,80	0,00	
Compagnie Mod.	495	495,00	0,00	
Compagnie Mod.	2545	2545,00	0,00	
Compagnie Mod.	473	473,00	0,00	
Compagnie Mod.	340	340,00	0,00	
Compagnie Mod.	156	156,00	0,00	
Compagnie Mod.	344,80	344,80	0,00	
Compagnie Mod.	412,30	412,30	0,00	
Compagnie Mod.	761	761,00	0,00	
Compagnie Mod.	320	320,00	0,00	
Compagnie Mod.	1428	1428,00	0,00	
Compagnie Mod.	120	120,00	0,00	
Compagnie Mod.	798	798,00	0,00	
Compagnie Mod.	1473	1473,00	0,00	
Compagnie Mod.	372	372,00	0,00	
Compagnie Mod.	180,60	180,60	0,00	
Compagnie Mod.	220	220,00	0,00	
Compagnie Mod.	398	398,00	0,00	
Compagnie Mod.	695	695,00	0,00	
Compagnie Mod.	650	650,00	0,00	

Compagnie Mod.	2748	2748,00	0,00	
Compagnie Mod.	474	474,00	0,00	
Compagnie Mod.	67	67,00	0,00	
Compagnie Mod.	200	200,00	0,00	
Compagnie Mod.	338,50	338,50	0,00	
Compagnie Mod.	385,10	385,10	0,00	
Compagnie Mod.	4970	4970,00	0,00	
Compagnie Mod.	880	880,00	0,00	
Compagnie Mod.	1418	1418,00	0,00	
Compagnie Mod.	680	680,00	0,00	
Compagnie Mod.	340,80	340,80	0,00	
Compagnie Mod.	272	272,00	0,00	
Compagnie Mod.	464,10	464,10	0,00	
Compagnie Mod.	46,30	46,30	0,00	
Compagnie Mod.	145	145,00	0,00	
Compagnie Mod.	135,50	135,50	0,00	
Compagnie Mod.	753	753,00	0,00	
Compagnie Mod.	327	327,00	0,00	
Compagnie Mod.	332	332,00	0,00	
Compagnie Mod.	303	303,00	0,00	
Compagnie Mod.	1382	1382,00	0,00	
Compagnie Mod.	1415	1415,00	0,00	
Compagnie Mod.	523	523,00	0,00	
Compagnie Mod.	2475	2475,00	0,00	
Compagnie Mod.	10,03	10,03	0,00	
Compagnie Mod.	1230	1230,00	0,00	
Compagnie Mod.	635	635,00	0,00	
Compagnie Mod.	134	134,00	0,00	
Compagnie Mod.	114,40	114,40	0,00	
Compagnie Mod.	300	300,00	0,00	
Compagnie Mod.	340	340,00	0,00	
Compagnie Mod.	151	151,00	0,00	
Compagnie Mod.	495,80	495,80	0,00	
Compagnie Mod.	495	495,00	0,00	
Compagnie Mod.	2545	2545,00	0,00	
Compagnie Mod.	473	473,00	0,00	
Compagnie Mod.	340	340,00	0,00	
Compagnie Mod.	156	156,00	0,00	
Compagnie Mod.	344,80	344,80	0,00	
Compagnie Mod.	412,30	412,30	0,00	
Compagnie Mod.	761	761,00	0,00	
Compagnie Mod.	320	320,00	0,00	
Compagnie Mod.	1428	1428,00	0,00	
Compagnie Mod.	120	120,00	0,00	
Compagnie Mod.	798	798,00	0,00	
Compagnie Mod.	1473	1473,00	0,00	
Compagnie Mod.	372	372,00	0,00	
Compagnie Mod.	180,60	180,60	0,00	
Compagnie Mod.	220	220,00	0,00	
Compagnie Mod.	398	398,00	0,00	
Compagnie Mod.	695	695,00	0,00	
Compagnie Mod.	650	650,00	0,00	

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12h30
MARDI 15 AVRIL

OBLIGATIONS	% du nom	% du coupon
BCE 9% 91-02	108,30	108,30
CEPME 6,5% 88-77CA	110,98	110,98
CEPME 9% 89-99 CA	112,68	112,68
CEPME 9% 92-06 TIR	114,20	114,20
CFD 6,5% 92-05 CA	108,70	108,70
CFD 10% 88-98 CA	102,27	102,27
CFD 10% 88-98 CA	111,20	111,20
CFD 10% 88-98 CA	111,13	111,13
CFD 10% 88-98 CA	104,18	104,18
CNA 9% 45-07	121,20	121,20
CRH 6,5% 92-04-05	117,01	117,01
CRH 6,5% 1007-99	108,53	108,53
CRH 6,5% 88-45 CA	111,38	111,38
EDF 6,5% 92-04-05	111,33	111,33
Emp.État 6,5% 97-04	100,67	100,67
Financier 9,5% 01-04	122,21	122,21

Vérifiez en 2 minutes la synthèse financière d'une entreprise !

par Minitel : **36 17 VERIF**

FICHES DE SYNTHÈSE FINANCIÈRE DES 400 000 PREMIÈRES ENTREPRISES :

Vérifiez aussi : les actionnaires, les filiales, les dirigeants, le C.A., les effectifs, les résultats, l'endettement, la trésorerie, la croissance, les ratios comparatifs, le classement, Recherche par raison sociale, numéro SIREN, nom de dirigeants, secteur d'activité, région ou département du siège.

TRANSMISSION AUTOMATIQUE PAR FAX SUR DEMANDE

Service dédié par MAIL et BUREAU : 5,57 Franc

Compagnie Mod.	2748	2748,00	0,00	
Compagnie Mod.	474	474,00	0,00	
Compagnie Mod.	67	67,00	0,00	
Compagnie Mod.	200	200,00	0,00	
Compagnie Mod.	338,50	338,50	0,00	
Compagnie Mod.	385,10	385,10	0,00	
Compagnie Mod.	4970	4970,00	0,00	
Compagnie Mod.	880	880,00	0,00	
Compagnie Mod.	1418	1418,00	0,00	
Compagnie Mod.	680	680,00	0,00	
Compagnie Mod.	340,80	340,80	0,00	
Compagnie Mod.	272	272,00	0,00	
Compagnie Mod.	464,10	464,10	0,00	
Compagnie Mod.	46,30	46,30	0,00	
Compagnie Mod.	145	145,00	0,00	
Compagnie Mod.	135,50	135,50	0,00	
Compagnie Mod.	753	753,00	0,00	
Compagnie Mod.	327	327,00	0,00	
Compagnie Mod.	332	332,00	0,00	
Compagnie Mod.	303	303,00	0,00	
Compagnie Mod.	1382	1382,00	0,00	
Compagnie Mod.	1415	1415,00	0,00	
Compagnie Mod.	523	523,00	0,00	
Compagnie Mod.	2475	2475,00	0,00	
Compagnie Mod.	10,03	10,03	0,00	
Compagnie Mod.	1230	1230,00	0,00	
Compagnie Mod.	635	635,00	0,00	
Compagnie Mod.	134	134,00	0,00	
Compagnie Mod.	114,40	114,40	0,00	
Compagnie Mod.	300	300,00	0,00	
Compagnie Mod.	340	340,00	0,00	
Compagnie Mod.	151	151,00	0,00	
Compagnie Mod.	495,80	495,80	0,00	
Compagnie Mod.	495	495,00	0,00	
Compagnie Mod.	2545	2545,00	0,00	
Compagnie Mod.	473	473,00	0,00	
Compagnie Mod.	340	340,00	0,00	
Compagnie Mod.	156	156,00	0,00	
Compagnie Mod.	344,80	344,80	0,00	
Compagnie Mod.	412,30	412,30	0,00	
Compagnie Mod.	761	761,00	0,00	
Compagnie Mod.	320	320,00	0,00	
Compagnie Mod.	1428	1428,00	0,00	
Compagnie Mod.	120	120,00	0,00	
Compagnie Mod.	798	798,00	0,00	
Compagnie Mod.	1473	1473,00	0,00	
Compagnie Mod.	372	372,00	0,00	
Compagnie Mod.	180,60	180,60	0,00	
Compagnie Mod.	220	220,00	0,00	
Compagnie Mod.	398	398,00	0,00	
Compagnie Mod.	695	695,00	0,00	
Compagnie Mod.	650	650,00	0,00	

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30
MARDI 15 AVRIL

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours	%
Acad (N.Y.)	42,75	42,75	0,00
Acad (N.Y.)	460	460,00	0,00
APE	477	477,00	0,00
Alge	218	218,00	0,00
Alge S.A. (N.Y.)	115	115,00	0,00
Alge S.A. (N.Y.)	2000	2000,00	0,00
Alge S.A. (N.Y.)	337	337,00	0,00
Alge S.A. (N.Y.)	2146	2146,00	0,00
Alge S.A. (N.Y.)	408	408,00	0,00
Alge S.A. (N.Y.)	700	700,00	0,00
Alge S.A. (N.Y.)	325	325,00	0,00
Alge S.A. (N.Y.)	143	143,00	0,00
Alge S.A. (N.Y.)	760	760,00	0,00
Alge S.A. (N.Y.)	82	82,00	0,00
Alge S.A. (N.Y.)	660	660,00	0,00
Alge S.A. (N.Y.)	438	438,00	0,00

صلى الله عليه وسلم

CARNET

LE MONDE / MERCREDI 16 AVRIL 1997 / 17

DISPARITION

■ GEORGE WALD, biologiste américain dont les travaux sur la vision humaine lui avaient valu le prix Nobel de médecine en 1967, est mort, samedi 12 avril, dans sa résidence de Cambridge (Massachusetts, États-Unis). Il était âgé de quatre-vingt-dix ans.

Né le 18 novembre 1906 à New York City, George Wald a commencé ses études scientifiques à l'université de New York. Titulaire de nombreux diplômes, dont un doctorat en philosophie et un autre en sciences, il poursuit sa formation à l'université de Columbia, puis à Berne, Yale, Berlin, Zurich et Chicago. En 1948, il devient professeur de biologie à Harvard. Dix ans plus tard, il se marie. En 1966, George Wald est considéré par le magazine *Time* comme l'un des dix meilleurs professeurs américains. En 1967, il reçoit le prix Nobel de médecine pour ses travaux sur la vision humaine : il a réussi à expliquer comment la lumière heurtant la rétine est transformée en images et il a mis en évidence le rôle de la vitamine A dans la vision. Père de quatre enfants, George Wald fut un farouche opposant à la guerre du Vietnam.

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du samedi 12 avril 1997 sont publiés :

- **Prud'hommes** : un décret fixant la date du renouvellement général des conseillers prud'hommes : mercredi 10 décembre 1997. La date limite à laquelle les salariés involontairement privés d'emploi au 31 mars de l'année de l'élection générale demandent leur inscription sur la liste électorale de la mairie du lieu de leur domicile est fixée du 12 mai 1997. La date limite à laquelle l'employeur adresse les déclarations nominatives de ses salariés à un centre informatique déterminé est fixée au 12 mai 1997 ;
- un arrêté fixant le calendrier de certaines opérations électorales pour l'élection des conseillers prud'hommes du 10 décembre 1997 ;
- un décret fixant les normes techniques et les modèles des états relatifs aux déclarations nominatives des salariés et des employeurs, des salariés involontairement privés d'emploi et des employés de maison et leur employeur en vue de l'établissement des listes électorales prud'hommes ;
- un décret relatif au rattachement des entreprises et des établissements aux sections des conseils de prud'hommes pour l'élection des conseillers prud'hommes ;
- **Silicose professionnelle** : un décret relatif à la protection de certains travailleurs exposés à l'inhalation de poussières siliceuses sur leurs lieux de travail ; un arrêté relatif au contrôle de l'exposition des travailleurs exposés aux poussières de silice cristalline ;
- **Canaux** : un arrêté relatif au chômage des canaux et rivières canalisées pour la période du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1998 (sauf les voies navigables de l'Ouest) ;
- **Catastrophe naturelle** : un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle ;
- **CNIL** : une délibération portant adoption d'une recommandation sur le traitement des données de santé à caractère personnel.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Loetse et Diana, Les familles Doumenc et Khanine ont la joie de souhaiter la bienvenue à **Marguerite**, née le 10 avril 1997, à Paris. 118, rue d'Assas, 75006 Paris.

Anniversaires de naissance

— A **Dominique VIDET**, née JENSEN, Joyeux cinquante ans. De la part de ses sœurs, De leurs maris, De leurs enfants.

Décès

M^{me} Georges BRULÉ, née Salange COMMUNEAU, au terme d'une longue et pénible maladie, réunie des sacrements de l'Eglise, a rejoint **Claire Hélène**, et le petit **Thomas**, dans la paix du Seigneur.

De la part du docteur Georges Brulé, son époux, Du docteur Sabine Fermanet Et du professeur Jean-Paul Fermanet et leurs filles Virginie, Cécile, Anne-Claire, Des docteurs Jean-Marcel et Francine Brulé et leurs enfants Marie, Mathieu, Alice, De Blanche Brulé, Isabelle Brulé, ses enfants et petits-enfants, Ses nombreux frères, sœurs, neveux et cousines.

Une messe sera célébrée à leur intention, le jeudi 17 avril 1997, à 11 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 1, rue Corot, Paris-16^e.

Une bénédiction aura lieu le même jour, à 15 h 30, en l'église de Villeneuve-l'Archevêque (Yonne), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

32, rue Charlot-Lagache, 75016 Paris, 89190 Villeneuve-l'Archevêque.

— M^{me} Catherine Cohen et sa fille Caroline, M^{me} et M^{me} Emilie Cohen, M^{me} Jeanine Clauzet, M^{me} et M^{me} Albert Cohen et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Antoine Raymond et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Gilles Marc et leurs enfants, M^{me} et M^{me} Claude Quandin et leurs enfants, M^{me} et M^{me} François Tison et leurs enfants.

Les familles Cohen, Messica, parents et alliées, ont la douleur de faire part de la perte cruelle de

M. PAUL COHEN, ingénieur SUPELEC, survenu le 12 avril 1997, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 16 avril, à 14 h 45, au cimetière parisien de Pantin, rendez-vous porte principale.

65, rue Paul-Vaillant-Couturier, 92300 Levallois-Perret.

— M^{me} Jacques de Corbière, née Soizik Murgue, Odile et Philippe Mercier, Florence et Jean Pierre Romanet, Marielle et Eric Lipmann, Isabelle et Hubert Van Bachmayr, Delphine et Jean François Laurent, Constance de Corbière, Arnaud et Bénédicte de Corbière, Rémi de Corbière et Evi, Ses seize petits-enfants, Ainsi que toute la famille, ont le très grand chagrin d'annoncer la disparition brutale de

Jacques de CORBIÈRE, école navale 39, à l'âge de soixante-dix-sept ans, à Bourdeau (Savoie).

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 16 avril, à 16 heures, en l'église du Bourgeois-de-Lac (Savoie).

Ni fleurs ni couronnes.

17, rue d'Aumale, 75009 Paris.

Jacques de CORBIÈRE, école navale 39, à l'âge de soixante-dix-sept ans, à Bourdeau (Savoie).

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 16 avril, à 16 heures, en l'église du Bourgeois-de-Lac (Savoie).

Ni fleurs ni couronnes.

17, rue d'Aumale, 75009 Paris.

« Être fidèle au départ, ce n'est pas s'enfermer dans son chagrin. Il reste tant de choses à faire. »

C'est au jardin du Souvenir de Watte-les que les cendres de

Julien DECOTTIGNIES, décédé à Lille, le samedi 12 avril 1997, dans sa quatre-vingt-septième année, ont été dispersées.

Selon son ultime volonté, c'est dans la plus grande simplicité qu'il désirait dire au revoir.

La famille souhaite que l'on garde de Julien l'image d'un socialiste au grand cœur.

— Marie, Marc et Claudine, Delphine, Pierre et Atlanta, font part de la mort de

René Paul HIGONNET, survenu le 12 avril 1997.

Il sera enterré dans ce village de Gerbey (Oise) qu'il a tant aimé.

— La Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes a la tristesse de faire part du décès de

Charles JOINEAU, résistant déporté à Natzweiler-Struthof et à Dachau, officier de la Légion d'honneur, président délégué de la FNDIRP, vice-président de la Fondation pour la mémoire de la Déportation, survenu le 13 avril 1997, dans sa soixante-dix-huitième année.

Charles Joinseau ayant fait don de son corps à la science, il n'y aura pas d'obsèques. Un hommage public lui sera rendu à une date qui sera précisée ultérieurement.

Président délégué de la FNDIRP, il fut pendant de longues années secrétaire général de cette Fédération.

Pendant la guerre, il est arrêté et condamné à un an de prison (décret Dulaudier). Il fut alors interné à la prison de la Santé, puis aux camps d'internement de Gurs (Pyrénées-Atlantiques) et de Mauthausen (Autriche), du 28 mars 1940 au 28 mars 1941.

Il reprend ensuite le combat dans la Résistance comme responsable des deux régions de Paris, des FTPF.

Arrêté à nouveau le 10 février 1943, il est interné à Fresnes, puis déporté le 12 juillet 1943, au camp de Natzweiler-Struthof, puis du 13 juillet 1944 à avril 1945, au camp d'Erzingen (Kommando du Struthof). Il est ensuite évacué au Altona (Kommando du camp de Dachau) où il est libéré le 1^{er} mai 1945.

Son frère, André Joinseau, dont une rue principale du Pré-Saint-Gervais porte le nom, a été fusillé par les nazis à Izy-les-Mouliettes.

10, rue Leroux, 75116 Paris.

— La Fondation pour la mémoire de la déportation a la tristesse de faire part du décès de

son vice-président, **Charles JOINEAU**, déporté de la Résistance, survenu le 13 avril 1997, dans sa soixante-dix-huitième année.

« La solidarité, la dignité de la personne humaine, le respect des droits de l'Homme ont toujours été ses mobiles d'action. »

71, rue Saint-Dominique, 75007 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Danielle et René Kaswin, Godefroy Kaswin, Les familles Bonnefond, Desplanques, Soria et Tisier, ont la douleur de faire part du décès de

Florian KASWIN, survenu le mercredi 9 avril 1997.

Un dernier hommage lui sera rendu le mercredi 16 avril, à 16 heures, au cimetière du Montparnasse.

Où se réunira à l'entrée principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14^e.

10, rue Saint-Benoît, 75006 Paris.

13, boulevard Raspail, 75007 Paris.

Il aimait tout ce qui est beau ! Jésus, que sa Joie demeure !

M^{me} Roger Marot, sa belle-sœur, M^{me} et M^{me} Louis-Hubert Marot, Raphaël et Caroline de Poncins, sa fiancée, Hélène, Samuel, Gabriel, M^{me} Geneviève Tisserand-Marot, Soizick, Katel, Janig, M^{me} Bernadette Marot, ses neveux et nièces, M^{me} et M^{me} Christian Amic, son fillet, Sa famille et ses nombreux amis, font part du décès soudain de

M. Henri MAROT, ancien directeur général de la banque Worms, survenu, à Paris, le 12 avril 1997, dans sa soixante-dix-huitième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 18 avril, à 10 heures, en sa paroisse, l'église Notre-Dame-de-Glorie de Pessy, 10, rue de l'Amour, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu dans le caveau familial de La Roche-Guyon (Val-d'Oise).

49, avenue Paul-Duméril, 75016 Paris.

— M^{me} Joséphine Rakotoarimanana, ses enfants, petits-enfants, Et toute sa famille, ont la douleur d'annoncer le décès, survenu à Orléans, le jeudi 10 avril, à l'âge de soixante-seize ans, de

pasteur Victor RAKOTOARIMANANA.

Un service d'action de grâce sera célébré le mercredi 16 avril, au temple de l'Eglise réformée de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e.

« Je lève les yeux vers les montagnes : D'où me viendra le secours ? Le secours me viendra du Seigneur, L'Auteur des cieux et de la terre. » Psaume 121, 1 et 2.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— La Fédération protestante de France, La Communauté évangélique d'action apostolique, Le Service protestant de mission — Département évangélique français d'action apostolique, La Fédération protestante de Madagascar (FFPM), L'Eglise de Jésus-Christ à Madagascar (EJCM), L'Eglise protestante malgache en France (EPMF), La Fédération des Eglises chrétiennes malgaches en France (FFKM-France), ont la douleur de faire part du décès du

pasteur Victor RAKOTOARIMANANA, ancien président de l'Eglise évangélique de Madagascar, ancien secrétaire général de l'Eglise de Jésus-Christ à Madagascar, ancien secrétaire général de la Communauté évangélique d'action apostolique, président d'honneur de l'Eglise protestante malgache en France, survenu à Orléans, le jeudi 10 avril, à l'âge de soixante-seize ans.

Un service d'action de grâce sera célébré au temple de l'Eglise réformée de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17^e, le mercredi 16 avril, à 14 h 30.

« Je lève les yeux vers les montagnes : D'où me viendra le secours ? Le secours me viendra du Seigneur, L'Auteur des cieux et de la terre. » Psaume 121, 1 et 2.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Sa famille et ses amis ont la tristesse de faire part du décès de

Lise Jules ROMAINS, chevalier de la Légion d'honneur, survenu à Paris, le 10 avril 1997, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le lundi 14 avril, à Paris.

56, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris.

— La Société des amis de Jules Romains, M. Jean d'Ormesson, de l'Académie française, son président, font part du décès de

M^{me} Jules ROMAINS, chevalier de la Légion d'honneur, vice-présidente de l'association, survenu, à Paris, le 10 avril 1997.

56, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris.

— Saint-Isidore.

Julien-Jacques et Margaret Saby, Pierre Saby, Jacqueline, Maurice et Martine Lenoir, André, Jean et Guy Baumstark et leur famille, Christiane et Raymond Lacoste-Candy, Georges et Robert Bois, font part du décès de

M^{me} Marguerite Saby, née BAUMSTARK, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi 17 avril 1997, à 14 h 15, au cimetière Saint-Roch, à Grenoble.

— Le Père Yves Sainsaulieu, M^{me} Denis Sainsaulieu, M. Jacques Houllon, M^{me} Micheline Bussmann,

Les familles de ses neveux et nièces : Bovagnet des Garetts, Boitel, Clément, Crespel, De Cizancourt, Dietrich-Sainsaulieu, Duillet de La Mothe, Givélet, Houllon, Laferrière, Mauffret, Michel-Sainsaulieu,

ont la tristesse de faire part du décès, le 13 avril 1997, à Clamart, dans sa quatre-vingt-huitième année, de

l'abbé Jean SAINSAULIEU, né le 28 décembre 1909, ordonné prêtre en 1939, à Paris.

La cérémonie religieuse sera célébrée en la cathédrale de Reims, jeudi 17 avril, à 10 heures, suivi de l'inhumation au cimetière de Villers-Allerand.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ni fleurs ni couronnes.

— Nicole et Roger Sawicki, Brigitte et Alain Gaertner, ses enfants, Marc, Bénédicte, Patrice, Delphine, Jérôme, ses petits-enfants, Jérôme, Romane, Cédric, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jeanine SALMONA, née MORO, survenue le samedi 12 avril 1997, au matin.

L'inhumation aura lieu ce mardi 15 avril, au cimetière Montmartre, avenue Rachel, Paris-18^e.

M. et M^{me} Sawicki, 4, rue des Couronnes, 75020 Paris, M. et M^{me} Gaertner, 5, rue Pierre-Harlet, 75009 Paris.

Remerciements

— Dans l'impossibilité de remercier individuellement toutes les personnes qui se sont associées à leur peine lors du décès de

M. Claude VALLÉE

ses parents et toute la famille les prient de trouver ici le témoignage de leur affectueuse reconnaissance.

THÈSES Tarif Étudiants 65 F la ligne H.T.

Hommages

— A la mémoire de **Jean ADER**

A l'initiative de ses amis et des associations dont il a été un membre actif, une rencontre autour de Jean Ader est organisée le

samedi 26 avril, à 10 heures, à Peuple et Culture, 108-110, rue Saint-Maur, 75011 Paris (métro Saint-Maur), merci d'annoncer votre présence au 01-43-38-49-00.

Anniversaires de décès

— Pour la mémoire de **Pierre-Frank NAUDET**

décédé voici trois ans, de tout mon cœur. Laurence Lissac.

Communications diverses

— Au CBL, 10, rue Saint-Claude, Paris-3^e, ce jeudi 17 avril 1997, à 20 h 30 : « L'Erreur de Dieu » (ed. Plon-Perrin), par Marc Hillel.

Soutenances de thèse

— Farhat Ghaleb a soutenu sa thèse de doctorat en droit bancaire « Contribution à l'étude des banques et places bancaires offshore : quel avenir pour le Liban ? » le 24 janvier 1997, à l'université Paris-X. Le jury, composé des professeurs M^{me} Contamine-Rasnaud (directeur), M. Bonneau (président), M^{me} Thullier et M. Khalilallah (membres), lui a décerné la mention très honorable avec félicitations.

CARNET DU MONDE

21 bis, rue Claude-Bernard 75012 Paris Cedex 05

Renseignements : 01-42-17-29-94 ou 29-96 ou 38-42

Télécopieur 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 105 F

Abonnés et actionnaires : 85 F

Thèses étudiants : 85 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur le base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

LES PUBLICATIONS DU Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

LE MONDE diplomatique

EUROPE DE L'EST : Des ombres sur le « modèle slovène », par Catherine Samary. — Une langue en guise de pays, par Elavdij Stuban. — De la Russie à l'Albanie, le vertige de l'argent facile, par Ibrahim Warda.

NOUVELLE-ZÉLANDE : Epreuve du capitalisme total, par Serge Halimi.

AMÉRIQUE LATINE : La drogue, alibi de Washington, par Mariano Aguirre. — Compromission avec les paramilitaires colombiens, par André Linard. — Géométrie variable, par Maurice Lemoine.

YÉMEN : Expérimentation démocratique, par Franck Merrier.

FRANCE : Les beaux jours de la corruption, par Christian de Brie. — Grenoble : une leçon inachevée, par Philippe Descamps.

DROITS DE L'HOMME : Armes nouvelles au service des tortionnaires, un rapport d'Amnesty International. — Une insupportable hypocrisie, par Florence Benagé.

HISTOIRE : Les écrivains et la guerre d'Espagne, par Emilio Sanz de Soto.

En vente chez votre marchand de journaux - 22 F

Avril 1997

50 ANS DE FESTIVAL DE CANNES

Le Monde

CANNES

46 57 67 77 87 96

Images et histoires de stars

Année par année, les jurys et les palmarès

Un supplément de 32 pages à lire dans le Monde du vendredi 18 au 19 avril

COMMUNICATION Le marché international des programmes de télévision (MIP TV), qui s'est tenu à Cannes du 11 au 15 avril, a permis aux acteurs de la télévision numé-

rique de faire le point sur les différentes plates-formes. ● KIRCH, le groupe allemand de l'audiovisuel, dont le bouquet DF1 ne compte que 30 000 abonnés, a démenti avoir des

difficultés de financement. Dans un entretien au Monde, Jan Mojto, son directeur général, déclare : « Nous ne sommes ni pressés ni forcés de trouver un partenaire. » ● TPS, le

bouquet de TF1, M6 et de France Télévision, poursuit son bon démarrage. Son président, Patrick Le Lay, a annoncé que l'objectif de 300 000 abonnés serait atteint à la

fin de l'année, un chiffre que CanalSatellite vient d'enregistrer, un an après son lancement. ● LE MIP TV a confirmé le développement du marché des programmes éducatifs.

Le groupe audiovisuel Kirch dément avoir des difficultés financières

Malgré l'échec du bouquet numérique DF1, qui lui coûte près de 1 milliard de deutschemarks (environ 3,5 milliards de francs) par an, le groupe allemand n'est « ni pressé, ni forcé de trouver un partenaire », déclare dans un entretien au « Monde » son directeur général, Jan Mojto

CANNES
de notre envoyé spécial
A la tête de l'un des plus importants catalogues de programmes audiovisuels et cinématographiques en Europe, le groupe du magnat allemand Lea Kirch - un proche du chancelier Helmut Kohl - s'est diversifié dans la télévision en Allemagne, où il détient 43 % de Sat.1, 24,5 % de la chaîne sportive DSF, 25 % de la chaîne payante Premiere, en Suisse (40 % de Teleclub), en Italie (45 % de Telepiù) et en Espagne (25 % de Tele Cinc). Le groupe, basé près de Munich, a lancé le premier bouquet numérique en Allemagne, DF1, dont les résultats sont extrêmement décevants. Lors de son passage au MIP TV de Cannes, Jan Mojto, directeur général du groupe Kirch, sort de sa discrétion coutumière pour démentir, dans un entretien au Monde, les attaques concernant la faiblesse financière de ce groupe, toujours détenu à 100 % par son fondateur, mais qui n'a jamais publié ses résultats.

« Comment expliquez-vous l'échec de votre bouquet numérique DF1 ? »

« DF1 n'est pas un échec. Nous

savions dès le début que le marché allemand était le plus difficile d'Europe. Mais nous n'avions pas d'autre choix pour poursuivre le développement du groupe. L'avenir de la télévision passera inévitablement par le numérique. Le défi numéro un, ce n'est pas le nombre d'abonnés, mais la capacité à fournir des programmes, des services. Aujourd'hui, nous comptons trente mille abonnés à DF1. Pour nous, l'essentiel était d'occuper le terrain, d'être les premiers. C'est la stratégie que nous avons toujours suivie ; avec le démarrage de la télévision privée en Allemagne, par exemple. Nous savions, là aussi, que ce serait un processus lent.

« Êtes-vous en négociation avec Deutsche Telekom pour une reprise de DF1 sur les réseaux câblés reçus par seize millions de foyers outre-Rhin ? Tentez-vous, malgré la très forte offensive de France Télécom avec son décodeur, le Viacore, d'imposer votre propre décodeur, le D-Box, sur les réseaux câblés allemands ? »

« Tous ceux qui s'intéressent, comme câblo-opérateurs ou comme distributeurs, à la télévision devront

parier avec nous car nous sommes incontournables dans le secteur des droits. Nous essayons d'imposer notre décodeur, mais l'essentiel ce sont les programmes.

« Pensez-vous créer une plate-forme numérique commune avec Premiere ? »

« Économiquement, cela n'a aucun sens de créer deux plates-formes numériques en Allemagne. La solution envisagée est effectivement un accord entre DF1 et Premiere. Ces décisions doivent être avalisées par les trois actionnaires de Premiere, donc la CLT/UFA, Canal Plus et Kirch (qui détient respectivement 37,5 % du capital pour les deux premières et 25 % pour Kirch).

« Où en sont les projets de réaménagement capitalistique et stratégique entre Canal Plus et Kirch : la chaîne française soumet le contrôle de Telepiù en Italie (détenue aujourd'hui à 45 % par Kirch, 45 % par Canal Plus/Net-Hold et 10 % par Berlusconi) tandis que vous pourriez augmenter votre participation dans Premiere ? »

« C'est l'une des solutions envisa-

gées. L'idée est de créer des majorités claires au sein des chaînes au moment où il faut aller de l'avant. Plusieurs scénarios sont à l'étude dans Premiere : soit Kirch ou CLT/UFA obtiennent la majorité, soit une stricte égalité entre les trois partenaires actuels pourrait être recherchée. Le problème semble moins complexe dans Telepiù, où nous sommes proches d'un accord. Mais le calendrier est un peu compliqué.

« Votre alliance dans le numérique avec Rupert Murdoch a récemment impliqué DF1. Vous cotiseriez 1 milliard de deutschemarks par an. Vous avez dû récemment renoncer, pour des raisons politiques, à un prêt de plus de 1 milliard de deutschemarks incluant la LFA Bavarian Bank, liée au Land de Bavière, tandis que d'autres négociations seraient en cours avec une banque de Rhénanie-Westphalie, la West LB Bank. Le groupe Kirch est-il confronté aujourd'hui à de graves problèmes financiers ? »

« Le groupe Kirch n'a pas de problèmes de financement. Les activités traditionnelles du groupe - la production, le commerce des droits -

sont des activités très saines. Ce sont les développements dans le numérique qui nécessitent beaucoup d'argent. Vous n'êtes pas loin de la réalité en affirmant que DF1 nous coûte près de 1 milliard de deutschemarks par an, mais ce ne sont pas les banques allemandes qui manquent pour financer nos activités audiovisuelles.

« Le groupe est contrôlé à 100 % par Kirch et n'est pas coté en Bourse. Il est donc financé par des prêts bancaires garantis par les actifs du groupe. La LFA étudiait un prêt de 500 millions de deutschemarks au sein d'un consortium de banques ; ce fait normal dans la vie d'une entreprise a tourné à l'affrontement médiatique et politique et nous avons donc renoncé à ce prêt.

« Cherchez-vous un nouveau

partenaire ? »

« Nous sommes en mesure d'assurer le développement de notre bouquet numérique et de trouver des partenaires si nous en voulons, mais nous ne sommes ni pressés ni forcés d'en trouver un. Si nous concluons un partenariat, nous voulons rester leader dans l'opération.

« La chaîne publique alle-

mande ZDF va-t-elle vous acheter un lot de programmes pour un montant de 200 millions de deutschemarks ? »

« Oui, mais pour nous cette transaction n'a rien d'exceptionnel. »

« Devriez-vous dédommager les studios américains si le nombre d'abonnés à DF1 n'est pas suffisant ? Avez-vous une créance de 40 millions de dollars envers Hallmark ? »

« Non, nous avons conclu avec les studios américains un seul minimum d'abonnés garanti pour la diffusion des films en pay per view (paiement à la séance). Si ce seuil n'est pas atteint, cela nous coûte de l'argent, mais ce risque est inclus dans notre plan de financement. Quant à Hallmark, je ferais une réponse d'Amérique : le chèque est déjà posté. En tout cas, jusqu'à présent, Kirch a toujours respecté ses engagements financiers à l'égard des studios américains sans quoi nous ne serions pas le plus gros client des majors hollywoodiennes depuis bientôt quarante ans. »

Propos recueillis par Nicole Vulser

Les programmes éducatifs : un marché qui émerge

CANNES
de notre envoyé spécial
Aux Etats-Unis, l'amendement de la Federal Communication Commission (FCC) imposant aux diffuseurs un quota de trois heures hebdomadaires de programmes éducatifs pour les enfants a servi de révélateur. Il existe un marché de la télévision éducative, estimé à 6 milliards de dollars (environ 33 milliards de francs), qui suscite l'intérêt de la plupart des grands réseaux américains de télévision.

Sur le plan international, le marché spécifique des émissions pour la jeunesse et la formation connaît un fort développement, au point que le MIP TV a consacré une journée de débats et de démonstrations, samedi 12 avril, à ce phénomène.

« Cela n'aurait pas été possible il y a seulement cinq ans », reconnaît

Jean-Marie Cavada, président de l'Association internationale des télévisions d'éducation et de découverte (Aited), créée en 1996 et qui regroupe une trentaine de chaînes de vingt-cinq pays. Il juge

que « le vaste mouvement d'investissement constaté ces dernières années correspond à un vaste mouvement de consommateurs ». En France, le succès de La Cinquième (environ 5,5 % d'audience en deux ans et demi) serait symptomatique « d'une demande vertigineuse » qui se heurte, un peu partout dans le monde, aux restrictions des budgets publics.

COLLABORATION NÉCESSAIRE

La collaboration entre le secteur privé et le public a d'ailleurs été au centre des discussions entre professionnels à Cannes. « Nous devrions créer des systèmes de financement incitatifs si l'on veut que le marché de la télévision de découverte et de formation soit ouvert à l'investissement privé », a dit Jean-Marie Cavada.

Une revendication que partage Greg Moyer, président de la chaîne américaine Discovery. Créée en 1985, avec un investissement de départ de 6 millions de dollars (33 millions de francs), cette entreprise réalise aujourd'hui un chiffre

d'affaires de 1 milliard de dollars (5,5 milliards de francs). Discovery Channel est diffusée dans 140 pays et pénétre dans 110 millions de foyers.

Mais elle produit aussi des programmes sans publicité utilisables dans les salles de classe (82 % des écoles américaines sont câblées) « pour aider les enseignants à être plus efficaces ». Le patron de Discovery insiste sur la nécessité de « mixer les initiatives privées et les missions du service public ». Président de l'organisme de régulation de l'audiovisuel au Canada, François Bertrand met en garde contre une diminution trop forte du financement public : « Je crois à la réalité commerciale du produit éducatif, dit-il. Mais soyons vigilants pour ne pas glisser vers le divertissement pur. »

La télévision, selon Greg Moyer, restera un simple auxiliaire de l'éducation : « Ce n'est pas le meilleur outil pédagogique, avoue-t-il, car l'éducation commence quand il y a des relations à double sens, d'où l'intérêt des nouveaux médias. » François Bertrand confirme : « Les infatigables pourraient faire enfin converger le maître et la télévision, qui ont plus été concurrents que complices. »

Jean-Jacques Bozonnet

Télévision par satellite se félicite de son épanouissement

CANNES
de notre envoyé spécial
Pendant les fêtes de fin d'année, dans un climat de scepticisme, le bouquet de télévision numérique Télévision par satellite, codétenu par CLT/UFA, M6, TF1, la Lyonnaise des eaux, France Télécom et France Télévision, a, selon son président, Patrick Le Lay, « tenu ses promesses ».

Avec un rythme de 2 000 abonnements quotidiens, TPS a atteint, lundi 14 avril, la barre des 116 000 fidèles. « En juin, nous aurons réalisé, avec 175 000 abonnés, l'objectif que nous nous étions fixé pour fin décembre 1997 », a-t-il affirmé au MIP TV de Cannes.

Les problèmes d'approvisionnement en décodeurs, qui touchent encore aujourd'hui la moitié des abonnés, seront entièrement résolus fin juin, a-t-il promis, en précisant qu'une nouvelle commande de 100 000 boîtiers numériques avait été passée auprès de la Sagem, qui a déjà fourni quelque 160 000 terminaux.

Les tarifs de TPS, jusqu'à présent

proposés pour l'ensemble du bouquet à 130 francs par mois (hors location du décodeur), passeront à 150 francs fin juin.

N. V.

NRJ confirme son rang derrière RTL

SELON L'ENQUÊTE 75 000 Médiamétrie, publiée mardi 15 avril, réalisée entre le 31 décembre et le 31 mars, RTL reste en tête des radios généralistes, avec 13 points d'audience ; elle est en légère progression de 0,4 % par rapport à la même période de l'an dernier. Avec 11 points, France Inter, a toujours 0,5 point d'audience de retard par rapport au premier trimestre 1996, mais a légèrement progressé par rapport à novembre-décembre 1996. France Info et des radios locales améliorent légèrement leurs positions. En revanche, Europe 1 ne réussit pas sa remontée : avec 8,6 points d'audience, elle perd 0,9 point par rapport à l'an dernier et elle chute de 0,5 % par rapport au dernier trimestre 1996.

Du côté des radios musicales, NRJ caracole en tête avec 11,7 points d'audience, en hausse de 0,8 % par rapport à l'an dernier, confirmant ainsi sa deuxième place toutes radios confondues. Parmi les autres musicales, RTL 2, RFM et Skyrock enregistrent une amélioration de leur audience.

■ PRESSE : le mensuel L'Echo de la presse publie son dernier numéro en avril. Le groupe néerlandais Wolters Kluwer, qui a repris le groupe Liaisons de Patrice-Aristide Blank, a décidé d'arrêter le journal professionnel - décennaire -, après avoir essayé, en vain, de le céder. Fondé en 1945 par Noël Jacquemart, L'Echo de la presse et de la publicité avait été repris par le groupe Liaisons en 1988. « Au-delà des contraintes économiques, explique le rédacteur en chef, Philippe Godard, dans son dernier éditorial, l'arrêt de la revue s'inscrit en partie dans cette mutation que la presse est en train de vivre, douloureusement parfois, et qui passe par une certaine banalisation. »

■ NUMÉRIQUE : Seasons, chaîne de la pêche, de la chasse et de la nature, devait être lancée, mardi 15 avril, sur Canal Satellite Digital en Espagne. Cette chaîne thématique paneuropéenne s'adresse en priorité aux plus de trois millions de chasseurs et pêcheurs espagnols. Proposée en option depuis quatre mois dans le bouquet CanalSatellite, Seasons compte plus de 50 000 abonnés. Après l'Espagne, Seasons sera lancée en Allemagne, en juin 1997, en compagnie de Planète et CinéClassics avant d'être diffusée en Italie et en Scandinavie.

LBO maintient son plan de reprise de la SFP

LA PRIVATISATION de la Société française de production (SFP) se poursuit comme une course d'obstacles, voire un jeu de massacre. Après le renoncement de Walter Butler, puis celui d'Havas et de la Générale des eaux, Fabrice Giger, PDG de la société belge LBO, maintient sa candidature, même si le gouvernement semble assez peu favorable à son projet.

Dans une lettre au ministère des finances, LBO annonce qu'elle propose son offre - prévue jusqu'au 18 avril - jusqu'au 1er mai. Fabrice Giger a présenté, lundi 14 avril, aux salariés de la SFP, le volet industriel de son plan de reprise. Il se dit prêt à rencontrer les pouvoirs publics pour leur faire part de son tour de table, constitué de « groupes financiers français qui seront minoritaires ».

L'objectif de LBO, selon le document remis au comité d'entreprise, est de « développer un pôle de prestations qui assure la totalité de la chaîne de fabrication audiovisuelle (de la captation à la transmission satellite en passant par tous les types de post-production), parallèlement à un

pôle de production cinéma et télévision réellement initiateur de projets ».

Le plan prévoit le départ d'environ 390 personnes (FNE et volontariat) et l'embauche d'au moins 32 personnes. Le nombre de salariés de la SFP ne devrait pas descendre en dessous de 600 personnes. LBO prévoit un retour à l'équilibre en l'an 2000, avec un fort déficit prévu en 1997 (178 millions de francs), qui se ralentit nettement ensuite. Le chiffre d'affaires devrait passer de 510 millions en 1997 à 666 millions en l'an 2000.

NOUVELLES TECHNOLOGIES

LBO compte réaliser « plus de 100 millions de chiffre d'affaires en coproduction en 2001 », soit un triplement en trois ans. La totalité des revenus du catalogue de la SFP (de 16 millions à 26 millions d'euros à l'an 2000) sera consacrée au « développement des sujets originaux de fiction ». Le projet prévoit un chiffre d'affaires d'environ 200 millions de francs, dans le domaine des variétés et des jeux, et une augmentation des retransmissions sportives de 100 à 125 millions de francs en 2000.

La principale innovation est la

création d'un pôle nouvelles technologies - inexistant à la SFP -, avec la mise en place d'un studio d'animation 3D et d'une unité de création d'effets spéciaux. LBO prévoit pour ce secteur un budget de 60 millions de francs en 2000.

Évoquant l'échec de la candidature d'Havas et de la Générale des eaux, le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, avait déclaré, vendredi 11 avril au MIP TV de Cannes, que « le gouvernement s'emploie activement à trouver une autre solution ». « Aujourd'hui, une vente par appartements n'est pas d'actualité », avait-il précisé.

Comme cela s'est produit pour RMC - dont les multiples tentatives de privatisation ont échoué -, le gouvernement pourrait s'orienter vers une restructuration de la société, avant de lancer un nouveau processus de privatisation. Cela suppose cependant un accord de la Commission de Bruxelles, peu encline à accorder des aides d'Etat à des sociétés publiques et qui a déjà ouvert une enquête sur les conditions de privatisation de la SFP.

Alain Salles

ABONNEZ-VOUS

et économisez jusqu'à 294 F
soit 42 numéros gratuits

1 AN - 1890 F
au lieu de 2 184 F*

BULLETIN - RÉPONSE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1038 F ☐ 1 AN - 1890 F

au lieu de 546 F au lieu de 1092 F au lieu de 2 184 F

Je joins mon règlement soit : ☐ F 701 MO 001

☐ par chèque bancaire au postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° _____

Date de validité _____ Signature : _____

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

TARIFS HORS FRANCE

1 AN : 2 096 F 2 960 F

6 mois : 1 123 F 1 560 F

3 mois : 572 F 790 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-32-00 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 26, avenue du Général-Leclerc - 93046 Châtillon Cedex

1501

Eric Cantona défend à Bruxelles les droits des joueurs de football

Avec le Brésilien Raï et le Belge Georges Grün, le Français a obtenu, lundi 14 avril, la reconnaissance de son syndicat, l'Association internationale des footballeurs professionnels (AIFP), par la Commission européenne

Près de deux ans après sa création, l'Association internationale des footballeurs professionnels (AIFP), syndicat lancé par le Français Eric Cantona et l'Argentin Diego Maradona, est reconnue comme un interlo-

uteur valable par la Commission européenne. Lundi 14 avril, ses représentants ont été reçus à Bruxelles par le commissaire chargé des affaires sociales, Padraig Flynn. Au programme de la rencontre : un statut

européen du joueur, la formation, l'organisation d'un match au profit de la lutte contre le racisme, le tout sur fond d'affaire Bosman. Ancienne figure du football français, Just Fontaine a été à l'origine de la

création d'un syndicat de joueurs. Dans un entretien au Monde, il affirme que « les footballeurs ont le droit d'être consultés et associés aux questions touchant leur sport ».

QUELLE effervescence à Bruxelles, lundi 14 avril : Eric Cantona rendait visite à la Commission européenne. Le « King » de Manchester n'est pas passé inaperçu dans les couloirs feutrés de l'institution. Le Brésilien de Paris, Raï, et le Belge d'Italie, Georges Grün, non plus, qui accompagnent le Français. Les chasseurs d'autographes se sont bousculés jusqu'à la porte de Padraig Flynn, le commissaire européen chargé des affaires sociales. La séance s'est prolongée à l'intérieur du bureau où des ballons ont été dédicacés. « C'était un peu Hollywood, ici. Cela changeait des visites de ministre », raconte un témoin.

Mais, au-delà de la dimension folklorique, ce rendez-vous fera date. Eric Cantona, Raï et Georges Grün ont obtenu, à Bruxelles, la première reconnaissance officielle de leur syndicat, l'Association internationale des footballeurs professionnels (AIFP). Les mandats sont restés une heure dans le bureau de Padraig Flynn. Ils ont notamment évoqué leurs inquiétudes au sujet de la formation et leur désir que soit mis en place un statut du joueur à l'échelle du continent. Si aucune décision concrète n'a été prise, l'idée de monter un match de prestige dans le cadre de l'année européenne contre le racisme a été adoptée.

Et puis, explique-t-on à la Commission, « la Cour européenne, par l'arrêt Bosman, a reconnu que les footballeurs sont des travailleurs

comme les autres. Ils ont donc le droit d'être reçus ici comme tout un chacun ». Eric Cantona et ses collègues ont donc repartis de Bruxelles avec une légitimité. D'autres réunions, notamment avec Karel Van Miert, le commissaire chargé de la concurrence, devraient suivre. Bonne nouvelle car depuis que l'AIFP a vu le jour, le 18 septembre 1995, les chausse-trapes n'ont pas manqué. A l'origine de sa création, Eric Cantona et Diego Maradona, réunis pour les besoins d'une émission de télévision par Didier Roustan, alors journaliste. La rencontre improvisée déboucha en coulisses sur l'idée d'un syndicat.

« SOIS RICHE ET TAIS-TOI » Les deux forts caractères, dont les carrières ont connu des trajectoires tourmentées, estiment en effet venu le temps que les joueurs soient associés à la gestion de leur sport. L'association est créée. Didier Roustan en devient le directeur exécutif. « Rendre le football aux footballeurs » : l'idée n'est pas nouvelle. Elle date des années 30. Mais elle s'est chaque fois heurtée aux réticences des dirigeants. Dans les années 60, en France, il faudra un long combat avant que les acteurs du terrain obtiennent un vrai statut.

Pour avoir affirmé que « les footballeurs français sont des esclaves », le grand Raymond Kopa fut condamné à six mois de suspension avec sursis par la commission de discipline. Sous un prétexte, il fut

également interdit d'équipe de France pendant dix matches. Les joueurs ont été heureusement changés. Les salaires encore plus, qui ont connu des progressions vertigineuses. Mais les joueurs réclament toujours le droit d'expression dans un sport dont le slogan pourrait être : « Sois riche et tais-toi ». La

Petites tracasseries autour d'un match

Le 25 mars, la Fédération espagnole de football émettait un avis contraire à l'organisation d'un match au profit de Jean-Marc Bosman. Trois raisons ont été successivement invoquées : l'organisation à la même date d'une journée de deuxième division dans le pays ; les réticences du syndicat des joueurs espagnols ; enfin, la nécessité d'obtenir une autorisation du Conseil supérieur des sports, l'équivalent dans la péninsule du ministère des sports. L'Association internationale des footballeurs professionnels (AIFP) d'Eric Cantona et Diego Maradona est parvenue à maintenir la rencontre au calendrier, à la date du 27 avril, à Barcelone. En revanche, elle s'est résolue à retirer toute référence à Bosman. Un dernier détail reste cependant à régler : la fédération a interdit à ses arbitres de participer au match. Quel que franc-tireur ait pourtant accepté de délier l'interdit. « Si le fait nous ferons arbitrer Cantona en première mi-temps et Maradona en seconde », affirme Didier Roustan, responsable de l'AIFP.

pression, l'intimidation même, sont toujours utilisées trente ans après l'affaire Kopa, même si elle est plus insidieuse.

L'organisation tumultueuse du match de soutien à Jean-Marc Bosman en est l'illustration. Le 27 avril, l'AIFP doit présenter à Barcelone une rencontre opposant une sélection européenne à une sélection du reste du monde. Trente-six des

vous aura des airs de miracle, tant sa préparation se sera heurtée à de nombreux obstacles.

Trois mois après la naissance de l'AIFP survenait l'arrêt Bosman rendu par la Cour européenne de justice. La rébellion d'un seul homme contre la hiérarchie sportive allait être lourde de conséquences. Or les syndicats de joueurs en Europe - à la notable exception de l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP), en France, et de l'Association des footballeurs espagnols (AFE) - allaient offrir un soutien mollasson à la lutte du paria belge.

La Fédération internationale des footballeurs professionnels (FIFPRO), acceptait finalement d'orga-

niser un match au profit de Jean-Marc Bosman. L'année 1996 se passera à lui trouver un terrain d'asile. Il doit finalement se dérouler en mai puis en septembre au Parc des Princes, devant les caméras de Canal Plus. Mais, sous la pression de l'Union européenne de football (UEFA), les volontés vacillent et la partie est finalement remise. En revanche, la FIFPRO est reconnue par l'UEFA et associée à certains de ses travaux. L'AIFP dont on a jusque-là moqué la propension à simplement afficher ses vedettes, décide de reprendre en main l'organisation de la rencontre. Elle en fait une affaire de principe, le moyen d'affirmer sa détermination.

Le match est finalement fixé au 27 avril. La Fédération internationale de football (FIFA) donne son accord et propose même, dans un échange de lettres, d'ouvrir le dialogue avec le syndicat. Mais, en sous-main, les tractations sont rudes. Finalement, le « match Bosman » devient le « match AIFP » : le Belge ne sera pas sur la pelouse comme initialement prévu. Une autre rencontre - la quatrième - au profit du pestiféré est programmée cette année, sans doute en Belgique.

Dans les péripéties qui entourent cette simple partie de football se trouvent résumées les difficultés à asseoir des droits. Les différences d'approche qui séparent la FIFPRO et l'AIFP n'arrangent pas les choses. Les syndicats de joueurs sont encore loin d'avoir la puissance de leurs homologues du sport américain qui font bloc et passent pour de farouches négociateurs. Pour y parvenir, Eric Cantona n'a pas fini de signer des autographes dans les couloirs du pouvoir.

B. H.

Just Fontaine, créateur de l'UNFP « Un syndicat fort est nécessaire »

JUST FONTAINE a marqué le football français, par ses talents de joueur et par son combat syndical. Il fut à l'origine de la création de l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP) en 1961. Le syndicat a dû batailler plus de dix ans afin d'obtenir une charte du footballeur qui soit toujours de référence internationale. Ce combat, plus discret, ne fut pas le moins rude, comme il nous l'explique.

« Que pensez-vous des réactions à l'arrêt Bosman ?

« Elles sont ridicules. L'arrêt Bosman, c'est la libre circulation des travailleurs. Cela existait déjà ailleurs. Les contrats du football étaient simplement illégaux. Pour ce qui est des conséquences, ce sont les dirigeants qui décident ou non d'embaucher des joueurs étrangers et de faire des équipes de Harlem Globe Trotters. C'est après d'eux qu'il faut se plaindre, et non punir Jean-Marc Bosman. Jusque-là, les dirigeants internationaux ont agi comme ils ont voulu sans que personne n'ose se mettre en travers. Grâce à Bosman, ce n'est plus possible.

« Vous-même avez mené une fronde en votre temps ?

« Si on avait trouvé un Bosman à l'époque, les choses auraient été plus vite. Mais les garçons ne voulaient pas de procès. Ils avaient peur de ne plus pouvoir jouer. Lors du premier match organisé par l'UNFP en 1962, des joueurs m'appelaient : « Mon président me menace si je viens ! ». A l'époque, on m'a même proposé de de-

venir directeur de l'Institut national du football de Vichy pour que j'arrête mes bêtises.

« Que pensez-vous de l'évolution du syndicalisme dans le football ?

« Je ne suis pas satisfait de la Fifpro (le premier syndicat international), que j'ai pourtant contribué à créer. Le problème est que tous les syndicats nationaux n'ont pas les mêmes intérêts. Les Anglais touchent par exemple 5 % sur chaque transfert. Est-ce là une façon de financer un syndicat ? Certains représentants sont là depuis trop longtemps ; ils ont peur de perdre leur place.

« Les joueurs gagnent de plus en plus d'argent. Quel besoin de se défendre ?

« Il faut qu'il y ait un syndicalisme fort. Les footballeurs ont le droit d'être consultés et associés aux questions touchant leur sport. Sous prétexte que les gars sont bien payés, ils doivent la fermer. Mais prenez simplement l'heure des matches : est-il normal de faire jouer des matches à midi par 40 degrés à l'ombre sous prétexte que cela arrange les télévisions ? Est-il normal de partager l'organisation de la Coupe du monde de 2002 entre la Corée et le Japon sans que l'on se préoccupe des conséquences pour les intéressés ? Le football, c'est la fête. Les joueurs ont le droit d'y prendre autant de plaisir que les autres. »

Propos recueillis par Benoît Hopquin

Paris-Roubaix remet les cycles Gitane à l'honneur

SI LE SPRINT victorieux du jeune Frédéric Guesdon, dimanche 13 avril, sur la piste du vélodrome de Roubaix, après 267,3 kilomètres de poussière et de pavés, a propulsé la Française des Jeux en tête des équipes, il marque aussi le retour des cycles Gitane sur le podium, après quatre années passées à suivre tours et classiques à la télévision.

De Jacques Anquetil à Laurent Fignon et de Bernard Hinault à Greg LeMond, des hommes du « cycling circus » ont roulé Gitane. Richard Virenque fut le dernier à chevaucher ces montures, en 1992, dans l'équipe RMO. « Plus de quatre ans sans courir, c'est long », assure Daniel Brémaud, responsable du secteur compétition. Mais, pendant ce temps, on a quand même continué à fabriquer des vélos.

Des vélos en tout genre : VTC, VTT et course, bien entendu, souvent en sous-traitance pour la grande distribution (Carrefour, Leclerc, Intersport), soit 600 000 pièces par an pour un chiffre d'affaires 1996 de 440 millions de francs. Car à Machecoul, tout près de Nantes (Loire-Atlantique), des vélos, on en fait depuis 1930, depuis que Marcel Brunellière en eut l'idée, lui le père fondateur. Si la

manufacture de cycles et de motos de l'Ouest Gitane est passée aux mains de la firme suédoise Monark Cycleurope - tout comme son ex-concurrent Peugeot Cycles -, c'est la faute à la crise qui a frappé le secteur. Gitane emploie toujours quatre cent cinquante personnes, dont quinze pour la fabrication des bicyclettes de course. A Machecoul, l'entreprise est à la fois institution et don du ciel.

De quoi offrir une rue au bon Marcel Brunellière, celle qui conduit tout droit à la porte de sa chère usine. Un coup à faire oublier que Gilles de Rais, cruel compagnon de Jeanne d'Arc, fut ici seigneur. Un coup à rappeler que le seul cannibale dont les Machecoulais ont rêvé est un Belge du nom d'Eddy Merckx.

Hélas, Eddy 1^{er} triomphait sur des cadres à sa marque. A défaut de cannibale, la région s'enrichit d'un « blaireau » connu dans le civil sous l'identité de Bernard Hinault, fan de Gitane au point de lui offrir, après un sprint tout aussi rageur que celui de Guesdon, le Paris-Roubaix 1981. A l'époque, Marcel Madiot, directeur sportif de la Française des Jeux, pédalait Gitane lui aussi.

Si son équipe a choisi les cycles de la manufacture, c'est aussi parce que Profia, la société de Fignon et Alain Prost, n'a finalement pas pu répondre au cahier des charges. « Il a fallu qu'on travaille vite », explique Daniel Brémaud. Les négociations ont été ouvertes en décembre, et en janvier on a fourni sept vélos pour le championnat de France de cyclo-cross, qu'on a gagné avec Christophe Mengin.

En tout, ce sont cent trente bicyclettes que Gitane doit fournir à Madiot au terme d'un accord de partenariat de trois ans prévoyant une dotation en matériel de 1 million de francs et une participation financière « originale ». On n'en saura pas plus. Côté fabrication, Monark Cycleurope joue la synergie. Les vélos sont mis au point dans le centre de recherches de Peugeot Cycles, à Romilly (Aube).

Et Gitane profitera des victoires pour mobiliser ses cinq cents concessionnaires et promener certains d'entre eux sur les lieux des exploits. Personne n'a été invité à suivre cet imprévisible Paris-Roubaix. Mais les seront chez eux sur le tour de France, épreuve reine dans tous les domaines.

Michel Dalloni

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : Le Conseil municipal de Strasbourg a adopté, lundi 14 avril, lors d'une réunion extraordinaire, la cession à l'entreprise IMG France des parts que la ville détient dans le capital du Racing Club de Strasbourg (Le Monde daté 13-14 avril). Le Conseil municipal a par ailleurs approuvé la transformation de la société anonyme d'économie mixte sportive Racing Club de Strasbourg en société anonyme à objet sportif (SAOS). Les 4 900 actions, correspondant à 49 % du capital social, seront cédées pour un montant de 5 millions de francs.

■ **AUTOMOBILE** : Le Britannique Colin McRae (Subaru) a terminé en tête, lundi 14 avril, de la première étape du Rallye de Catalogne, cinquième manche du championnat du monde, avec une seconde d'avance sur son coéquipier italien Piero Liati et douze secondes sur le Finlandais Tommi Mäkinen (Mitsubishi), tenant du titre mondial et actuel leader du championnat du monde.

■ **TENNIS** : L'Espagnol Sergi Bruguera, vainqueur à deux reprises du Tournoi de Roland-Garros, a été battu lundi 14 avril au premier tour du tournoi de Barcelone par l'Allemand Marc Goellner : 6-4, 2-6, 6-2. Autre victime de marque : l'Allemand Michael Stich, éliminé par l'Autrichien Gilbert Schaller : 6-2, 6-2.

■ **FOOTBALL** : La Ville de Paris et le Comité français d'organisation de la Coupe du monde 1998 ont signé une convention, mardi 15 avril, à l'Hôtel de Ville. Soulignant la volonté parisienne de mettre « tout en œuvre pour la parfaite réussite de la Coupe du monde 1998, dernier grand événement sportif de ce siècle », les services de la municipalité observent que, « par l'accueil de six rencontres au Parc des Princes, Paris sera, du 9 au 12 juillet 1998, la capitale mondiale du football ». De la réussite du séjour des milliers d'amateurs de football qui résideront au passeront dans la capitale à l'occasion de la Coupe du monde dépendra leur désir de revenir à Paris, en particulier pour les événements qui marqueront la célébration de l'an 2000 », conclut la Mairie.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES		DEMANDES	
COURRIER INTERNATIONAL cherche JOURNALISTE bilingue (langue maternelle : fr. + angl.), excellentes connaissances en finances internationales. Tél. : 01-53-24-42-57	ORGANISME DE FORMATION NATIONAL recherche CINQ RESPONSABLES DE FORMATION pour diriger et développer ses centres territoriaux. Bac + 3, 30/35 ans env., 5 ans d'expérience formation. Rémunération : 170 à 230 Kf selon expérience. Env. CV complet, lettre manuscrite, photo, sous la référence 9759, 21 bis, rue Claude-Bernard 75226 Paris Cedex 05 Cherchons jeune femme pour garder enfant + ménage (campagne 30 min. de Zurich). Offre avec photo à U. Ochener, Haldenstr. 18, CH-8335 Hiltzau ou 0041 1 950 44 43. Offre d'emploi à l'étranger : École Française Intern. de Philadelphie, USA, rech. instituteurs dipl. Tous niveaux, 4 ans exp. (dont 1 aux USA souhaités), pédagogie différenciée, anglais courant, pour rentrée 1997 et suivantes. Tél. 00-1-610-527-6560 Fax : 6562 Dans le cadre de son développement, l'EPSCI, GROUPE ESSEC recrute 2 professeurs permanents en MARKETING GESTION INDUSTRIELLE Formation : Doctorat obligatoire. Exp. de l'enseignement vivement souhaitée. Une exp. professionnelle en entreprise serait appréciée. Env. CV et lettre de motivation à Francis KLEIN-EPSCI BP 105-93021 Cergy Pontoise Cedex	COMMUNICATION PRESSE Jeune femme, sept ans d'expérience, souhaite intégrer entreprise ou agence afin de valoriser ses qualités rédactionnelles et relationnelles. Mobilité géographique. Tél. : 01-47-49-57-01 (rép.) DIRECTEUR CONSULTANT FORMATEUR 17 a. exp. en R.H. manag., qualité de services et innovation, propose services uniques pour améliorer les prestations de votre entreprise. Ecr. au Monde Publicité, sous AP 9758 21 bis, rue Claude-Bernard 75226 Paris Cedex 05 BAC + 4 scientifique Maîtrise la littérature du progrès : préparation, rédaction, PAO, révision, traduction de l'anglais. Mais aussi informatique, préparation de similitudes. Disp. pour tous travaux sur site en région parisienne ou à domicile, sous contrat ou à la tâche. Ecr. à Philippe Cois 9, avenue Gallieni 94250 GENTILLY. Tél. : 01-45-47-42-32 Journaliste femme Presse écrite, radio, TV, propose sujets. Fax : 01-45-50-29-02	

Dans le cas d'une annonce domiciliée au : « Monde Publicité » il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

Coup de sancerre

Enquête sur les bords de Loire
autour d'un vin de bonne fréquentation

LES JOYEUX congés payés qui, cette fameuse année, avaient poussé du mollet jusque dans l'endroit devaient être récompensés de leurs efforts. C'est en 1936 que le sancerre décroche son appellation d'origine contrôlée, et sert aux nouveaux touristes qui sortaient des ateliers de Boulogne-Billancourt en pantalons de golf tout neufs un vin blanc encore populaire, reconnu de qualité nationale.

Comme dans de nombreux terroirs, après le passage de l'Attila phylloxéra, il avait fallu du courage et de la persévérance aux vignerons de la région pour regagner du terrain et acclimater le cépage sauvignon blanc, qui désormais redonnait aux caves toute cette ampleur tonique qui était la leur quand les moines augustins s'employaient ici à presser la sainte grappe. La renommée du vignoble allait être longue à se mettre en place, et ce n'est que depuis un peu plus de deux décennies que l'on entend couramment parler de lui. Le fameux Américain rôdeur de vignes françaises, Robert Parker, dit de cet enfant de Loire que « le seul reproche qu'il puisse mériter est son prix relativement élevé ».

Et il est vrai qu'il est aimable. Jamais pédant, jamais au-dessus de sa condition de petit maître modeste. Là où certains bourgeois blancs doivent se boire avec un monocle, lui reste accroché à son silex et à son calcaire, à sa sourcilie fine de pierre à fusil, à son caractère à la fois doux, sec et chantant. On devine que ses patrons n'ont jamais souhaité lui apprendre à faire le chien savant. Il y a de la bonne éducation dans toute cette franchise. On allait nous en administrer la démonstration dans une maison pourvue d'un trésor de guerre de quelque cent mille bouteilles mises en attente dans les ombres fraîches, dont un fort contingent de sancerre, justement. Zone d'atterrissage pour hélicoptère et fringale urgente, piscine

découverte et chauffée pour frileux, tennis pour sportifs, l'Auberge des templiers, sur la nationale 7, au lieu-dit Les Bézards, dans le Loiret, ne manque pas d'atouts. C'est une ancienne étape sur le Paris-Côte d'Azur, où sont descendus les amateurs de mimosa qui préféraient partir le cueillir en bouquet directement dans leur villa de Saint-Jean-Cap-Ferrat plutôt que de risquer un mauvais achat chez le fleuriste du coin. Il y débarque aujourd'hui les adeptes d'un calme bien mérité, d'un luxe bien pensé et d'une table bien servie. C'est ce que l'on peut faire de plus ancien, de plus sérieux et de plus costaud dans le genre.

Cette « auberge » n'ayant jamais changé de mains depuis cinquante ans, ni les éloges bougés d'un loto, il était tentant d'opérer dans la place un passage à la moulinette en vraie grandeur de ce si respectable sancerre. Gentleman-templier et gentleman-farmer, Philippe Dèpe, le boss, allait se plier avec savoir et beaucoup d'amabilité à la démonstration. A l'explication de texte et au trebuchon, un chef sommelier brillant, Jean-Paul Martin.

LA SIMPLICITÉ AU MENU

Que dire d'un sommelier, ce personnage d'où tombe cette éternelle cathédrale de savoir ? Que penser de cet homme en noir qui vous fait monter le rouge aux joues ? Comment le prendre ? Engager la réflexion est toujours périlleux, entamer le débat toujours dangereux. Sous ses allures courtoises, ce grand prêtre de Bacchus en saura toujours beaucoup plus que vous sur le sujet ; c'est son métier. Jouer le naïf attentif est le plus souvent une solution qui convient ; sauf en cas de vin bouchemé, où, là, le drame qui se none est antique.

Mais, ici, il s'agissait d'autre chose. D'abord, d'un repas très simple : jambon d'Auvergne ; cressonnière de grenouilles, salade et champignons des prés ; râble de



lapin - du Gâtinais -, petits pois et carottes braisées ; ananas rôti en écaillés au vieux rhum et citron vert - par parenthèse, repas très simple, mais remarquablement mené. L'affaire était entre les mains de Jean-Paul Martin.

Que savions-nous au juste du sancerre, sinon la sympathie qu'il nous inspirait et l'ohligence que lui nous reversait en gardant ses mystères sans trop nous vexer. Le drame des amateurs, c'est qu'ils s'attachent à courtiser et font du générique leur cheval de bataille - j'aime les blondes, « plus chaudes que les brunes », j'aime les brunes, « plus chaudes que les blondes » (Flaubert). Des innombrables. Il existe une pléiade de blondes, de brunes et de sancerre ; le territoire est vaste, les « climats » très subtilement partagés.

Voilà trois champions présentés par le loto M. Martin qui allaient bousculer nos idées mal reçues. Sancerre-chavignol, 1995, Clos de la Néore, domaine Edmond Vatan. Commentaires du maître : « Très typé sauvignon, bonne longueur en bouche. » Sancerre-chavignol, 1995, Les Monts-Damnés, domaine Francis et Paul Cotat : « Sol argilo-calcaire, vignes de vingt ans, terres blanches, exposition sud, vin riche, très rond, peu d'acidité, très souple. » Sancerre, 1995, Le Cèdre-Marchand, Lucien Crochet : « Vin long en bouche, bonne acidité, vin très fin, minéral. » D'autres encore.



pour finir par ce sancerre, 1990, cuvée Prestige, Lucien Crochet : « Vin issu de très vieilles vignes avec passage en fût de chêne, mais peu marqué par le bois. » On finissait par mieux comprendre.

On finissait aussi par comprendre comment la balance du commerce extérieur pouvait quelquefois pencher dans le bon sens. Envoi en Italie, départ pour l'Australie, expédition vers les Etats-Unis : c'était les étiquettes du matin posées par les hommes de ce Lucien Crochet, qui, du village de Bué, venait ce jour-là de lancer du sancerre tous continents.

En agrippant de ses doigts de sarrment la table de bois pour conjurer le mauvais sort, et les gélées criminelles toujours prévisibles en période de printemps aux sèves précoces, ce vigneron leader ne semblait inquiet, à tout bien considérer, que de savoir si les filets de silure - requin de la Loire aux allures troubles de poisson-chat - nous plaisaient. Mais oui, comme la bouteille qu'il avait prise sous le bras pour nous rejoindre dans ce restaurant : un 1995 de son domaine, intitulé « Vendange du 27 octobre », Elixir d'un jour.

Jean-Pierre Quélin

★ Auberge des templiers, Les Bézards 45290 Boismoreau. Tél. : 02-38-31-80-01. Menus : 390 et 690 F. Carte : 500-750 F.
★ La Tour, 31, Nouvelle-Place 18300 Sancerre. Tél. : 02-48-54-00-81. Menus : 150 et 250 F. Carte : 240-320 F.

Châtelain, producteur dans l'Yonne. L'arc ne doit pas dépasser 10 millimètres pour 10 centimètres de longueur. » Dévotionniste s'abstenir ! Une célèbre nature morte de Jacopo Chimenti da Empoli, peintre florentin du XVII^e, représente en son centre un énorme concombre en forme de « S ». Nul doute que ce légume difforme serait désormais impropre à la vente.

Ce rebut de potager trouverait toutefois naturellement sa place, aujourd'hui, dans l'industrie cosmétologique. Ses vertus sont multiples et on l'emploie notamment dans les lotions démaquillantes. Henri Leclerc, dans son *Légumes de France*, publiés dans les années 20, ne recommande-t-il pas la pomme de concombre « au fantassin qui, de ses pieds emmaillottés de chaussettes russes, doit arpenter les longues routes poussiéreuses, aussi bien qu'à la coquette qui joue de l'éventail pour mieux faire ressortir la blancheur nacrée de ses mains ».

Guillaume Crouzet

Le concombre parfait

Le concombre doit beaucoup au barreau de Poitiers. C'est parce que Jean de la Quintinie, avocat dans ce palais de justice, abandonna cet état pour se consacrer à l'agronomie que les premières cultures sous serre de cette cucurbitacée eurent lieu en France au XVII^e siècle. Aujourd'hui, 90 % du concombre français est produit de cette façon. Le légume passe dans les notes de gaz ou de fuel. De quoi permettre en hiver le maintien des serres à une température constamment supérieure à 15 degrés. Avec 2,5 kilos par an et par habitant, nos compatriotes mangent quatre fois moins de concombres que les Grecs : le tsatsiki n'est pas encore devenu notre plat national. Avril et mai sont sans doute, chez nous, les meilleurs mois pour ce légume. C'est le moment où l'on peut trouver facilement des petits calibres, plus croquants et plus goûteux que les grands formats omniprésents en avançant dans la saison.

On s'obstine à faire dégorger l'objet, ce qui n'a plus désormais aucun sens. Depuis une quinzaine d'années, les semenciers hollandais, les rois du concombre - les Pays-Bas sont le premier producteur européen avec 500 000 tonnes -, ont en effet découvert de nouvelles variétés sans pépins ni amertume. Il n'y a que dans le Midi, pendant les mois d'été, que l'on trouve encore sur les marchés quelques exemplaires du noa, un concombre plus trapu, à la saveur acidulée. Ceci est l'exception qui confirme la règle, car de fantaisie ou de diversité il n'est pas question pour ce légume en passe de se transformer en monolithe.

En matière de coloris d'abord, le concombre, c'est la pensée unique : vert et rien d'autre. Que sont devenus le concombre brodé de Russie, d'une teinte brune veinée de blanc, le jaune de Hollande, long et mince à la robe orange pâle, ou le blanc hâtif aux reflets de faïence ? Pour la forme, même rigidité : « La courbure est réglementée », raconte Pierre

BOUTEILLE

AOC Graves

Château Chicane

Le vignoble des Graves, de Pessac à Langon, est une pure création du travail agricole et de l'esprit marchand. Une appellation qui doit autant à ses illustres propriétaires, à Montesquieu, qu'à l'humble maître de chai du plus petit domaine et au négociant bordelais. Château Chicane était précisément l'un des fleurons de la famille Coste, négociants et vinificateurs à Langon depuis 1875. Le millésime 1993 est le dernier vinifié par Pierre Coste. Son neveu, François Gauthier, qui bénéficie des conseils de Denis Dubourdieu, a repris en main, l'année suivante, la propriété de 6 hectares sur le plateau des Graves, en bordure de Toulon. Chaque pièce est vendangée à maturité, encuvée séparément, puis élevée en barriques (de douze à seize mois) avant les assemblages. Une manière traditionnelle qui assure au millésime 1995 des tanins mous et doux, déjà, finesse et puissance, avec la note de fumé caractéristique des graves rouges. Une bouteille prometteuse dont la maturité interviendra dans deux ou trois ans.

★ Prix franco domicile : 55,95 F. Château Chicane : 1, route de Garonne 33210 Toulon. Tél. : 05-56-76-43-73 (visite sur rendez-vous). Négociant : Maison Costa, 8, rue de la poste, 33210 Langon. Tél. : 05-56-63-50-52. Télécopie : 05-56-63-42-28.

TOQUES EN POINTE

Bistrot

GUYVONNE

Cuisinier à l'ancienne dans un bistrot d'autrefois, Guy Cros est parvenu à la fois. Il assure l'accueil avec bonhomie, disparaît en cuisine et revient, d'un air entendu, guetter la satisfaction de ses clients. Une telle connivence entre un chef et sa clientèle est rare ; elle explique sans doute les six préparations d'abats, parmi lesquelles l'oreille et le ris de veau farcis à la truffe noire - délicate - ou la caillotte ardéchoise avec le meilleur de la tête du cochon aux herbes et pétales de coquelicots (95 F). Des poissons insolites - brème de mer, raiteau, thon germon -, un unique crustacé - le homard rôti aux cocos de Paimpol et supions -, et surtout un excellent menu : terrine de pintadeau, poulet pattes noires Père Lathuille et œufs à la neige aux pralines roses. Menus : 150 et 180 F. A la carte, compter 230 F.

★ Paris, 14, rue de Thann (75017). Tél. : 01-42-27-25-43. Fermé samedi et dimanche.

Brasserie

LE FLORALIE

Le décor est d'une banalité presque excessive, mais la cuisine fait oublier les disgrâces du cadre. Ajoutons l'accueil de Mado, la verve du patron et l'exceptionnelle qualité des vins de Touraine d'Henry Marionnet que l'on devrait désormais trouver sur la carte. Salade aux gressiers, céleri remoulade, œuf mayonnaise, c'est l'ordinaire des coulisiers et autres agents de courtage en bourse, venus en voisins. Le bœuf miroton à ses fidèles, l'andouillette à la graine de moutarde les siens. Magnifique foie de veau et belles viandes d'Auvergne. Zinc animé où l'on est attentif aussi à la cote des vins. A la carte, compter 115 F.

★ Paris, 5, rue du 4-Septembre (75002). Tél. : 01-42-97-57-89. Fermé samedi et dimanche.

Gastronomie

LASSERRE

Ont-elles encore un sens, aujourd'hui, ces tables de mémoire qui maintiennent la tradition d'une perfection formelle et la référence à des goûts qui ne sont plus tout à fait ceux de notre époque ? L'on peut encore partager, chez Lasserre, le cadre des repas solitaires et quotidiens d'André Malraux, le combattant, l'écrivain, le ministre. Fils d'un cuisinier du Béarn, René Lasserre avait commencé, à onze ans, au lendemain de la guerre de 1914, par faire la plonge dans un café parisien. A force de travail, il était devenu l'un de ceux qui firent la gloire de la cuisine française dans les années 50. Le « bistrot » du rez-de-chaussée de l'hôtel particulier fut transformé en un luxueux établissement, et la décoration du toit ouvrant confiée à Touchagues. Que reste-t-il de cette magnificence ? Un décor daté, un service rodé dirigé par l'infatigable M. Louis et la cuisine de simple appareil de Bernard Joinville. Il ordonne toujours les saint-jacques avec un beurre de truffes, la terrine de crustacés avec une mayonnaise au Ricard, et le canard de Challans et sa longue sauce à l'orange (170 F), découpé sur le guéridon selon le rituel établi, avec les inégalables pommes soufflées. Un tel repas résume un demi-siècle d'art culinaire et ne saurait être soumis à d'autres critères que ceux d'une archéologie du goût. A la carte, compter de 400 à 500 F au déjeuner, prix majorés le soir.

★ Paris, 17, avenue Franklin-Roosevelt (75008). Tél. : 01-43-59-53-43. Fermé dimanche et lundi midi.

Jean-Claude Ribaut

<p>PARIS 6°</p> <p>Yugaraj</p> <p>«... l'une des grandes tables des cuisines de l'Inde...»</p> <p>A midi le Delhi-Express 130 F</p> <p>Carte environ 180 F à 190 F</p> <p>14, rue Dauphine - 01.43.26.44.91</p> <p>Fermé lundi midi</p>	<p>PARIS 7°</p> <p>LES EMBRUNS</p> <p>«Une brasserie marine, avec beaucoup d'atouts et de caractère qui a su s'attacher une clientèle...»</p> <p>«... l'une des grandes tables des cuisines de l'Inde...»</p> <p>A midi le Delhi-Express 130 F</p> <p>Carte environ 180 F à 190 F</p> <p>14, rue Dauphine - 01.43.26.44.91</p> <p>Fermé lundi midi</p>	<p>PARIS 12°</p> <p>LE CHALET DU LAC DE SAINT-MANDE</p> <p>A l'orée du bois de Vincennes derrière la Mairie de St-Mandé, à 5 mn de la Place de la Nation.</p> <p>Décoré ouvert toute l'année, le Chalet du Lac de Saint-Mandé vous accueille tous les jours dans ses salons ou sur ses terrasses bordant le lac. A découvrir à la carte le gaspacho andalou, les grillades au barbecue, la crème brûlée à la vanille... Le menu à 185 F (enfants 65 F) vous permet l'accès à la piste de danse les vendredis et samedis soir et les dimanches midi.</p> <p>T.L.J. Planche - Réserv. : 01.43.26.09.89</p>	<p>PARIS 14°</p> <p>LE LAUTREC</p> <p>Menu 95 F et 165 F avec vin et café</p> <p>CUISINE FRANÇAISE TRADITIONNELLE</p> <p>PRODUITS FRAIS ET MAISON</p> <p>PAIR MAISON</p> <p>98, boulevard du Montparnasse</p> <p>Tél. : 01.43.35.09.15</p> <p>Ouvert 7 jours sur 7, 11 h 30 à 1 h du matin</p>	<p>PARIS 17°</p> <p>Il était une oie dans le Sud-Ouest</p> <p>Restaurant - Boutique</p> <p>Produits du terroir «Midi-Pyrénées»</p> <p>menu dégustation : 150 F</p> <p>8, rue Gustave Flaubert - 01.43.80.18.30</p>
<p>PARIS 5°</p> <p>Dodin Bouffant</p> <p>Nouvelle direction</p> <p>Cuisine bourgeoise traditionnelle</p> <p>«Son foie gras de canard à la gelée de veau Armagnac...»</p> <p>Bar de tigre en croule de sel de Guérande...</p> <p>Vrai Vol au vent sauce financière à la manière Dodin Bouffant...</p> <p>Chariot de pâtisseries exceptionnelles...</p> <p>Menu affaire à 149 F et Menus à 179 F, 249 F + Carte.</p> <p>Belle terrasse 50 pl. et salon 70 pl.</p> <p>Place Maubert-Mutualité (5°)</p> <p>Tél. 01.43.25.25.14. Accueil TLJ jusqu'à 24h.</p> <p>Brunch le dimanche.</p>	<p>PARIS 7°</p> <p>LE VAUBAN</p> <p>tous les jours 7/7, jusqu'à 22h30</p> <p>Du Kir au café, MENU 182 F o comp. ent., plat, dessert 1/2 bott. vins au choix par pers.</p> <p>7, place Vauban - 01.47.05.52.67</p>	<p>PARIS 7°</p> <p>CUISINE TRADITIONNELLE</p> <p>«Le Bistrot de Breteuil»</p> <p>Le restaurant que l'on aimerait trouver souvent. Qualité-prix, pas de pièges, c'est clair et net, sûrement une des meilleures formules à ce prix-là : 182 F, apéritif, vrai vin de propriété (1 bouteille pour 2 personnes), café. Excellente sélection de produits parmi les plus chers. Foie gras, jambon de Parme, asperges sauce mousseline, carré d'agneau, cœur de rumsteak, haddock florentine, 1/2 homard frais (sup. 20 F). Carte des desserts. Repas d'affaires. 7/7.</p> <p>3, place de Breteuil - PARIS 7e</p> <p>Tél. : 01.45.57.07.27 - Fax : 01.42.73.11.08.</p>	<p>PARIS 14°</p> <p>MONIAGE GUILLAUME</p> <p>Spécialité de Poissons et Bouillabaisse</p> <p>Salons Particuliers (50 personnes).</p> <p>Menu carte : 185 F / 245 F</p> <p>Fermé Dim. - Chambres confort **</p> <p>88, rue Téméraire - Paris 14e - 01.43.22.96.23</p>	<p>77 SEINE ET MARNE</p> <p>LA MARE AU DIABLE</p> <p>le restaurant romantique de George Sand</p> <p>Un havre de paix, pour déjeuner ou dîner, dans un parc fleuri de 17 ha.</p> <p>Menu d'affaires 215 F (vin et café compris)</p> <p>Superbe menu carte découverte de la cuisine du moment à 245 F.</p> <p>Dîner aux chandelles auprès des cheminées.</p> <p>(35 km de Paris) Accès direct autoroute A5A, sortie 12 - RN 6 - Meaux Sénart 01.64.10.20.90 - Séminaires, Hébergements</p>

150

صباحنا من الامل

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 16 AVRIL 1997 / 21

Soleil dominant et froid au nord

L'ANTICYCLONE reste ancré sur les îles Britanniques et protège la majeure partie du pays des perturbations atlantiques. Celles-ci effleurent le nord-est du pays en apportant quelques nuages sans précipitations. Les températures fraîches au Nord seront par contre très agréables au Sud.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. - Le soleil brillera sans partage. Un léger vent d'est limitera la hausse des températures en bord de mer à 12 à 14 degrés, alors qu'il fera 15 à 17 degrés à l'intérieur.

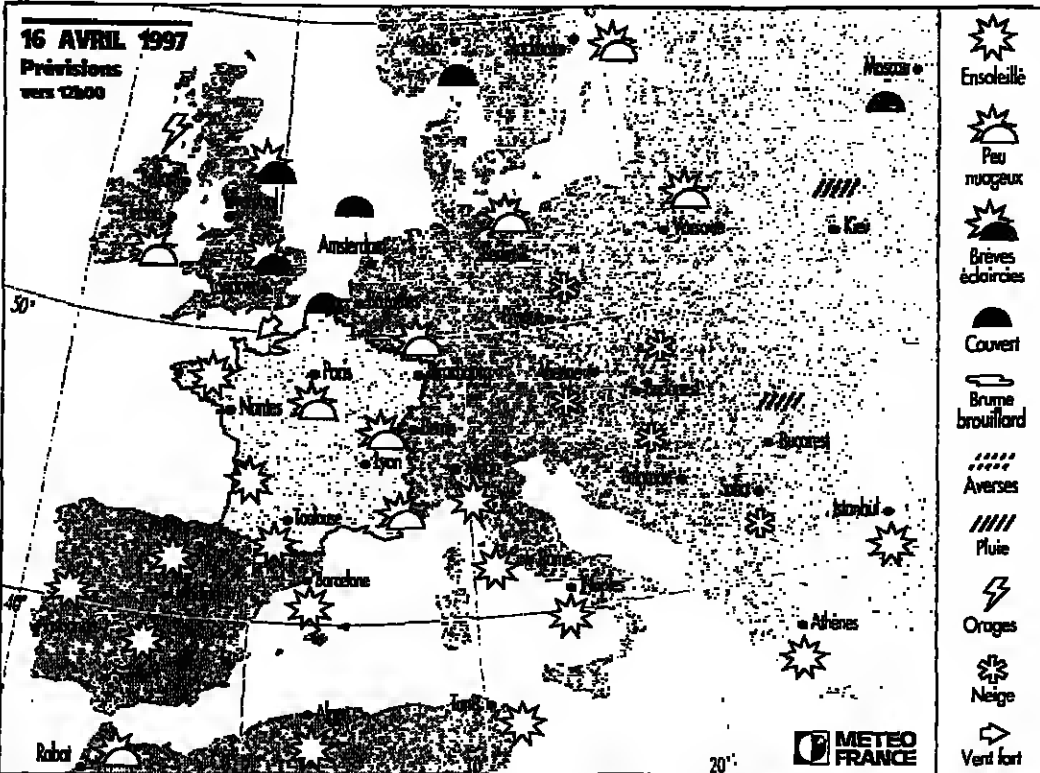
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Le soleil brillera encore généreusement sur le Centre. De la Haute-Normandie au Bassin parisien, les belles éclaircies matinales laisseront place à un ciel nuageux l'après-midi. Le mercure affichera au maximum 10 à 16 degrés du nord au sud.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Sur la Champagne, la Lorraine et l'Alsace, les bancs nuageux s'épaissiront par le nord en matinée pour devenir prédominants l'après-midi. Il fera 10 à 15 degrés du nord au sud.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le soleil régnera en maître du matin au soir. Quelques nuages bourgeonnants coifferont les cimes pyrénéennes l'après-midi. Les températures s'échelonneront entre 17 et 23 degrés du nord au sud.

Limousin, Anvergne, Rhône-Alpes. - Le ciel sera très dégagé, malgré quelques rares nuages sur la Haute-Savoie. Le vent de nord dans la moyenne vallée du Rhône soufflera jusqu'à 50 km/h en rafales. Il fera 15 à 18 degrés du nord au sud.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Il fera beau. Quelques bancs nuageux affecteront la Côte d'Azur en matinée. De petites brises balayeront les plages l'après-midi, limitant la hausse des températures côtières à 17 à 19 degrés ; celles-ci pourront atteindre 20 à 23 degrés dans les terres.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **FRANCE.** Les compagnies TAT et Air Liberté, dont les personnels navigants sont en « grève illimitée » depuis six jours, prévoient 40 % de vols mardi 15 avril. Les passagers de TAT peuvent se renseigner au 08-03-805-805 et ceux d'Air Liberté au 08-03-09-09-09.

■ **BELGIQUE.** En raison d'une grève de 24 heures des cheminots de la Société nationale des chemins de fer belges (SNCFB) à partir de lundi 14 avril à 22 heures, des perturbations sont attendues sur l'ensemble du réseau ferroviaire belge, en particulier à Bruxelles, en Flandre ainsi que dans le sud et l'est du pays. - (AFP)

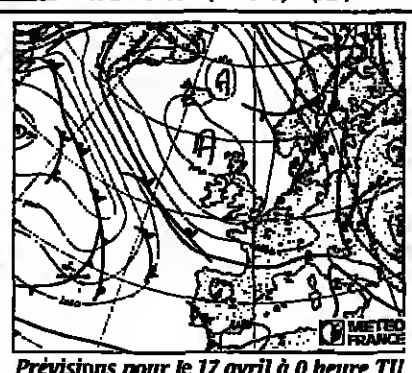
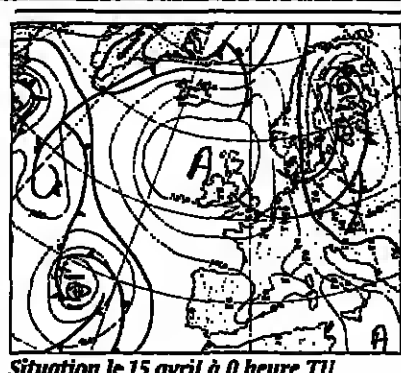
■ **THAILANDE.** Environ 7,2 millions de touristes se sont rendus en Thaïlande en 1996, soit 3,46 % de plus qu'en 1995. La majorité (4,5 millions) provient d'autres pays d'Asie de l'Est. Pour les autres continents, l'Allemagne vient en tête (353 677) avant les Etats-Unis (308 573). - (APR)

PRÉVISIONS POUR LE 16 AVRIL 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		NANCY	
AJACIO	5/7 S	NANTES	
BIARRITZ	7/18 S	NICE	
BORDEAUX	5/21 S	PARIS	
BURGES	1/14 S	PAU	
BREST	4/15 S	PERPIGNAN	10
CAEN	4/10 S	RENNES	
CHERBOURG	3/12 S	ST-ETIENNE	
CLERMONT-F.	0/15 S	STRASBOURG	0
DIJON	0/13 S	TOULOUSE	
GRENOBLE	2/18 S	TOURS	2
LILLE	2/10 C	FRANCE centre-m	
LIMOGES	4/15 S	CAYENNE	24
LYON	3/15 S	FORT-DE-FR.	23
MARSEILLE	7/19 S	NOUMEA	2

PAPEETE	25/30 S
POINTE-A-PIT.	21/29 S
ST-DENIS-RE.	22/28 S
EUROPE	
AMSTERDAM	6/9 C
ATHENES	10/18 S
BARCELONE	11/20 S
BELFAST	8/13 P
BELGRADE	1/7 *
BERLIN	5/20 S
BERNE	10/22 S
BRUXELLES	2/16 S
BUCAREST	0/14 S
BUDAPEST	0/11 N
COPENHAGUE	5/20 S
COLOGNE	2/14 S
DUBLIN	0/11 N
FRANCFORT	24/29 P
GENEVE	23/28 S
ISTANBUL	22/27 S

5/12 P	VENISE	3/12 S	LE CAIRE	12/23 S
14/24 S	VIENNE	1/7 *	MAARRECH	14/23 N
4/14 S	AMSTERDAM	19/26 C	NAIROBI	15/23 P
3/16 S	LONDRES	20/28 C	PRETORIA	12/21 N
1/10 N	BRASILIA	24/30 S	KABAT	14/23 N
2/6 C	BUENOS AIR.	18/25 S	TUNIS	10/20 S
5/19 S	CHICAGO	2/5 S	ASSIS-OCÉANIE	
4/13 C	LOS ANGELES	18/25 S	BANGKOK	26/37 S
3/6 C	MUMBAI	15/24 S	BOHAY	22/30 S
8/13 S	MEXICO	12/20 P	DJAKART	26/30 C
1/10 C	MONTREAL	-2/7 S	DUBAI	23/31 S
8/20 S	NEW YORK	6/16 S	HANOI	21/24 P
1/4 *	SAN FRANCISCO	11/15 S	HONGKONG	21/22 P
7/14 S	SANTIAGO	7/24 S	JERUSALEM	10/15 S
13/28 S	TORONTO	1/5 P	NEW DELHI	20/31 S
1/5	WASHINGTON	3/21 S	PEKIN	1/15 S
0/8 N	AFRICA	8/22 S	SEOUL	8/15 P
3/6 N	ALGER	20/25 S	SINGAPOUR	26/30 P
13/17 S	DAKAR	20/25 S	SYDNEY	14/21 S
0/7 N	KINSHASA	21/28 P	TOKYO	8/12 P



PRATIQUE

Comment sortir du piège des crédits permanents et du surendettement

IL PEUT ARRIVER à tout le monde, pauvre ou aisé, de se trouver surendetté à la suite d'une maladie, d'un décès, d'un accident, d'un divorce, de la perte de son emploi, ou parce que l'on s'est porté caution. Depuis son divorce, Josiane P. n'a cessé d'accumuler les difficultés. « Du jour au lendemain, nous nous sommes retrouvés mes deux filles et moi entre les quatre murs d'une HLM. Mon ex-mari avait contracté des dettes, et comme il n'était pas solvable, les créanciers se sont retournés vers moi, car nous étions unis sous le régime de la communauté. Il m'a fallu emprunter pour meubler l'appartement et vivre normalement. »

Comme beaucoup de surendettés, Josiane a mis le doigt dans l'engrenage des crédits à la consommation. Aujourd'hui, elle doit 229 000 francs, répartis entre cinq créanciers : l'Inffice de HLM, sa banque et trois organismes de crédit. « Au début, on pense qu'on va faire face. Avec le crédit revolving (ou crédit permanent), on reprend sans cesse de l'argent, sans s'apercevoir que les intérêts s'accumulent sur les montants non remboursés. »

Josiane a fini par saisir la commis-

sion de surendettement. Celle-ci a fait le calcul de ses revenus (salaires, allocations) et de ses charges incompressibles (loyer, assurance, électricité, impôts, téléphone). Puis elle a vérifié le montant des dettes, avec les intérêts. Après avoir déduit une somme allouée au titre du minimum vital (nourriture, habillement, loyers), en général équivalente au Revenu minimum d'insertion, soit 1 650 francs pour la première personne et 1 700 francs pour les autres membres de la famille, la commission a déterminé le « flux disponible » pour l'acquittement de la dette. Puis elle a engagé une négociation avec les créanciers, afin d'amener ceux-ci à rééchelonner la dette avec une réduction des taux d'intérêt.

NÉGOCIATION

Pour Josiane, la commission a proposé un remboursement des sommes empruntées, à zéro pour cent d'intérêt (alors que ceux-ci allaient de 14 % à 19 %), avec un moratoire de quatre mois, pour lui permettre de payer en priorité ses arriérés de loyers. Après l'échec de la procédure amiable, dit au refus des établissements de crédit de re-

noncer aux intérêts, la commission a maintenu ses recommandations et les a transmises au juge de l'exécution, après les avoir notifiées aux créanciers. Ces derniers n'ayant pas fait appel dans les quinze jours, le juge a rendu exécutoires les recommandations de la commission, sans recours possible (loi du 10 février 1995, JO du 10 mai 1995).

Fin mars, Josiane a constaté que sa banque avait prélevé la totalité de son mois de salaire, pour rembourser une de ses créances, alors

qu'elle n'avait aucun droit de le faire. « Pendant le moratoire de quatre mois, je devais payer les arriérés de loyers. Ensuite la banque devait prélever 400 francs par mois pendant cinq ans », explique-t-elle. Affolée, « Mon compte sera à découvert, les prélèvements automatiques seront refusés, je vais avoir des pénalités et je risque des ennuis avec la commission de surendettement pour ne pas avoir respecté mes engagements. »

Pour saisir le juge de l'exécution,

Quelques conseils

● **Procédure.** Pour saisir la commission de surendettement, s'adresser à la succursale de la Banque de France la plus proche de son adresse fiscale. Seuls les particuliers peuvent le faire. Le délai de traitement du dossier peut varier de six semaines à six mois, selon les commissions et le nombre de créanciers. Pendant cette période, tout se passe par contact téléphonique avec les personnes chargées du dossier. Chaque commission a ses méthodes pour calculer le budget (sur douze ou

treize mois) et les charges (aux frais réels, montant forfaitaire ou formule mixte).

● **Prévention.** Dès que les difficultés financières apparaissent, contactez le trésorier payeur pour un étalement des impôts et les établissements de crédit pour obtenir des aménagements. Cette démarche apparaîtra comme une attitude responsable et évitera que, dès le troisième mois de retard, un créancier ne réclame le capital et les intérêts. Il est aussi possible de faire racheter ses crédits avec l'aide d'organismes tels que le Crédit municipal de Paris.

qui obligera la banque à respecter le plan, Josiane doit recourir à un bailleur. Or elle n'a pas d'argent pour le payer. Elle a droit à l'aide judiciaire, mais le délai est trop long pour faire face à l'urgence de la situation. Il ne lui reste plus qu'à tenter de négocier avec le banquier. « Depuis le plan de redressement, il me considère comme une pestiférée », constate-t-elle. Elle déplore le harcèlement auquel se livrent certains établissements de crédit : « J'ai reçu une lettre recommandée me sommant d'acquitter 65 000 francs avant la fin de la semaine, sous peine de poursuites ! »

Parmi les mesures les plus fréquemment proposées par la commission figurent l'aménagement des remboursements (étalement dans le temps, report des créances), la diminution des taux d'intérêt, ou, en cas de vente du logement, la déduction du montant des sommes restant dues pour le prêt immobilier, si le prix de vente ne permet pas de régler la totalité de la dette. La commission travaille au cas par cas. Elle essaie, notamment, de préserver la propriété de l'habitation principale, surtout si la personne n'a pas les moyens d'ac-

quitter un foyer. En revanche, elle pourra lui demander de vendre sa voiture, si celle-ci n'est pas un outil de travail, et de réduire son train de vie (plafonner ses dépenses de téléphone à 300 francs par facture, résilier son abonnement au câble ou à Canal Plus, renoncer à toute sortie au restaurant) et surtout, s'abstenir de souscrire un nouveau crédit.

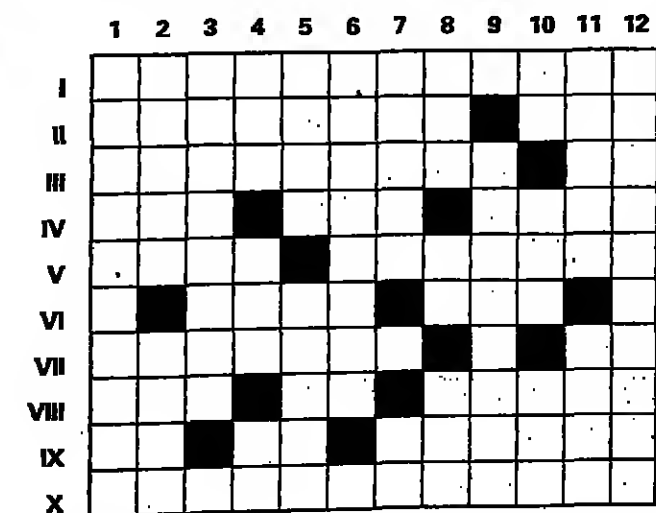
Dans les cas extrêmes, certains débiteurs n'ont même pas les moyens d'acquiescer les charges courantes. Les négociations avec les créanciers sont difficiles : le Trésor public reste prioritaire, à cause des prescriptions légales. Des organismes de crédit acceptent de ramener leurs taux d'intérêt très élevés (de 12 % à 20 %) à 6,65 % ou 8 %, voire au taux légal de 3,85 %. Mais d'autres descendent rarement au-dessous de 10 %. Les plans sont limités à cinq ans, mais des personnes devront rembourser sur des durées supérieures. Par exemple, quelqu'un qui doit rembourser des mensualités de 6 500 francs, alors qu'il ne dispose que de 2 200 francs pour le faire, mettra dix ans à rembourser un emprunt de 175 000 francs.

Michèle Bobasch

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97073

505 Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 f/min).



HORIZONTELEMENT

1. Elle ne sera pas sur le terrain pendant le Mondial 98. - II. Respecta la règle. Sa prise se fait par la bande. - III. Le résultat d'une bonne négociation. Point de départ. - IV. Son coup est mortel. Modèle réduit volant. Pratiquer la grande ouverture. - V. Beaux parleurs. Son geste est angustie sur les pièces. - VI. En Moldavie, le septième est déjà centenaire. - VII. Résultat de l'opposition des couples. Fin d'infinitif. - VIII. En fin de parcours. Préposition.

Défaillance cérébrale. - IX. Dans la gamme. Personnel. Equipais le viflier. - X. Peut nous balancer dans le meilleur des cas.

VERTICALEMENT

1. C'est un crime pour le fonctionnaire. - 2. Fait bouillir les restes. - 3. Pour ranger tous les restes. - 4. Pot de terre. Entre deux portes. Possessif. - 5. Protecteur à la noix. Un vieux monsieur. - 6. Extraction délicate. - 7. Une petite dose au fond du verre. Stratégie venue de Chine. -

8. Fournit l'huile aux artistes. Possessif. Travaille dans les fosses. - 9. Est tombée des nues. - 10. Les Etats-Unis en VO. Forme d'avoir. Pose problème quand il blesse. - 11. On est chez les cochons. Chinois son représentant. - 12. Doit être dirigé pour bien tourner.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97072

HORIZONTELEMENT
I. Coconisation. - II. Acidulé. Ocre. - III. Gaélique. - IV. Etale. Sur. Né. - V. Nihilis. Maires. - VI. Dues. Versets. - VII. Risque. Amati. - VIII. Il. Agnelet. - IX. Elles. At. Eté. - X. Raisonneuses.

VERTICALEMENT
1. Calendrier. - 2. Oc. Touilla. - 3. Cigales. II. - 4. Odalisques. - 5. Nuées. SO. - 6. Il. Vea (Ave). - 7. Séisme. GAN. - 8. Quarante. - 9. Thunisme. - 10. Icc. Réales. - 11. Or. Netteté. - 12. Nécessités.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

ISSN 0566-2007

Imprimé au Monde 12, rue M. Gumbourg 94002 Ivry cedex

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05

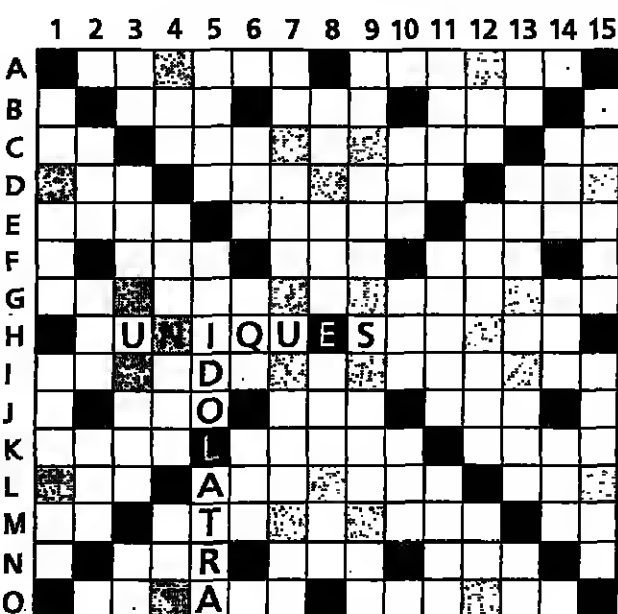
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

PRINTED IN FRANCE

SCRABBLE

PROBLÈME N° 13

A la recherche du troisième mot



lution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation de la grille du problème de la semaine prochaine.

c) Premier tirage : A E E G R Y. Trouvez un six-lettres qui rapporte 36 points.

d) Deuxième tirage : G + A I L P T U. Trouvez un sept-lettres.

Solution du problème dans Le Monde du 23 avril.

Solution du problème paru dans Le Monde du 9 avril.

Chaque solution est localisée sur la grille par une référence se rapportant à sa première lettre. Lorsque la référence commence par une lettre, le mot est horizontal ; lorsqu'elle commence par un chiffre, le mot est vertical.

a) LAUSSE 12, 78, en collante sous CHOEURS, faisant CA, HI, OU, ES, US, RE.

b) JOULASSE, vocalisasse sans parler, B 8, 70. - ALUNISSE, C 6, 68, ou l'anagramme SINUSALE. - ECLUSAS, D 8, 74. - SAULAISS, E 5, 82. - LIGUASSE, F 7, 68. - HUILASSE, H 4, 74. - RUISSELA, 8 H, 77, ou l'anagramme RUILASSE.

c) UNIKUES.

d) IDOLATRA.

Michel Charlemagne

ARTS Une exposition à l'Hôtel de Sully raconte, en images, comment le pôle Nord et le pôle Sud ont été photographiés par des aventuriers, scientifiques et artistes, depuis les

premiers documents de Miot, en 1856, jusqu'aux expéditions de Jean-Louis Etienne, en 1994-1996. S'offrant comme un florilège d'images présentées dans leur

chronologie, l'exposition évacue le contexte des prises de vue, notamment leur vocation ethnographique. ● LA PHOTOTHÈQUE du Musée de l'Homme, logée dans le

palais du Trocadéro à Paris, possède la plus belle collection d'images « exotiques » en France, mais elle manque de moyens. ● JEAN MALAURIE, fondateur et di-

recteur de la collection « Terre humaine » (éditions Plon), explique, dans un extrait d'un texte à paraître en octobre, sa conception du portrait ethno-photographique.

Du pôle Nord au pôle Sud, le duel entre photographie et science

Deux expositions, à l'Hôtel de Sully et au Muséum national d'histoire naturelle, ainsi que plusieurs livres racontent les conquêtes polaires, les rivalités, les tragédies et les victoires des explorateurs. En toile de fond, deux lectures des images s'affrontent, qu'il faut dépasser : ethnographique et esthétique

AUCUNE photographie ne peut traduire les aventures qui ont jalonné la conquête du pôle Nord et du pôle Sud, les rivalités d'explorateurs et les corps disparus dans la banquise, les doigts gelés que l'on doit couper pour éviter la gangrène, les bateaux broyés par les glaces, les ballons d'exploration qui s'abîment dans la tempête, les bivouacs par moins 60° dans l'attente d'illusoires secours. Les latitudes extrêmes ont façonné des héros dont on peut découvrir quelques visages dans l'exposition « La conquête des pôles », à l'Hôtel de Sully - Peary, Cook, Charcot, Rasmussen... - qui commence avec Paul-Emile Miot, un physicien à qui on doit probablement les premières images de plaques de glace dérivantes, à Terre-Neuve en 1857, et se clôt avec les expéditions de Jean-Louis Etienne, en 1994-1996.

L'intérêt d'une telle exposition

L'ethnographie, intitulée *Ethnographie et photographie* (1991), l'universitaire Emmanuel Garrigue distinguait dans les images « exotiques » « la part de l'imaginaire, la part de l'idéologie, la part de la réalité et la part de l'art ». A l'Hôtel de Sully, tout est mélangé : effigie romantique du Danois Knud Rasmussen alors qu'on connaît un visage bien plus écorché - absent de l'exposition - du premier ethnologue moderne ; portrait pathétique de l'explorateur allemand Alfred Wegener, théoricien de la dérive des continents, en perdition au Groenland (1930), une semaine avant sa mort ; portraits grandiloquants, portant peaux de bête, en studio, des Américains Robert Peary et Frederick Cook, rivaux acharnés pour la conquête du pôle Nord, en 1908-1909 ; cliché pris par Peary, le 6 avril 1909, où l'on voit ses cinq compagnons d'expédition devant une crête de glace surmontée du drapeau américain, censé prouver à tort - qu'il s'agit du pôle Nord ; cliché esthétisant pris par Hurley à bord de *L'Endurance*, bateau pris dans les glaces de l'Antarctique avant de sombrer ; négatifs d'explorateurs poussant leur canot que l'on a retrouvés à côté des corps gelés, trente-trois ans après les prises de vue ; jusqu'aux œuvres récentes, en 1988, de Lynn Davis, qui transfigure un iceberg en sculpture.

Dans ce fourre-tout glacé, rares sont les vues ethnographiques des peuples du pôle Nord. Ces documents, peu spectaculaires, auraient fait pâle figure dans une exposition qui favorise l'esthétique. Pourtant, jusqu'au XIX^e siècle, le projet esthétique était le cadet des soucis des explorateurs. « Il faut savoir les regarder », explique Jean Malaurie, spécialiste des Inuits. Ce dernier



L'expédition britannique de Robert Falcon Scott découvre, le 18 janvier 1912, la tente des Norvégiens dirigés par Roald Amundsen, qui ont atteint le pôle Sud le 14 décembre 1911. De gauche à droite, Scott, Oates, Wilson et Evans ; Henri Robertson Bowers prend la photo. Ils mourront sur le chemin du retour. Tirage moderne au gélatino-bromure d'argent 29 x 39,5.

descripteur de Johan Petersen, prise en 1900, représentant une société découverte en 1884 sur la côte est du Groenland : « On voit qu'il fait froid, une femme porte un slip en peau de phoque, la coiffure est capitale, le visage est allongé, typique de l'est du Groenland ; la tente est en peau de phoque. Ils sortent de la nuit des temps ».

Délaissant le dessin et la gravure, quasiment tous les scientifiques et explorateurs des pôles ont pratiqué

et pratiqué - la photographie : du duc d'Orléans au prince Albert I^{er} de Monaco, de Cook à Charcot, de Paul-Emile Victor à Jean Malaurie.

LES TRAITS DES VISAGES

Une exposition intitulée « L'Aventure polaire », logée dans la galerie de botanique du Muséum national d'histoire naturelle, privilégie cette lecture scientifique et ethnographique des images. En

mettant l'accent sur les traits des visages, coupes de cheveux, vêtements, objets, gestes, décors... Montrer par exemple « Ammasalik, femme esquimo préparant des intestins pour la fabrication des vêtements imperméables ».

Au Muséum, la partie photographique est confinée à une petite rotonde qui a du mal à trouver sa place dans une exposition pédagogique avec objets, cartes, maquettes (Le Monde du 31 mars).

Michel Guerrin

A voir et à lire

● **Expositions.** « La conquête des pôles, cent cinquante ans de photographie en Arctique et en Antarctique », Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, Paris 4^e. 01-42-74-47-75. De 10 heures à 18 h 30, fermé lundi. Jusqu'au 8 juin. Catalogue, textes de Pierre Borhan, Yannick Vigouroux et Robert Headland, éd. du Patrimoine, 120 p., 145 F. ● *L'Aventure polaire, cinq siècles de présence française*, muséum national d'histoire naturelle, jardin des plantes, galerie de botanique, 57, rue Cuvier, Paris 5^e. M^e Jussieu. Tél. : 01-40-79-30-00.

De 10 heures à 18 heures, fermé mardi. Jusqu'au 26 mai.

● **Bibliographie.** *L'Aventure polaire française des balciens aux expéditions de Paul-Emile Victor*, de Gérard Janichon et Christian de Marliave. Ed. Arthaud, 200 p., 295 F. *Minik, l'Esquimaux déraciné*, de Kenn Harper. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Nathalie Zimmermann. Plon (collection Terre Humaine), 378 p., 220 F. *Abécédair des pôles*, Collectif. Flammarion, 120 p., 99 F. *Cap Horn, rencontre avec les Indiens Yaghan*, textes de Anne Chapman, Philippe Revol et Christine Barthe. Ed. de la Martinière, 192 p., 295 F. *Ultimo Thulé*, de Jean Malaurie. Ed. Plon/Bordas, 324 p., 249 F.

Les merveilles délaissées de la photothèque du Musée de l'homme

POUR avoir une idée du peu de considération dont souffrent les photographies réalisées par des voyageurs ou des scientifiques, il suffit de se rendre à la photothèque du Musée de l'homme, au troisième étage du palais du Trocadéro. Le lieu est prestigieux puisqu'il contient trois cent cinquante mille négatifs et épreuves, dont une bonne partie en accès libre. Soit la plus belle collection en France d'images « exotiques », ramenées de toutes les parties du globe, depuis le milieu du XIX^e siècle.

La vétusté y est accablante : locaux exiguës, poussiéreux, inadaptes ; capharnaüm de tiroirs de rangements qui occupent tout l'espace ; caissons recouverts d'une toile plastique pour les protéger d'un produit antimites ; aucune table pour permettre au visiteur l'étude ou la simple consultation. Tout manque, en fait, cruellement : du personnel, de la place, de l'argent, afin d'offrir un service digne des collections.

Car il y a des merveilles sous la poussière. Les daguerréotypes des frères Bisson, qui témoignent des débuts de l'anthropologie, des ensembles très riches sur l'Afrique et l'Océanie, les fonds Charnay (Mexique, Madagascar), Miot, Potteau, Verger, Roland Bonaparte, Ella Maillart, Clémenceau - ce dernier a été exposé dans « Féminin/Masculin » au Centre Pompidou et à la Biennale de Venise, en 1995. Les photographies des expéditions du duc d'Or-

léans, que l'on retrouve exposées à la fois dans « La conquête des pôles » et dans « L'Aventure polaire, cinq siècles de présence française ». La plupart de ces fonds proviennent de dons divers : photographes, militaires, voyageurs, scientifiques...

LE SAUVETAGE DE LA COLLECTION

En dépit de ce délabrement, un grand pas a pourtant été fait depuis l'arrivée, en 1992, de Christine Barthe, chargée de mission pour la photographie. Grâce à la mise en place d'éléments de règles de conservation, on lui doit le sauvetage de la collection. Ainsi les épreuves les plus fragiles et précieuses ont été retirées de l'accès libre - notamment les daguerréotypes et sept mille épreuves, qui courent des années 1850 à 1920 - et protégées dans des boîtes spéciales. Christine Barthe a fouillé, classé, identifié, fait restaurer... Elle a mis de l'ordre dans des centaines de classeurs métalliques qui menaçaient ruine dans un escalier. Elle a aussi mis en place un système d'inventaire sur ordinateur qui, en plus du traditionnel classement par régions, offre un accès par auteurs.

Manque d'argent ? Sûrement. L'état de la photothèque est à l'image du Musée de l'homme : pour le moins déliquescents. Mais cette situation quasi apocalyptique en dit long, aussi, sur la façon dont les chercheurs consi-

dèrent la photographie. Non pas comme des objets à préserver, voire à étudier - comme c'était le cas au XIX^e siècle - mais comme une documentation, d'ailleurs à peine consultée. Pour preuve, ces fonds sont gérés comme un « service » du musée, au même titre que la menuiserie ou le gardiennage. Ainsi le public a longtemps pu manipuler les images sans soins et sans contrôle, comme s'il s'agissait de vulgaires photocopies. Des vols ont eu lieu. Les inventaires n'étant pas fiables, les disparitions n'étaient pas faciles à repérer.

Pour être juste, la photographie n'est pas seule à souffrir de cette vision étroite, puisque la plupart des collections du Musée de l'homme, simples témoignages et non objet en soi, subissent le même sort. Dans ces conditions, la photothèque aurait tout à gagner de la création d'un Musée de l'homme, des arts et civilisations - qui intégrerait l'essentiel des collections du département d'ethnologie du Musée de l'homme.

Reste que l'Etat préfère subventionner généreusement quelques expositions comme « La conquête des pôles », qui n'apportent pas grand-chose, plutôt que de se préoccuper d'une photothèque délaissée, fleuron de notre patrimoine, et pièce essentielle pour la recherche.

M. G.

Le mystère du portrait, selon Jean Malaurie

LE FONDATEUR de la collection « Terre humaine » (Plon), Jean Malaurie, publiera en octobre, aux éditions Plon, un livre intitulé *Hummocks* : Groenland, Arctique

central canadien, détroit de Béring (Alaska), Tchoukotka (Sibérie). Il explique, en introduction, sa conception de la photographie. En voici des extraits.

« Dans « ethnophotographie », deux mots sont accolés, ils impliquent deux types de rapports. N'étant, de formation, ni ethnologue ni photographe, je me sens libre de les articuler en fonction de mon expérience sur le terrain. Dans

la photographie « ethnographique », axée sur le « renseignement », - mœurs, vêtements, gestes, etc. -, l'attention extrême et la multiplicité du regard sont essentielles et d'une évidence utilitaire scientifique. Elle est devenue un complément indispensable à la description écrite.

J'ai pris conscience dans l'Arctique de la différence qui existe entre de magnifiques instantanés, photographiés dans l'action, et l'ethnographie. Prenons, par exemple, un visage d'autochrome esquimaux comme celui qui figure sur la couverture de *Derniers Rois de Thulé*. Ce portrait de Kutsiksoq n'est en rien l'effet d'un heureux hasard. Il est le résultat d'une attente de six mois et d'une chasse... à l'homme (...). Ce qui fait la valeur

d'une photographie, c'est la « communion » acceptée entre le photographe et le photographié.

Mon cher Kutsiksoq est une part du portrait. Je suis l'autre. On peut aller jusqu'à dire que cette photographie est « notre » œuvre, comme on dit « notre » enfant avec une femme. Je me souviens de l'instant choisi. Ni au début de mon séjour (j'ai rencontré Kutsiksoq sur le haut d'un glacier dans la nuit polaire en pleine bourrasque, en novembre 1950) ni à la fin (juin 1951). En novembre, l'image - difficile à saisir, il faisait sombre - risquait d'être « touristique » : en juin, trop familière. Elle fut réalisée le 31 mai 1951 : nous étions maîtres de notre destin en cette extrême solitude de la Terre d'Inglefield, à Aungnartok (baie de Rensselaer), très précisée-

ment, j'avais fait mes preuves, au fil des mois et des tourments, d'Esquimaux blanc, conducteur de traîneau à chiens (...). Il y avait comme un appel réciproque pour fixer cette fraternité d'hommes ombrageux.

On tremble quelque peu avant d'appuyer sur le déclencheur, car on sait que cet instant est fugitif, unique, la peur vous prend de manquer techniquement, « existentiellement », le clic. Si l'un et l'autre souhaitent que la photographie soit prise, c'est qu'il y a un mystère à fixer. Dans l'amitié découverte, il y a un temps plus ou moins long où la curiosité de l'autre est encore entière mais où pourtant certains liens se nouent, où l'on commence à se connaître assez pour s'aimer, mais pas trop pour ne plus se voir. »

Les Enfants du Futur

L'extraordinaire odyssee

« Dans une étrange boutique, Alexence, Clémentine et Benjamin découvrent un mystérieux objet cubique qui leur révèle un futur inquiétant... Les 3 enfants vont alors tenter de changer le 21^e millénaire. »

Les Enfants du Futur : une table musicale d'Alain Simon. Racontée par Jean Reno

avec : Jean Reno, Alain Simon, Jean-Louis Etienne, Michel Mitrani, Claude Berling, Roger Dumas, Régis Laroche, Jean-Louis Etienne, Michel Mitrani, Claude Berling, Roger Dumas, Régis Laroche



DISPONIBLE EN CD ET VHS

SORTIE LE 8 AVRIL

سورة الفاتحة

Tous les genres au 21^e



Tous les genres musicaux ont rendez-vous au 21^e Printemps de Bourges

Avant Asian Dub Foundation le 16, Dany Brillant et Fernanda Abreu ouvrent le festival le 15 avril

Dany Brillant, nouveau roi de la chanson rétro, voisine avec Fernanda Abreu, l'enfant terrible du funk brésilien ; le rapper Ice T côtoie les ré-

voités d'Amsterdam, MRA. Les Indo-Pakistanaïes de Londres Asian Dub Foundation inventent de nouveaux sons. Ils sont l'objet du premier entre-

tien d'une série que Le Monde publiera pendant les six jours du Printemps de Bourges, miroir des goûts musicaux contemporains.

LE GÉNIE de Dany Brillant, c'est de n'avoir rien inventé. De se mettre de la brillante, prendre les airs rebelles de James Dean, fumer sagement le cigare, faire « Sud » tout en plaisant au Nord, avoir le col ouvert en étant tiré à quatre épingles. Depuis un passage à Cuba pour y enregistrer son dernier album, *Havana*, Dany, trente ans, a perdu ses tics, cette façon bien à lui d'accentuer la fin de chaque vers avec de pénibles « e-e-e » (« J'ai perdu la tête e-e-e »). Ces petits travers n'ont pas nui aux ventes de *C'est ça qui est bon*, où il cherchait Suzette avec un ardeur ensoleillée, ni de *C'est toi* – le ton amoureux de Dany Brillant est toujours celui de la conviction. *Havana*, meo par le chef d'orchestre cubain Rambert



PRINTEMPS DE BOURGES

Egues, suit le même chemin (300 000 exemplaires vendus), de Saint-Germain-des-Près au Palacio de la salsa. « *Le Brillant de ces dames* » (France-Soir du 24 janvier, alors que Dany remplissait l'Olympia) fouille dans les années 50 comme dans un grenier de famille, ni décadent ni passéiste, juste un peu rétro.

Le chanteur compose ses paroles et sa musique, c'est plus simple : l'interprète comprend mieux ce qu'il a voulu dire l'auteur. Il peut décliner le b-a ba du music-hall léger : incarner « chérie » d'un mouvement de hanche et le chic zézou d'un renversement de torse. Les petits adorent : Dany est un grand frère, beau gosse, décontracté. Une fois qu'ils en ont fini avec la télévision, avec l'horrible dessin animé japonais ou la série américaine menée à l'arme lourde, ils peuvent s'essayer à *Quand je vois tes yeux*, je suis amoureux. Les jeunes filles admirent ce garçon né en Tunisie de

parents juifs et modestes, élevé dans le 19^e arrondissement de Paris, qui a « passé sa jeunesse d'ouïr après le vent », qui n'a « pas de toit, pas de racines », mais qui, à longueur de chansonsnettes, se trouve enfin une adresse : « *Tal* ». Quant aux messieurs, ils esquissent quelques pas de mambo-macho en buvant « *Une fille comme ça*, une fille comme ça, c'est bon pour moi ».

SE DIVERTIR

Toute fête du samedi soir comportera *La Queue du chat* (« Depuis que tu m'as laissé là, je souffre sans compter... C'est pas moi qui ai tiré la queue du chat »). Dany Brillant a une devise : se divertir, bâtir de grande tablées familiales, des dynasties d'ondes rieuses et de cousins placides, de femmes séduisantes comme on en voit dans les films de Claude Lelouch. Il faut tutoyer les filles en robe légère et boire des orangeades, comme en

1960, quand Les Chaussettes noires étaient en voie de formation du côté de Belleville.

Fernanda Abreu, Brésilienne, ex-reine du disco et du rock blanc de Rio-de-Janeiro, s'est reconvertie à la samba-funk. Sur les traces de Jorge Benjor, elle rappe les leitmotivs de la jeunesse noire des favelas. En guise de soudain-gorge, elle s'est accroché une casserole sur chaque sein. Elle danse, inlassablement. Là où Dany Brillant rend polis les désirs les plus obscurs, la star brésilienne les fait exploser. Le Printemps de Bourges a voulu se donner, dès le premier jour, des airs pimpants et légers.

Veronique Mortaigne

* Dany Brillant et Fernanda Abreu. Le 15 avril au Printemps de Bourges, Palais d'Auron, 21 heures. 150 F. Tél : 01-49-87-57-57 ou 02-48-24-30-50. Minitel : 3615 BOURGES.

Pina Bausch crée « Nur du », variation chorégraphique inspirée par Hollywood

La pièce sera présentée à Paris en juin

WUPPERTAL

de notre envoyée spéciale

Rien ne saurait remplacer le voyage à Wuppertal. Rencontrer Pina Bausch dans ses murs ; respirer l'odeur des champignons qui cuisent dans le hall – rituel alimentaire délicieusement « exotique » ; s'asseoir enfin parmi un public qui sait son Bausch par cœur, réceptif, applaudissant chaque scène. C'est la fête. En rien la grand-messe compassée qu'on peut imaginer parfois. On voit à quel point ce public est de plain-pied avec la racine allemande de la plus universelle des chorégraphes. Nur du, la création au programme, a été conçue au cours d'une résidence de trois semaines à Los Angeles, en février 1996. Depuis 1986, la chorégraphe aime puiser, mais vérifier aussi, la matière de son inspiration dans des villes étrangères : après Rome, Palerme, Madrid et Vienne, le Tanztheater quittait pour la première fois l'Europe et travaillait aux États-Unis. Pas moins de quatre universités se sont unies pour lancer cette invitation – Berkeley, Los Angeles, Austin (Texas) et Tempe (Arizona). Coût de cette coproduction avec Wuppertal : 6,6 millions de francs.

Un spectacle de Pina Bausch débute le plus souvent lumières de la

salle allumées. Façon d'embarquer les spectateurs. Nur du dure trois heures quarante-cinq. La pièce emprunte son titre au succès des Platons : *Only You*. Elle s'ouvre avec une Brésilienne qui a fait son chemin dans la compagnie : Regina Advento. Elle entre avec sa chaise, s'assied à l'avant-scène, puis croise très haut ses jambes vertigineuses. Elle soulève alors jusqu'à la taille la jupe de sa robe de soirée, et la tient sans bouger droit devant elle. Sharon Stooe dans la « fameuse » scène d'interrogatoire de *Basic Instinct* peut aller se tasser là. Là où la chorégraphe allemande est forte, c'est qu'elle n'en reste jamais, on s'en doute, à cet aspect primaire d'une situation qui fait tordre le cou aux hommes du monde entier. La danseuse se met à chanter, comme on chante quand on se croit seul. Le timbre de cette mélodie modifie le regard. La jeune femme en face de nous s'est métamorphosée en créature solitaire, étrangère à elle-même comme au reste du monde. On ne « mate » plus ses cuisses : sa vacuité effraie.

Pendant la maturation de Nur du, Pina Bausch a demandé à visiter à Los Angeles les clubs de salsa et les boîtes de strip-tease, le célèbre club

de boxe de Hoover Street. A Austin, elle a suivi une patrouille de nuit pour observer le langage des signes utilisé par les membres des gangs. C'est parce que son travail repose sur une observation forcée des gestes humains qu'elle est devenue la championne des détournements sémantiques. Elle prend au piège les mots, les mouvements, les regards. Tel est pris qui croyait prendre. Dans Nur du, elle s'amuse à rendre hommage au cinéma, aux femmes préfabriquées mises sur des piédestals par des hommes qui feignent de les servir. Nazareth Panadero, une ancienne de la compagnie, perd sa petite culotte autant de fois qu'il est nécessaire pour voir son nom en haut de l'affiche. Quel talent !

VANITÉ DES CORPS

Il faut voir Jan Manarik en coiffeur pour dames, et Dominique Mercy en Gloria Swanson, en plein délire schizophrène. Qui suis-je ? Nur du. Seulement toi, et personne d'autre. Un être affamé d'amour. La chorégraphe traite son obsession avec l'énergie que donne le soleil californien. Elle s'amuse de ce monde où tout est donné, exhibé, elle, la reine du mystère et de l'inconscient, maîtresse des idées associées, dissociées, désossées. Vivant dans le monde du spectacle, elle sait à quel point les excès et l'artificiel sont nécessaires. Mieux que quiconque, elle ose tracer une scène triviale mais efficace. Chorégraphe, elle connaît la vanité du culte des corps, et montre que la beauté est ailleurs.

Les danseuses, menées par l'Anglaise Julie Shanahan et la Française Helena Pilon, devraient être toutes nommées tant elles prennent des risques, sur fond de gospels et de musique new age. Encore un mot pour parler du renouvellement des garçons, tous jeunes, encore maladroits parfois, et d'un petit nouveau sidérant, découvert l'an dernier aux examens de la Folkswangschule d'Essen, l'école dont est issue Pina Bausch elle-même : Fernando Sueli. Il est de Caracas, et très myope. Le Tanztheater Wuppertal tient avec lui un vrai tempérament de comique. Gageons qu'il entrainera M^{me} Bausch vers des zones inconnues.

Au fond de la scène, des troncs d'arbre pétrifiés, colosses de la forêt située au nord de San Francisco. Encore un coup réussi du scénographe Peter Pabst.

Dominique Frétyard

Sanjay Taylor et Steve Chandra, du groupe Asian Dub Foundation « Plus que Blur ou Oasis, nous représentons la brit pop contemporaine »

PROJET ÉDUCATIF devenu groupe incandescent, Asian Dub Foundation reflète la virulence d'une génération d'Asiatiques nés en Angleterre pendant les années de crise. À la croisée des rythmes traditionnels et des éléments les plus neufs du rock, du reggae, du rap et de la techno, leur musique décrit le mélange possible des cultures. Après *Facts and Fictions*, sorti en 1995, et avant la publication d'un CD-ROM consacré à la lutte contre le racisme, leur deuxième album, *R.A.F.A.*, témoigne de la même rage inventive. Le Monde a rencontré Sanjay Taylor, le DJ informatique, et Steve Chandra, le guitariste, animateurs sociaux devenus musiciens à plein temps.

« La Grande-Bretagne vote bientôt pour un nouveau gouvernement. Qu'attendez-vous de la probable victoire de Tony Blair ?

Steve Chandra – Pas grand-chose. Il a pris un virage libéral et le passé du Parti travailliste ne plaide pas en sa faveur. C'est lui qui, à la fin des années 60, a mis en place les premières lois répressives sur l'immigration. J'espère que le nouveau gouvernement mettra fin au côté « big brother » de la paranoïa sécuritaire, qu'il annulera la mise en place de caméras de surveillance dans les rues, qu'il réagira aux abus de la police envers les minorités, qu'il ne créera pas plus de sans-abris. Je ne crois pas de toute façon que le changement se décide au-dessus de nous. C'est aux gens et aux minorités de se prendre en main. C'est tout le sens de notre travail.

Vous êtes à l'origine des animateurs et Asian Dub Foundation était au départ un projet éducatif. Vous croyez au pouvoir de la musique ?

Sanjay Taylor – Le projet était à l'origine baptisé *community music*. Son foodateur, John Stevens, un célèbre batteur de jazz d'avant-

garde, pensait qu'en jouant ensemble les gens pouvaient former un embryon d'utopie. Dans un groupe, tout le monde s'exprime, mais tout le monde travaille ensemble. L'individualisme est autant satisfait que la valeur collective. Nous participons à des ateliers musicaux dans des banlieues défavorisées de Londres. Nous initiions, en particulier, les adolescents à l'utilisation du sampler. Pour attirer leur attention, mieux vaut un rythme de jungle qu'un cours de solfège. Le groupe est né de ces rencontres. Notre chanteur, Deeder Zaman, alias Master D, avait quinze ans quand il est venu assister à l'un de ces cours.

– Vos parents viennent d'Inde, du Pakistan, du Bangladesh... Votre génération semble à la fois plus intégrée et plus violente.

S. C. – Cette image d'une communauté asiatique pacifique est un stéréotype qui correspond à l'interprétation britannique de l'histoire de l'Inde. Les Anglais se mettent dans la peau de colonisateurs éclairés et aiment souligner le rôle de Gandhi, oubliant la résistance et les violences.

S. T. – Quand nos parents sont arrivés en Grande-Bretagne, ils n'étaient pas en position de contester quoi que ce fût. À l'époque, il y avait du travail. Nous sommes anglais et nous appartenons à la génération du chômage, des ghettos et de la drogue. Quand nous avons fait des ateliers dans les rues de Londres, nous nous adressions à des bérômonomes de quinze ans. Cela n'existait pas dans la communauté asiatique il y a vingt ans.

– Votre musique, comme celle de beaucoup d'Anglais d'origine indienne, est très influencée par le reggae. Quels sont les rapports entre communauté asiatique et communauté jamaïcaine ?

S. C. – L'expérience des jeunes Asiatiques des banlieues est très similaire à celles des jeunes jamaïcains. Il y a entre nous une résonance sociale et aussi musicale. En Angleterre, le terme *black* désigne aussi bien les jamaïcains, les Africains que les Asiatiques. Finalement, nous faisons aussi de la *black music*.

S. T. – On peut trouver beaucoup de points communs entre rythmes traditionnels indiens et jamaïcains. Beaucoup d'indiens se sont mis au raggamuffin ou à la jungle. L'idole de Master D est un chanteur jamaïcain, Navigator, un des premiers MC (*maître de cérémonie*) de la jungle. Asian Dub Foundation mélange plusieurs générations et la musique de chacune d'elles. Reggae, jungle, rap, rock, punk, acid-house, musique classique indienne... Nous faisons se rencontrer la culture des DJ et celle des musiciens de scène.

– Quelle est la place des musiciens indiens dans l'industrie musicale britannique ?

S. C. – Il existe un genre de variété indienne, le *bangra*, qui fonctionne sur un circuit presque strictement communautaire. Au départ, c'est une musique de fête, originaire du Pendjab et adaptée à la vie occidentale. Des millions d'albums sont vendus chez les marchands de journaux et dans les magasins de hi-fi tenus par des Asiatiques.

S. T. – Les gens espèrent toujours des indiens qu'ils proposent quelque chose d'exotique et de spirituel. Nous, on ne veut pas gommer notre agressivité et notre engagement politique.

– Que pensez-vous de la façon dont le rock s'inspire des musiques indiennes depuis les années 60 ?

S. C. – La plupart du temps, les musiciens de rock ont utilisé la musique indienne de façon impérialiste, se servant de ses aspects les plus touristiques sans rien donner en échange. D'autres s'en sont inspirés sans utiliser pour autant de sitars ou de tablas. *The End*, des Doors, ou *Eight Miles High*, des Byrds, sont de fantastiques appropriations de ces musiques sans qu'aucun trouve aucun instrument ou symbole exotique. Je préfère mille fois ça à ce qu'a pu enregistrer George Harrison. Aujourd'hui, un groupe comme Kula Shaker a remis au jour ce goût pour l'exotisme hindou. Ces mecs vont en Inde avec l'argent de papa, trouvent ça « génial », alors qu'ils ne leur viendraient pas à l'idée de rencontrer les indiens qui vivent

Propos recueillis par Stéphane Davet

* En concert le 16 avril au Printemps de Bourges, Palais d'Auron, à 22 heures. A Paris, le 9 mai, à l'Elysée-Montmartre.



PLATON/G...

LE BANQUET LE MÉPRIS - Mise en scène Michele Foucher

Théâtre de Gennevilliers 18 avril - 16 mai

01 41 32 26 26

les 10 jours de l'art contemporain

renseignements 08 00 33 29 98

Le Monde Culture

Folk Implosion en concert

Les bricolages rock de Lou Barlow

AU SEIN de Dinosaur Jr., puis avec Sebadoh, le guitariste et chanteur Lou Barlow avait défini l'esthétique briguebalante des *slackers*, glandeurs magnifiques du rock américain. Solt la certitude qu'une matière mal dégrossie, des moyens techniques limités et la notion d'instabilité pouvaient produire des chansons vivantes et indomptées. Ce chemin fait de riffs cabossés, il l'a emprunté aussi pour des projets parallèles comme Folk Implosion, duo créé avec son complice John Davis. Surprise, ces



bricoleurs ont accouché, il y a deux ans, d'un véritable tube, *Natural One*, figurant dans la bande originale du film *Kids*. Ils reviennent aujourd'hui avec un nouvel album, *Osez être surpris*, qui a mis un peu d'huile dans leurs grincants rouages. Le Café de la danse ouvre ses portes, mardi, à ces rois de l'underground en phase de croissance.

★ Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11^e. M^{rs} Bastille, 20 heures, le 15. Tél.: 01-47-00-57-59. 90 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Orchestre de la Tonhalle de Zurich
L'orchestre symphonique suisse le plus réputé, aujourd'hui entre les mains de David Zinman, ne peut que progresser encore et donner une leçon de musique à d'autres. Dvorak: *Concerto pour violoncelle et orchestre*. Schubert: *Symphonie n° 9 « la Grande »*. Yo-Yo Ma (violoncelle).
Théâtre des Champs-Élysées
15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M^{rs} Alma-Marceau, 20 h 30, le 17. Tél.: 01-49-52-50-50. De 70 F à 510 F.
Bojan Z. Quartet
Le pianiste Bojan Z. toujours entre son amour du jazz, dont il sait détourner les codes, et le rappel des mémoires de son enfance, qu'elles soient serbes ou croates. *Maison de Radio-France*, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16^e. M^{rs} Passy, 20 h 30, le 15. Tél.: 01-42-30-15-16. Entrée libre.
Jobim-Morelenbaum Quartet
A l'heure où WEA ressort trois de ses albums, Antonio Carlos Jobim, l'un des pères de la bossa-nova, décédé en décembre 1994, leur par un quartet exemplaire qui connaît bien son sujet. La formation regroupe en effet le fils, le petit-fils, l'arrangeur et la vocaliste qui

l'accompagnèrent dans ses dernières années. Invité spécial, Marcelo Costa, l'un des percussionnistes préférés de Caetano Veloso.
New Morning, 7-9, rue des Petites-Écuries, Paris-10^e. M^{rs} Château-d'Eau, 20 h 30, le 15. Tél.: 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.
Castaflore Bazooka
Emmené par Elisabeth Wiener, un groupe de nanas malicieuses qui parodient à tour de bras rock, jazz, twist, chorale et reggae. On ne s'ennuie guère dans leur *Cabaret des illusions perdues*, où tourbillonnent bonne humeur et fraîcheur.
La Répinière Opéra, 7, rue Louis-le-Grand, Paris-2^e. M^{rs} Opéra, 19 heures, du 15 au 19. Tél.: 01-42-61-44-16. De 70 F à 100 F.
Nadim
Originaire de Blida, en Algérie, cet original chanteur de rai a fait craquer Alpha Blondy. La star du reggae africain chante sur un titre de son premier album, sorti il y a quelques mois, *Tout l'temps nerveux* (M8odie).
A La Jova, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-10^e. M^{rs} République, 22 heures, le 15. Tél.: 01-42-02-20-52. 80 F.

THÉÂTRE

Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS

Buffo
de et avec Howard Buten.
Théâtre du Ranelagh, 5, rue des Vignes, Paris 18^e. M^{rs} Muette ou Passy, 18 h 30, le 17. De 17 h 30, le 18. De 19 h 30, le 19. De 20 h 30, le 20. De 21 h 30, le 21. De 22 h 30, le 22. De 23 h 30, le 23. De 24 h 30, le 24. De 25 h 30, le 25. De 26 h 30, le 26. De 27 h 30, le 27. De 28 h 30, le 28. De 29 h 30, le 29. De 30 h 30, le 30. De 31 h 30, le 31. De 32 h 30, le 1^{er} mai. De 33 h 30, le 2^{er} mai. De 34 h 30, le 3^{er} mai. De 35 h 30, le 4^{er} mai. De 36 h 30, le 5^{er} mai. De 37 h 30, le 6^{er} mai. De 38 h 30, le 7^{er} mai. De 39 h 30, le 8^{er} mai. De 40 h 30, le 9^{er} mai. De 41 h 30, le 10^{er} mai. De 42 h 30, le 11^{er} mai. De 43 h 30, le 12^{er} mai. De 44 h 30, le 13^{er} mai. De 45 h 30, le 14^{er} mai. De 46 h 30, le 15^{er} mai. De 47 h 30, le 16^{er} mai. De 48 h 30, le 17^{er} mai. De 49 h 30, le 18^{er} mai. De 50 h 30, le 19^{er} mai. De 51 h 30, le 20^{er} mai. De 52 h 30, le 21^{er} mai. De 53 h 30, le 22^{er} mai. De 54 h 30, le 23^{er} mai. De 55 h 30, le 24^{er} mai. De 56 h 30, le 25^{er} mai. De 57 h 30, le 26^{er} mai. De 58 h 30, le 27^{er} mai. De 59 h 30, le 28^{er} mai. De 60 h 30, le 29^{er} mai. De 61 h 30, le 30^{er} mai. De 62 h 30, le 31^{er} mai. De 63 h 30, le 1^{er} juin. De 64 h 30, le 2^{er} juin. De 65 h 30, le 3^{er} juin. De 66 h 30, le 4^{er} juin. De 67 h 30, le 5^{er} juin. De 68 h 30, le 6^{er} juin. De 69 h 30, le 7^{er} juin. De 70 h 30, le 8^{er} juin. De 71 h 30, le 9^{er} juin. De 72 h 30, le 10^{er} juin. De 73 h 30, le 11^{er} juin. De 74 h 30, le 12^{er} juin. De 75 h 30, le 13^{er} juin. De 76 h 30, le 14^{er} juin. De 77 h 30, le 15^{er} juin. De 78 h 30, le 16^{er} juin. De 79 h 30, le 17^{er} juin. De 80 h 30, le 18^{er} juin. De 81 h 30, le 19^{er} juin. De 82 h 30, le 20^{er} juin. De 83 h 30, le 21^{er} juin. De 84 h 30, le 22^{er} juin. De 85 h 30, le 23^{er} juin. De 86 h 30, le 24^{er} juin. De 87 h 30, le 25^{er} juin. De 88 h 30, le 26^{er} juin. De 89 h 30, le 27^{er} juin. De 90 h 30, le 28^{er} juin. De 91 h 30, le 29^{er} juin. De 92 h 30, le 30^{er} juin. De 93 h 30, le 1^{er} juillet. De 94 h 30, le 2^{er} juillet. De 95 h 30, le 3^{er} juillet. De 96 h 30, le 4^{er} juillet. De 97 h 30, le 5^{er} juillet. De 98 h 30, le 6^{er} juillet. De 99 h 30, le 7^{er} juillet. De 100 h 30, le 8^{er} juillet. De 101 h 30, le 9^{er} juillet. De 102 h 30, le 10^{er} juillet. De 103 h 30, le 11^{er} juillet. De 104 h 30, le 12^{er} juillet. De 105 h 30, le 13^{er} juillet. De 106 h 30, le 14^{er} juillet. De 107 h 30, le 15^{er} juillet. De 108 h 30, le 16^{er} juillet. De 109 h 30, le 17^{er} juillet. De 110 h 30, le 18^{er} juillet. De 111 h 30, le 19^{er} juillet. De 112 h 30, le 20^{er} juillet. De 113 h 30, le 21^{er} juillet. De 114 h 30, le 22^{er} juillet. De 115 h 30, le 23^{er} juillet. De 116 h 30, le 24^{er} juillet. De 117 h 30, le 25^{er} juillet. De 118 h 30, le 26^{er} juillet. De 119 h 30, le 27^{er} juillet. De 120 h 30, le 28^{er} juillet. De 121 h 30, le 29^{er} juillet. De 122 h 30, le 30^{er} juillet. De 123 h 30, le 31^{er} juillet. De 124 h 30, le 1^{er} août. De 125 h 30, le 2^{er} août. De 126 h 30, le 3^{er} août. De 127 h 30, le 4^{er} août. De 128 h 30, le 5^{er} août. De 129 h 30, le 6^{er} août. De 130 h 30, le 7^{er} août. De 131 h 30, le 8^{er} août. De 132 h 30, le 9^{er} août. De 133 h 30, le 10^{er} août. De 134 h 30, le 11^{er} août. De 135 h 30, le 12^{er} août. De 136 h 30, le 13^{er} août. De 137 h 30, le 14^{er} août. De 138 h 30, le 15^{er} août. De 139 h 30, le 16^{er} août. De 140 h 30, le 17^{er} août. De 141 h 30, le 18^{er} août. De 142 h 30, le 19^{er} août. De 143 h 30, le 20^{er} août. De 144 h 30, le 21^{er} août. De 145 h 30, le 22^{er} août. De 146 h 30, le 23^{er} août. De 147 h 30, le 24^{er} août. De 148 h 30, le 25^{er} août. De 149 h 30, le 26^{er} août. De 150 h 30, le 27^{er} août. De 151 h 30, le 28^{er} août. De 152 h 30, le 29^{er} août. De 153 h 30, le 30^{er} août. De 154 h 30, le 31^{er} août. De 155 h 30, le 1^{er} septembre. De 156 h 30, le 2^{er} septembre. De 157 h 30, le 3^{er} septembre. De 158 h 30, le 4^{er} septembre. De 159 h 30, le 5^{er} septembre. De 160 h 30, le 6^{er} septembre. De 161 h 30, le 7^{er} septembre. De 162 h 30, le 8^{er} septembre. De 163 h 30, le 9^{er} septembre. De 164 h 30, le 10^{er} septembre. De 165 h 30, le 11^{er} septembre. De 166 h 30, le 12^{er} septembre. De 167 h 30, le 13^{er} septembre. De 168 h 30, le 14^{er} septembre. De 169 h 30, le 15^{er} septembre. De 170 h 30, le 16^{er} septembre. De 171 h 30, le 17^{er} septembre. De 172 h 30, le 18^{er} septembre. De 173 h 30, le 19^{er} septembre. De 174 h 30, le 20^{er} septembre. De 175 h 30, le 21^{er} septembre. De 176 h 30, le 22^{er} septembre. De 177 h 30, le 23^{er} septembre. De 178 h 30, le 24^{er} septembre. De 179 h 30, le 25^{er} septembre. De 180 h 30, le 26^{er} septembre. De 181 h 30, le 27^{er} septembre. De 182 h 30, le 28^{er} septembre. De 183 h 30, le 29^{er} septembre. De 184 h 30, le 30^{er} septembre. De 185 h 30, le 1^{er} octobre. De 186 h 30, le 2^{er} octobre. De 187 h 30, le 3^{er} octobre. De 188 h 30, le 4^{er} octobre. De 189 h 30, le 5^{er} octobre. De 190 h 30, le 6^{er} octobre. De 191 h 30, le 7^{er} octobre. De 192 h 30, le 8^{er} octobre. De 193 h 30, le 9^{er} octobre. De 194 h 30, le 10^{er} octobre. De 195 h 30, le 11^{er} octobre. De 196 h 30, le 12^{er} octobre. De 197 h 30, le 13^{er} octobre. De 198 h 30, le 14^{er} octobre. De 199 h 30, le 15^{er} octobre. De 200 h 30, le 16^{er} octobre. De 201 h 30, le 17^{er} octobre. De 202 h 30, le 18^{er} octobre. De 203 h 30, le 19^{er} octobre. De 204 h 30, le 20^{er} octobre. De 205 h 30, le 21^{er} octobre. De 206 h 30, le 22^{er} octobre. De 207 h 30, le 23^{er} octobre. De 208 h 30, le 24^{er} octobre. De 209 h 30, le 25^{er} octobre. De 210 h 30, le 26^{er} octobre. De 211 h 30, le 27^{er} octobre. De 212 h 30, le 28^{er} octobre. De 213 h 30, le 29^{er} octobre. De 214 h 30, le 30^{er} octobre. De 215 h 30, le 31^{er} octobre. De 216 h 30, le 1^{er} novembre. De 217 h 30, le 2^{er} novembre. De 218 h 30, le 3^{er} novembre. De 219 h 30, le 4^{er} novembre. De 220 h 30, le 5^{er} novembre. De 221 h 30, le 6^{er} novembre. De 222 h 30, le 7^{er} novembre. De 223 h 30, le 8^{er} novembre. De 224 h 30, le 9^{er} novembre. De 225 h 30, le 10^{er} novembre. De 226 h 30, le 11^{er} novembre. De 227 h 30, le 12^{er} novembre. De 228 h 30, le 13^{er} novembre. De 229 h 30, le 14^{er} novembre. De 230 h 30, le 15^{er} novembre. De 231 h 30, le 16^{er} novembre. De 232 h 30, le 17^{er} novembre. De 233 h 30, le 18^{er} novembre. De 234 h 30, le 19^{er} novembre. De 235 h 30, le 20^{er} novembre. De 236 h 30, le 21^{er} novembre. De 237 h 30, le 22^{er} novembre. De 238 h 30, le 23^{er} novembre. De 239 h 30, le 24^{er} novembre. De 240 h 30, le 25^{er} novembre. De 241 h 30, le 26^{er} novembre. De 242 h 30, le 27^{er} novembre. De 243 h 30, le 28^{er} novembre. De 244 h 30, le 29^{er} novembre. De 245 h 30, le 30^{er} novembre. De 246 h 30, le 1^{er} décembre. De 247 h 30, le 2^{er} décembre. De 248 h 30, le 3^{er} décembre. De 249 h 30, le 4^{er} décembre. De 250 h 30, le 5^{er} décembre. De 251 h 30, le 6^{er} décembre. De 252 h 30, le 7^{er} décembre. De 253 h 30, le 8^{er} décembre. De 254 h 30, le 9^{er} décembre. De 255 h 30, le 10^{er} décembre. De 256 h 30, le 11^{er} décembre. De 257 h 30, le 12^{er} décembre. De 258 h 30, le 13^{er} décembre. De 259 h 30, le 14^{er} décembre. De 260 h 30, le 15^{er} décembre. De 261 h 30, le 16^{er} décembre. De 262 h 30, le 17^{er} décembre. De 263 h 30, le 18^{er} décembre. De 264 h 30, le 19^{er} décembre. De 265 h 30, le 20^{er} décembre. De 266 h 30, le 21^{er} décembre. De 267 h 30, le 22^{er} décembre. De 268 h 30, le 23^{er} décembre. De 269 h 30, le 24^{er} décembre. De 270 h 30, le 25^{er} décembre. De 271 h 30, le 26^{er} décembre. De 272 h 30, le 27^{er} décembre. De 273 h 30, le 28^{er} décembre. De 274 h 30, le 29^{er} décembre. De 275 h 30, le 30^{er} décembre. De 276 h 30, le 31^{er} décembre. De 277 h 30, le 1^{er} janvier. De 278 h 30, le 2^{er} janvier. De 279 h 30, le 3^{er} janvier. De 280 h 30, le 4^{er} janvier. De 281 h 30, le 5^{er} janvier. De 282 h 30, le 6^{er} janvier. De 283 h 30, le 7^{er} janvier. De 284 h 30, le 8^{er} janvier. De 285 h 30, le 9^{er} janvier. De 286 h 30, le 10^{er} janvier. De 287 h 30, le 11^{er} janvier. De 288 h 30, le 12^{er} janvier. De 289 h 30, le 13^{er} janvier. De 290 h 30, le 14^{er} janvier. De 291 h 30, le 15^{er} janvier. De 292 h 30, le 16^{er} janvier. De 293 h 30, le 17^{er} janvier. De 294 h 30, le 18^{er} janvier. De 295 h 30, le 19^{er} janvier. De 296 h 30, le 20^{er} janvier. De 297 h 30, le 21^{er} janvier. De 298 h 30, le 22^{er} janvier. De 299 h 30, le 23^{er} janvier. De 300 h 30, le 24^{er} janvier. De 301 h 30, le 25^{er} janvier. De 302 h 30, le 26^{er} janvier. De 303 h 30, le 27^{er} janvier. De 304 h 30, le 28^{er} janvier. De 305 h 30, le 29^{er} janvier. De 306 h 30, le 30^{er} janvier. De 307 h 30, le 31^{er} janvier. De 308 h 30, le 1^{er} février. De 309 h 30, le 2^{er} février. De 310 h 30, le 3^{er} février. De 311 h 30, le 4^{er} février. De 312 h 30, le 5^{er} février. De 313 h 30, le 6^{er} février. De 314 h 30, le 7^{er} février. De 315 h 30, le 8^{er} février. De 316 h 30, le 9^{er} février. De 317 h 30, le 10^{er} février. De 318 h 30, le 11^{er} février. De 319 h 30, le 12^{er} février. De 320 h 30, le 13^{er} février. De 321 h 30, le 14^{er} février. De 322 h 30, le 15^{er} février. De 323 h 30, le 16^{er} février. De 324 h 30, le 17^{er} février. De 325 h 30, le 18^{er} février. De 326 h 30, le 19^{er} février. De 327 h 30, le 20^{er} février. De 328 h 30, le 21^{er} février. De 329 h 30, le 22^{er} février. De 330 h 30, le 23^{er} février. De 331 h 30, le 24^{er} février. De 332 h 30, le 25^{er} février. De 333 h 30, le 26^{er} février. De 334 h 30, le 27^{er} février. De 335 h 30, le 28^{er} février. De 336 h 30, le 29^{er} février. De 337 h 30, le 30^{er} février. De 338 h 30, le 31^{er} février. De 339 h 30, le 1^{er} mars. De 340 h 30, le 2^{er} mars. De 341 h 30, le 3^{er} mars. De 342 h 30, le 4^{er} mars. De 343 h 30, le 5^{er} mars. De 344 h 30, le 6^{er} mars. De 345 h 30, le 7^{er} mars. De 346 h 30, le 8^{er} mars. De 347 h 30, le 9^{er} mars. De 348 h 30, le 10^{er} mars. De 349 h 30, le 11^{er} mars. De 350 h 30, le 12^{er} mars. De 351 h 30, le 13^{er} mars. De 352 h 30, le 14^{er} mars. De 353 h 30, le 15^{er} mars. De 354 h 30, le 16^{er} mars. De 355 h 30, le 17^{er} mars. De 356 h 30, le 18^{er} mars. De 357 h 30, le 19^{er} mars. De 358 h 30, le 20^{er} mars. De 359 h 30, le 21^{er} mars. De 360 h 30, le 22^{er} mars. De 361 h 30, le 23^{er} mars. De 362 h 30, le 24^{er} mars. De 363 h 30, le 25^{er} mars. De 364 h 30, le 26^{er} mars. De 365 h 30, le 27^{er} mars. De 366 h 30, le 28^{er} mars. De 367 h 30, le 29^{er} mars. De 368 h 30, le 30^{er} mars. De 369 h 30, le 31^{er} mars. De 370 h 30, le 1^{er} avril. De 371 h 30, le 2^{er} avril. De 372 h 30, le 3^{er} avril. De 373 h 30, le 4^{er} avril. De 374 h 30, le 5^{er} avril. De 375 h 30, le 6^{er} avril. De 376 h 30, le 7^{er} avril. De 377 h 30, le 8^{er} avril. De 378 h 30, le 9^{er} avril. De 379 h 30, le 10^{er} avril. De 380 h 30, le 11^{er} avril. De 381 h 30, le 12^{er} avril. De 382 h 30, le 13^{er} avril. De 383 h 30, le 14^{er} avril. De 384 h 30, le 15^{er} avril. De 385 h 30, le 16^{er} avril. De 386 h 30, le 17^{er} avril. De 387 h 30, le 18^{er} avril. De 388 h 30, le 19^{er} avril. De 389 h 30, le 20^{er} avril. De 390 h 30, le 21^{er} avril. De 391 h 30, le 22^{er} avril. De 392 h 30, le 23^{er} avril. De 393 h 30, le 24^{er} avril. De 394 h 30, le 25^{er} avril. De 395 h 30, le 26^{er} avril. De 396 h 30, le 27^{er} avril. De 397 h 30, le 28^{er} avril. De 398 h 30, le 29^{er} avril. De 399 h 30, le 30^{er} avril. De 400 h 30, le 1^{er} mai.

Centre Georges-Pompidou, place Georges-Pompidou, Paris 6^e. M^{rs} Rampeau, le 1^{er} mai, 19 heures. Tél.: 01-44-78-13-15. Entrée libre.

Platon/G...
d'après Platon, Homère, Jean-Luc Godard et Alberto Morevici, mise en scène de Michèle Fouché, avec Quentin Baillet, Renaud Becard, Anne Canineau, Jauris Casanova, Ivan Hald-slack, Philippe Lagrèze, Claire Le Michel, Nicolas Liatard, Photini Papadoulas, Céline Vaucouart et Vincent Walther.

Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gernévilliers. A partir du 18 avril. Les vendredis 18 et samedis 19, à 20 h 30. Le dimanche 20, à 16 heures. Tél.: 01-41-32-26-26. De 80 F à 140 F. Jusqu'au 16 mai.

Raison et religion 1:
les métamorphoses du monde ancien avec Haliz Wisman, Jean Bollack et Renate Schiele.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6^e. M^{rs} Odéon, Luxembourg, le 1^{er} mai, 20 heures. Tél.: 01-44-41-36-36. Entrée libre.

Les salons privés des forêts d'où le mandant d'après lui naît
d'après Louis-René des Forêts, mise en scène de Dominique Frot, avec Jean-Luc Godard, Vanina Delannoy, Fabien Drey, Stéphane Lézarevic, Mathilde Lepelletier, Philippe Machu, Gaël Mahric, Emma Morin et Fabien Sauermon.

Mécanisme de verre, 12-14, rue Lâchevin, Paris 11^e. M^{rs} Parmentier, Du mardi 15 au samedi 19, à 20 h 30. Tél.: 01-43-38-34-34. Durée: 2 heures. 50 F. Jusqu'au 26 avril.

SÉLECTION
14 février Saint-Valentin de Sandra J. Albert, mise en scène de Régis Sartori, avec Anniela Marcar, Marie-Christine Dancie, Aïcha Guadi, Anne-Marie Philippa, Uliana Rovère, Marie-France Santon et Agatha Teyssier.

Nouveau Théâtre Mouffattard, 73, rue Mouffattard, Paris 5^e. M^{rs} Monge, Du mardi au samedi, à 20 h 45; le dimanche 15, à 15 h 30. Tél.: 01-41-11-99-99. Durée: 1 h 45. De 50 F à 130 F. Dernières.

L'Alerte
de Bertrand Poirot-Delpech, mise en scène de Jean-Pierre Miquel, avec Michel Faury, Jean-Baptiste Malaurie et Gilles Privat.

Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6^e. M^{rs} Saint-Sulpice ou Sévres-Bayonne, Les mardis 15, mercredi 16, vendredi 18, samedi 19, à 20 h 30; le jeudi 17, à 19 heures; le dimanche 20, à 16 heures. Tél.: 01-44-39-87-00. Durée: 1 h 35. De 65 F à 160 F. Dernières.

Cirque
de Johann L. Guillemin, mise en scène de l'auteur, avec Johann L. Guillemin et Patrick Sapin, Philippe Gilbert, Sali et Tina Skamby Madsen (musiciens).

Cartoucherie (sous chapiteau), route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12^e. M^{rs} Château-de-Vincennes, Les mardis, mercredis, vendredis, samedis, à 20 h 45; le dimanche, à 17 heures. Tél.: 01-43-28-97-04. Durée: 1 h 15. De 50 F à 110 F. Jusqu'au 4 mai.

Eggs dans les pils de l'obéissance au vent
de Victor Hugo, mise en scène de Madeleine Marion, avec Redjep Mitrovitsa.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, Paris 6^e. M^{rs} Odéon, RER Luxembourg, Du mardi au samedi, le 1^{er} mai, à 18 heures. Tél.: 01-44-41-36-36. De 50 F à 70 F. Jusqu'au 1^{er} mai.

Le théâtre dans « Entrepris »
avec Jean Gracia, Paco Mir et Carles Sans.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châte

صحنات من العمل

RADIO-TÉLÉVISION

LE MONDE / MERCREDI 16 AVRIL 1997 / 25

MARDI 15 AVRIL

TF 1	France 2	France 3	Arte	M 6	Canal +	Radio
20.45 BACKDRAFT ■ Film de Ron Howard, avec Kurt Russell (1991, 140 min). Deux frères, fils d'un pompier mort dans un incendie, deviennent soldats du feu à Chicago. Le beau mélo que voilà, et avec des vedettes populaires ! 981221	20.55 SAUVEZ WILLY ■ Film de Simon Winzer, avec Jason James Richter (1993, 115 min). Un gamin se lie d'amitié avec un épaulard dont personne ne s'occupe. 7706890 22.50 Les films qui sortent le lendemain dans les salles de cinéma.	20.50 SPECIAL FA SI LA CHANTER ■ Jeu présenté par Pascal Brunner. Invités : Sophie Favier, Guy Montagno, Vincent Lédard, Bernard Maubille, Patrick Sébastien, Marie-Pierre Casey, Les Forbans etc. (120 min). 418673 22.50 Journal, Météo.	20.45 LA VIE EN FACE : LES PARENTS RAVISSEURS ■ Documentaire de Peter Schran (55 min). Les décisions de l'équivalent allemand de la DASS sont de plus en plus contestées par des parents en difficulté, auxquels on a retiré la garde de leurs enfants. Certains vont jusqu'à enlever leurs enfants des foyers où ils ont été placés. 5878254	20.50 JASON ET LES ARGONAUTES ■ Film de Don Chaffey, avec Todd Armstrong (1963, 115 min). Un grand film fantastique et mythologique avec les effets spéciaux de Ray Harryhausen. 595688	20.15 FOOTBALL ■ En direct. 33 ^e journée du Championnat de France : Bastia - Paris-Saint-Germain. 20.30 Coup d'envoi ; à la mi-temps, le Journal du Foot (15 min). 586825 22.30 Flash d'information.	France-Culture 21.30 Grand Angle. Les nouilles du Japon. 22.40 Nuits magiques. Profession : Cadres d'entreprise. 1. Papa a mis son labret de loup. 0.06 Du jour au lendemain, François Duperon (Géorgios Goussakopoulos), 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).
23.05 LE MONDE DE LÉA ■ Magazine présenté par Paul Amar. Spécial Yannick Noah. Invités : Yannick Noah, Florence Arthaud, Marie-Claire Noah, Jean-Luc Rouge (105 min). 2187844 0.50 et 1.30, 4.00, 4.45 TFI nuit. 1.00 Reportages. Magazine. Look mode d'emploi (rediff., 30 min). 4243881	23.00 STORMY MONDAY ■ Film de Mike Figgis, avec Mélanie Laurent (1998, 90 min). Un polar au traitement constamment original. 82165 0.30 Au bout du compte. 0.35 Journal. 0.55 Bourse, Météo. 0.55 Le Cercle de minuit. Les femmes et le cinéma. 2.45 Jacky M. Documentaire. 3.35 Arts, marches du palais. Documentaire. 4.30 et 5.10 Histoire naturelle. Documentaire (rediff.). 4.35 Musique. Concert (15 min).	23.25 ALEAS ■ Magazine. Chroniques des hasards. Virage ; images sans parole : A si d'aller ; Y'a, ça va là ? Doc Sardine (55 min). 2728738 0.20 Cinéma étoiles. Magazine présenté par Christian Nève et Sabine Gernoul (50 min). 53674 0.50 Rencontres à XV. Magazine (rediff., 25 min). 4749081	21.40 SOIRÉE THÉMATIQUE : AMERICA LATINA ■ GABRIEL GARCÍA MÁRQUEZ, LE MAGicien DE LA CARAÏBE. 21.45 Lettres du parc. Téléfilm de Tomas Gutierrez. Alex d'après un récit de Gabriel García Márquez, avec Victor Laplace (1988, 85 min). 7003318 23.10 Du côté de Macondo. L'écrivain Gabriel García Márquez. Documentaire (1997, 70 min). 8354554 0.20 Le Miraculé de Rome. Téléfilm de Lisandro Duque Naranjo, avec Frank Ramírez (1988, 75 min). 3436302 1.35 Le Tango pas à pas. [3/4] Un cours de tango argentin. 2.10 Les Amants de Saint-Jean. Court métrage (rediff., 30 min).	22.45 FOLLE D'AMOUR ■ Téléfilm d'Andy Tennant, avec Drew Barrymore, Anthony John Denison (105 min). 8770825 En conflit permanent avec ses parents, une jeune fille de seize ans tombe amoureuse d'un garagiste, père de famille quadragénaire. 0.30 Capital (rediff.). 2.30 Culture pub. Magazine (rediff.). 2.30 Une femme. Magazine (rediff.). 3.15 Célébrités. Documentaire. Jean-Louis Baudry. 3.40 Météo. 4.00 L'actualité. 4.30 Fan de (rediff., 25 min).	22.35 LÉGENDES D'AUTOMNE ■ Film d'Edward Zwick, avec Brad Pitt, Anthony Hopkins (1994, v.a., 124 min). 1877047 Inspiré d'un roman de Jim Harrison, le film est une saga familiale étalée sur plusieurs décennies et traitée de façon mélodramatique. 0.40 Les Biocitizens. du clair de lune. Film de Roger Vadim (1957, 90 min). 2714061	France-Musique 20.00 Concert. Donne le 6 décembre 1996, l'arsenal de Metz, par l'Orchestre symphonique de la Radio Interadmission, dir. Jukka-Pekka Saraste. 22.30 Musique plurilingue. 23.07 About Chœur. Concours de Tours. Grand Prix européen du chœur. 0.06 Des notes sur la guitare. 1.00 Les Nuits de France-Musique.
TV 5 20.00 Envoyé spécial. Magazine (France 2 du 14/4/97). 21.30 Perfecto. Magazine. Les cinq continents. 22.00 Journal (France 2). 22.30 Bouillon de culture. Invité : Robert Badinter (France 2 du 11/4/97). 23.45 Viva, Magazine. 0.30 Soir 3 (France 3).	Animaparc 20.30 La Vie cachée des marécages. 21.00 Monde sauvage. La réserve de Koziranga. 21.30 Flipper le dauphin. 22.00 Le Curieux Chat. 23.00 From the Horse Mouth. 23.30 Le Retour des loups de mer.	France Supervision 20.45 Giberto Ali et Grupo Acoustico. Concert (60 min). 58285008 22.15 Églantine ■ Film de Jean-Claude Brialy (1971, 80 min). 35731554	Série Club 20.45 Buck Rogers. A l'ère du gaz. 21.35 et 1.30. Constance et Vicky. 22.30 Histoires vraies. La deuxième chance. 23.00 Les Dames de cœur. Un amour d'été. 23.50 Chapeau melon et bottes de cuir. L'homme au sommet.	Disney Channel 20.10 Bugsy Malone ■ Film d'Alan Parker (1976, 90 min). 2424890 21.40 Animallement vété. 22.10 Thunder Alley. Trois sur un banc d'école. 22.35 Les Histoires secrètes d'Enid Blyton. Une secrète. 23.05 Opération Mozart (30 min).	Eurosport 21.00 Boxe. En direct de Rouen. Poids lourds-légers (120 min). 944889 23.00 World Cup Legends. Magazine (60 min). 279488 0.00 Équitation (60 min).	Chaînes d'information CNN Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today, 20.30 et 22.00, 2.00 World News, 21.00 Larry King Live, 22.30 Insigni, 23.30 World Sport, 0.00 World View, 1.30 Moneyline, 2.30 The Most Toys.
Planète 20.35 Vol au-dessus des mers. [2/11]. Intruder, l'ennemi des mers. 21.25 Pénitence sa nature. 22.20 Aulis Sallinen. 23.15 > Demain, la grève. 0.15 England is Gothic. 1.00 Portraits d'Alain Cavalier. L'ombrage. 1.10 Jid et Johnny Clegg a capella (55 min).	Paris Première 20.00 et 0.10 20 h Paris Première. Avec Valérie Lemerle. 21.00 Le Cal Savoir. 22.00 Le J.T.S. Magazine. 22.30 Clair de femme ■ Film de Constantin Costa-Gavras (1979, 100 min). 24183221	Ciné Cinéfil 20.30 Promesse à l'inconnu ■ Film d'André Berthomieu (1942, N, 90 min). 9638221 22.00 L'Étranger ■ Film de Robert Rossen (1964, N, v.a., 120 min). 2833009	Canal Jimmy 21.00 Spin City. Les rivaux. 21.30 Le Fagotier. Rue barrée. 22.15 Chronique de la route. 22.20 Dancing in the Street. De David Essex. (40/0). 0.45 et 0.55 C.T. 23.25 Star Trek : la nouvelle génération. Ombre et patrie (v.a.) 0.10 Les Voies d'Alex (v.a.) 0.55 L'Homme invisible. Le transgène (90 min).	Téva 20.55 Une vie de star. 22.30 Murphy Brown. Intimité d'artiste. 23.00 Téva débat. Magazine. 0.00 Téva spectacle (90 min).	Muzzik 21.00 Ma Vlast de Smetana. Concert. L'Orchestre symphonique de la radio bavaroise (85 min). 1888954 22.25 Les Trois Sonates de Brahms. Concert enregistré au Théâtre des Champs-Élysées (95 min). 3050573 0.00 Les Instantanés de la danse. Magazine. 0.15 The Rite of Spring. Concert enregistré au festival de jazz de Montreux en 1994 (60 min). 8201808	LES CODES DU CSA O Accord parental souhaitable. A Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans. C Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

MERCREDI 16 AVRIL

TF 1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
15.35 La Joyeuse Tribu. Série. La cassette. 16.30 Extrême limite. 17.05 Métréopole. Feuilleton. 18.00 Sous le soleil. Série. Comportement modifié. 19.00 L'Or à l'appel. Jeu. 19.50 et 20.40 Météo. 20.00 Journal. L'image du jour.	17.25 Le Prince de Bel Air. Série. La cassette. 17.55 Hartley, cœurs à vif. Série. 18.45 Qui est qui ? Jeu. 19.25 et 20.00 Studio Gabriel. Avec François Valéry et Bernard Maubille. 19.55 et 20.45 Tirage du Loto. 19.57 Au nom du sport. 20.00 Journal. A cheval !, Météo.	18.50 et 1.05 Un livre, un jour. Toutes les chansons ont une histoire. De Frédéric Zeitoun. 18.55 Le 19-20 de l'information. 20.00 Météo. 20.05 Fa si la chanter. Jeu. 20.35 Tout le sport. 20.45 Consomag.	18.20 Le Monde des animaux. Singapour, la petite Noée (15). 18.50 50 jours pour 50 Palmes (18.50) 1964. Arte 19.00 La Panthère rose. Dessins animés. 19.20 Cartoon Factory. Dessins animés. 19.30 1/2. Boonies, en route ! 20.00 Chez les gorilles de montagne. Documentaire (30 min). 20.30 1/2 Journal.	17.15 et 3.05 Faites comme chez vous. Magazine. 18.05 Agence Acapalco. 19.00 Lois et Clark. Série. Superman papa. 19.54 Six minutes de vie ! Dessin animé. > En clair jusqu'à 21.00. 20.00 Notre belle famille. Série. 20.35 Ecolo 6. Magazine. La rue vers la chèvre.	14.55 Basket NBA. Indiana - New York. 16.00 Volley-ball. PUC - Cannes. 17.50 Les Jules... chienne de vie ! Dessin animé. 18.35 Best of Nulle part ailleurs. Magazine. 20.30 Le Journal du cinéma.	France-Culture 20.00 Le Rythme et la Raison. Paul Louis Rossi, A. Naimson. 20.30 Paroles sans frontières. 22.40 Nuits magiques. Profession : Cadres d'entreprise. 2. Entre la vie et l'enfer. 0.05 Du jour au lendemain, Miguel Abensour (Le Démocrate contre l'État), 0.48 Les Châliés du music hall, 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).
20.45 COMBIEN CA COÛTE ? ■ Magazine présenté par Jean-Pierre Pernaut. Les mariages : Négociation mariage ; Agences matrimoniales ; Les musiciens du mariage ; La milliardaire de Tawail (125 min). 417264	20.55 L'INSTIT ■ Série de William Crispin, avec Gérard Philou, Axel Moine (105 min). 7007516 Novacek est inquiet pour un de ses élèves, rejeté par ses amis, ses « frères de sang », pour avoir trahi un serment.	20.50 LA MARCHÉ DU SIÈCLE ■ Magazine présenté par Jean-Marie Cavada. Paroisses-éclaires : le face-à-face. Invités : Nicole Notat, Marc Baudry, Louis Vianney, Louis Schweitzer, Pierre Bényou (110 min). 157328 22.40 Journal, Météo.	20.45 LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE : TERRE-NEUVES ■ Documentaire de Juliette Cohen, Françoise Bernard, Ariane Doulet, Manuella Fresli et Pascal Goblet (1994, 55 min). 9448806 A partir d'images tournées depuis près d'un siècle, ce documentaire offre une chronique terrible et joyeuse sur des marins-pêcheurs filmés par eux-mêmes.	20.45 L'HUMANOÏDE ■ Téléfilm d'Alfred Hitchcock, avec Charles Dancy (135 min). 91006003 Atsushi de recherches secrètes, un homme obtient un nouveau-né par la fécondation d'une femelle gorille avec du sperme humain.	21.00 AVEC LES FÉLICITATIONS DU JURY ■ Film d'Alfred Hitchcock, avec Joe Pesci, Brendan Fraser (1994, 100 min). 8105893 22.40 Flash d'information. 22.45 Jour de foot.	France-Musique 20.00 Concert. Concerts Préquarant. Donne le 23 mars, à l'abbaye de l'Épau, par le Quatuor Apollon, Isabelle Pary et Nicolas Risse, violons, Jean-Paul Minnie-Bella, alto, Hans Westermann, violoncelle. Quatuor à cordes et 22 de Haydn ; Quatuor à cordes de Lavallois ; Quatuor à cordes n° 4, de Bartok. 23.07 Musicales comédies. Les chansons de Jérôme Kern (première partie). 0.09 Jazz vivants. Festival de Vienne et de Munich. La quinzième de Kern et Ruffin. 1.00 Les Nuits de France-Musique.
22.50 COLUMBO ■ Série de Harvey Hart, avec Peter Falk, Janet Leigh. La femme oubliée (100 min). 4828142 Une ancienne artiste décide de maquiller le meurtre de son mari en suicide. Colombo enquête sur ce meurtre mystérieux. 0.30 Feuilleton foot. 1.05 et 2.10, 2.50, 3.50 TFI nuit. 1.30 et 2.20, 4.00 Histoires naturelles. Documentaire (rediff.). 3.45 Châliés à la dérive. Série. (48) (rediff.). 5.00 Musique. Concert (15 min).	22.40 CA SE DISCUTE ■ Magazine. Quelles familles pour les enfants du divorce ? (105 min). 8597158 0.35 Au bout du compte. Bourse, Météo. 0.45 Le Cercle de minuit. Les femmes corces (75 min). 3720974 2.30 Émissions religieuses (rediff.). 3.25 24 heures d'Info. 3.40 Météo. 3.45 Pyramide (rediff.). 4.15 Aux marches du palais. Documentaire. (2/2) Marie Bernard. 4.30 Outremont. Documentaire. (65 min).	23.15 UN SIÈCLE D'ÉCRIVAINS ■ Documentaire de Didier Martiny. Ono Buzzati (1906-1972) (90 min). 2571177 0.05 Cap'tain Café. Magazine. Invités : Elsa, De Palmas, Chris Cometto, La Relève (55 min). 4945878 1.00 Musique gratuite. Magazine. De Bach à Bartok, confidences pour piano (5 min). 1033002 1.30 Le Grand Aventure de James O'Neill. Feuilleton. La belle étrangère (55 min).	21.40 MUSICA : TANGOS ENTRE AMIS ■ Daniel Barenboïm à Buenos Aires. Documentaire de José Montes-Baqueo (1997, 55 min). 5443177 22.35 Cinq tangos avec Astor Piazzolla. Concert (1980, 40 min). 1140784 Cinq tangos modernes écrits par le barytonniste Astor Piazzolla et interprétés par son quintette. 23.15 Prodi : Tina Modotti. Photographie, révolutionnaire. Documentaire d'Elisabeth Weyer (1996, 60 min). 5338246 0.15 La Lucarne : Socorro Nobre. Documentaire (1996, 25 min). 33086 0.40 La Voix de la lune ■ Film de Federico Fellini (1990, rediff., 120 min). 526357	23.20 SEULE DANS LA TOUR DE VERRE ■ Téléfilm d'Alfred Hitchcock, avec Kathleen Quinlan, Bruce Abbott (100 min). 3731158 Éprouvée dans un immeuble désert et géo par informatique, une femme se trouve confrontée à un tueur psychopathe. 1.00 Secrets de femmes. Magazine D. Violoncelle - Sous-marin. 1.35 Rock express (rediff.). 2.25 Best of pop rock. 3.50 Free Zone. (rediff.). 4.15 Culture pub. (rediff.). 4.40 Préquarant. Best of love (50 min).	23.30 DÉSIRÉ ■ Film de Bernard Murat, avec Jean-Paul Belmondo, Fanny Ardant (1996, 89 min). 88264 Une sorte de téléfilm qui veut se faire passer pour un film de cinéma. Belmondo l'étrange dans la pièce de Guitry comme un éléphant dans un magasin de porcelaine. 1.00 Santa Sangre ■ Film d'Alfred Hitchcock (1989, v.a., 130 min). 15437878	Radio-Classique 20.40 Les Solistes de Radio-Classique. L'Anima del Barocco ou Orfeo ed Euridice, de Haydn. Opéra en quatre actes (1791), par The Academy of Ancient Music, dir. Christopher Hogwood. Cecilia Bartoli (Soprano et Contralto), Uwe Hellmann (Tenor). 22.45 Les Solistes. (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5	Paris Première	Ciné Cinéfil	Canal Jimmy	Eurosport	Chaînes d'information CNN	Les films sur les chaînes européennes
20.00 Faut pas rêver. Invité : Christophe Lambert (France 3 du 14/4/97). 21.00 Au nom de la loi. 21.30 Journal (France 2). 22.35 Check Up. Magazine. 23.30 Bon balais. 23.45 L'Amérique. Magazine. 0.30 Soir 3 (France 3).	20.00 et 0.05 20 h Paris Première. Avec Valérie Lemerle. 21.00 Paris modes. Magazine. 22.30 Robert Charlebois. Concert enregistré au Spectrum de Montréal en 1994 (95 min). 24167808 1.05 Top Flop. Magazine (30 min).	20.30 Les Évadés de la nuit (Eva morte à Rome) ■ Film de Roberto Rossellini (1960, N, v.a., 130 min). 9348838 22.40 La Belle Étrangère ■ Film de René Clair (1941, N, 80 min). 4448881 0.00 Les Kidnappers (The Kidnappers) ■ Film de Philip LaZaroff (1963, N, v.a., 90 min). 5339458	20.30 The Muppet Show. Invité : Micaela Price. 20.30 Star Trek : la nouvelle génération. 21.15 Vété. Magazine. 21.45 Mister Gun. 22.10 Chronique de mon camp. 22.15 Schindler. Les chausures. 23.05 Absolutely Fabulous. La résurrection (v.a.) 23.35 Elvir - Good Rockin' Tonight. Rock (v.a.)	16.00 Tennis. En direct de Barcelone (Espagne) Tournoi masculin (180 min). 820448 19.00 Motors. Magazine. 20.00 Basket-ball. En direct. Coup de France masculin Demi-finale : Le Mans-ASVEL (130 min). 429993 22.00 Fléchettes. 23.00 Boxe. 0.00 ATP Tour Magazine (30 min).	Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today, 20.30 et 22.00, 2.00 World News, 21.00 Larry King Live, 22.30 Insigni, 23.30 World Sport, 0.00 World View, 1.30 Moneyline, 2.30 The Most Toys.	RTBF 1 21.15 Terminator 2 : Le Jugement dernier. Film de James Cameron (1991, 140 min). Avec Arnold Schwarzenegger, Robert Patrick, Linda Hamilton. Fantastique. RTL 9 23.30 Vie privée. Film de Louis Malle (1961, 90 min). Avec Brigitte Baroche. Comédie dramatique. TMC 22.50 La Tempête. Film d'Alberto Lattuada (1958, 125 min). Avec Van Heflin. Histoire.
Planète 20.35 J'm de la guerre à la paix. 21.30 La Vie secrète des machines. (1978). L'ascenseur. 21.55 Vol au-dessus des mers. [2/11]. Intruder, l'ennemi des mers. 22.50 Pénitence sa nature. 23.40 Aulis Sallinen.	France Supervision 20.30 World Music. De Claude Samel. Carillon Brown. 21.20 Victoria Shaw. Concert enregistré à l'occasion des 50 ans du Festival de Montreux (60 min). 40827577 22.20 Des religions et des hommes. De Jean Delumeau. 22.35 Concerts à Edinbourg. Concert. Opus 76, n° 1, pour quatuor à cordes de Haydn et Académie musicale de Paris 11 pour quatuor à cordes de Tchaïkovski (70 min). 96254245 23.45 Au bonheur des artistes. Invité : Pascal Légitimus. 0.40 La Walkyrie. Opéra en trois actes de Richard Wagner (225 min). 74285088	Ciné Cinémas 20.30 King Kong ■ Film de John Guiterman (1976, 130 min). 98481887 22.40 Un sac de billes ■ Film de Jacques Colton (1975, 105 min). 77581448 0.25 Ciné Cinémas. Magazine. Invité : Smah (30 min).	Série Club 20.15 L'île aux naufragés. The Chain of Command. 20.45 Flash. Alpha. 21.35 et 1.30 Constance et Vicky. 22.30 Histoires vraies. La mort d'Alex. 23.00 Buck Rogers. A l'ère du gaz. 23.45 Chapeau melon et bottes de cuir. Broutard.	Voyage 20.00 et 23.30 Suivez le guide. 22.00 Au-delà des frontières. Découvrir l'Italie 2. 22.30 L'Heure de partir. Magazine (35 min).	Muzzik 20.15 Les Instantanés de la danse. Magazine. 20.30 Le Journal de Muzzik. 21.00 Les Amours de Franz. Balles de Roland Peit. 22.15 Yvette Horner et l'Orchestre philharmonique européen. 0.15 Dejolette, Hancock, Metheny, Holland. Concert enregistré à l'Académie de musique de Philadelphie (65 min). 2157458	Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection de câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans « Le Monde » ■ Télévision-Radio-Multimédia. ■ On peut voir. ■ Ne pas manquer. ■ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le témoin numéro un de l'affaire Whitewater est condamné à trois ans de prison

La légèreté de la peine laisse présager des révélations sur ses relations avec Bill Clinton

WASHINGTON

Il y a des jours où la Maison Blanche doit souhaiter qu'un événement international majeur éclipsé les révélations sur les affaires qui ternissent la réputation de Bill Clinton et dominent l'actualité washingtonienne. Le jour du lundi 14 avril fut à cet égard exemplaire: l'initiative présidentielle visant à instituer un code de bonne conduite industriel pour combattre les ateliers de confection exploitant leur personnel (lire page 3), a ainsi été reléguée en fin de journal par les principales chaînes de télévision, au profit d'une série d'informations liées aux scandales impliquant le président et le Parti démocrate.

En tête de ces développements, la condamnation de James McDougal, témoin numéro un de l'affaire Whitewater. La surprise tient à la légèreté de la peine infligée à l'ancien homme d'affaires, parain politique du chef de la Maison Blanche lorsque ce dernier n'était encore que gouverneur de l'Arkansas. Trois ans de prison et une amende de 10 000 dollars (environ 57 000 francs) pour un homme sous le coup, depuis mai 1996, de dix-huit chefs d'inculpation (détournements de fonds, fraude fiscale, faux en écriture, etc.) et qui risquait jusqu'à quatre-vingt années d'emprisonnement, c'est presque une absolue.

D'autant que M. McDougal, de santé précaire, accomplira sa peine dans un établissement hospitalier, ce qui lui évitera de se retrouver dans le même pénitencier que son ex-épouse, Susan McDougal, purgée en effet une peine de deux ans de prison pour avoir re-

fusé de coopérer avec la justice, et notamment avec Kenneth Starr, le procureur indépendant, principal tourmenteur des époux Clinton, de l'affaire Whitewater à celle des douteuses contributions pour financer sa campagne électorale de 1996. L'indulgence du verdict est due à la parfaite collaboration de James McDougal avec Kenneth Starr. L'intéressé avait d'abord traité le procureur et ses aides de « *suppôts républicains* », mais la perspective de passer le restant de ses jours en prison l'a fait réfléchir.

RÉSEAU DE FINANCEMENT

M. Starr est aujourd'hui très satisfait de l'aide que lui a apporté son témoin, dont les révélations, a-t-il laissé entendre, devraient permettre à l'enquête d'explorer de nouvelles pistes, perspective a priori préoccupante pour le chef de la Maison Blanche... James McDougal a indiqué qu'il était « *fatigué de mentir* » pour Bill Clinton, et a confirmé ses précédentes déclarations, à savoir que le futur chef de la Maison Blanche, à l'époque gouverneur de l'Arkansas, aurait exercé des pressions sur David Hale, un ancien financier de cet Etat pour l'obliger à accorder un prêt illégal de 300 000 dollars à Susan McDougal. Or une partie de cet argent a servi à éponger partiellement le trou financier du projet immobilier Whitewater, dans lequel les époux McDougal et Clinton étaient associés.

D'une affaire à l'autre: lundi, le parti de Bill Clinton a rendu public plus de 10 000 pages de documents internes attestant des efforts frénétiques déployés par l'entourage présidentiel et les caciques du parti pour récolter des fonds électoraux. Le dépouillement de ces

dossiers, obtenus à la suite d'inculpations des commissions parlementaires d'enquête, demandera quelque temps, mais il apparaît que le Parti démocrate avait mis en place un vaste réseau visant à récolter plus de 7 millions de dollars auprès de la communauté américano-asiatique. Le responsable de cette collecte était l'incontournable John Huang, personnage-clé de l'« *Asiangate* », terme employé par les républicains pour évoquer les contributions financières d'origine asiatique versées aux démocrates.

Ces documents apportent des détails inédits sur les petits déjeuners et les invitations à boire une tasse de café organisés à la Maison Blanche pour récompenser les généreux donateurs. Ils montrent qu'une fois passée l'élection présidentielle, le Parti démocrate a instantanément demandé à la Maison Blanche de récompenser les plus zélés collecteurs de fonds électoraux, dont M. Huang, en leur accordant un poste dans l'administration.

Dans le souci de désamorcer de

nouvelles révélations, les services présidentiels ont rendu public une liste de 477 personnes invitées, en 1995 et 1996, à bord de l'avion présidentiel, dont 56 importants donateurs du Parti démocrate. 208 autres ont volé à bord de l'appareil utilisé par le vice-président Al Gore. Enfin, le ministre de la Justice, Janet Reno, a annoncé, le 14 avril, qu'elle refusait, pour la quatrième fois en cinq mois, de nommer un procureur indépendant chargé d'enquêter sur le financement du Parti démocrate, comme le lui demandait avec insistance les républicains.

Restant sourde aux menaces voilées des responsables du Grand Old Party (qui ont laissé entendre que M. Reno pourrait elle-même devenir la cible d'une enquête parlementaire), le ministre de la Justice a estimé ne pas disposer de preuves suffisantes justifiant une telle décision. Cette fin de non-recevoir a été saluée par une volée de critiques sur la colline du Capitole.

Laurent Zecchini

Le cours du dollar franchit la barre des 5,80 francs

Le billet vert à son plus haut depuis février 1994

LE DOLLAR s'inscrit en forte hausse, mardi matin 15 avril, face aux devises européennes. La monnaie américaine, dopée par les anticipations de hausse des taux directeurs aux Etats-Unis, cotait 1,7346 mark et 5,8345 francs, ses cours les plus élevés depuis février 1994.

Aux Etats-Unis, l'annonce, vendredi 11 avril, d'une progression plus forte que prévu de l'indice central des prix à la production au mois de mars et d'une révision à la hausse des ventes au détail au mois de février a augmenté la probabilité d'un nouveau resserrement de la politique monétaire. Le 25 mars, la Réserve fédérale (Fed) avait relevé d'un quart de point son principal taux directeur (Fed Funds), porté de 5,25 % à 5,50 %. Une hausse supplémentaire du loyer de l'argent - les analystes de la banque Salomon Brothers pensent qu'il s'établira à 6 % au mois de juillet - augmenterait la rémunération des dépôts libellés en dollar et élargirait l'écart de rendement entre les Etats-Unis et le reste du monde. A Francfort, les

taux à trois mois s'établissent à 3,10 %, et ils se situent à 0,40 % à Tokyo. La remontée des actifs financiers américains observée lundi - Wall Street a gagné 0,96 % grâce aux excellents résultats trimestriels de Coca-Cola et de General Motors - a également favorisé l'ascension du billet vert.

LONGUE INACTION

L'éventualité d'une intervention concertée des banques centrales pour freiner la hausse du billet vert ne diminue en rien l'appétit de dollars des investisseurs. Le secrétaire d'Etat américain au Trésor, Robert Rubin, l'a évoquée lundi. « *Notre politique envers le dollar n'a pas changé, a-t-il affirmé, et comme nous l'avons dit à de nombreuses reprises, nous ne ferons pas de commentaires sur ce que nous pourrions faire, mais seulement une fois que ce sera fait.* » La Fed n'est pas intervenue depuis le mois d'août 1995, ce qui constitue sa plus longue période d'inaction depuis 1973.

Pierre-Antoine Delhommais

L'Olympia a vécu sa dernière soirée avant sa reconstruction

L'OLYMPIA a connu lundi 14 avril sa dernière soirée dans sa salle historique, inaugurée en 1954. Le music-hall parisien, reconstruit à l'identique, rouvrira ses portes le 14 novembre, toujours au 28, boulevard des Capucines, dans le 9^e arrondissement. Au cours d'une soirée qui a duré plus de quatre heures et qui était retransmise en direct sur TF1, se sont succédés quatre-vingt-deux chanteurs et musiciens dont la plupart avaient eu les honneurs du lieu. C'est Gilbert Bécaud qui a donné le coup d'envoi de cette ultime représentation: il est le recordman des passages dans cette salle et était présent au tout début, en février 1954, en première partie d'Alain Barilli et Lucienne Delyle. C'est lui aussi qui sera sur scène le soir de la réouverture, en novembre. Dans la salle, on notait la présence du ministre de la Culture, Philippe Douste-Blazy et de son prédécesseur, Jack Lang, qui, en 1992, avait classé l'Olympia parmi les lieux de mémoire, pour assurer sa pérennité. Les 2 000 invités sont repartis avec comme souvenir un morceau du fameux rideau rouge derrière lequel patientèrent des centaines d'artistes.

Dans « Le Monde diplomatique » d'avril

LE MONDE DIPLOMATIQUE d'avril se penche sur les concentrations géantes, que ce soit dans les industries de la communication (Ignacio Ramonet) ou à travers les deux cents sociétés qui contrôlent le monde (Frédéric F. Clairmont). Il s'intéresse aux fonds de pension (François Chesnais) et à la corruption à la française (Christian de Brie).

Des entreprises vendent de nouvelles armes aux tortionnaires (Amnesty International) et la lutte contre le narcotrafic permet une remilitarisation rampante de l'Amérique latine (Mariano Aguilar). Les crises du Zaïre (Phi-

lippe Leymarie) et du Proche-Orient (Alain Gresh, George Corm), mais aussi l'expansion économique de l'Afrique du Sud « *Blanche* » chez ses voisins (Michel Chossudovsky), l'Angola (Augusta Conchiglia), le Yémen (Franck Mermer), les Philippines (Catherine Gaudard) et le « *modèle* » néo-zélandais (Serge Halimi), figurent au sommaire. Le mensuel examine également le cas slovéne (Catherine Samary) et s'interroge: Qui a profité de la réunification allemande (Jay Rowell)?

★ En vente chez votre marchand de journaux. 22 francs.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3015 LE MONDE

Cours relevés le mardi 15 avril, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 12692,50 -0,87 -7,37

Hong Kong index 12296 -1,76 -8,59

17000,10

17036,30

16202,50

17760,70

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

17334,90

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au Var. en % Var. en %

1484 1204 81 96

Paris CAC 40 2566,13 -0,33 -10,81

London FT 100 - - - +5,91

Zurich - - - +12,34

Milan MIB 30 - - - +0,61

Frankfurt Dax 30 3280,15 -1,79 +13,55

Bruelles - - - +12,42

Suisse SBS - - - +14,88

Madrid Ibox 35 - - - +0,90

Amsterdam CBS - - - +12,60

Tirage du Monde daté mardi 15 avril 1997: 468 742 exemplaires

Internet est un marché potentiel formidable... qui ne rapporte rien. Vrai ou faux? Faux, selon Jeff Bezos, dont la société affiche un taux de croissance de 3000 % par an. Pour le P.D.G. et fondateur d'Amazon.com, la plus grande librairie en ligne du monde: "Internet vous permet de gagner, ou de perdre des milliers de clients, en quelques secondes. Tout dépend de votre partenaire." Et visiblement, il en gagne! Il a choisi DIGITAL. "Il était indispensable de collaborer avec une société informatique ayant une réelle expérience des affaires sur Internet" "Internet peut vous apporter 3000 % de croissance par an, DIGITAL AlphaServer™ que ou vous envoyer aussi vite en enfer. Tout dépend de votre partenaire." de nombreuses solutions pour vous permettre de transformer le potentiel d'Internet en bénéfices: serveurs ultra-rapides, performance des composants de réseau, expertise reconnue dans les domaines des services et de la sécurité, logiciels de gestion puissants comme AltaVista™... Pour mettre l'expérience de DIGITAL et le potentiel d'Internet de votre côté, rendez-vous sur <http://www.digital.fr>

digital
Plus que jamais.

© 1997 Digital Equipment Corporation. DIGITAL, le logo DIGITAL, AlphaServer et AltaVista sont des marques déposées de Digital Equipment Corp. Les autres noms de marques déposées ou non appartenant à Digital Equipment Corp.

سكراة الجاهل

338
315 +
57

صوتنا من الداخل

DÉVELOPPEMENT
Les créateurs
d'entreprise bretons
bénéficient
d'un accompagnement
original

Le Monde EMPLOI

LE 23 AVRIL
UN NOUVEAU « MONDE
DES INITIATIVES »
AVEC DAVANTAGE
DE RUBRIQUES

MERCREDI 16 AVRIL 1997

INITIATIVES



Pour convenir à tous,
les directives
restent générales.
Aller beaucoup plus
loin sera difficile

Les limites de l'Europe sociale

Appelée de tous les vœux, brusquement, l'Europe sociale peut-elle tenir les espoirs que l'on paraît mettre en elle ? Poser la question dans ces termes, c'est déjà enfoncer un coin entre le rêve et la réalité. C'est aussi une façon de s'interroger sur ce qui est possible dans une Union européenne qui regroupe quinze pays dont l'un, la Grande-Bretagne, a choisi de s'exonérer des contraintes d'une politique sociale communautaire.

John Major vient justement d'utiliser l'argument contre Tony Blair, dans la campagne électorale qui les oppose. Le premier ministre sortant, qui soupçonne son rival de pouvoir signer « le chapitre social », a lancé que « les syndicats considèrent depuis longtemps l'Europe comme la porte dérobée qui leur permettrait de regagner le pouvoir en Grande-Bre-

tagne ». Et d'affirmer que son pays sera alors impuissant pour empêcher des politiques qui ont « créé les files de chômeurs les plus longues qu'a connues l'Europe depuis l'après-guerre ».

Refuge de l'utopie pour les uns, épouvantail pour les autres, l'Europe sociale ne justifie pourtant ni cet excès d'honneur ni cette indignité. Par construction, celle-ci ne peut aboutir qu'à l'élaboration de normes minimales, définissant des droits fondamentaux dont on admettra qu'ils puissent constituer le plus petit dénominateur commun. Encore qu'il faille nuancer, à la lumière du dossier de Renault-Vilvorde.

Principe de subsidiarité oblige, il n'est pas davantage concevable que l'application de directives européennes permette une régression par rapport à une législation nationale. S'agissant, dans le cas présent, d'une entreprise multinationale française dont le siège du comité de groupe européen se trouve à Boulogne-Billancourt, les obligations d'information et de consultation ont un contenu moins flou que celui

donné par Bruxelles. Ce qu'a confirmé le tribunal de grande instance de Nanterre, en attendant le jugement en appel.

A voir la lenteur avec laquelle se met en place cette politique d'harmonisation, plutôt destinée à sauver ou à préserver les principes de base d'un modèle social qu'à en imposer un autre ou un nouveau, les illusions comme les craintes ne sont pas fondées. Au total, ce sont une trentaine de directives qui ont été adoptées et qui encadrent de manière très générale des domaines aussi divers que la santé et la sécurité au travail, par exemple. Il aura fallu quinze années pour arriver à la création de comités d'entreprise européens, presque autant pour se mettre d'accord sur le congé parental, et l'actuelle négociation sur le travail à temps partiel promet d'être longue.

DIVERSITÉ

Si des questions plus essentielles n'ont pas encore été traitées, on peut se demander si elles le seront un jour et, même, si elles le devraient. Trop d'éléments, à commen-

cer par la protection sociale, son lien à la fiscalité et les modes de rémunération, relèvent de la responsabilité des Etats membres et, bien sûr, des pratiques d'entreprises. La diversité des situations, ainsi que l'observe Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, impose de toute manière des limites.

Outre le fait que le renforcement du dispositif réglementaire, décidé à la majorité qualifiée, aurait pour résultat d'accroître un avantage concurrentiel à la Grande-Bretagne, il faut aussi se soucier des conséquences sur les pays ou les régions les moins avancés, économiquement. Placer la barre trop haut risquerait de produire du chômage chez ceux dont les performances sont encore insuffisantes et qui les compensent, pour partie, par le coût du travail. La Grèce et le Portugal, pour ne citer qu'eux, ne sont d'ailleurs pas favorables à des formes de dirigisme social qui ruinerait leurs chances de développement.

Certes, l'existence d'un différentiel important favorise les délocalisations, ainsi que de récentes affaires

▼ Seul l'accord sur le congé parental a été signé en six ans par les partenaires sociaux de l'Union
par *Clarisse Fabre*

▼ Un socle commun à minima
par *Philippe Baverel*

▼ L'effet vitrine des comités d'entreprise européens
par *Nathalie Mlekau*

▼ Les salariés balancent entre solidarité et chauvinisme
par *Françoise Alzicovici*

▼ Une Europe sociale qui serait un contre-pouvoir efficace reste un vœu pieux
par *Marie-Claude Betbeder*

▼ Et si on lâit aides et respect des directives ?
par *Laetitia Van Eckhout*

Lire pages II et III

l'ont malheureusement démontré ; mais si le redéploiement géographique peut être à ce prix, l'Europe pourrait ne pas être totalement démunie face à des abus toujours possibles. Pourquoi, dans ces conditions, ne pas lier l'attribution d'aides au respect des directives ou, plus efficace, instaurer des contrôles plus stricts ?

Tout attendre de l'Europe sociale, et parfois plus que ce qu'accorde une législation nationale, ne semble pas envisageable. Aucun texte n'em-

pêchera jamais la fermeture d'un site ou n'interdira une décision qui relève d'un acte de gestion. En revanche, on peut imaginer que la mobilisation sociale à l'échelle de l'Europe et des pratiques syndicales communes réussissent progressivement à faire déplacer les curseurs avec l'objectif d'une plus grande cohésion.

Mais, alors que le quarantième anniversaire du traité de Rome vient d'être fêté, tout prouve que la route est longue pour le rapprochement des stratégies, encore marquées par les modalités nationales de dialogue social. Si quelques progrès ont été accomplis avec la CES (Confédération européenne des syndicats), le pouvoir de négociation ayant été finalement reconnu, l'écart avec les besoins se mesure crûment quand on salue la première « euro-grève » ou la première « euro-manifestation » à l'occasion de Renault-Vilvorde.

Dans le passé, les précédents de Grundig-Creutzfeldt ou de Hoover avaient déjà mis en lumière la division syndicale et l'état collectif d'impréparation. En dépit de cette nouvelle alerte, il n'est pas sûr que les choses soient vraiment en train de changer, alors que la survie d'un modèle social et, plus encore, sa nécessaire adaptation sont en cause. Entre impuissance commune et exigence de garde-fous pour protéger des effets négatifs de la mondialisation, cela explique aussi l'appel à une Europe sociale. Comme si des directives devaient proclamer d'en haut ce que le corps social ne sait ni obtenir, ni, probablement, se fixer pour objectif commun.

Alain Lebaube

Le Monde
Economie le lundi *

Le Monde
Emploi le mardi **

et la rubrique

Le Monde des
Initiatives Locales le vendredi ***

Trois rendez-vous à ne pas manquer
pour vos opportunités de carrière

* daté mardi
** daté mercredi
*** daté samedi

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

**CADRES
DEMANDEURS
D'EMPLOI
OU SALARIÉS
SUR LE PLAN
DE FORMATION**

**RECRUTEMENT
IMMÉDIAT**

L'Institut de Gestion Sociale vous propose en avril et mai 1997, dans le domaine du MANAGEMENT, DES RESSOURCES HUMAINES, de la QUALITÉ, des PME-PMI, des stages de formation à temps plein.

• Niveau Bac + 2/3, jeunes diplômés

• **GESTION ET ADMINISTRATION DU PERSONNEL**
(Réservé aux demandeurs d'emploi Parisiens intra-muros et organisé pour le compte du Département de Paris)

• Bac + 3/4, expérience professionnelle

• **GESTION DES HOMMES ET EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE**

• **RESPONSABLE ORGANISATION ET QUALITÉ EN PME-PMI**

• **QUALITÉ TOTALE ET ASSURANCE QUALITÉ DANS LES SERVICES**

Stages organisés avec le concours financier du Conseil Régional d'Ile-de-France ou du Fonds National de l'Emploi.

Programme et/ou rendez-vous à IGS,
Micheline Floirac
12, rue Alexandre Parodi, 75010 Paris
Tél. : 01 40 03 15 57 - 01 40 03 15 72

GROUPE IGS
UNIVERSITÉ PARISIENNE
DE GESTION SOCIALE

Seul l'accord sur le congé parental a été signé en six ans par les partenaires sociaux de l'Union

Le travail à temps partiel, en cours de négociation aujourd'hui, est un sujet beaucoup moins consensuel

A lors que les événements de Vilvorde mettent en évidence les faiblesses de l'Europe sociale, les grandes confédérations multiplient les actions symboliques : manifestation de leur solidarité le 16 mars dernier à Bruxelles sous le parrainage de la Confédération européenne des syndicats (la CES, qui rassemble 62 confédérations de salariés de 28 pays), grandes déclarations de principe, etc. Bref, les syndicats se sont rarement affichés aussi soudés. Réactions tardives de pompiers qui arrivent quand tout est détruit ? Quoi qu'il en soit, l'affaire Reaumont les invite à tirer des leçons des insuffisances de la construction sociale européenne.

Beaucoup de chemin à néanmoins parcourir ces dix dernières années. « Alors qu'il était président de la Commission, Jacques Delors a donné une grande impulsion au dialogue social en instaurant les Rencontres de Val Duchesse en 1985 », explique Hubert Van Eeckhout, directeur de publication du *Courrier social européen*. L'accord signé le 31 octobre 1991 entre la CES et le patronat européen (l'Unice et le CEEF Comité européen de l'entreprise publique), qui leur donne le pouvoir de négocier des accords et d'élaborer la norme sociale communautaire, a une portée historique, car le patronat s'était longtemps opposé à ce principe.

Certes, la pratique a montré les limites de cet engagement : seul l'accord-cadre sur le congé parental a été signé, transformé en di-

rective en juin 1996. « Ce projet a été bloqué pendant douze ans au Conseil, alors que nous l'avons négocié en quatre mois », plaide Jean Lapeyre, secrétaire général adjoint de la CES, qui reconnaît que le dispositif paritaire « n'en est qu'à ses balbutiements ». Ainsi, les négociations sur les comités d'entreprise européens semblent avoir échoué

La CGT aux marches de la CES

La question de l'entrée de la CGT à la Confédération européenne des syndicats (CES) est récurrente. Jugée trop proche du Parti communiste et pas assez « constructive » à l'égard de l'Europe, critiquée pour son affiliation à la Fédération syndicale mondiale (FSM) créée par l'ex-Union soviétique en 1949, la centrale de Montreuil était clairement exclue du club. En effet, pour décider de l'adhésion d'une organisation, la CES se fonde sur une série de critères - parmi lesquels l'indépendance par rapport aux partis politiques -, ainsi que sur l'avis des autres syndicats nationaux affiliés (en l'occurrence FO, la CFTD et la CFTC), jusque-là négatifs.

Mais, depuis le milieu des années 90, la CGT affiche une « volonté de modernisation » ; elle a d'ailleurs quitté la FSM. Appelée encore à se prononcer en décembre dernier, la CES a estimé la demande de la CGT « prématurée », mais, prenant acte de ses évolutions, n'a pas fermé la porte. Aujourd'hui, les contacts se poursuivent.

du fait du retrait du patronat britannique, même si la directive du 22 septembre 1994 a repris certains travaux des partenaires sociaux.

Quant aux négociations en cours sur le travail à temps partiel, sujet autrement plus polémique que le congé parental, elles seront un bon test de la poursuite de la démarche. « Le choix de la négociation n'est qu'une décision par défaut du patronat qui, après l'adoption de la Charte sociale en 1989, a estimé qu'il avait intérêt à négocier plutôt

que de se voir imposer des directives par les "technocrates" de Bruxelles », explique Alain Benlar, qui a longtemps géré les dossiers européens à la CFTD. Le patronat français reconnaît lui-même des limites à la conclusion d'accords : « Nous avons refusé de discuter sur le détachement à l'étranger des travailleurs, dans les

entreprises de services, car on ne déroge pas à l'ordre public social par la négociation », dit Emmanuel Julien, chargé des affaires européennes au CNPE. Autres freins, la CGC et la CGT, pour des raisons différentes, ne sont pas affiliées à la CES - seules y adhèrent FO, la CFTD et la CFTC - et sont exclues de la négociation, même si elles sont consultées, la première dans le cadre de la Confédération européenne des cadres, créée en 1989.

entreprises de services, car on ne déroge pas à l'ordre public social par la négociation », dit Emmanuel Julien, chargé des affaires européennes au CNPE.

Autres freins, la CGC et la CGT, pour des raisons différentes, ne sont pas affiliées à la CES - seules y adhèrent FO, la CFTD et la CFTC - et sont exclues de la négociation, même si elles sont consultées, la première dans le cadre de la Confédération européenne des cadres, créée en 1989.

« Les différences entre les pratiques nationales entraînent aussi des blocages », analyse Gérard Sauty, chargé des affaires européennes à la CFTC. Ainsi, les syndicats allemands n'ont pas mandat pour négocier à l'échelle nationale, leur système reposant sur la branche ; au Danemark et dans les pays nordiques, réputés pour la qualité du dialogue social, la conclusion d'accords à l'échelle européenne peut être vécue comme une atteinte à la « pureté » de la négociation nationale, tant les syndicats sont représentatifs de la base. Autre pratique syndicale, la grève de solidarité est interdite en Allemagne et au Danemark : « Il est culturellement inconcevable qu'un cadre descende dans la rue », note Claude Cambus, secrétaire général de la Confédération européenne des cadres.

Enfin, tout ne peut pas être réglé au niveau interprofessionnel, et « l'avenir du dialogue social passe aussi par le développement des relations à l'échelle des fédérations », estime Jacques Pé, secrétaire confédéral à FO, en charge du secteur Europe. Quant aux comités syndicaux interprofessionnels, créés par la CES en 1976, au nombre de trente-quatre aujourd'hui, ils sont également appelés à jouer - et ils jouent déjà - un rôle moteur dans la protection des salariés transfrontaliers, « surtout quand on sait que chaque jour 50 000 Français franchissent la frontière du Luxembourg pour aller travailler », rappelle un syndicaliste.

Clarisse Fabre

Un socle commun a minima

Les directives qui existent à l'heure actuelle sont très peu contraignantes

D ans l'article 117 du traité de Rome est stipulé : « Les Etats membres conviennent de la nécessité de promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre, permettant leur égalisation dans le progrès ». Si le texte fondateur de la Communauté européenne contient peu de dispositions en matière sociale, il énonce tout de même, en son article 6, le principe de l'égalité de traitement entre ressortissants nationaux et communautaires ; en ses articles 48, 49, 50 et 51, la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de l'Union ; et en son article 119, l'égalité de rémunération entre hommes et femmes.

C'est sur ces grands principes que se construit progressivement le droit social européen, processus dont il faut distinguer deux phases. Jusqu'en 1987 s'élaboraient avec difficulté (compte tenu de la règle de l'unanimité) trois grands blocs de droits sociaux. En 1968 et 1971, deux règlements établissent la libre circulation des travailleurs dans la Communauté, prévoyant notamment l'égalité d'accès à l'emploi entre ressortissants européens. Outre la directive de 1975 sur le licenciement économique, celle de 1992, sur l'information et la consultation des travailleurs en cas de licenciement collectif (plus de dix personnes), oblige l'employeur à prendre des mesures d'accompagnement dignes d'un vrai plan social. Enfin, le troisième bloc, élaboré au fil de cinq directives, adoptées en 1975, 1976, 1979 et 1986, régit l'égalité entre hommes et femmes, en termes de traitement et de protection sociale par exemple.

Avec l'Acte unique en 1987, qui offre la possibilité d'adopter des directives à la majorité qualifiée (et non plus à l'unanimité), en matière de santé et de sécurité au travail notamment (article 118 A du traité de Rome), le contenu de ce qu'il est convenu d'appeler l'« Europe sociale » se dessine plus clairement.

MAJORITÉ QUALIFIÉE

Et plus encore avec le protocole social annexé au traité de Maastricht (pour contourner le refus de la Grande-Bretagne d'y inclure un chapitre social) qui permet aux autres Etats membres - Londres bénéficiant d'une clause d'exemption - de progresser dans la voie d'une législation commune, au moyen de directives adoptées à la majorité qualifiée, en matière de conditions de travail, de lutte contre l'exclusion, d'égalité des chances entre hommes et femmes.

En revanche, « la rémunération, le droit d'association, de grève ou de lock-out sont exclus du champ communautaire. C'est pourquoi, juridiquement, la notion d'euro-grève n'existe pas, la licéité de la grève étant soumise aux droits nationaux », relève Marie-Ange Moreau.

professeur spécialisé en droit social européen à l'université d'Aix-Marseille.

Domaine de prédilection de Bruxelles, la santé et la sécurité au travail sont réglementées par une bonne trentaine de directives (soit la moitié de celles ayant une vocation sociale) qui s'appliquent à peu près tous les secteurs d'activité (bâtiment, automobile, marine marchande...). Les autres sont d'inspiration très disparate : information des travailleurs sur le contrat de travail à l'embauche (directive du 14 octobre 1991) ; protection de la femme enceinte (19 octobre 1992) ; interdiction du licenciement pour grossesse et prévoyant un congé maternité d'au moins quatorze semaines continues ; protection des jeunes (24 juin 1994) prohibant le travail des moins de quinze ans ; comités d'entreprise européens (22 septembre 1994) ; congé parental (3 juin 1996).

DÉLAIT D'AMBITION

Elaborées par la commission et votées par le conseil des ministres, les directives - leur contenu - doivent ensuite être transposées par les Etats membres dans leur droit national. A charge pour la Cour de justice des Communautés européennes de contrôler l'effectivité de ladite transposition. Ainsi la France a-t-elle été condamnée par la Cour de Luxembourg le 13 mars dernier, pour n'avoir pas mis sa réglementation en matière de travail de nuit des femmes en conformité avec le principe d'égalité entre hommes et femmes établi par la directive du 9 février 1976.

Parce qu'il n'autorise que de façon très restrictive le travail de nuit féminin, le code du travail français établit une discrimination fondée sur le sexe, a estimé la Cour. Si l'on peut s'interroger quant à savoir si cet arrêt constitue réellement un progrès social, Marie-Ange Moreau fait remarquer qu'« ainsi les employeurs ne pourront plus licencier les femmes ou motif qu'elles mettent en place des équipes de nuit ».

De même, la Grande-Bretagne a été condamnée, le 12 novembre 1996, à appliquer la directive du 23 novembre 1993 limitant la durée de travail hebdomadaire à... 48 heures ! Encore la Cour de justice de Luxembourg a-t-elle annulé l'article 5, paragraphe 2, de cette directive prévoyant que la période minimale de repos hebdomadaire (deux jours) « comprend en principe le dimanche ».

Si l'Europe sociale existe en tant que construction juridique, force est de constater que son contenu pêche par défaut d'ambition. Les directives qui n'énoncent que des normes minimales pratiquent l'harmonisation par le bas, en n'imposant souvent que le plus petit commun dénominateur social aux quinze. Même si les textes prévoient en général une clause dite de non-régression, qui interdit aux Etats membres de profiter de l'harmonisation communautaire pour réduire leur niveau de protection. Pas question, par exemple, pour la France, de diminuer la durée de son congé maternité de vingt-six à quatorze semaines (minimum européen prévu depuis 1992).

« L'Europe sociale n'existe guère. Elle en est à ses balbutiements », convenait d'ailleurs Yves Thibault de Silguy, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, sur France Inter le 4 avril dernier. A qui la faute ? Tout en concédant que « le domaine social fait figure de parent pauvre de la construction communautaire », Marie-Ange Moreau estime que « c'est parce que la volonté politique des exécutifs nationaux fait défaut, alors même que le Parlement européen cherche à insuffler davantage de social ».

Professeur de droit du travail à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, Jean-Emmanuel Ray n'en disconvient pas : « L'Europe sociale est aujourd'hui soumise à une politique libérale qui inspire les gouvernements ou pouvoir dans la majorité des Etats membres. »

Francine Aizicovici

Philippe Baverel

L'effet vitrine des comités d'entreprise européens

L es comités d'entreprise européens (CEE) comptent-ils pour du beurre ? L'attitude de la direction de Renault, lors de la fermeture de l'usine de Vilvorde, pouvait le laisser supposer. Le tribunal de grande instance de Nanterre, s'appuyant sur le droit français au nom du principe de subsidiarité, vient de rappeler le constructeur français à l'ordre : il y avait bien « obligation pour Renault d'informer et de consulter le comité de groupe » - nom du CEE chez Renault. La direction de Renault a fait appel, mais l'affaire a le mérite de remettre à l'ordre du jour la question du rôle des comités d'entreprise européens.

Impulsées à l'origine par grandes entreprises françaises (Thomson Multimédia, Pechiney, Saint-Gobain), les premières expérimentations de CEE datent d'une quinzaine d'années. L'ambition était alors de faciliter l'acquisition d'une culture commune et d'appuyer la logique d'internationalisation.

Après bon nombre d'années de négociations, l'idée a été reprise par la directive européenne du 22 septembre 1994, obligeant toutes les entreprises et groupes de plus de 1 000 salariés, dont au moins 150 dans deux établissements de deux pays différents de l'Union, à mettre en place un comité d'entreprise européen ou « une procédure d'information et de consultation » des travailleurs.

Formulé de façon très vague afin de pouvoir être appliqué par les pays ne possédant pas de comité d'entreprise, le texte prévoit l'information et la consultation des salariés lors d'une séance plénière annuelle. D'où un pouvoir réel extrêmement limité. D'autant plus que par « consultation », la directive entend non pas recueillir l'avis des représentants du personnel, mais simplement « l'échange de vues et l'établissement du dialogue ».

De plus, lors de l'adoption de la directive en 1994, chaque Etat disposait de deux années pour intégrer l'obligation dans son droit national. Or le texte prévoit que pour les entreprises ayant créé un CEE avant le 22 septembre 1996, le contenu de l'accord soit laissé à la libre appréciation des négociateurs. De fait, bon nombre d'entreprises en France, mais aussi dans les autres pays, se sont dépechées de conclure, avant la date limite, des accords peu contraignants. Sur les 400 accords signés à l'heure actuelle à l'échelle de l'Europe, 397 l'ont été avant le 22 septembre 1996. L'accord de Renault, par exemple, datant de 1993 et réactualisé en 1995, ne comporte ni le terme de « consultation » ni celui de « préalable ».

Habités aux prérogatives beaucoup plus importantes des comités d'entreprise nationaux, les représentants des salariés français ont plutôt tendance à faire la fine bouche devant ces

instances européennes : « Les séances plénières annuelles ressemblent à une chambre d'enregistrement. Les experts défilent, ils parlent pendant trois heures en nous abreuvant d'une multitude d'informations. Les syndicalistes posent quelques questions et c'est terminé », raconte Serge Depy, secrétaire général adjoint du comité de groupe de Renault et délégué central CFTC. « Dans bon nombre de cas, l'idée de créer un CEE vient plutôt de la direction et cela ressemble surtout à un moyen de signer l'image de marque de la société : une façon de faire du social sans en faire », ajoute Michel Marti, secrétaire confédéral au département international et européen à la CFTD.

Pour les représentants des salariés, l'intérêt des CEE réside essentiellement, jusqu'à présent, dans les rencontres et les échanges avec leurs homologues des autres pays. L'affaire Vilvorde ouvre peut-être une brèche nouvelle, tout au moins pour les CEE des multinationales d'origine française. « S'il se confirmait, le droit à la consultation préalable devrait nous permettre d'exiger des informations économiques, pays par pays, et d'ouvrir le débat sur des alternatives différentes », espère ainsi Jean-Pierre Clavaud, délégué central CGT et membre du comité d'entreprise européen d'Alcatel.

Nathalie Mlekuz

Les salariés balancent entre solidarité et chauvinisme

R enault, Grundig. Hoover. Trois affaires et un même scénario : une usine menacée de fermeture, dont la production est transférée vers un autre pays. Des trois cas, seul celui de Renault Vilvorde a suscité une certaine solidarité. « Nous avons un comité de groupe européen depuis trois ans, et dans ce cadre nous connaissons bien nos collègues français, espagnols et même belges », constate Karel Gacoms, secrétaire fédéral du syndicat belge FGTE.

D'autres éléments ont joué, ajoute Philippe Martinez, délégué syndical central CGT. Aux salariés belges comme à ceux de Douai ou de Cléon, la direction avait tenu le même discours rassurant : « Si vous acceptez la transférabilité, tout se passera bien ». Quand l'annonce de la fermeture de Vilvorde est tombée, les salariés français se sont un peu identifiés aux Belges. D'autant qu'un plan social touche aussi la France.

Dans l'affaire de l'usine Grundig de Creutzwald (Moselle) - reprise par Gooding en avril 1994 -, un tout autre climat s'est instauré quand, en janvier 1993, les salariés ont compris que leur production allait être délocalisée à Vienne, en Autriche. Les syndicalistes des trois sites de production, Creutzwald, Vienne et Nuremberg (Allemagne), se connaissent peu, le comité de groupe européen n'ayant été créé que fin 1993. Une réunion a eu lieu à Creutzwald, mais l'ambiance était tendue : « Nous dénonçons les aides de l'Etat autrichien à l'usine de Vienne et osons oser la Commission européenne », se rappelle Albert Reinwarth, délégué CFTD de Gooding et ancien de Grundig. Cela n'a pas trop plu à nos copains de Vienne.

Les syndicats ne parviennent à élaborer ni propositions ni actions communes. « Les sites ont joué leur propre carte, mis en avant leurs atouts. Chacun avait des salariés à défendre. » A Creutzwald, ils étaient 900. Ils ne sont plus que

370. Et la société Gooding de Moselle est en redressement judiciaire depuis juin 1995.

Les salariés de l'usine Hoover de Longvic (Côte-d'Or), filiale du groupe américain Maytag, ont aussi vécu cette rivalité.

CAMÉRAS VIDÉO

Après des mois de mise en concurrence avec l'usine de Cambusarg, en Ecosse - en fait « une tromperie organisée car la décision de délocaliser en Ecosse avait été prise depuis longtemps », estime Paul Garrigues, secrétaire de l'union départementale CFTD de Côte-d'Or -, le personnel français a appris, le 23 janvier 1993, que les syndicats écossais, pour obtenir le maintien de leur site, venaient de signer un accord, véritable modèle de régression sociale : pas d'arrêt de travail, « avant que n'ait abouti la procédure d'ogrement », sous peine de licenciement ; embauches sur contrats de vingt-quatre mois ; introduction de caméras vidéo dans les ateliers...

L'absence de relations syndicales entre les deux usines a sans doute joué un rôle crucial. La section CFTD de l'usine venait à peine de se créer. Des tentatives de contact avec les syndicats écossais ont eu lieu. Sans succès. Quand ils ont eu connaissance de l'accord, « les salariés de Longvic étaient furieux, surtout après les méthodes et les mensonges de Maytag », estime Paul Garrigues. L'accord a été signé « le couteau sous la gorge », a justifié à l'époque le responsable du syndicat écossais Stuc.

La solidarité dans l'affaire de Reaumont Vilvorde peut donc paraître exemplaire. En réalité, elle a connu quelques fausses notes. Le 5 mars, par exemple, quand 800 salariés belges sont venus à l'usine de Douai, l'accueil fut plutôt froid. Il faut dire que le matin même avait été discuté le plan social français. « Dans leur regard, les salariés de Douai étaient solidaires, mais on y voyait aussi une peur de bouger », explique Lydie Librizzi, déléguée syndicale CFTD du site. Il y

a tellement de pressions, beaucoup ont des difficultés financières. » Les salariés français, mais aussi espagnols, sont également sous la menace de licenciements », observe Karel Gacoms.

Lucien Mérel, membre FO du comité de groupe européen, estime que la solidarité « n'a pas été à la hauteur », car il manquait aux salariés « un objectif à long terme à partir d'une réflexion globale sur le problème de l'automobile ». Philippe Martinez retient, quant à lui, que le déploiement de CRS autour des usines a dû attiser les craintes.

Sans parler de la division syndicale française. Dès le dimanche 2 mars s'est formée une intersyndicale CGT-CFTD-CFTC qui, depuis, se réunit régulièrement avec les syndicats belges. Refusant la présence de la CFTD, FO n'est pas dans cette intersyndicale. Elle participe aux seules réunions de la fédération européenne de la métallurgie, où la CGT n'est pas.

سكس



Europe sociale qui...
reste un vœu

de commun
ima



Une Europe sociale qui serait un contre-pouvoir efficace reste un vœu pieux

Les experts incitent plutôt à consolider la structure actuelle, encore très fragile

Si développée qu'elle soit un jour, on voit mal l'Europe sociale interdire fermetures d'usines et licenciements. Raisonnablement, que peut-on espérer voir naître avec le temps sous cette appellation ? L'affaire de Vilvorde suggère une première Europe très terre à terre. Ce serait d'abord une union dont les directives sociales - il en existe, quoi qu'on en dise - seraient appliquées. Le problème est que les infractions ne sont pas ou peu sanctionnées. Non que la Commission européenne s'en désintéresse. Elle avait, par exemple, prévu que des licenciements collectifs décidés sans information préalable des salariés pourraient être déclarés nuls. Mais lorsque la question a été débattue en conseil, une majorité de pays membres - Belgique comprise - se sont opposés à cette « contrainte ».

Si l'on veut plus d'Europe sociale, le premier obstacle à lever est cette attitude. La déclaration du commissaire aux affaires sociales, Padraig Flynn, au Parlement de Strasbourg, après l'annonce de la fermeture de l'usine de Vilvorde, en témoigne : « Les appels à l'avantage d'Europe sociale lancés la semaine dernière m'ont donné du courage. (...) Les accords conclus au niveau européen dépendent essentiellement d'un consensus entre Etats membres. (...) Permettez-moi de vous parler franchement, il a été très difficile d'aboutir à un tel consensus au cours des dernières années. En effet, depuis quelque temps, il est de mise d'exiger une réglementation dans le domaine de la politique sociale. » (6 mars 1997.)

De son côté Jacques Delors fait un bilan un peu amer : « J'ai déployé dans ce domaine des efforts considérables. Un vrai travail de Sisyphe. Avec des avancées. Mais même comme président de la Commission, mes moyens étaient limités. »

Cependant, si la décision de Renault a eu un tel retentissement, c'est peut-être que s'ouvre pour l'Union européenne (UE) une période un peu différente. Même si la vague néolibérale reste économiquement puissante, l'opinion en mesure plus réellement les conséquences. D'autre part, l'intégration des pays scandinaves ren-

force les chances du social en Europe. Est-ce suffisant ? Jean Lapeyre, secrétaire général adjoint de la Confédération européenne des syndicats (CES), ou Pierre Héritier, directeur du Laboratoire social d'actions, d'innovations, de réflexions et d'échanges (Lasaire) - au terme d'une étude sur la « Négociation collective européenne » - se montrent plutôt optimistes. Mais Barbara Nolan, porte-parole de la Commission, l'est beaucoup moins : « L'épisode Vilvorde va donner une certaine impulsion aux choix en matière sociale de la Conférence intergouvernementale (CIG, chargée de préparer la révision du traité de Maastricht). Peut-être allons-nous, grâce à cela, éviter que la place du social y soit réduite... »

OBJECTIFS FLOUS
Finalement, cet « épisode » montre surtout que seul un mouvement social fort est de nature à faire contrepoids à l'obsession économiciste des gouvernants. Le lien entre épisodes de crises et de luttes et avancées sociales est une donnée constante de l'histoire occidentale. Le problème de l'UE est peut-être de ne pas avoir généré jusqu'ici de mobilisation à son échelle.

Il manque aussi une vision claire des objectifs à atteindre. Un espace doté d'une législation sociale unique n'est pas pensable : « Mettre toute la politique sociale au niveau communautaire serait créer un Léviathan ou une sorte de Gulliver enchaîné, estime Jacques Delors. C'est d'ailleurs un objectif que les pères de l'Europe n'ont jamais fait leur : les grands problèmes sociaux, tels que la sécurité sociale, l'éducation, la culture... étaient pour eux du ressort de la nation. »

Et ce choix, juge l'ancien président de la Commission, est plus que jamais d'actualité : « Le verger du simple citoyen devant la globalisation de l'économie peut déboucher sur une grave crise d'identité. Pour l'éviter, il faut laisser au niveau national ces éléments de cohésion sociale qui renforcent le sentiment d'appartenance. » Autrement dit, « il faut développer la dimension sociale par d'autres moyens » : à travers des actions de solidarité ou de

coopération, inscrites au sein de l'action économique.

Pendant les dix ans de sa présidence, cette idée s'est concrétisée surtout de deux manières. Tout d'abord à travers les politiques de solidarité entre régions. Les fonds structurels d'aide aux zones pauvres ou en reconversion ont atteint, en ce qui concerne Espagne, Portugal, Grèce et Italie, « 30 % de l'investissement public total et 2,5 % des emplois ». Les résultats ont pu, dans certains cas, être spectaculaires. Ainsi en Irlande, également bénéficiaire de ces fonds, « le PIB par habitant est passé de 64 % à 90 % de la moyenne communautaire entre 1983 et 1995 » (exposé du 16 novembre 1996 aux Semaines sociales de France). On en connaît aussi les effets pervers qui amènent les groupes à délocaliser leurs sites de manière à bénéficier au mieux des aides communautaires. Mais le principe du transfert des richesses des pays les plus favorisés vers les plus pauvres est inscrit dans le traité de Maastricht.

L'autre piste ouverte concerne le dialogue social. Dès 1984, Jacques Delors prend contact avec la CES et avec l'Unice, son homologue patronal, et les convainc de se réunir périodiquement. Peu à peu, ils apprendront à se connaître, puis négocieront des accords dont un, celui concernant le congé parental, sera à la source d'une directive européenne. Actuellement, ils débattent des formes atypiques de contrat de travail : temps partiel, CDD...

La CES bataille pour faire inscrire un chapitre sur l'emploi dans le traité en préparation et organise à cet effet, pour le 28 mai 1997, une journée européenne de manifestation. Faisant preuve d'un bel optimisme, Jean Lapeyre y escompte « plusieurs millions de participants dans les plus grandes villes européennes ». Cette démarche, où les partenaires sociaux prennent peu à peu en charge l'élaboration de l'Europe sociale, n'en est qu'à ses débuts. CES et Unice sont des structures qui se cherchent encore. Elles devront faire la place, à côté d'elles, à des syndicats de branche, mieux placés pour négocier les problèmes concrets.

L'étude de Lasaire sur la « Négociation collective européenne »,

réalisée à partir du cas de la chimie, révèle que toutes sortes de démarches informelles préparent cette évolution. « La pression de la concurrence a atteint un niveau tel en Europe, explique Pierre Héritier, que le monde patronal lui-même commence à en trouver les ravages insupportables. L'idée de définir une règle du jeu qui serait la même pour toute une branche se fraie peu à peu un chemin. » D'autant plus que le marché européen le permet. Les échanges s'y font en effet à plus de 90 % en intra.

Dans cette optique, les instances politiques gardent un rôle important : assurer le maillage d'un équilibre entre le jeu du marché et la protection sociale.

Aujourd'hui, juge Jacques Delors, cet équilibre est en danger parce que le volet économique et social du traité de Maastricht - l'article 103 - est négligé au profit de son volet monétaire. Il a donc repris son bâton de pèlerin pour rappeler l'engagement pris par les pays de l'UE de se doter ensemble d'« une stratégie coopérative de croissance ».

Reste à savoir si les citoyens d'Europe se mobiliseront eux aussi ou se résigneront.

Marie-Claude Betbeder

Le taux d'activité * dans l'Union européenne en %						
	1973	1979	1983	1993	1994	1995
Autriche	55,1	64,9	65,6	69,2	71,6	71,3
Belgique	62,2	62,8	62,8	63,7	64,6	65
Danemark	75,9	79,8	80,9	82,6	79,1	78,7
Finlande	71,7	75,5	77,4	73,9	73,5	73,9
France	67,8	68,4	66,4	66,7	67,3	67,3
Allemagne	69,4	68,3	67,5	71,7	71,5	71
Grèce	57,1	55,4	59,9	58,9	59,6	60
Irlande	63,5	62,4	62,7	62,4	62,9	63,3
Italie	58,7	60,2	60,1	58,9	59,3	59,6
Luxembourg	64,8	64,4	63,3	61,5	62,5	60,4
Pays-Bas	57,6	56,5	59	67,5	68,4	68,8
Portugal	64	73,6	71,4	71,2	71,4	70,8
Espagne	62,7	57,7	56,7	58,9	59,1	59,3
Suède	75,5	80,5	81,3	77,6	76,3	77
Royaume-Uni	73	74,3	72,4	74,7	74,2	73,8

* Défini par le rapport de la population totale à la population d'âge actif (15 à 64 ans). Sources : OCDE

Et si on liait aides et respect des directives ?

Bruxelles imagine des pistes pour limiter les abus

Le jour de l'annonce de la fermeture du site de Vilvorde, le 27 février dernier, Karel Van Miert, commissaire européen à la concurrence, était informé d'une demande déposée par le gouvernement espagnol. Ce dernier souhaitait obtenir l'aval de Bruxelles pour accorder à Renault des aides en vue de moderniser son outil de production à Valladolid, l'une des deux usines appelées à reprendre la production de la Clio, assurée jusqu'alors par le site belge. Le commissaire européen ayant aussitôt menacé de bloquer cette requête compte tenu de la décision du constructeur automobile en Flandre, les pouvoirs publics espagnols ont rapidement fait machine arrière.

Dix-huit jours plus tard, le 17 mars, au cours de l'émission « C'est à suivre », diffusée sur France 2 et coanimée à « l'affaire » Vilvorde, Karel Van Miert s'en prenait vivement à ces « industriels qui, du fait de l'intensité des subventions accordées ici et là, sont en train de faire du shopping » entre les différentes régions de l'Europe.

En effet, dans le cadre de sa politique régionale en faveur du développement économique, social et culturel des zones en proie à des difficultés, l'Union européenne alloue des sommes importantes aux entreprises décidées à investir sur ces territoires. Ces aides sont accordées soit directement par la Commission, soit par les Etats-membres, moyennant une autorisation de cette dernière. « Bonne en soi », comme le soulignait lui-même le commissaire européen à la concurrence ce soir-là, cette politique n'en produirait pas moins des effets d'aubaine.

Karel Van Miert veut contrer l'attitude opportuniste de multinationales qui investissent dans une région où elles peuvent bénéficier d'aides, puis la quittent pour aller produire ailleurs, sans se soucier des conséquences de leur départ sur l'économie et l'emploi du territoire qu'elles abandonnent.

« De nombreux industriels délocalisent actuellement leur production, notamment vers l'Irlande, pays où ils savent bénéficier d'aides », souligne Marc Van Hoof, conseiller du commissaire européen, citant notamment le cas de Boston Scientific, entreprise spécialisée dans la fabrication de médicaments, qui a récemment décidé de transférer en Irlande la production qu'elle assurait jusqu'alors en Wallonie, région elle-même éligible au titre de la politique régionale européenne.

REMBOURSEMENTS

La direction générale de la concurrence envisage actuellement d'instaurer des règles qui empêcheraient les entreprises d'abuser ainsi des aides communautaires. « Nous réfléchissons au moyen d'assurer une pérennité minimale des investissements dans les régions, ou, tout ou moins, d'éviter qu'une même entreprise puisse bénéficier de deux reprises de subventions », explique Marc Van Hoof. Pas plus que les Etats-membres qui la composent, l'Union euro-

péenne n'a de moyens d'empêcher une entreprise de fermer un site où qu'il se situe.

Karel Van Miert souhaiterait trouver néanmoins une parade aux abus. Pour ce faire, celui-ci a notamment émis l'idée de lier l'octroi des subventions au respect des directives communautaires. Une entreprise pourrait ainsi se voir sommer de rembourser des fonds qui ont été versés dans le cadre de la politique régionale européenne, dès lors qu'elle enfreint, par exemple, l'obligation faite par la directive instituant les comités d'entreprise européens d'informer et de consulter ses salariés.

SOLUTIONS ALTERNATIVES

Aujourd'hui, impuissante à sanctionner une entreprise pour violation des directives communautaires, la Commission gagnerait ainsi, sans doute, un peu plus de poids pour faire respecter l'esprit des textes européens. « L'instauration d'une telle règle ne changerait cependant rien sur le fond, une entreprise pouvant toujours maintenir une décision économicque tant en respectant la procédure d'information de ses salariés », relève Marc Van Hoof. Informer ne signifie pas, en effet, prendre en compte les avis des représentants du personnel.

Néanmoins, soumettre à une telle condition le bénéfice d'aide européenne doot les entreprises s'ouvrir à des solutions alternatives, comme l'aurait souhaité les salariés de Renault-Vilvorde.

Laetitia Van Eeckhout

Repères

- La charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs, appelée communément charte sociale, a été adoptée en décembre 1989 par les Etats-membres de la Communauté européenne, exception faite de la Grande-Bretagne.
- Déclaration solennelle n'ayant aucune valeur contraignante, le texte a surtout une signification symbolique. Il comprend 26 articles d'orientation générale à appliquer « selon les modalités propres à chaque pays ».
- Destinée à ébaucher un futur droit social européen, la charte passe en revue un ensemble de thèmes dont le droit à une rémunération « équitable » pour avoir un niveau de vie « décent », le droit à une protection sociale « adéquate » dont une retraite « suffisante », etc.
- Lors de l'élargissement à quinze, l'Autriche, la Suède et la Finlande ont, à leur tour, adopté la charte sociale ; mais la Grande-Bretagne continue à faire cavalier seul. Le 28 septembre 1989, le secrétaire d'Etat britannique à l'emploi du gouvernement de Margaret Thatcher expliquait d'ailleurs « que le projet de charte allait dans le mauvais sens, vers une Europe soumise à davantage de réglementations et dont les entreprises seraient encore restreintes dans leur croissance ».
- Domaine où l'Union européenne s'interdit toute incursion, et où elle ne peut donc agir que par voie de recommandations : la politique salariale.
- Soucieuse de ne pas se voir reprocher une ingérence excessive, la Commission de Bruxelles avait ainsi affirmé, lors de l'élaboration de la Charte sociale, qu'« il n'appartient pas à la Communauté de fixer un salaire de référence décent. Cette notion répond en effet à des critères différents selon les pays de la CEE, et sa définition doit être déterminée au niveau des Etats-membres ».
- En revanche, la durée du travail et son aménagement font partie des dossiers suivis de près par la Commission.
- Les textes européens imposent ainsi un repos de 35 heures le week-end et un temps de repos de 11 heures entre deux journées de travail.

Les créateurs d'entreprise bretons bénéficient d'un accompagnement original

L'opération, lancée par la caisse de retraite des artisans, les assure d'un suivi individualisé gratuit pendant trois ans

A peine le dernier client a-t-il tourné les talons que Nathalie Duverger, responsable d'une petite boutique de photocopies qu'elle a créée il y a deux ans dans le quartier des affaires de Rennes, fait part de son inquiétude à Patrick Bobe, responsable du cabinet de conseil Oranis. « Regardez », dit la jeune femme visiblement désemparée, en lui tendant une enveloppe arrivée en recommandé le matin même. A l'intérieur, un procès-verbal dressé pour « constatation de reproduction par photocopies, d'œuvres protégées », établi par le Centre français d'exploitation du droit de copie.

En un coup de fil, passé sur-le-champ, Patrick Bobe, qui invoque « la bonne foi et la méconnaissance des dispositions en vigueur », résout le problème : sous réserve qu'elle souscrive un « contrat d'autorisation de reproduction des œuvres protégées », moyennant paiement d'une redevance sur les droits d'auteur, la jeune chef d'entreprise ne sera pas inquiétée davantage.

PRÉDOMINANCE DU BÂTIMENT

L'intervention de Patrick Bobe s'inscrit dans le cadre d'une opération originale menée par la caisse de retraite des artisans de Bretagne, assurance-vieillesse des artisans (AVA), en partenariat avec les chambres de métiers de la région et le cabinet Oranis. Pour aider les créateurs d'entreprise à démarrer, et surtout à pérenniser leur activité, le dispositif leur propose, sans bourse délier, un suivi individualisé sur trois ans, sous forme de plusieurs visites annuelles d'une demi-journée, assurées par un consultant d'Oranis ou par un conseiller d'une chambre des métiers. Les volontaires peuvent aussi bénéficier gratuitement d'un cycle de formation à la gestion et à l'action

commerciale de quatre-vingt-quatre heures.

Financée par le fonds d'action sociale du régime complémentaire de la caisse de retraite, cette initiative, dont le budget annuel atteint 600 000 francs, profite actuellement à quatre cents jeunes artisans, dont beaucoup se sont lancés après une période de chômage. En dépit de la prédominance du bâtiment (la moitié des entreprises artisanales créées en Bretagne relèvent de ce secteur), tous les corps de métier sont représentés : secrétaires, chauffeurs de taxi, toiletteurs pour chiens, laveurs de carreaux.

Certes, le volet formation ne rencontre pas toujours le succès escompté auprès des artisans qui, souvent, n'ont pas la possibilité de débiter, ne savent pas qu'une demi-journée, dans leur emploi du temps. Responsable d'un magasin, en location-gérance, de vente et de réparation de cycles, ouvert du lundi au samedi de 9 heures à 19 heures, Christophe Samson, trente et un ans, résume bien le sentiment général : « Si je ferme la boutique, je ne fais pas de chiffre d'affaires ».

Le suivi individualisé remporte, en revanche, un vif succès auprès des intéressés : « On se sent protégé, surtout quand on est seul, témoigne Nathalie Duverger, qui ne fait pas mystère de ses difficultés. Je fais tourner l'entreprise mais je n'arrive pas à gagner ma vie ».

Comment établir un devis ? Un budget prévisionnel ? Une facture ? Régler un problème fiscal ? Gérer ses relations avec les Urssaf, les banques, les fournisseurs ou les administrations locales ? A toutes ces questions, Patrick Bobe essaie d'apporter des réponses, à tout le moins une méthode. A chaque artisan, il remet un « organisateur » qui

doit l'aider à tenir à jour ses documents comptables, fiscaux, sociaux. Prodigue en conseils, ce consultant très disponible, qui se définit lui-même comme un « médecin généraliste des très petites entreprises », va parfois, le cas échéant, jusqu'à définir une stratégie de développement. A Jacques Rivière, trente ans, qui a créé il y a seize mois sa société de publication assistée par ordinateur (PAO), il recommande par exemple d'élargir son activité à l'élaboration de plans de communication pour les PME, c'est-à-dire de « passer de la technique périphérique de la PAO à l'ingénierie de la communication ».

DU SUR-MESURE

Si les artisans l'écoutent, Patrick Bobe estime que c'est parce qu'ils apprécient sa neutralité : « Ils savent qu'il n'y a pas d'enjeu financier entre nous. Surtout, comme j'ai moi-même créé mon entreprise en 1990, ils sentent que je sais de quoi je parle, qu'on est du même bord. » La dimension psychologique et sociale fait partie intégrante de ce suivi sur mesure : « Quand un créateur me téléphone le soir, hors du cadre des visites, c'est toute la famille qui appelle, tant la vie privée et l'activité professionnelle sont imbriquées : il est fréquent que la femme assure la gestion, la facturation, pendant que l'homme se consacre à son activité professionnelle », raconte Patrick Bobe.

« Une entreprise artisanale, c'est d'abord une cellule familiale », renchérit Bertrand Courmé, directeur du service développement et conseil aux entreprises à la chambre des métiers d'Ille-et-Vilaine, avant d'énumérer les sources de difficulté les plus fréquentes chez les artisans : calcul du prix de revient ; développement de l'action commerciale et recherche de nou-

veaux marchés ; élaboration de tableaux de bord permettant d'anticiper et d'argumenter face au banquier.

« S'ils maîtrisent bien leur savoir-faire, les jeunes artisans ne sont généralement pas préparés à assumer leur rôle de chef d'entreprise », constate Jean Le Stum, président d'AVA Bretagne. Résultat : « Les responsables de PME se retrouvent souvent en position d'infériorité face à leurs interlocuteurs (banquiers, administrations...) ». Et c'est là l'objectif de notre formule d'accompagnement, à savoir leur permettre de se retrouver sur un pied d'égalité avec leurs partenaires », précise Alain Georges, directeur régional d'AVA Bretagne. Technique, administratif, comptable, commercial : il est vrai que les domaines de compétence des artisans se sont considérablement élargis.

Quant à mesurer l'impact de cette initiative prometteuse, une étude réalisée par AVA Bretagne a démontré que, trois ans après leur création, 35 % des entreprises « non accompagnées » avaient disparu ; tandis que pour celles qui avaient bénéficié d'un suivi, ce chiffre n'était plus que de 6 %.

« Sans que l'on puisse toutefois établir un lien de cause à effet », souligne prudemment Alain Georges. Heureux adhérents d'une caisse de retraite décidément très prévenante, les artisans bretons paraissent à l'avenir bénéficier d'un autre dispositif de soutien particulièrement original : un centre d'incubation d'entreprises artisanales, conçu, à l'instar de ce qui existe déjà au Québec, comme un lieu d'échanges professionnels rassemblant tous les services nécessaires aux jeunes créateurs. « Le maire de Saint-Malo vient de donner son feu vert à la création d'un comité de pilotage chargé d'étudier la faisabilité de ce centre », annonce Patrick Bobe que l'on retrouve à l'origine du projet.

Philippe Baverel

Insertion : des chemins différents

POUR UN AUTRE DÉVELOPPEMENT SOCIAL AU-DELÀ DES FORMALISMES TECHNIQUES ET ÉCONOMIQUES de Daniel Cérézuelle

Descée de Brouwer, 218 p., 150 F.

Dix années de recherches et d'études de terrain ont amené Daniel Cérézuelle à une conviction : l'action sociale, telle qu'elle se pratique aujourd'hui, n'est pas efficace. Les interventions se spécialisent, se professionnalisent, mais « se bureaucratisent ». La critique est sévère : morcellement, rigidité, absence de suivi et de circulation de l'information, critères flous de réussite ou d'échec. « La logique des techniciens finit par supplanter celle des personnes prises en charge. » Le propos est étayé, mais parfois un peu trop rude.

C'est pourtant à bon escient que l'auteur pointe la contradiction fréquente entre la fonction de resocialisation des entreprises « intermédiaires » et leur souci de rentabilité, d'efficacité économique. Fondamentalement, il met en cause une « conception trop bornée de l'économie », centrée sur l'activité productrice marchande et sur l'emploi rémunéré. Il estime que l'insertion doit explorer d'autres voies. Il s'agit de valoriser des systèmes de ressources non obligatoirement marchands qui s'inscrivent dans des circuits courts ou s'appuient sur l'autoconsommation : pêche locale, récupération des déchets urbains, jardinage... Des activités qui ne sont pas seulement alimentaires, mais permettent de soutenir un projet de vie, une stratégie familiale.

Pour l'auteur, c'est une « série de situations intermédiaires nouvelles » entre l'emploi classique et l'assistance qu'il faut accepter et valoriser. L'objectif est d'accompagner les initiatives des personnes en difficulté, en tenant compte de leurs capacités, de leur culture, de leur environnement, au lieu de « poursuivre l'ochernement thérapeutique en vue de l'accès à un emploi qu'on soit illusoire ».

Les chemins que Daniel Cérézuelle suggère d'emprunter présentent un réel intérêt, même si on note quelques répétitions dans son exposé. Il a le grand mérite de ne pas proposer un modèle totalement construit qui bloquerait la réflexion et l'action.

Psychologues dans le siècle

LES HISTOIRES DE LA PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL

Sous la direction d'Yves Clot
Edition Octarès (Toulouse), 204 p., 160 F.

Elaborer une histoire de la psychologie du travail en France n'est pas une entreprise simple. C'est pourquoi, sans doute, le coordinateur de cet ouvrage a choisi d'utiliser le pluriel dans son titre, ce qui renvoie à la diversité des courants qui se sont manifestés. La tentative est réussie. Les contributions sont celles de spécialistes, parfois arides, mais dégageant nettement les grandes tendances qui ont parcouru notre siècle. Depuis la seconde guerre mondiale, les nécessités de la modernisation de l'économie et l'influence américaine ont porté l'accent sur l'adaptation des salariés aux changements techniques ou organisationnels, ce qui a interpellé sociologues et psychologues avec, de la part de ces derniers, à la fois la crainte « d'être ou de devenir des outillages de la gestion du personnel » et une plus grande attention à la souffrance psychologique, à la psychopathologie du travail. Ce livre est porteur d'interrogations sur leurs interventions et sur le sens du travail.

Daniel Urbain

Désormais, vous pouvez aussi compter sur votre clavier pour faire évoluer votre carrière.

3615 cadresonline
Web : <http://www.cadresonline.com>

100% ☐ cadre → A destination des cadres, les offres d'emploi des magazines leaders
☐ fiable → Qualité des offres de la presse écrite
☐ utile → Actualisation hebdomadaire

Les offres d'emploi de 19 titres leaders

L'EXPRESS Le Monde LUSINE
OIL GAZETTES L'ÉCHO Carrière
LSA OI RESEAUX France Agricole
L'ARRELS DECISION RIA
property/line RESTAURATION

3615 cadresonline : 2,23 la min

ROBERT HALF FRANCE. et ECE
Norman Parsons

seraient heureux de votre participation au débat

Les Services Comptables : Centraliser ou Décentraliser ?

avec l'intervention de :

Roland DEBOUX Directeur Général SERVANT SOFT
Patrick DUMOUCHEL Directeur Général Groupe PUBLICIS SERVICES
Jérémy DURAK Directeur Comptable EMAP FRANCE
Christian CARDOT Directeur Organisation Domaine Gestion Finance Groupe PSA
Robert COMEAU Directeur Financier NORTEL MATRA CELLULAR

et en partenariat avec

La France Le Monde SERVANT SOFT

Bulletin d'inscription

Mardi 29 avril 1997 de 18H30 à 20H30
Hôtel George V - Salon de La Paix
31, avenue George V - 75008 PARIS.

☐ Je souhaite participer et joins un chèque de 600 Frs TTC libellé à l'ordre de ROBERT HALF FRANCE (ou 360 Frs TTC si membre de ECE. Institut des Experts Comptables en Entreprise, 139 Fbg St-Honoré, 75008 PARIS)

☐ Je souhaite recevoir un justificatif

Mme/Mlle/Mr : Fonction :
Société : Adresse :
Code Postal : Ville :
Tél. : Fax :
A renvoyer à : Ivor ALEX - Président Directeur Général
Robert Half France
39 avenue Pierre 1er de Serbie - 75008 PARIS

Pour tout renseignement complémentaire, contacter Fabienne LEROY ou 01.47.23.37.00.

سكراين للدراسات

صكنا من الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 16 AVRIL 1997 / V

Le Monde des Cadres

Cabinet International de Conseil en Recherche de Dirigeants souhaite renforcer ses structures dans le cadre de son expansion et recrute un

Chargé de recherche

Dans un contexte international et en relation avec différents Consultants, vous gerez de façon très autonome vos missions. Vous élaborerez une stratégie, assurez les contacts avec les candidats potentiels dans un double objectif d'évaluation et de motivation. De formation supérieure, vous parlez parfaitement l'anglais, possédez une bonne expérience de ce métier et une connaissance de l'entreprise, de ses activités et des différents secteurs économiques. Une excellente maîtrise de l'informatique est indispensable. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, curriculum vitae, photo d'identité), en précisant sur l'enveloppe la référence 227, à Communiqué, 50/54 rue de Silly, 92813 Boulogne-Billancourt Cedex.

HF
O
R
E
N
T
I
N
E
M
E
N
T

Chef de Territoire

France/Bénélux

Excellentes conditions + Lotus Esprit

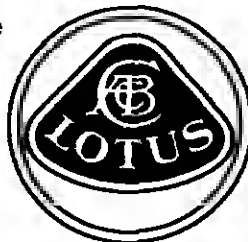
Lotus Cars, l'un des plus grands constructeurs de voitures de luxe du monde entier, recherche un Chef de Territoire pour assurer l'organisation du développement de ses activités de vente sur le terrain en France, Belgique et au Luxembourg.



La Lotus Esprit - la voiture de fonction par excellence?

Les critères de sélection pour ce rôle exceptionnel sont sévères. Vous devez être de langue maternelle française, parler couramment l'anglais et justifier d'une expérience professionnelle dans le développement de marchés automobiles. Une compréhension des schémas d'achat locaux et de la conjoncture est essentielle. Seul(e)s les candidat(e)s faisant preuve d'énergie, de charisme et de sens de l'organisation seront considérés(e)s.

Merci d'adresser, sous référence R04/0497, lettre de motivation, CV, rémunération actuelle et prétentions, en anglais, ainsi qu'un numéro de téléphone où vous pouvez être joint(e) dans la journée, à nos agents de recrutement - ERAS, 105 Denmark Street, Diss, Norfolk, Angleterre IP22 3LF. Téléphone: + 44 1379 652171.



Pour mieux vous accueillir ALTIGA EST a déménagé et toute l'équipe est heureuse de vous communiquer ses nouvelles coordonnées :

3, avenue de la Paix - 67000 STRASBOURG

Tél : 03 88 24 70 70 - Fax : 03 88 24 70 71



ALTIGA EST
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES
RECRUTEMENT - BILAN DE COMPÉTENCES

Paris - Lyon - Strasbourg - Nancy - Luxembourg

C.E.R.I.E.S.

Centre de Recherches et d'Investigations Epidermiques et Sensorielles
financé par la société CHANEL

AFIN DE DÉVELOPPER NOTRE COMMUNICATION AUPRÈS DES PUBLICS SCIENTIFIQUES,
DE SANTÉ ET DE BEAUTÉ, NOUS CRÉONS LE POSTE DE

CHARGE(E) DE COMMUNICATION

Vous collecterez auprès de notre structure de recherches les informations susceptibles d'être communiquées aux différents publics. Vous rédigerez des synthèses, organiserez et superviserez la rédaction d'articles scientifiques sur le plan international. Vous contrôlerez les retombées presse et assurerez les contacts avec la presse spécialisée.

Vous contribuerez à élaborer notre plan d'actions de communication pour l'année à venir et prendrez en charge la logistique des actions scientifiques (bourse de recherche, réunions du conseil scientifique...). Vous interviendrez en parfaite coordination avec les structures existantes et gerez le budget.

De formation supérieure complétée par une spécialisation en communication, vous justifierez d'une expérience significative de 5 à 10 ans de la communication externe et des relations presse acquise de préférence dans le secteur de la chimie ou de la pharmacie.

Parfaitement bilingue anglais, vous maîtriserez la rédaction en français et en anglais et êtes disponible pour des déplacements.

Votre aisance relationnelle à tous les niveaux, votre aptitude à coordonner les actions et à travailler en équipe seront vos atouts pour réussir.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) s/référence EB/M à CERIES, 20, rue Victor Noir, 92521 Neuilly sur Seine.

BIOLANDES AROMES

Nous sommes spécialisés dans la fabrication de matières premières pour l'alimentaire :

Nous recrutons :

ASSISTANT(E) DE DIRECTION en charge du COMMERCIAL

Rattaché directement au Directeur Commercial, ce poste implique un profil dynamique, créatif, avec un bon relationnel. Il est demandé :

- une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine commercial - marketing
- une maîtrise de l'outil informatique
- une pratique courante de l'anglais
- un niveau Bac + 2 minimum

Le poste comporte un volet secrétariat de direction et intendance du bureau commercial. Il est à pourvoir à Boulogne.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo) au : 113, avenue Jean-Baptiste Clément - 92100 BOULOGNE.

Le Monde
Economie le lundi *

Le Monde
Emploi le mardi **

et la rubrique

Le Monde des
Initiatives locales le vendredi ***

Trois rendez-vous à ne pas manquer
pour vos opportunités de carrière

* daté mardi
** daté mercredi
*** daté samedi

RESPONSABLE SERVICE ACHATS



UN MONDE À VOTRE IMAGE

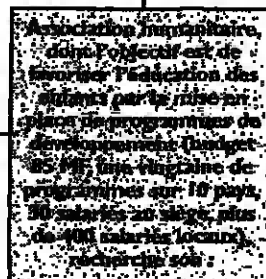
Et si nous vous aidions à écrire vous-même le scénario de votre carrière ? Numéro 1 mondial du Transport Express aérien de colis et documents de porte à porte (40 000 personnes dans 223 pays), DHL mise essentiellement sur la qualité des Hommes dans sa stratégie d'expansion constante. En France, nous sommes aujourd'hui 1400 collaborateurs sur 24 sites.

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, votre mission consistera à :

- optimiser et rationaliser les achats (budget de 300 MF) en donnant la priorité à la connaissance et à la maîtrise des coûts achats et à la satisfaction du client interne,
- maîtriser les relations avec les fournisseurs et gérer l'interface clients internes/fournisseurs en contribuant à l'image de marque et à la notoriété de l'entreprise,
- définir et faire évoluer les modes de fonctionnement internes,
- gérer et encadrer une équipe de 10 personnes.

De formation supérieure (avec une spécialisation en achats), vous bénéficierez d'une première expérience dans une fonction similaire de 3 ans minimum acquise si possible dans une entreprise de services.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre de motivation et CV sous réf. RSA/209 à DHL Service emploi-recrutement, 21 Paris Nord II, BP 50252, 95957 ROISSY CDG.



Directeur des opérations

basé au siège à Paris

Vous supervisez l'ensemble de l'activité des programmes dans les différents pays, animez le service des opérations (6 personnes) et l'équipe des expatriés (15 personnes), et renforcez les liens entre le siège et les programmes.

A 35 ans minimum, de formation supérieure, vous avez impérativement plusieurs années d'expérience dans la réalisation et la coordination de programmes de développement dans les P.V.D., idéalement en lien avec l'éducation. Adaptable et polyvalent, vous savez gérer un budget, négocier à haut niveau, animer une équipe. Anglaie courant indispensable. Ce poste nécessite de nombreux déplacements sur le terrain.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous référence RO/LM/0387, à notre Conseil

Europact

4, rue de Mademoiselle - 78000 VERSAILLES,
qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

Conseil et Audit

Chef du département audit interne

Rattaché directement au Président, vous êtes chargé d'animer une équipe dont les missions sont centrées sur la sécurité des opérations de marché et le contrôle des opérations de gestion d'actifs. Vous contribuez aussi à améliorer la sécurité générale de l'entreprise via le diagnostic permanent de l'ensemble des activités et fonctions. De formation supérieure scientifique, à 35/40 ans, vous disposez impérativement d'une compétence de marchés, si possible d'une expérience internationale, et êtes bilingue anglais. Vous avez une indiscutable capacité relationnelle : vous êtes rigoureux, créatif et ouvert, capable de rebondir sur des sujets très variés.

Rejoignez la filiale française d'une grande banque internationale

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), sous référence 43390, à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra.

Auditeur interne junior

Rattaché à la Direction Financière, le département Audit Interne intervient sur la branche européenne et la branche américaine Mack Trucks. Par une méthodologie forte et des outils appropriés, notre département apporte son aide au management afin d'améliorer son efficacité et rendre notre entreprise plus performante. Le renouvellement de notre force d'audit interne nous conduit à intégrer de nouveaux collaborateurs.

Sous la responsabilité d'un chef de mission, vous réalisez des missions d'audit interne dans les secteurs industriel et commercial. Vous analysez et appréciez l'organisation et les systèmes de contrôle interne de l'entreprise. Vous formulez des recommandations en vue de corriger les déficiences décelées et proposer des améliorations. Vous présentez et défendez vos propositions auprès des Directions auditées.

Compte tenu de la nature industrielle de nos métiers, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieurs. Vous êtes débutant ou avez acquis une première expérience d'un ou deux ans au sein d'un cabinet d'audit qui vous a permis de développer vos qualités de rigueur et d'analyse.

Curieux, critique, vous êtes indépendant mais savez travailler en équipe. Vos qualités rédactionnelles ainsi que votre capacité à prendre la parole en public sont indispensables pour réussir dans ce poste. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais ainsi qu'une autre langue, vous êtes disponible pour de fréquents déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant la référence Audit à Renault V.I., Service recrutement des cadres, 40 rue Pasteur, 92150 Suresnes Cedex.



RENAULT V.I.

FBO
CONSULTANTS

Finance Bourse Organisation

recrute pour l'un de ses clients

FILIALE DE L'UN DES PRINCIPAUX INSTITUTIONNELS FRANÇAIS

SON

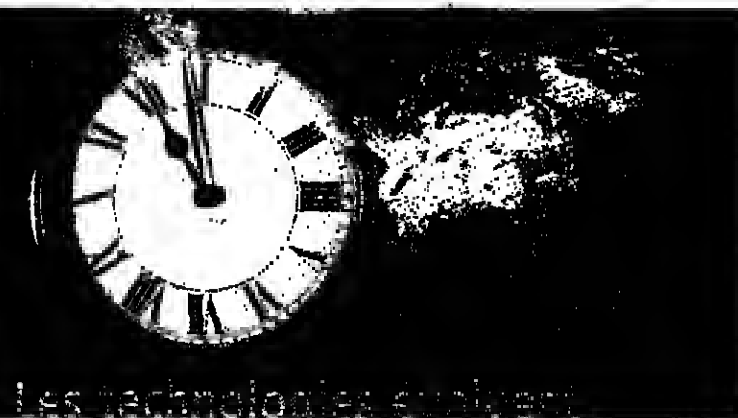
CONTROLEUR INTERNE

Rattaché(e) au Directeur Général, le contrôleur interne sera amené à intervenir sur l'ensemble des fonctions de l'entreprise dans le cadre d'un plan annuel ou de missions ponctuelles. Il veille à la conformité des organisations avec les obligations réglementaires d'une activité de back-office titres et OPCVM, prépare et anime le comité d'audit. Ce poste s'adresse à une personnalité rigoureuse ayant des capacités d'initiative et d'investigation conjuguées à la diplomatie et le sens de l'écoute. Autonomie, sens du reporting, esprit de synthèse ainsi qu'une forte capacité à appréhender les circuits de traitement informatique seront des critères prépondérants.

Vous êtes diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs, de commerce, d'un troisième cycle ou DECS et avez au moins 6 ans d'expérience au sein d'un cabinet d'audit ou de conseil ou dans le service inspection d'une grande banque.

Pour ce poste, merci d'adresser c.v., photo, prétentions et disponibilités sous référence Dan-4 à Monsieur Dominique NEGRONI, FBO CONSULTANTS, Tour Fontaine, 1 place de la Concorde, 92084 Paris La Défense Cedex.

FBO Consultants, l'alternative en matière de conseil



Les organisations bougent. Accompagnez les femmes et les hommes dans le changement.

ORACLE, c'est aujourd'hui :

- le numéro un mondial des logiciels de bases de données et d'outils de développement.
 - une offre de logiciels applicatifs (comptabilité, gestion, manufacturing), en environnement Unix.
 - un leader dans les solutions logicielles destinées à Internet.
 - un innovateur qui crée l'événement avec la Network Computer (NC).
 - une expertise reconnue en systèmes de pilotage (OLAP, EIS).
 - une offre globale de services (Conseil, Formation, Support).
- Avec un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de francs et 910 collaborateurs en France, ORACLE vous propose de valoriser vos compétences et votre professionnalisme dans une entreprise majeure, à la pointe de l'innovation technologique.

ORACLE est un partenaire de premier plan pour les entreprises qui considèrent l'évolution de leur système d'information comme une source d'avantages concurrentiels. Nous savons que la qualité de leur mise en œuvre et que les facteurs humains sont cruciaux dans la réussite d'un projet. C'est pourquoi ORACLE a développé une activité d'accompagnement du changement qui complète son offre globale de services et crée deux postes de :

CONSULTANTS SENIORS EN ACCOMPAGNEMENT DU CHANGEMENT

Votre mission sera de participer à la création d'une véritable mobilisation humaine autour des projets de changement. En fonction du métier de votre client, de sa stratégie, de son organisation, de sa culture et de l'évolution de son système d'information autour des solutions Oracle, vous exercerez une activité de conseil et de soutien opérationnel. Vos interlocuteurs seront bien sûr des directions générales, informatiques ou utilisatrices. Ce seront d'abord des femmes et des hommes qui ont besoin d'être accompagnés au quotidien dans leur adaptation professionnelle. D'un haut niveau de formation initiale, vous avez déjà une expérience de consultant en accompagnement du changement en environnement informatique. La maîtrise des approches et outils d'accompagnement du changement (organisation, communication, gestion sociale, ...) est indispensable ainsi qu'une bonne connaissance de l'environnement humain et technologique de l'information. Un bon niveau d'anglais est souhaité.

Votre passion du service client, votre sens de l'initiative et votre capacité à comprendre les intérêts des partenaires ORACLE seront des atouts déterminants pour votre réussite et votre progression au sein d'un groupe qui, par sa politique active de formation continue, vous permettra d'évoluer en même temps que la technologie.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. OCM2, Service Recrutement, 65 rue des Trois Fontaines, 92732 Nanterre Cedex.

ORACLE®
Enabling the Information Age™

CONDUITE DE CHANGEMENT EN STRATEGIE INTERNE

CONSULTANT ASSOCIÉ

Nous intervenons depuis 20 ans dans des grandes entreprises lorsqu'elles veulent changer leur organisation et/ou leurs équipements.

Nos clients apprécient notre compétence pour :

- les aider à définir de nouveaux projets et à mener à bien les changements.
- une action conjuguée de leurs projets dans leur dimension économique, technique, organisationnelle et sociale.
- obtenir un niveau élevé de performance à court terme et à long terme.

Trois domaines d'expertise :

- La conduite de projets d'investissement : pour que l'investissement nouveau soit l'occasion d'innover dans l'organisation et d'élever le niveau des performances (Danone ; Peugeot ; Rhône-Poulenc ; Sullat).
- La productivité globale : un travail sur la structure, les modes de fonctionnement, les systèmes d'information et de gestion, le contenu et l'organisation du travail (Boehringer ; Pechnine ; Cas ; Vahum ; Credit Mutuel).
- La qualification des emplois : en vue d'atteindre un niveau de performance accrue, grâce à des emplois plus qualifiés et plus attractifs (CCI Paris ; Mors et Chandon ; Peugeot Pontons ; Vittel).

Le candidat :

- IECI (13 personnes) recrute un consultant associé de haut niveau et de culture étendue, qui devra :
- Avoir l'ordre de 34 à 44 ans
- Être issu d'une grande école (Bocales, Centrale, Administration ; 3, Mines).

Centrale, HEC, MBA, Norm, Supi et/ou être diplômé d'une université française.

• Avoir une expérience de responsabilités globales, élevées et diversifiées.

Nous choisissons une personne :

- Avant l'expérience personnelle de changements importants.
- Reconnue pour ses capacités d'écoute, de synthèse, d'innovation et de réalisation.
- Apté à mobiliser tous les acteurs en faisant preuve de la même autorité pour être écouté d'une direction générale ou d'un atelier de production.
- Sachant aussi faire la promotion et la vente de notre société.

Nous vous proposons :

- Le partenariat au sein d'IECI et dans sa gestion.
- Une formation à nos méthodes et démarches originales.
- La responsabilité globale de contrats de projet.
- Un travail en équipe pluridisciplinaire sur tout contrat.
- En 1995, la rémunération globale des consultants associés s'est élevée entre 420 et 700 kF.

Écrivez-nous avant le 18 avril 1997

Lettre manuscrite + Photo + CV

+ rémunération actuelle

IECI Développement

38 rue Herder 67000 STRASBOURG



IBM CONSULTING GROUP, AVEC SES 3500 CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU DANS PLUS DE TRENTE PAYS, RÉPOND À TOUS LES DÉFIS DU CHANGEMENT, DANS TOUS LES SECTEURS INDUSTRIELS.

Pour répondre à ses besoins de développement dans les secteurs finance, assurance, distribution, "Manufacturing", IBM recherche :

- DES CONSULTANTS JUNIORS AYANT UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE DU CONSULTING
- DES CONSULTANTS EXPÉRIMENTÉS (5 à 8 ans).

Pour le secteur finance, une expérience significative dans les domaines suivants est souhaitée :

- "Retail Banking"
- "Capital Markets"
- "Eurocurrency"
- "Advanced Financial Techniques".

La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation et CV) sous référence 1-IC97 à : IBM France - Service 3896 Tour Descartes, Cedex 50 - 92066 Paris-La Défense.



Solutions pour une petite planète

388
315
57

صكنا من الادخل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 16 AVRIL 1997 / VII

Gestion - Finance



Le Groupe BOEHRINGER INGELHEIM réalise 22 milliards de francs de CA dans le monde essentiellement dans le domaine pharmaceutique. En France, avec 1 200 personnes et 4 sites industriels, le CA s'élève à plus de 1,5 milliard de francs. Nous recherchons un

CONTRÔLEUR DE GESTION INVESTISSEMENT

Sous la direction du Responsable "Comptabilité et Contrôle de Gestion", vous prendrez en charge le suivi des investissements et participerez aux différentes missions du Contrôle de Gestion (reporting international des investissements, de la trésorerie, mise en place des outils informatiques, études économiques, participation aux projets).

Diplômé d'ESC avec une courte expérience, vous parlez impérativement et couramment l'allemand et l'anglais et possédez une bonne maîtrise de la micro-informatique.

Si cette opportunité de carrière est de nature à vous intéresser, merci de faire part de vos motivations en adressant un dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence ale/CGI à BOEHRINGER INGELHEIM FRANCE, Direction des Ressources Humaines, BP 292, 51060 Reims Cedex. Confidentialité garantie.

Un Important Groupe International recherche, dans le cadre de son développement dans les télécommunications

Directeur des investissements à l'étranger

Vous élaborerez et suivrez la stratégie de développement international du Groupe, préparez et validez les projets d'investissements à l'étranger. A ce titre, vous managez les équipes élaborant ou contrôlant les business plans et les montages financiers, détectez les opportunités d'investissements, évaluez les sociétés de télécoms susceptibles d'intéresser le Groupe, supervisez les projets en termes d'analyse financière.

A 40 ans environ, de formation supérieure en finance (bac + 5/6), vous justifiez d'une expérience réussie d'une dizaine d'années, qui vous a donné une excellente connaissance du milieu bancaire international et, si possible, des télécoms. Vous pratiquez couramment l'anglais ; l'espagnol serait un plus.

Capacité de management, sens du business, aisance relationnelle, aptitude à dialoguer avec des interlocuteurs multiculturels de haut niveau sont les qualités que vous avez su développer.

Le poste est basé à Paris, avec des déplacements à l'étranger.

L'importance de notre Groupe ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière à un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous référence STR, en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à notre Conseil, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

SM Conseil

3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

Actuaire

Grand groupe d'institutions leader de la protection sociale, sur le marché français, nous recherchons à renforcer notre équipe technique en assurances collectives :

Proche collaborateur du directeur du département assurances collectives, vous assisterez dans l'ensemble de ses fonctions : sur le plan technique de l'actuaire, dans l'animation d'une cinquantaine de personnes et le management de plusieurs départements : tarification, production, commissionnement et suivi de portefeuille. Actuaire de formation, vous avez une expérience de 5 ans dans la fonction. Mais au-delà de vos compétences techniques, c'est surtout vos qualités personnelles, votre pédagogie et votre sens de l'encadrement qui seront déterminants dans notre sélection.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. 43393, à Press Emploi, 26 rue Salomon-de-Rothschild, 92150 Suresnes, qui transmettra.

L'organisation mondiale des entreprises, présente dans 130 pays, recherche pour son Secrétariat International situé à Paris :

Responsable des Services Administratifs et Financiers

Expérience approfondie du contrôle financier en milieu industriel et/ou bancaire. Connaissance de la législation française fiscale et sociale nécessaire. Parfaitement bilingue anglais/français. Culture internationale professionnelle et économique. Connaissance approfondie de l'informatique (univers PC et réseaux). Excellent contact, capacité de s'intégrer à un milieu international de haut niveau, disponibilité. Toutes nationalités.

Adresser CV, photo et rémunération actuelle et souhaitée à Chambre de Commerce Internationale - à l'attention du Premier Directeur - 38, cours Albert 1er - 75008 Paris. Fax : 01 49 53 28 96



Le Groupe SVP recherche :

Superviseurs

Formation BAC + 4 / BAC + 5 en Economie-Finance ou Fiscalité-Droit des Affaires. Expérience exigée dans le management des équipes de télé-acteurs.

Téléconseillers

Formation BAC + 4 / BAC + 5 en Economie-Finance ou Fiscalité-Droit des Affaires. Expérience dans la réception ou l'émission d'appels.

Contacter le : 01 47 87 07 07 du lundi au Vendredi de 9 heures à 18 heures



Le Monde des Cadres

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET <http://www.cadresonline.com> (MINITEL 3615 cadresonline 2.23 Fmn) (MINITEL 3615 LEMONDE 2.23 Fmn) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

Directeur Général, Secrétaire Général, Consultant, vous avez réalisé une fusion d'entreprise...

Notre société (140 MF en France) appartient à un groupe multinational leader en Europe dans le domaine des produits de grande consommation non alimentaire. Nous nous développons fortement sur le marché français et avons aujourd'hui un important projet de reprise de sociétés qui nous conduit à créer un poste de

Directeur de Projet pilotage d'une opération de fusion

Vous serez chargé de réaliser notre prochaine acquisition -plusieurs sociétés qui représentent l'équivalent de notre CA en France- puis d'organiser les fusions dans tous les domaines : commercial, logistique, comptabilité, informatique, ressources humaines... Vous vous appuieriez sur les différentes directions fonctionnelles concernées et sur les ressources du groupe.

De formation supérieure, très expérimenté, vous avez vécu de façon opérationnelle une ou plusieurs fusions acquisitions. Vous maîtrisez très bien la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en notant la réf. M/1258 sur l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR, 28 rue de la Trémoille, 75008 Paris.

ornicar

GRUPPO MAC CONSEL



Le Conseil Général des Alpes-Maritimes gère un budget de 4,7 milliards de francs et compte 2 321 agents. Afin de renforcer ses compétences en matière de politique de création, de développement et de localisation des entreprises, il recherche pour sa Direction des Actions Economiques :

Chef de projet H/F

« PME/PMI » Réf. 12/34332

Rattaché au Chef du bureau du développement économique, votre mission est de contribuer à la mise en œuvre de la politique économique du département des Alpes-Maritimes. Vous instruisez des dossiers stratégiques à caractère économique et financier. Dans le cadre d'un étroite partenariat avec les acteurs publics, institutionnels et socio-économiques du département, vous êtes plus spécialement chargé de la gestion des dossiers relatifs au développement des PME/PMI (capital investissement, pépinières d'entreprises, plans d'investissement, etc.). Vous participez au montage de dossiers complexes associant les entreprises, la recherche et l'enseignement. Vous assurez, par ailleurs, l'instruction des dossiers concernant l'implantation d'entreprises.

Agé d'environ 35 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur en économie, gestion ou finance (diplôme Sup de Co. ou maîtrise plus 3^e cycle) et justifiez d'une expérience du montage et de la gestion de dossiers économiques dans le secteur public comme privé. Analytique autant que conceptuel, votre crédibilité et votre sens de la communication vous permettent de représenter en toute autonomie le Conseil Général des Alpes-Maritimes.

Chef de projet H/F

« Hautes technologies » Réf. 12/34333

Rattaché au Chef du bureau du développement économique, votre action s'inscrit dans le cadre d'un étroite partenariat avec l'ensemble des acteurs publics, institutionnels et socio-économiques du département des Alpes-Maritimes. Vous gérez les dossiers qui vous sont confiés concernant la mise en œuvre de la politique économique du département des Alpes-Maritimes. Vous avez en charge les dossiers ayant pour objet l'étude, la consolidation et le développement des pôles de compétences High-Tech du département (technologie de l'information et de la communication, spatial, santé, etc.). Vous assurez l'instruction des dossiers en matière d'implantation d'entreprises et contribuez au développement des PME/PMI locales exerçant une activité à caractère technologique.

Agé d'environ 35 ans, vous êtes idéalement diplômé d'une école d'ingénieurs et d'un 3^e cycle en gestion, économie ou finance. Votre parcours professionnel vous a conduit à exercer votre action dans le domaine des hautes technologies où vous avez acquis une réelle expertise en matière de développement économique. Vous maîtrisez le montage de dossiers complexes associant les domaines économiques et technologiques. Vous avez la pratique des études et de la mise en œuvre des plans d'actions. Conceptuel autant qu'analytique, vos qualités d'animateur et de coordinateur, votre sens des initiatives et de la communication seront les garants de votre réussite dans cette mission.

Pour ces deux postes, la connaissance du tissu économique des Alpes-Maritimes et la pratique de l'anglais seraient appréciées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la référence choisie à notre conseil : Onoma, Parc Club du Golf - Bât 11 B - 13856 Aix-en-Provence Cedex 3.

Onoma

GRUPPO COURTAUD



RETOUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

INTERNET : <http://www.cadresonline.com> (MINITEL : 3615 cadresonline (2.23 F/mn)) (MINITEL : 3615 LE MONDE (2.23 F/mn)) INTERNET : <http://www.lemonde.fr/emploi>

Marketing - Communication

Gestion

Publicité de Recrutement Responsable de Comptes

La publicité de recrutement s'internationalise. Dans ce contexte, avec le soutien de deux agences spécialisées (l'une en France, l'autre au Royaume Uni) vous exercerez une activité internationale qui demande une grande rigueur. Nous recherchons un professionnel au profil suivant :

- Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur.
- Maîtrisant le français et l'anglais (écrit, lus, parlé).
- Justifiant d'une expérience significative de 3-5 ans de la publicité de recrutement et offres d'emploi, en particulier de la gestion de grands comptes internationaux.

Vous bénéficierez d'un soutien créatif et administratif. Au cœur de l'action, vous prendrez les briefs stratégiques pour une communication européenne d'une part, vous résoudrez les multiples problèmes quotidiens d'autre part, sans oublier les relations avec les supports.

Il vous faudra, face à des clients expérimentés, de l'assurance, du sang-froid et de la flexibilité. Le contraire d'une activité routinière... Le poste est basé à PARIS.

Votre succès pourra vous ouvrir un développement de carrière en France ou au Royaume-Uni.

Merci d'adresser votre candidature (Lettres de motivation et CV détaillés en français et en anglais, avec photo, salaire actuel et prétentions) sous référence NCI à : Sue MCARDLE, TCS Advertising, 35 Garway Road LONDON W2 4QF - Royaume Uni. Pas d'appel téléphonique. Discretion assurée.



Response Handling & Administration

PREMIÈRE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE COURTAGE MARITIME

recherche pour son

SERVICE COMMUNICATION

Un Responsable capable de seconder le Directeur de la Communication :

- dans la rédaction en anglais des nombreuses publications (revue de presse, newsletter, magazine, livres, etc...).
- dans la diffusion de celles-ci dans le milieu professionnel et dans le monde économique.
- dans la réalisation d'études ponctuelles.

Vous avez 30 ans environ, de formation supérieure (type IEP, Ecole de Commerce) vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Une première expérience réussie dans le secteur de la communication (impérativement dans une société internationale, idéalement dans le secteur maritime), une bonne pratique de l'outil informatique, le goût et le sens de l'écriture en français et en anglais, d'excellentes qualités relationnelles, un grand dynamisme vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre société.

Le poste est basé à Paris 8.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + photo à notre conseil COR'EX, 11, avenue Myron Herrick, 75008 Paris en précisant sur l'enveloppe la référence H1908.



associé de

VUCHOT WARD HOWELL

Filiale d'un Groupe International, leader sur ses marchés, notre Société, spécialisée dans le négoce de Matériaux de Construction, réalise un CA d'un milliard de Francs, en constante progression. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons une

Pour ce poste basé dans une grande ville de l'Ouest de la France, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre, photo et prétentions), sous référence DM62651 à EUROMESSAGES 78, bd de la République 92514 BOULOGNE Cedex.

tel marketing

Notre métier : simplifier l'avenir de nos clients en leur proposant des produits d'assurance-vie, de prévoyance, d'épargne ou de couverture de retraite. Le goût de l'innovation, le sens de l'initiative et l'ouverture d'esprit caractérisent les 800 collaborateurs de notre groupe qui cultivent avec enthousiasme un véritable esprit d'entreprise, tourné vers l'avenir et l'international.



Chef de produit

HEC, ESSEC, ESC...

Notre métier :

simplifier l'avenir de nos clients en leur proposant des produits d'assurance-vie, de prévoyance, d'épargne ou de couverture de retraite. Le goût de l'innovation, le sens de l'initiative et l'ouverture d'esprit caractérisent les 800 collaborateurs de notre groupe qui cultivent avec enthousiasme un véritable esprit d'entreprise, tourné vers l'avenir et l'international.



la signature française

Vous participerez à l'évolution de notre gamme de produits : vous prendrez en charge son suivi à partir de l'analyse des besoins, de la définition des tarifs et du choix des axes de communication. Responsable du suivi commercial de l'activité marketing direct, vous assurerez la mise en place des actions commerciales puis leur contrôle, et prendrez en charge la réalisation des différents outils nécessaires au réseau : études de rentabilité, brochures commerciales.

Attentif au marché et à la concurrence, vous suivrez de près les tendances sur le terrain pour proposer des nouveaux produits ou d'autres voies de commercialisation ainsi que les plans d'actions commerciales adaptés.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC...), vous avez une première expérience commerciale ou marketing de trois à cinq ans dans le domaine de l'assurance et de la finance. Créatif, ouvert, vous êtes doté de solides qualités rédactionnelles et d'un excellent sens de la communication et de la pédagogie pour coopérer avec des services très différents ou sein de l'entreprise. A l'aise avec les chiffres, vous êtes habitué à travailler sur informatique.

Adressez votre dossier de candidature à Emmanuelle Robinet sous référence 6113 Compagnie Bancaire - 5, avenue Kléber - 75116 Paris ou retrouvez-nous sur le web : www.cb-bancaire.fr

COMPAGNIE BANCAIRE

Importante entreprise du secteur tertiaire, nous recherchons pour notre siège situé à Paris un

Responsable Communication Externe

■ A la tête d'une équipe de 15 personnes, vous dirigerez les 3 services : communication institutionnelle, communication grand public et presse.

■ Au delà de votre mission de management, vous concevrez et piloterez la mise en œuvre des plans de communication nationaux, animerez le réseau des responsables régionaux, organiserez des événements, réaliserez des supports de communication et des publications, et développerez les relations avec les différents médias (presse, audiovisuel, salons, internet, télématique...).

■ Agé de moins de 35 ans, de formation supérieure (IEP, CELSA), vous avez une expérience solide de la communication externe dans le domaine des services. Vos qualités de manager et votre aptitude aux communications professionnelles vous permettront de mener à bien des projets d'envergure.

■ Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) en précisant la référence RCEM sur lettre et enveloppe à Publipanel - 13 rue Rosenwald 75015 Paris, qui transmettra.

Publipanel

Pour insérer votre annonce dans
Le Monde Économie et Le Monde Emploi
Appelez Le Monde Publicité au
01-42-17-39-33 – Fax : 01-42-17-39-38

سكزا بن الاملا

338

315 +

53

صكنا من الامل

REPRODUCTION INTERDITE

Gestion - Finance

CIC
Union
Européenne
de CIC

L'Union Européenne de C.I.C. vous offre un environnement de choix à la mesure de vos ambitions : elle aura pour vous la souplesse d'une structure jeune et la notoriété d'une holding, la diversité des métiers d'une banque d'affaires et les opportunités d'un des principaux groupes bancaires français. Pour renforcer nos équipes d'opérateurs à Paris, nous recrutons :

Trader
Swaps de change

Trader
obligataire

Trader
dérivés

De formation supérieure de type grande école, Dauphine, école d'ingénieurs, vous possédez une première expérience ou des stages significatifs en trading. Vous maîtrisez parfaitement les mathématiques financières ainsi que les mécanismes fondamentaux de ces marchés et parlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation + CV), sous la référence «TRADER» à : Union Européenne de C.I.C., Direction des Ressources Humaines, 4 rue Gaillon, 75107 Paris Cedex 02.

Fonction Commerciale

Société de prestations audiovisuelles
50 MF de C.A. - 30 personnes
FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT
recherche pour assurer son développement son
DIRECTEUR COMMERCIAL

NOTRE MISSION

Chargé de développer la clientèle, assisté d'une équipe commerciale, vous aurez pour mission :

- de prospector de nouveaux clients,
- de développer le chiffre d'affaires.

Notre clientèle : les diffuseurs, les producteurs, les institutionnels, ...
Notre marché : l'audiovisuel, le cinéma, la publicité, l'animation, ...

DES RÉFÉRENCES

- Vous intervenez déjà sur notre secteur d'activité ;
- Vous avez acquis une notoriété sur ce marché ;
- Vous justifiez d'une expérience et de compétences reconnues en matière commerciale ;
- Vous êtes rompu à la négociation ;
- Vous êtes ambieux, créatif, dynamique, capable de vous intégrer au sein de l'équipe de direction.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre de motivation et photo) à :
TELE EUROFILM - 50, rue Croix des Petits-Champs - 75001 PARIS

Important Groupe Bancaire recherche un

Auditeur Interne

Intégré à notre Inspection Générale Groupe, vous serez chargé d'effectuer des missions d'audit couvrant les activités françaises et internationales de notre établissement et de ses filiales, afin de formuler des recommandations sur les systèmes de contrôle interne, les risques et les procédures des différentes entités.

Agé d'environ 28 ans, diplômé d'études supérieures Bac+4/5 (Grandes Ecoles d'ingénieurs ou de Commerce, I.E.P., 3^{ème} cycle d'audit...), vous justifiez d'une première expérience réussie de 2/3 ans, soit au sein de l'Inspection d'un important Groupe Financier, soit en Cabinet d'Audit International où vous avez réalisé des missions dans le secteur bancaire.

Vos qualités d'analyse et de synthèse, votre aisance relationnelle, votre goût du travail en équipe, alliés à une solide maîtrise de l'anglais et à une bonne capacité rédactionnelle, seront les atouts de votre réussite dans cette fonction qui implique de fréquents déplacements en France et à l'étranger.

Ce premier poste vous ouvrira après quelques années, de réelles perspectives d'évolution au sein de notre Groupe, dans les différents métiers de la Banque.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la réf. 1976 à AUSTIN KNIGHT - 26, avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

Une porte sur le monde

NORMANDIE

Important établissement portuaire (700 personnes) engagé dans la compétition internationale, nous développons une stratégie commerciale offensive. Pour animer des équipes chargées de cette mission, notre Directeur Commercial et de la Communication crée une nouvelle fonction :

Responsable clients et relations extérieures

- Vous œuvrez à la réussite de la nouvelle organisation, actions de communication et de relations extérieures.
- Vous animez et fédérez les équipes autour d'un projet, De formation supérieure commerciale ou logistique, parfaitement bilingue anglais, vous travaillez depuis 10 années dans le
- Vous développez, dans un contexte international, les transport international et vous avez l'expérience du management
- Vous concevez et pilotez, en France et à l'étranger, des dans le domaine commercial et de la communication.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation + CV + prétentions) à notre conseil CAPFOR NORMANDIE, G. MANTEAU, 3 bis rue de la Corderie, 76130 Mont-Saint-Aignan, sous réf. C-11.

CAPFOR

BRETAGNE - FRANCIE COMTE - ÎLE DE FRANCE - NORMANDIE - PAYS DE LOIRE - POUVOIR CHARENTAIS - PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR - RHÔNE-ALPES

CHEF DE PROJETS

Compensation / offset

Nous commercialisons à l'exportation en exclusivité des biens d'équipements lourds élaborés pour le compte d'un groupe industriel français de premier plan. Nos ventes font l'objet de programmes de compensation. Le développement de nos activités justifie la création d'un poste de Chef de Projets.

Rattaché au Responsable des Compensations, il est en charge d'élaborer, de négocier, de mettre en œuvre et d'assurer le suivi contractuel des projets de compensation pour les pays dont il est responsable. Présent sur le terrain, il aura beaucoup d'actions à mener tant en interne (constructeur) qu'en externe (industriels, établissements financiers, services officiels, traders...).

Pour ce poste évolutif, nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé ayant si possible une formation commerciale complémentaire. 28/30 ans minimum, sa première expérience professionnelle (5 ans environ) a été acquise impérativement dans la vente à l'exportation de biens d'équipement. Une pratique de la négociation des compensations sera très appréciée. Il doit maîtriser parfaitement l'anglais et de solides connaissances en espagnol sont souhaitées.

Ce poste basé à Paris 15ème nécessite de fréquents déplacements à l'étranger.

Nous remercions les candidats intéressés d'adresser leur CV et une lettre manuscrite de motivation précisant la rémunération souhaitée, sous la réf. 132E, à ANTHOS, 62 boulevard Malesherbes, 75008 PARIS.

ANTHOS
RESSOURCES HUMAINES

Le Monde Economie le lundi *
Le Monde Emploi le mardi **
et la rubrique
Le Monde des Initiatives locales le vendredi ***

Trois rendez-vous
à ne pas manquer pour vos opportunités de carrière

* daté mardi
** daté mercredi
*** daté samedi

**CADRES
ON LINE**

RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR :

 INTERNET <http://www.cadresonline.com> MINUTE 3615 cadresonline (2.23 Fina) MINUTE 3615 LE MONDE (2.23 Fina) INTERNET <http://www.lemonde.fr/emploi>

Carrières Internationales

Dans le cadre du développement de notre division produits d'intérieur en France et en Europe (revêtements muraux, cloisons extensibles, meubles d'intérieur), nous recherchons

Directeur des ventes Europe

Chargé de développer de nouveaux marchés en Europe et en Europe de l'Est. Ce poste nécessite une formation commerciale supérieure et une expérience internationale dans le domaine de la grande distribution (type GSB). La parfaite maîtrise du français, de l'anglais et de l'allemand est indispensable ; la connaissance du russe serait appréciée. (Réf. 144).

Délégué commercial export Europe

Placé sous la responsabilité du Directeur des ventes Europe, il devra assister ce dernier dans le développement des nouveaux marchés, la mise en place effective de nos produits et le suivi de nos ventes sur le terrain. Ce poste nécessite une formation commerciale supérieure et une première expérience dans la grande distribution (GSB). Une parfaite maîtrise du français, de l'anglais et de bonnes bases en allemand sont indispensables. (Réf. 145).

Directeur des ventes France

Chargé d'animer et de manager une équipe de vente, il devra développer l'implantation et la commercialisation des produits du département « habitat » (revêtements muraux, plafonds, portes et cloisons extensibles) dans le réseau GSB. Ce poste nécessite une formation commerciale supérieure et une première expérience dans la grande distribution. La connaissance de langues étrangères est indispensable dans le cadre de notre politique de développement des carrières internationales. (Réf. 146).

Ces trois postes sont basés à OYONNAX (Ain).

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo (en précisant la référence du poste choisi) à GROSFILLEX, DRH, BP 2, 01107 Oyonnax Cedex.

 Notre métier : concevoir et réaliser des produits grands public pour l'habitat.
 Notre force : des équipes et des produits internationaux (11 filiales dans le monde).
 Notre technologie : la plasturgie, secteur d'avenir.
 Notre ambition : le développement des hommes.

Grosfillex
 Des rapports simples et directs

■ LA SOCIÉTÉ : Un cabinet d'audit et de conseil membre d'un réseau international recherche :

2 Superviseurs

Rémunération attractive Afrique Centrale

■ LES POSTES : Au sein d'une équipe de 25 personnes et rattachés au responsable des bureaux locaux, vous aurez à gérer un portefeuille de sociétés de bonne taille, le plus souvent filiales de multinationales. Vous aurez un rôle de développement des activités d'audit et de conseil. Vous saurez allier la compétence technique, indispensable à la réussite des missions, à une qualité d'échanges et de contacts.

■ LES CANDIDATS : Agés de 28/30 ans, de formation supérieure type Ecole de Commerce, MSTCF, ou expertise comptable, vous présentez une expérience d'environ 5 ans en audit externe. Votre aisance relationnelle, votre autonomie et votre adaptabilité vous permettront de vous intégrer facilement et de vous développer au sein de nos bureaux.

 ■ Merci d'adresser un dossier de candidature complet sous réf. 3415/PVC à Pascal VANCUTSEM, ROBERT HALF FRANCE, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS, ou par fax au 01 47 23 38 00 ou par e-mail (Format MIME ou BinHex) robert@half.grolier.fr.

 Norman Parsons  ROBERT HALF FRANCE.

LEADER MONDIAL DU RECRUTEMENT SPÉCIALISÉ AVEC PLUS DE 160 BUREAUX SUR 3 CONTINENTS

THE AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP

The AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP is an international finance institution established to foster economic growth in Africa. The Bank is based in Abidjan, Côte d'Ivoire, West Africa, with membership of states from Africa, Europe, Asia, and the Americas. Nationals of the Bank's member countries are invited to apply for the following positions:

SENIOR INVESTMENT OFFICIER

Candidates must have an advanced university degree in finance, economics or industrial engineering. They must also have at least 5 years of practical experience in private sector project financing in loan and venture capital appraisal preferably gained in an investment or merchant bank, or with a consulting or industrial firm with exposure to new capital investment projects. Experience with mergers, acquisitions and rehabilitations of industrial projects would also be valuable, especially in an international setting. Knowledge of financial analysis micro-computer software and personal computers, strong oratorical abilities, and writing skills are also required.

SENIOR FINANCIAL ACCOUNTANT

Candidates must have a bachelor's degree and a recognized professional accounting qualification (CPA, CA). An advanced degree in a relevant field (e.g. accounting, information systems or finance) would be an added advantage. They must also have a minimum of 5 years of progressive experience in at least two of the following areas: financial reporting and analysis (including preparation of financial presentations to top management), technical accounting and policy; accounting for capital markets; installation of general ledger and internal management reporting systems in a multi-currency environment. Solid computer skills including proficiency in EXCEL and POWERPOINT required. Expertise in a database management software (e.g. ACCESS) would be a plus. Strong writing skills are also required.

For both positions, the ability to communicate effectively in English and/or French is required. Proficiency in both languages will be an added advantage.

The Bank offers an internationally competitive tax-free salary package and benefits, including dependency and education allowances, life insurance and medical coverage, home leave and retirement plan.

Applications with complete curriculum vitae indicating name, date of birth, nationality, present address, educational qualifications and employment history should be sent before 30 April 1997 to the address below. Because of the number of applications expected, only shortlisted candidates will be contacted.

 DIRECTOR
 HUMAN RESOURCES MANAGEMENT DEPARTMENT
 AFRICAN DEVELOPMENT BANK
 01 B.P. 1387
 ABIDJAN 01
 CÔTE D'IVOIRE
 FAX : (225) 20-49-43

Wollen Sie in Österreich arbeiten?

Wir sind ein in Österreich führendes Unternehmen der Export-Wirtschaft. Schwerpunkt der Unternehmensaktivitäten ist das Transit- und Crossgeschäft zwischen den Ländern West- und Südeuropas und den Ländern des ehemaligen Comecon.

Entsprechend der divisionalistischen Unternehmensstruktur suchen wir für die jeweiligen Länder-Divisionen je einen Mitarbeiter mit sehr guten Sprachkenntnissen in

Polnisch - Russisch - Ungarisch Serbokroatisch - Türkisch - Slowakisch

die entweder in der Familie, in einem mehrjährigen Auslandsstudium oder bei beruflicher Auslandsstätigkeit erworben wurden.

Von der schulischen Ausbildung her wäre ein ökonomisches Fachhochschulstudium wünschenswert. Höchster 28 Jahre. EU-Staatsbürgerschaft und gute Deutschkenntnisse Voraussetzung. Eine Wohnsitzverlegung in den Großraum Wien - der für seine hohe Lebensqualität bekannt ist - wäre erforderlich.

Bewerber, die fähig sind, selbständig zu arbeiten und unternehmerisch zu denken, bekommen die Chance, nach einer entsprechenden Einarbeitung einen Teilbereich im Unternehmen in Eigenverantwortung zu übernehmen.

Senden Sie Ihre aussagefähigen Bewerbungsunterlagen samt handschriftlichem Lebenslauf in deutscher Sprache (mit Hinweisen auf Ihre Ausbildung, Berufserfahrung und familiären background) unter 27009 an unseren Berater.

 Neumann Management Beratung
 A-1090 Wien, Günthergasse 3


La Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, un organe autonome établi par un règlement du Conseil des Ministres de l'Union européenne et situé à Dublin, en Irlande, organise un concours public en vue de suppléer à la vacance de deux postes et de constituer une réserve de recrutement pour la fonction suivante:

 Chargés de programme: gestion de la recherche
 Réf. RM/AT (94/1,95/1)

Le programme de la Fondation abordera dans les quatre prochaines années une série de défis qui attendent la société européenne et en particulier l'emploi, l'égalité des chances, la santé et le bien-être, le développement durable, la cohésion sociale et la participation.

Vous trouverez de plus amples détails concernant ce concours dans le Journal Officiel des Communautés européennes n° C 106 A du 4 avril 1997, qui comprend également le formulaire de candidature officielle.

La date limite des candidatures, qui seront adressées de préférence par courrier recommandé, a été fixée au 16 mai 1997 à minuit.

 Juriste d'affaires
 généraliste
 à prédominance internationale

 Institut
 JURISTE C

 RESPONSABLE DES
 RELATIONS HUMAINES

كذا في الأصل

 338
 315 +
 53

Juristes - Ressources Humaines

Juriste d'affaires généraliste à prédominance internationale

GRAND CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE TELECOMMUNICATION. nous structurons l'essor donné à la croissance de nos activités à l'export et renforçons notre équipe de juristes d'entreprise en recherchant un :

Au sein d'une équipe juridique existante et performante, vous avez un rôle de conseil et d'analyse et serez une force de proposition auprès des opérationnels négociant et réalisant les affaires de notre société.

Vos missions : - traiter tous types de contrats : commerciaux, de coopération d'études ou industrielle, de distribution, - accompagner les affaires pendant leur déroulement, jusqu'aux contentieux qui peuvent en résulter. Par la qualité de vos solutions et la solidité de votre évaluation des risques encourus, vous apporterez

une contribution efficace à la marge des affaires. Age d'environ 35 ans, vous êtes titulaire d'un DEA ou DESS de Droit des Affaires Internationales, avec une partie de votre cursus effectuée à l'étranger. Vous apportez la preuve d'une expérience confirmée de la fonction en entreprise. Vous parlez couramment l'anglais et, si possible, l'allemand ou l'espagnol. Vous êtes autonome, rigoureux et imaginatif, ferme et diplomate.

Gilbert RAYNAUD vous remercie de lui adresser votre candidature, en mentionnant votre niveau actuel de rémunération, sous référence 9712, au 7 rue de Monceau, 75008 Paris.



Gilbert Raynaud & Partners
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Créée en 1984, AIDES est une association de lutte contre le sida reconnue d'utilité publique. AIDES est présente dans 106 villes (métropole et DOM-TOM) par le biais d'un réseau national de 3 600 volontaires. Son objectif : construire une stratégie de réponses adaptées à l'évolution de l'épidémie impliquant tous les acteurs de la lutte contre le sida : personnes vivant avec le virus, proches, soignants, chercheurs, institutionnels, politiques, associations et médias. Son action : mobiliser les énergies de tous pour développer les actions concrètes de proximité des personnes atteintes par le VIH et leurs proches, développer l'entraide et l'espoir, l'action thérapeutique, l'information et la prévention.

Dans le cadre de la coordination de nos actions juridiques, nous recherchons le :

COORDINATEUR DU PROGRAMME NATIONAL JURIDIQUE

Si vous êtes intéressé par ce poste en CDI basé à Paris 10ème et à pourvoir immédiatement, merci d'adresser lettre manuscrite de motivation, CV, photo et prétentions sous référence LM-CN/JDE portée sur l'enveloppe au Directeur Administratif et Financier, AIDES Fédération Nationale, 23 rue de Châteaue-Landon, 75010 Paris.

Directement rattaché au Directeur Exécutif, et en liaison avec le responsable de la commission nationale juridique, vous travaillez au sein d'une équipe de coordinateurs des programmes nationaux. Vos missions principales seront :

- La préparation et le suivi des dossiers politiques juridiques nationaux permettant d'assurer ou d'améliorer le soutien des personnes séropositives, malades et de leurs proches (notamment dépistage, droit des malades hospitalisés, droit des assurances, droit du travail, droit social, droit de la famille, droit successoral, droit des étrangers),

capacité rédactionnelles et de synthèse ainsi qu'une connaissance des problèmes juridiques liés à l'infection VIH. Disponible, vous avez une importante capacité de discernement et de travail. Votre excellent relationnel ainsi que vos facultés d'adaptation vous seront indispensables pour travailler fréquemment en équipe et coordonner le montage de dossiers politiques complexes. Vous maîtrisez l'outil informatique (Word 7 et Excel 7 sur PC). Bien sûr, vous êtes fortement motivé par la lutte contre le sida et par les missions de AIDES.

AIDES
FÉDÉRATION NATIONALE

Corinne NOURRY • une nouvelle adresse
• une expertise reconnue
• un engagement personnel
• une exigence de qualité et de résultat

au service de votre réussite...

RH PARTNERS, 3 place Grangier, 21000 Dijon.
Tél. : 03 80 50 94 65 - Fax : 03 80 50 94 66

RH PARTNERS

Institut Pasteur

recherche

JURISTE CONFIRME

Futur Adjoint au Directeur Juridique

Il sera chargé au sein de l'équipe de la Direction Juridique de la validation des textes juridiques engageant l'Etablissement, aura un rôle de conseil et prendra en charge les dossiers responsabilité civile et essais cliniques.

Ce poste s'adresse à des candidats(es) de niveau BAC + 5 en droit privé ou public justifiant d'une expérience de 10 ans minimum dans des fonctions similaires acquise dans l'industrie pharmaceutique et/ou dans le domaine des biotechnologies. Une formation en Propriété Industrielle serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à la D.R.H. Service Recrutement et Carrières - 28, rue du Docteur Roux - 75724 PARIS CEDEX 15.

Organisme de très forte notoriété nationale et internationale (600 pers.) expert dans les domaines Recherche, Information, Formation et Assistance en matière de Santé et Sécurité au travail, recherche

RESPONSABLE DE L'ASSISTANCE JURIDIQUE

Paris

Réf. 48.5249/LM

Au sein du Centre de Documentation, votre première mission est d'animer la section juridique (6 pers.) dont la vocation est de répondre aux questions des entreprises (SVP juridique - 28.000 consultations en 96), réunir et/ou réaliser les outils de réponse adéquats.

Veille juridique, participation active à la satisfaction des demandeurs, homogénéisation des réponses, rédaction de publications, sont les items de votre fonction qui traduisent vos compétences en Communication. A 30/35 ans (H/F), de formation type DESS Droit Social... vous présentez une expérience professionnelle dans le domaine juridique d'environ 10 ans. Bonne maîtrise de l'anglais requise.

Réactivité, prise d'initiatives, écoute et communication feront votre réussite dans cette fonction.

CHEF DE SERVICE ADMINISTRATION GENERALE

Nancy

Réf. 48.5252/LM

Vous apportez un premier niveau de conseil et assistance à la Direction du Centre de Nancy (400 pers.) et aux Chefs de Service en matière de contrats et conventions avec les différents partenaires français et étrangers.

Vous êtes Responsable des Relations Externes (administrations, collectivités territoriales et commissions européennes), vous coordonnez et animez l'équipe "Achats" (6 pers.) en mettant progressivement en place des procédures homogènes.

En relation avec le service comptabilité, vous préparez le budget du Centre et veillez à son exécution.

A 35/40 ans, de formation DESS Droit des Affaires ou équivalent, éventuellement complétée par IAE, ICG... Vous présentez une expérience de 10 ans en entreprise, collectivité ou centre de recherche.

Qualités de communication et négociation, rigueur, organisation, capacité d'anticipation feront votre réussite dans le poste. Bonne maîtrise de l'anglais.

Les possibilités d'évolution de notre structure séduiront des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, en précisant la référence choisie sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

Important Constructeur de matériel de chauffage, 350 personnes, 2 sites de production et 15 agences commerciales, filiale d'un puissant groupe international, recherche

RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES (H/F)

- Propose et coordonne le politique sociale au sein des sociétés françaises du groupe.
- Optimise la gestion individuelle et collective du personnel.
- Assiste et accompagne les responsables opérationnels dans leur rôle managérial.
- Veille au respect des réglementations et assure un dialogue constructif avec les partenaires sociaux.
- Dirige les fonctions administratives du personnel et paie.
- C'est un homme ou une femme de terrain, 35/40 ans.
- De formation supérieure exigée, avec un réel talent relationnel et des connaissances juridiques confirmées.
- 5 à 10 ans d'expérience exigés dans un poste similaire.
- Allemand souhaité.
- Déplacements fréquents.
- Poste basé en HAUTE-SAVOIE.

Envoyer dossier de candidature sous réf. 2583 M à HRAC/AB - 13 rue Pasteur - 92513 Boulogne Cedex.

La direction juridique d'un groupe industriel de biens d'équipement grand public (8,5 milliards de francs, 9 000 salariés) crée le poste de

Juriste

contrats internationaux

Directement rattaché au directeur juridique, vous intervenez principalement dans le cadre de la négociation et de la rédaction de contrats internationaux et nationaux (achat, vente, distribution, recherche et développement, licences de marques et de brevets...). Vous apportez également votre soutien aux opérations d'investissement à l'étranger et à l'établissement de procédures et de contrats standard.

Agé(e) de 28/30 ans, de formation juridique supérieure en droit des affaires ou droit international (DEA, DESS, DJCE), vous justifiez d'une première expérience de 3 années minimum en tant que « juriste contrats » acquise au sein d'une entreprise industrielle. La maîtrise de l'anglais ainsi que d'une autre langue (idéalement italien ou allemand) est requise pour ce poste. Votre autonomie, votre ouverture d'esprit et votre aptitude à travailler au sein d'une petite équipe sont des atouts déterminants pour réussir dans cette mission. Pour ce poste basé en région parisienne (92), merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et photo), en précisant la référence JCI/MO à Christine Monnier, 10 rue de la Paix, 75002 Paris.

CABINET ADAMAS
Société Civile Professionnelle d'Avocats implantée à Lyon, Paris et Pékin. Département de droit public recherche

2 Avocats

EN DROIT PUBLIC, DROIT DES COLLECTIVITES LOCALES

- Agé(e) d'environ 30 ans, vous participerez directement au développement du Département Droit Public et Droit des Collectivités Locales.
- Vous êtes de formation juridique supérieure (D.E.A., D.E.S.S.) en droit public, de préférence complétée par un diplôme d'un I.E.P.
- Vous êtes doté(e) d'une expérience professionnelle en droit public des affaires d'environ 5 ans au sein d'un cabinet d'avocats ou dans un organisme public dans les domaines concernés.
- Excellent(e) technicien(ne), vous êtes rigoureux(se), autonome et susceptible de contribuer au rayonnement du Cabinet.

Ces postes sont basés à Lyon.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo à :

Madame MARTEAU
6 quai Jules Courmont - 69002 LYON.

Juristes - Ressources Humaines

Il y a un moment où Andersen Consulting s'impose...

Chargé(e) du développement des Ressources Humaines

Andersen Consulting est le leader mondial du conseil avec plus de 44 000 collaborateurs dans 47 pays. La très forte croissance que nous prévoyons dans les 5 prochaines années nous amène à recruter de nouveaux collaborateurs.

Rattaché(e) à notre Direction des Ressources Humaines, vous participerez à l'élaboration de la politique de développement des Ressources Humaines et serez chargé(e) de sa mise en œuvre dans un de nos groupes de compétences. Avec votre équipe, vous interviendrez plus particulièrement dans les domaines suivants :

- mise en place et suivi de notre politique de gestion des compétences
- conseil en gestion de carrière auprès des consultants
- définition et mise en place du plan de formation. Vous participerez également à l'animation de votre département.

Agé(e) de 32 à 36 ans, de formation supérieure, vous êtes généraliste de la fonction et êtes reconnu(e) pour vos qualités d'écoute et votre sens du relationnel. Esprit de synthèse, rigueur, pragmatisme sont vos atouts pour mener à bien nos projets. (Réf. PERSMGR)

Four ces deux postes, l'environnement international dans lequel nous évoluons exige une parfaite maîtrise de l'anglais. Merci d'adresser votre dossier à Marcella Le Blanc pour la réf. PERSMGR ou à Serge Guissani pour la réf. REC-JD, Andersen Consulting, 55 avenue George V, 75379 Paris Cedex 08.

Responsable du recrutement des consultants juniors

Rattaché(e) au Directeur des Ressources Humaines, vous aurez la responsabilité totale du recrutement des consultants juniors en France. Avec votre équipe, vous interviendrez dans les domaines suivants :

- identification des meilleurs profils jeunes diplômés (Grandes Ecoles, Universités)
- définition et mise en place d'un plan marketing, animation du processus de sélection et d'évaluation,
- suivi et intégration des consultants juniors dans notre société.

Agé(e) de 32 à 36 ans, vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur et vous pouvez vous prévaloir d'une expérience réussie au sein d'un service recrutement et d'une expérience de management. Esprit de synthèse, rigueur, pragmatisme sont des atouts pour mener à bien vos projets. Votre convivialité, votre aisance relationnelle, votre humour seront les garants de votre bonne intégration au sein de notre société. (Réf. REC-JD)

ANDERSEN CONSULTING

<http://www.ac.com>

Société française (40 000 personnes, C.A. 26 Mds FF) à dimension internationale appartenant à un Groupe industriel de renommée mondiale, recherche, dans le cadre de son expansion

JURISTE des AFFAIRES Internationales

Au cours de votre première expérience professionnelle réussie (3 à 5 ans environ) en milieu industriel ou d'entreprise, vous avez déjà prouvé vos talents dans l'élaboration et la négociation du cadre juridique de différents contrats en affaires internationales (contrats clés en main ou de service, accords de partenariat, joints ventures, transfert de technologies, etc.).

Votre formation juridique supérieure (Bac + 5) est complétée par un diplôme étranger de niveau équivalent. Votre ambition professionnelle et vos qualités relationnelles feront de vous l'interlocuteur privilégié de nos ingénieurs d'Affaires et de nos clients.

Votre capacité d'adaptation vous permettra d'assurer, au sein de notre équipe de juristes du service «Affaires Internationales» la prise en main de négociations.

Vous maîtrisez parfaitement la langue anglaise. La pratique d'une seconde langue étrangère (allemand, espagnol ou arabe) serait un atout supplémentaire.

Pour ce poste basé à PARIS, une large disponibilité pour des déplacements est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet à **IERAMO CONSEIL** - Brigitte AICHINGER - 17 bis, rue Jomard 75380 BOUGIVAL - FRANCE

Tél. : 01 39 69 46 03 - Fax : 01 39 69 46 60

Société industrielle de notoriété mondiale, recherche dans le cadre de son développement son

Secrétaire Général

Sud de Paris

600 KF

Directement rattaché au Président, vous avez pour mission de le seconder dans la gestion de la structure et de ses différents services opérationnels. A ce titre, vous êtes l'interlocuteur privilégié des instances administratives, des pouvoirs publics et des conseils extérieurs.

Dans le cadre de votre activité, vous assurez le suivi et la bonne exécution des contrats et prenez en charge la gestion du personnel et les aspects juridiques y afférents (application du droit du travail et du droit social, CHSCT...).

Vos fonctions couvrent également le contrôle et la gestion de la comptabilité, du budget et de la trésorerie. Plus généralement, vous avez la responsabilité des services généraux et notamment la supervision des achats et des investissements.

Agé d'environ 35/40 ans, de formation juridique et économique supérieure, vous justifiez d'une expérience similaire acquise de préférence au sein d'une entreprise industrielle.

Une excellente pratique (orale et écrite) de l'anglais est indispensable.

Vous souhaitez affirmer votre goût du management allié à une grande rigueur professionnelle au sein d'une structure ambitieuse.

Merci d'adresser votre candidature à Thierry Montecatini ou Stéphanie Dru, Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 36.17 MPAGE (tarif 36.17 Mds) sous réf. : SD16464.



Michael Page Tax & Legal

Le spécialiste du recrutement Juridique et fiscal

LYON

En tant que Responsable du Département Juridique (3 pers.), vous supervisez le suivi juridique des diverses activités du Groupe, participez à la poursuite de développement (croissance externe) et apportez conseils et assistance auprès de la Direction et des Responsables opérationnels des sociétés filiales.

Vous avez 35/40 ans, une formation supérieure en Droit des affaires DEA, DESS, DJCE, nantie d'une expérience réussie de 5 à 8 ans en cabinet ou en entreprise. Le droit fiscal serait un plus. Anglais courant si possible. Nombreux déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 9406 (sur enveloppe) à CANDISSIMO, Tour Suisse, 69443 LYON Cedex 03, qui transmettra. Les candidatures reçues seront traitées dans la plus stricte confidentialité.

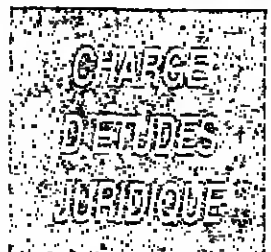
Directeur Juridique

Carrières Internationales

PARTICIPEZ A L'OPTIMISATION DE NOTRE SECURITE JURIDIQUE

La Direction des Affaires Générales recherche

Au sein du Département Relations Institutionnelles, vous contribuez à assurer la sécurité juridique du CENCEP et des établissements du Groupe dans les domaines de la publicité, de la promotion et de la protection de l'image et des marques. A ce titre, vous avez un rôle primordial de conseil et d'assistance juridiques en matière de publicité, de parrainage et de tout ce qui a trait aux nouvelles technologies. Vous veillez à la cohérence des marques et des dénominations dans le respect de la stratégie de



communication globale du Groupe. Par ailleurs, vous conseillez l'ensemble des établissements du Groupe pour tout ce qui concerne les marques, les licences, la concurrence déloyale...

Titulaire d'un DEA ou d'un DESS, vous avez une parfaite connaissance du droit de la propriété industrielle et intellectuelle ainsi que des contrats et des établissements de crédit. Fort d'une expérience réussie d'au moins 5 ans, vous êtes passionné par la publicité et la communication.



CAISSE D'EPARGNE CENTRE NATIONAL

Merci d'adresser votre candidature sous la référence CEJ au CENCEP, Service des Ressources Humaines, 27129, rue de la Tombe-Issoire, 75673 Paris cedex 14.

在 40 多個國家設有附屬企業的法國首要工業集團，為其在中國分公司之一，徵求：

總經理

Futur Directeur Général

Après une période d'intégration organisée et de formation solide à la culture et aux métiers de notre groupe, qui se fait sur nos sites industriels européens et à notre siège, nous vous confions la responsabilité intégrale et durable d'un site industriel très moderne déjà existant en Chine.

Manager confirmé, idéalement de culture et de langue chinoise, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et disposez d'une expérience réussie reconnue au sein d'une grande entreprise industrielle occidentale. Vous parlez couramment le français, l'anglais serait un plus. Homme de confiance et de grande valeur morale, nous vous proposons une mission très importante avec de réelles perspectives d'évolution.

■ Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil Grace LEE, sous réf 164 M2. ALEXANDRE TIC, "Carrières Internationales" 9 rue Royale, 75008 Paris.

*Groupe Industriel Français de premier plan, présent dans plus de 40 pays, cherche pour l'un de ses filiales en Chine, son Directeur Général

ALEXANDRE TIC

Certifié ISO 9001

Le 16 avril 1997, le Tribunal de Commerce de Paris a rendu son jugement en faveur de la Caisse d'Epargne Centre National.

transmis immédiatement des mises à la Cour de cassation, qui

posées. Son immunité patrimoniale était pourtant levée et il dut,

manche les accusations de cor-

PS n'est plus, dans les tentations

سكزا بن الامر